

**Huit mille policiers
manifestent
au Nouvel Hippodrome
de Paris**

LIBRE PAGE 13

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 12 fr. ; Canada, 5 C\$; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce, 18 dr. ; Irlande, 10 sh. ; Italie, 200 L. ; Japon, 120 y. ; Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yémen, 10 n. d.m.

Tarif des abonnements page 24

5, RUE DES ITALIENS

75127 PARIS - CEDEX 09

G.C.P. 6307-23 Paris

Tél. Paris 46 65 72

Tél. : 246-72-23

Le « sommet » arabe invite les belligérants du Liban à se replier sur leurs bases de départ

Le poids de l'Arabie Saoudite

Il faudrait croire au miracle pour penser que l'accord conclu au « mini-sommet » de Riyad peut amener un règlement de la crise libanaise. Les décisions prises sont essentiellement d'ordre militaire, ce qui est, certes, loin d'être négligeable. Mais elles laissent complètement de côté la question du compromis, qui devrait intervenir entre la droite et la gauche pour que le Liban retrouve la paix civile.

Les dispositions militaires sont elles-mêmes si ambiguës qu'elles suscitent le scepticisme général. Est-il imaginable que toutes les forces belligérantes acceptent de renoncer aux territoires qu'elles ont conquis pour revenir aux positions qu'elles occupaient le 13 avril 1975, date à laquelle a éclaté la guerre civile ? Si M. Pierre Gemayel, le président du parti phalangiste, ne s'est pas encore prononcé sur l'accord de Riyad, M. Chamoun, son allié, a d'ores et déjà annoncé qu'il ne s'estimait pas lié par les décisions prises par les chefs d'Etat arabes. Et pour cause : aucun parti de droite maronite n'était représenté à Riyad.

Les « casques blancs » arabes sont, certes, habilités à recourir à la force pour imposer le cessez-le-feu, désarmer les belligérants et les obliger à se retirer des zones qu'ils contrôlent. Mais les Etats arabes sont-ils en mesure de mettre sur pied une armée de trente mille hommes assez forte pour maîtriser toutes les milices ?

Les Palestiniens et la gauche libanaise, malgré leur méfiance à l'égard des participants du « mini-sommet » de Riyad, peuvent sans doute se féliciter de résolutions mettant un terme à l'offensive syrienne qui menaçait leur existence. Ils espèrent avoir obtenu le répit qu'ils souhaitent. Ils sont sans doute disposés à se retirer des positions qu'ils occupent, et qu'ils auraient de toute façon perdues si les combats s'étaient poursuivis. Mais accepteront-ils d'évacuer les territoires conquis si les milices maronites refusent de le faire ?

C'est bien le seul résultat dont puisse se féliciter la gauche libanaise, puisque, sur le plan politique, elle a été complètement ignorée à Riyad. L'O.L.P., en revanche, obtient satisfaction sur au moins trois points : les chefs d'Etat arabes confirment la validité des accords de 1969 régissant le statut des fedayin au Liban (et que la droite cherchait à abolir) ; ils réitèrent leur soutien à la « centrale » des fedayin qualifiée de « seul représentant légitime du peuple palestinien » ; ils reconnaissent le droit des Palestiniens de poursuivre leur lutte contre Israël, notamment à partir du sud du Liban. Mais quelle est la portée pratique de cette dernière résolution alors qu'Israël paraît décidé à empêcher toute quelconque que les fedayin rétablissent leurs bases sur la frontière septentrionale de l'Etat juif ?

Le « mini-sommet » de Riyad n'en constitue pas moins un tournant. L'Arabie Saoudite a démontré, une fois de plus, qu'elle est capable de jouer un rôle déterminant dans le monde arabe. Elle a obtenu, en quarante-huit heures, du président Assad ce qu'il refusait d'envisager depuis des mois. Le chef de l'Etat syrien a accepté de passer la main à une sorte de consortium arabe, chargé désormais de rétablir la paix au Liban, aux conditions souhaitées par l'axe Riyad-Le Caire. Certes, l'armée syrienne demeure dans les régions qu'elle occupe, mais elle n'est plus, en principe, que l'une des composantes de la « force de la paix » arabe, placée sous le commandement suprême du président Sarkis. Ce dernier devrait retrouver ainsi une certaine autonomie par rapport à Damas, qui avait imposé son élection à la tête de l'Etat.

Tout se passe donc, jusqu'à plus ample informé, comme si la conférence de Riyad avait eu pour effet de substituer au « protectorat » exclusif de Damas sur le Liban la tutelle d'une poignée d'Etats arabes, dont la Syrie, dirigée par l'Arabie Saoudite.

Un « sommet » arabe élargi se tiendra au Caire lundi 25 octobre pour entériner les décisions prises lundi 18 octobre à Riyad, concernant le rétablissement de la paix au Liban.

Aux termes de ces décisions, un cessez-le-feu devrait intervenir le jeudi matin 21 octobre. Une force de la paix arabe de trente mille hommes est chargée de faire respecter la trêve, et d'obtenir le retrait de toutes les milices, de droite ou de gauche, sur les positions qu'elles occupaient il y

Les chefs d'Etat réunis à Riyad — le roi Khaled (Arabie saoudite), l'émir Sebah (Koweït), les présidents Sadate (Egypte) et Assad (Syrie) — ont confirmé leur reconnaissance de l'O.L.P. comme seul représentant légitime du peuple palestinien et réaffirmé son droit de poursuivre la lutte contre Israël. Les participants du « sommet » de Riyad ont, en outre, confirmé la validité des accords de 1969 qui régissent les relations entre l'Etat libanais et les fedayin. Une commission mixte composée des représentants de l'Arabie saoudite, de l'Egypte, du Koweït et de la Syrie a été constituée pour veiller à l'application de cet accord. D'autre part, la direction de la force de paix arabe a été confiée à un général saoudien, qui sera personnellement responsable auprès du président Sarkis, le chef de l'Etat libanais. A ce propos, il est stipulé dans un document annexé à l'accord de Riyad, que tous les combattants libanais comme palestiniens, devront se retirer au plus tard dix jours après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu.

La question du retrait syrien abandonnée

Autre conséquence importante de la conférence de Riyad : l'Egypte et la Syrie ont décidé de rétablir leurs relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs. Les deux pays ont décidé de cesser toute polémique dans leurs organes de presse. Le président Assad, en particulier, s'est engagé à ne plus critiquer le second accord du Sinaï conclu entre Le Caire et Jérusalem. En échange de quoi, le président Sadate a renoncé à exiger le retrait des forces syriennes du Liban.

C'est grâce au président Sarkis que l'armée du président Assad pourra se maintenir dans ce pays. Le chef de l'Etat libanais a en effet déclaré à la séance d'ouverture de la conférence : « Les troupes syriennes sont venues au Liban à ma demande, et leur présence est légitime. » En réalité, lorsque les forces de Damas sont entrées au Liban, le 31 mai dernier, M. Sarkis n'était pas encore en fonctions. Cependant, le président Sadate a aussitôt répondu au chef de l'Etat libanais : « Puisque tel est le cas, nous ne devrions pas intervenir dans les affaires intérieures du Liban. Je propose dès lors de supprimer de l'or-

a dix-neuf mois, avant le début de la guerre civile. En revanche, l'armée syrienne demeure dans les territoires qu'elle occupe actuellement, essentiellement dans les provinces de la Bekaa et de l'Akkar. Damas et le Caire vont rétablir leurs relations diplomatiques. L'accord de Riyad a suscité des réactions mitigées dans les camps en présence, où l'espoir d'un cessez-le-feu effectif s'accompagne de scepticisme et de méfiance.

Le président Assad s'est réconcilié avec le chef de l'Etat égyptien, et avec M. Arat, dont il exigeait auparavant le limogement. Selon la presse libanaise, Riyad aurait exercé de vives pressions sur Damas, allant jusqu'à menacer de rompre les relations diplomatiques et de suspendre l'assistance financière que fournit le royaume wahabite au régime baassite.

Les observateurs s'accordent pour estimer que c'est à la demande pressante de l'Arabie Saoudite que le

dre du jour la question relative au retrait de l'armée syrienne. Après avoir remercié le chef de l'Etat égyptien, le président Assad a déclaré à son tour : « Je suis tout à fait d'accord avec M. Sadate sur ce point. »

Les Palestiniens, pour leur part, ne sont pas moins méfiants. Le partage des rôles entre la Syrie et l'Egypte était une condition sine qua non de l'amorce d'un règlement de la crise. Mais la résistance palestinienne avait besoin d'un répit.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 3.)

Scepticisme et méfiance prévalent à Beyrouth

De notre correspondant

Beyrouth. — Au terme d'une journée de bombardements aveugles au cours de laquelle plus de mille obus se sont abattus sur les deux secteurs de Beyrouth, faisant, selon une estimation prudente, plus de cent cinquante tués et deux cent cinquante blessés au sein de la population civile, les Libanais et les Palestiniens du Liban ont appris lundi soir l'accord intervenu au « sommet » arabe de Riyad.

Cet accord a été accueilli avec soulagement par l'opinion publique et avec la ferme espoir qu'il ne restera pas, comme tous les précédents, lettre morte.

Parmi les dirigeants, les réactions sont plus complexes. On n'avait enregistré mardi matin qu'une seule déclaration postérieure à la diffusion du communiqué de Riyad. Elle émanait de M. Camille Chamoun (conservateur chrétien), qui a dit : « Conclure des accords est une chose, les appliquer en est une autre. »

La droite chrétienne est réservée et méfiante. Elle craignait depuis un certain temps, sinon un retournement, du moins une évolution de l'attitude syrienne. Le chef des Phalanges, M. Gemayel, a ajourné son commentaire sur les décisions de Riyad.

Cependant, le parrainage arabe de la tutelle établie sur la résistance palestinienne, et dont l'exécution principale demeurera de facto la Syrie, devrait rassurer quelque peu la droite chrétienne. Un subtil équilibre s'est établi à Riyad, dont le Liban devrait pouvoir tirer profit à l'avenir.

Une nouvelle organisation judiciaire pour la région parisienne

Le conseil des ministres de ce mardi 19 octobre devrait examiner un ensemble de mesures — dont un projet de loi organique, — relatives à l'organisation judiciaire — notamment dans la région parisienne, — et à la magistrature.

Revenant partiellement sur les décisions d'un comité interministériel remontant au mois d'avril

dernier, le garde des sceaux propose de détacher de la nouvelle cour d'appel de Versailles le tribunal de Nanterre (Hauts-de-Seine), qui lui avait été dans un premier temps rattaché et de renommer, pour l'avenir, en principe, à détacher les trois tribunaux périphériques (Bobigny, Créteil et Nanterre) de la cour d'appel de Paris. Des modifications de rang seraient proposées pour certains chefs des juridictions les plus importantes de France.

(Lire en page 14 l'article de PHILIPPE BOUCHER.)

LIRE PAGE 12:

LE PREMIER CONGRÈS
MONDIAL
DE L'« OMBUDSMAN »
par Aimé Paquet

LA FAILLE

Tout système institutionnel a ses ombres et ses lumières. Les uns vantent la vertu des institutions britanniques, qui assurent à

por ALBIN CHALANDON

la fois l'autorité d'un homme, le premier ministre, et l'existence d'une majorité pour le soutenir. Les autres appellent de leurs vœux le système des Etats-Unis, qui tient le chef de l'exécutif hors d'atteinte du Congrès. Les premiers oublient que le système des partis en France a toujours été incapable de dégager une majorité ; les seconds, que le président peut avoir en face de lui un Parlement qui paralyse son action en lui refusant les moyens de sa politique.

Le système français, dont Georges Pompidou a dit qu'il était bâtarde, a efficacement fonctionné pendant dix-huit ans. Il n'en comporte pas moins, comme les autres, une lacune grave : la puissance du président de la République repose sur l'autorité de fait que lui confère son élection, non sur ses pouvoirs constitutionnels. La force d'attraction qu'il exerce en bipolarisant la vie politique doit normalement permettre de dégager une majorité pour soutenir son action. Mais la logique a des limites : le conflit est possible entre le président et le Parlement. Il peut se situer au niveau du premier ministre, si celui-ci est issu d'une majorité parlementaire hostile ou peu sûre ; il peut se situer au niveau de l'Assemblée nationale, devant laquelle le gouvernement est responsable, si le premier ministre est du côté du président et, par conséquent, accepte de se retirer lorsque celui-ci le lui demande.

Aucun de ces deux conflits ne s'est présenté jusqu'à ce jour. Ceux qui ont été observés tiennent à l'existence de la dyarchie,

La campagne contre les « comploteurs » se durcit dans toute la Chine

Une affiche accuse la veuve de Mao d'avoir tenté de le tuer

La campagne contre les « comploteurs » prend un tour de plus en plus violent en Chine. Mme Chiang Ching, la veuve de Mao, est accusée, sur une affiche placardée à l'université de Pékin, d'avoir tenté de tuer son mari. D'autre part, une « source chinoise proche des autorités » a fait savoir que M. Chang Chun-chiao, vice-premier ministre et membre du « groupe de Changhaï », aurait depuis longtemps « comploté » contre Mao. Il prétendait de faire nommer Mme Chiang Ching à la présidence du parti et voulait devenir premier ministre. C'est dans ce but qu'il aurait précipité la chute, cette année, de M. Teng Hsiao-ping, et même provoqué en avril les incidents de la place Tien-An-Men.

Cependant qu'à Changhaï toute la population est en permanence mobilisée au cours de meetings monstres contre ses anciens dirigeants, le calme règne à Pékin. Mais, à l'université Tsinghua de la capitale, où plusieurs responsables de « gauche » ont été arrêtés, la critique de M. Teng Hsiao-ping a été suspendue dans les cours d'éducation politique ; l'accent est mis désormais sur le soutien à M. Hua Kuo-feng, qui reçoit d'autre part de nombreux messages d'appui de la part des garnisons de province.

De notre correspondant

Pékin. — La campagne de dénonciation des quatre anciens dirigeants de la gauche, Mme Chiang Ching, MM. Wang Hong-wen, Chang Chun-chiao et Yao Wen-yuan — se développe dans un ton d'accusations de plus en plus graves et plus violentes. Le texte d'un dazibao affiché à l'université de Pékin, le seul dont

des étrangers ont eu jusqu'à présent connaissance, accuse la veuve de Mao d'avoir insisté, « contre l'avis des médecins », pour faire transporter le président, « tentant ainsi vainement de le tuer ». Elle est notre ennemi irréconciliable, ajoute le texte, et mérite dix mille morts.

La même affiche apporte de multiples précisions sur les antécédents de la crise et prétend retracer la « longue histoire » de la « bande des quatre » — nommément désignés — et de « leur ambition pour dénaturer le parti et prendre le pouvoir ».

ALAIN JACOB.

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR

Cruauté mentale

Si nous comprenons bien, la veuve de Mao a été emprisonnée pour cruauté mentale. Entre autres méfaits, elle aurait tracassé outre mesure, durant sa dernière saison, le Grand Timonier...

Il est à souhaiter qu'une telle répression ne soit pas appliquée en France, car, alors, les prisons seraient vite noires de monde, de Dunkerque à Toulon, avec les parents qui tourmentent leurs enfants (et inversement), le mari qui persécute sa femme (et réciproquement), le chef de service qui humilie ses subordonnés, le P.-D. G. qui humilie le chef de service, le policier qui humilie le Français silencieux et moyen, le Français silencieux et moyen qui humilie le Juif, l'Arabe, l'Africain, etc.

Au bout du compte, chaque homme, chaque femme, devrait aller en prison, car il n'est de pire ennemi pour soi-même que soi-même. Il n'est de si sournois cruauté que celle qu'on s'ingénie à exercer sur soi.

FRANÇOIS BOTT.

LE CONTINENT DES MERS DU SUD

Un art de vivre

Sur le plus grand continent du monde, le Pacifique — non pas l'océan, mais, tous éléments confondus, îles et flots — l'Occident a plaqué les mythes nés de ses rêves, de ses insuffisances, de ses appétits économiques : les grandes découvertes devaient être celles de richesses matérielles, comme celle du paradis terrestre, un paradis dans lequel il ferait bon s'ébattre avec des beautés à la nudité accueillante, mais — première contradiction — dont il faudrait aussi extirper le paganisme et vêtir les Tahitiennes et autres Tongiennes. Pourra Pacifique, qui fut sillonné par les explorateurs, disputé par des missions concurrentes et des firmes commerciales rivaes, qui fut le théâtre, pendant la Seconde Guerre mondiale, d'une bataille de géants, et

qui se trouve, aujourd'hui, au centre de rivalités pour l'hégémonie et demeure aussi — la logique eût voulu le contraire — méconnu, et donc méprisé.

A ce mépris, dans un livre important pour la profondeur de l'écrit et l'intelligence de l'illustration — tous deux intimement liés — Etienne Taillemite et Roseline Doucet - Leenhardt viennent de répondre avec leur savoir, qui est rétablissement de vérités et tentative d'appréhension de cette gigantesque région. Un ouvrage incomplet — la Micronésie, qui n'a décidément pas de chance dans l'édition de langue française, étant à peine effleurée — mais qui, tel qu'il est, comble un grand vide.

JACQUES DECORNOY.

(Lire la suite page 3.)

Pour donner l'heure ou pour l'offrir...



LANCEL
le savoir-choisir

LA LUTTE POUR LE POUVOIR EN CHINE

M. Chang Chun-chiao aurait précipité l'élimination de M. Teng Hsiao-ping pour s'emparer ensuite du pouvoir

M. Chang Chun-chiao aurait été le « cerveau du complot » dirigé contre M. Hua Kuo-feng, si l'on en croit une source proche des autorités chinoises, citée par l'agence japonaise Kyodo. Cette personnalité du groupe de Changhaï aurait réussi à faire croire, grâce à un faux, que la disgrâce de M. Teng Hsiao-ping, ancien vice-premier ministre, avait été décidée par Mao Tse-toung lui-même. Des enquêtes sont menées à Pékin à ce sujet, à l'issue desquelles M. Teng pourrait être réhabilité.

L'élimination politique de M. Teng Hsiao-ping, citée selon Kyodo, la première étape du plan de prise du pouvoir de M. Chang Chun-chiao, M. Teng, qui avait déjà été éliminé du pouvoir pendant la révolution culturelle, avait été nommé en janvier 1975 vice-président du parti et premier vice-premier ministre. M. Chang enchaîna alors contre lui une campagne virulente, déclarant que M. Teng avait choisi la voie du capitalisme. Finalement, M. Chang réussit à éliminer M. Teng du pouvoir en avril 1976, à la suite des émeutes de la place Tien-An-Men qu'il avait, selon la source citée par Kyodo, organisées.

Après l'élimination de M. Teng Hsiao-ping, le président Mao, qui se serait senti assez sûr des ambitions de M. Chang, aurait alors décidé de nommer M. Hua Kuo-feng premier vice-premier ministre. De plus, à la suite des émeutes de Tien-An-Men, un des vice-premiers ministres, M. Li Hsien-nien, en disgrâce pour avoir collaboré avec M. Teng, retrouvait son poste, afin, également, de contrebalancer l'influence du groupe de Changhaï. Au fur et à mesure que la santé du président déclina, la lutte politique entre MM. Hua et Chang devint de plus en plus âpre.

Selon ces « sources proches des autorités chinoises », M. Chang, le 9 septembre, immédiatement après la mort de Mao, décidait de falsifier les dernières volontés du président défunt. Il comptait ainsi placer Mme Chiang Ching à la présidence du parti et devenir lui-même premier ministre.

M. Hua Kuo-feng, se rendant compte que les dernières volontés du président Mao avaient été falsifiées, aurait alors été une fois de plus en garde de Mao contre les « machinations politiques ». M. Chang fut de plus en plus isolé au sein du bureau politique et de l'armée, malgré ses tentatives de discréditer M. Hua, et il aurait alors décidé d'assassiner ce dernier. M. Chang et les autres conjurés ont été arrêtés à la suite d'une réunion du bureau politique du 6 octobre, ajoute Kyodo.

Les œuvres de deux des principaux conjurés, MM. Chang Chun-chiao et Yao Wen-yuan, ont disparu des rayons des bibliothèques chinoises, mais, lundi, elles restaient toujours disponibles en langues étrangères.

M. Chang Chun-chiao avait écrit un article intitulé « De la dictature intégrale sur la bourgeoisie », publié dans le numéro d'avril 1976 du *Drapeau rouge*. M. Chang déconseillait un « vent d'embourgeoisement » soufflant sur une partie du parti et en particulier sur certains de ses dirigeants qui « se lancent » dans une course acharnée aux honneurs et aux richesses.

Deux articles de M. Yao Wen-yuan étaient disponibles récemment encore en chinois et ne sont plus vendus dans cette version. Il s'agit d'un article datant de la révolution culturelle (« Commentaires sur deux livres de Yao Wen-yuan », publié en septembre 1967 par le *Quotidien du peuple*) dans lequel l'ancien directeur du bureau de la propagande et ancien membre du bureau politique Yao Wen-yuan était accusé de « créer un « contre-révolutionnaire révisionniste ».

La reprise en main des universités

M. Yao Wen-yuan faisait précéder son texte d'une citation de Mao Tse-toung, et appelait à la vigilance contre « les carriéristes et les conspirateurs », afin d'« empêcher ces mauvais éléments d'usurper la direction du parti et de l'Etat à un niveau quelconque ».

L'autre pamphlet, également introuvable dans les bibliothèques chinoises, est intitulé « De la base sociale de la classe dirigeante du parti de Lin Biao ». Dans cet écrit, publié dans le *Drapeau rouge* de mars 1976, M. Yao dénonçait l'ancien ministre de la défense, qui avait créé des organisations « d'agents secrets et joments un coup d'Etat contre-révolutionnaire armé ».

Il se confirme, d'autre part, que deux dirigeants des universités de Tsinghua, de Pékin, ont été arrêtés ces derniers jours. L'information a été donnée par des responsables de Tsinghua à des étudiants étrangers. Selon ces mêmes étudiants, la critique contre M. Teng Hsiao-ping a été suspendue dans les cours d'éducation politique de Tsinghua, jusqu'à présent l'université la plus en lice dans le domaine idéologique. L'accent est actuellement mis sur le soutien au comité central du parti dirigé par M. Hua Kuo-feng, et aux récentes décisions de ce comité.

(1) Le 24 février 1966, le *Quotidien du peuple* écrivait que la campagne contre M. Teng Hsiao-ping avait été lancée par le président Mao. Le président était-il alors abusé par le groupe de Changhaï ? Ou assistait-il à un réajustement ? On assiste-t-on aujourd'hui à une réaction de l'histoire pour mieux justifier la révélation des « maux » ? En commentant, dans ces conditions, les œuvres de M. Chang Chun-chiao et Yao Wen-yuan, la campagne « anti-révolutionnaire » est-elle « anti-révolutionnaire » ? Put-il la suite de ce « complot » ourdi par M. Chang ?

Évitant toute polémique avec Pékin

M. Leonid Brejnev déclare que « les problèmes les plus compliqués de l'Asie » peuvent être résolus

De notre correspondant

Moscou. — M. Leonid Brejnev a confirmé, le lundi 18 octobre, la volonté soviétique de ne pas reprendre la polémique avec Pékin. Il n'a pas parlé du contentieux qui oppose l'Union soviétique et la Chine, et s'est prononcé en faveur d'un rapprochement « pas à pas » entre Moscou et Pékin. Il n'a cependant pas fait la moindre concession aux thèses chinoises, notant au contraire comme condition à une telle normalisation « le respect dans les faits de l'égalité et de la souveraineté des autres Etats ». Autrement dit, le secrétaire général a indirectement demandé à la Chine d'abandonner ses revendications territoriales en Sibirie. Ces remarques étaient contenues dans un discours prononcé au cours du dîner offert en l'honneur de M. Tshednal, premier secrétaire de Mongolie, en visite officielle en U.R.S.S. Bien qu'il n'ait jamais prononcé le nom de la Chine, le secrétaire général n'a laissé planer aucun doute sur les destinations de ses remarques. Faisant le bilan de ses premières entretiens avec M. Tshednal — auxquels avait participé M. Kossyguine, après une absence d'un douzaine de semaines, — M. Brejnev a notamment déclaré :

« Nous avons bien sûr accordé une attention particulière aux problèmes de l'Asie, y compris aux problèmes les plus compliqués. Pourquoi être résolu ? Nous répondons à cette question par l'affirmation : il suffit de régler les rapports avec persévérance, pas à pas, sur les principes de bon voisinage, de respect dans les faits de l'égalité et de la souveraineté des autres Etats, d'entretenir l'avenir et de mener un dialogue constructif. Chaque pays qui abordera le problème de cette manière peut compter sur notre compréhension. C'est ce que nous souhaitons à tous les Etats asiatiques et de la paix dans le monde. »

M. Tshednal, qui a souvent critiqué la Chine dans des termes plus violents que ceux utilisés par Moscou, s'est contenté de constater que « les perspectives de consolidation de la paix et de la sécurité sont avant tout devant le continent asiatique ». Il a répondu à son compatriote le projet soviétique de sécurité collective en Asie. Il s'est prononcé en faveur d'un renforcement de la cohésion du mouvement communiste « sur les principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien ».

Rapportons que plusieurs divisions soviétiques sont stationnées en Mongolie. M. Brejnev y a fait allusion, affirmant : « La Mongolie est notre alliée. Elle fait partie de la grande famille des Etats socialistes ; sa situation et sa sécurité sont solides. » Selon plusieurs experts occidentaux des rapports sino-soviétiques, l'abandon par Moscou de la polémique avec la Chine est avant tout tactique. Il s'agit de prouver à l'opinion internationale, en particulier à celle du tiers-monde, que l'U.R.S.S. est animée de bonne volonté dans cette affaire. Les dirigeants soviétiques ne se feraient aucune illusion sur les chances d'une normalisation à court ou à moyen terme de leurs rapports avec Pékin. Les derniers événements de Chine ne les auraient pas amenés à réviser leur jugement : tout en se réjouissant de l'élimination des « gauchistes » de Changhaï, ils s'attacheraient que l'actuelle direction chinoise, loin de répondre à leur demi-ouverture, se rapproche, au contraire, des Etats-Unis (1).

JACQUES AMALRIC.

(1) Pékin n'a pas mis fin à ses attaques contre Moscou. Chine nouvelle donne un commentaire consacré à la situation dans le monde arabe, a dénoncé l'unité et le soutien des Etats asiatiques et de la paix dans le monde.

La campagne contre les « comploteurs » se durcit

(Suite de la première page.)

Déjà, relate-t-il en substance, les « quatre » formalent, du vivant du président Mao, « une clique très étroite tramant dans son dos complots et conspirations », cherchant à « créer une opinion publique contre-révolutionnaire » et « intervenant partout ».

Toutefois, poursuivent les auteurs du texte, le président Mao avait décelé leurs intrigues et les ambitions de Chiang Ching. Ainsi avait-il demandé à leur sujet : « Y aurait-il des camarades qui n'obéissent pas à mes trois articles (?) et qui oublient que ces trois articles ont été discutés par les nouveaux et anciens membres du parti ? »

En décembre 1974, au début de la campagne pour l'étude de la théorie de la dictature du prolétariat « la bande des quatre » a failli la théorie du président Mao selon laquelle le révolutionsse constitue le danger principal. Ils ont affirmé que l'ampleur était le plus grand danger. Tout récemment encore, « les quatre » ont « déformé les directives du président afin de les utiliser dans leur propre intérêt ». En témoignage, ajoutent les auteurs, le numéro du *Journal Clarité* en date du 4 octobre, il contenait un article d'un des journalistes considérés comme les plus proches de M. Yao Wen-yuan, M. Liang Hsiao, et dont certains passages peuvent être jugés ambigus (M. Liang Hsiao aurait été récemment placé sous garde à vue).

Ces critiques de doctrine s'accompagnent d'attaques personnelles viru-

lentes. « Chiang Ching, dit encore le texte, a organisé des réunions et diffusé des directives au nom du président Mao à l'insu de ce dernier et du comité central. Alors que (le président) était très malade, elle ne s'en est aucunement souciée. Lorsque sa maladie s'est encore aggravée, elle s'est rendue à Tachai, où elle s'est conduite avec violence et grossièreté. »

Enfin « la bande des quatre » se voit reprocher d'avoir agi « à l'encontre des vœux de tout le peuple chinois », s'opposant à la conservation du corps du président défunt. L'aggravation de cette bande, dit encore le texte, réjouit le peuple. C'est une chose excellente. »

Rappelons qu'il ne s'agit là que d'un dazibao parmi beaucoup d'autres, dont les textes ne sont pas encore connus, mais risquent d'être riches également de « révélations ». La veuve du président est d'ailleurs attaquée dans les journaux muraux apparus à Changhaï dans les termes parfois les plus vifs. La situation dans cette ville commence à inquiéter les observateurs. Les manifestations de masse s'y poursuivent depuis plus de quatre jours et un nouveau meeting devait encore y avoir lieu ce mardi 19 dans l'après-midi. D'après la plupart des témoignages, la foule est soigneusement encadrée et les défilés, même s'ils bloquent la circulation sur quelques-unes des principales artères, ont lieu dans l'ordre. Certains journaux muraux étonnent cependant, soit parce qu'ils font allusion à des tentatives de résistance

— des responsables locaux auraient tenté de mobiliser et d'armer les milices ouvrières — soit parce qu'ils élargissent les attaques à d'autres personnages ou à des thèmes que l'on a évité d'aborder à Pékin. Trois des secrétaires du comité du parti de la municipalité de Changhaï — qui dirigeaient trois des dirigeants déchu — sont ainsi critiqués. D'autres affiches s'en prennent à la direction des studios de cinéma et à des productions théâtrales, domaine auquel s'intéressait particulièrement Mme Chiang Ching. La question de la police de sécurité jusqu'au pouvoir alter cas d'abus et quel contrôle en gardent les autorités.

Est-ce à dire qu'on assiste au début d'une campagne d'épuration ? Rien ne l'indique, pour l'instant du moins. Le cas de M. Ma Tien-shui, pris à partie par voie d'affiche, est révélateur à cet égard : l'affaire du « complot » était d'abord largement déviée lorsque le vice-président du comité révolutionnaire a été chargé, ces jours derniers, d'accueillir à Changhaï le premier ministre de Papouasie-Nouvelle-Guinée. L'objet des manifestations paraît être de couper aussi complètement que possible de leur « base » les « jaunes » aujourd'hui condamnés et qui étaient si puissants dans la grande ville. Ne peut-on parler d'une manifestation d'exorcisme ? On note que, parmi les établissements dont le personnel dénonce vivement « les opportunistes de droite et de gauche », figure celui de l'usine de coton n° 17, celle-même où M. Wang Hong-won fut autrefois ouvrier et où il commença il y a dix ans sa carrière politique.

« Les escrocs fausement marxistes »

La presse pékinoise s'efforce, pour se part de créer l'impression d'une homogénéité totale de l'opinion et d'un ralliement sans faille de la population « autour du comité central ayant à sa tête le camarade Hua Kuo-feng ». Parallèlement cependant, les attaques contre les dirigeants éliminés se font de plus en plus claires. Mardi, le *Quotidien du peuple* publie un éditorial célébrant le quarantième anniversaire de la mort de Lu Hsun, et rappelle que le président Mao avait désigné le grand écrivain chinois comme le « héros national le plus juste, le plus juste, le plus juste, le plus loyal et le plus ardent sur le front de la culture ». Mais le journal loue particulièrement la lucidité avec laquelle Lu Hsun a su dénoncer « les vers qui se glissent dans le camp révolutionnaire, les démagogues et mette au jour leur véritable nature ».

Ces escrocs fausement marxistes, qui ne recherchent que leur intérêt personnel au nom de la révolution, poursuivent l'organe du P.C. Lu Hsun («... ») montre de manière pétrifiante comment ils formaient des cliques (...), trappaient les autres pour trouver leur propre profit, prononçant de grands mots pendant la journée pour jouer la nuit le jeu de la dissension, de la provocation et de la division », portant ainsi « le tort le plus grave à la cause de la révolution par leur travail de saps intérieur ».

On voit assez bien, à travers ce langage — qui fait écho au dazibao de l'université de Pékin — selon quels thèmes va s'orienter l'accusation contre Mme Chiang Ching et ses amis. Le *Quotidien du peuple* fait d'ailleurs dans le même éditorial un pas de plus que les jours précédents en appelant à la dénonciation non plus seulement « de ceux qui trament complots et intrigues », mais, plus précisément, des « escrocs » qui « tentent d'absorber le pouvoir du parti et de l'Etat ».

ALAIN JACOB.

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Épuration à la chinoise

Un mois après le décès de Mao Tse-toung, une crise profonde atteint les sphères dirigeantes chinoises. La disparition du Grand Timonier a révélé les divisions qui opposent la « gauche » et les « modérés ». La bataille qui s'est engagée à ce jour pour le pouvoir est d'une violence sans précédent. Les dirigeants les plus radicaux, mais le succès de M. Hua Kuo-feng et son ascension rapide ne signifient pas pour autant que la lutte pour le pouvoir soit terminée.

Pour Roger Chateaubert, dans *PARIS-MATCH*, « tout permet de supposer que (les récentes) arrestations amorcent un virage dans la politique extérieure et intérieure de la Chine ». « Mais, conclut-il, nous ne pouvons pas nous empêcher de penser que la chute de Mao, la raison d'Etat s'accompagne sans aucun doute d'un règlement des comptes ».

Dans *L'EXPRESS*, Emile Guikovsky estime que Mme Chiang Ching, « la petite actrice de Changhaï », a joué un rôle qui dépasse le rôle d'un simple acteur. Il souligne, par ailleurs, le poids de l'armée dans les événements des derniers jours : « Le pouvoir est maintenant aux mains de la police, mais la police n'a jamais eu plus d'actualité ». « En se rangeant, écrit-il, derrière M. Hua et Li Hsien-nien, l'armée espère donc jouer un rôle de premier plan dans la lutte pour le pouvoir civil, un sentiment plus compréhensible et généreux à son égard. » Il ajoute : « Elle ne cesse, depuis vingt ans, de rêver de la prise du pouvoir, entraînant qui lui permettrait enfin d'affirmer sa puissance. Ce nouvel épisode de l'histoire de la dynastie Mao pourrait marquer le début d'un renversement dramatique des tendances du communisme chinois. Après le pouvoir, les dirigeants du pouvoir et de l'économie. »

Patrice Drouin évoque lui aussi, dans *LE NOUVEAU ECONOMISTE*, le rôle de l'armée, qui, note-t-il, « penche activement du côté des gestionnaires ». — (dont) semble faire partie, précise-t-il, M. Hua Kuo-feng. « Depuis de nombreuses années, poursuit-il, les militaires réclament une modernisation de leur équipement. Cette modernisation passe, pour certains, par la direction du parti communiste chinois, pour le régime socialiste, et de se conformer en tout point à la Constitution et aux lois de la République populaire de Chine (article 26). Elle précise : « Si être de « droite », c'est fait ce vide idéologique qui se camoufle sous des mots, qui pour l'instant n'apparaissent plus comme crédules, alors, pour la Chine, je souhaite qu'une « ligne de droite » triomphe : je soutiens aussi que

machine » qui peut l'emporter, au prix, s'il le faut, d'une vague d'arrestations. »

Dans *CHARLIE-HEBDO*, Cavanaugh écrit : les dirigeants chinois « sont encore purs. Ils croient que la dictature peut mener à autre chose qu'à la dictature. Que la dictature du prolétariat est une dictature pas comme les autres. Qu'il faut (et qu'il suffit) de passer par d'énormes sacrifices tout de suite et pendant suffisamment longtemps pour avoir une société sans classes. On a vu quelques générations. On les voit dans leurs mini-révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte pour le pouvoir. Les révolutions de palais en toute innocence. Mobilisent les masses pour soutenir leurs factions. Leurs révolutions de palais à eux sont, n'est-ce pas, différentes. Ne se rendent pas compte que les intentions, aussi pures soient-elles, et les idéologies, ne sont que modulations sur une même note : la lutte

1976-10-20

PROCHE-ORIENT

LA SITUATION AU LIBAN APRÈS LE « SOMMET » DE RYAD

Les bombardements ont repris à Beyrouth avec une ampleur inégalée depuis quatre mois

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — Les explosions se succèdent à intervalles presque réguliers, et l'écho des sirènes des ambulances s'amplifie dans les rues désertes. Des miliciens invitent par haut-parleurs les habitants à ne quitter leur domicile sous aucun prétexte. Dans les avenues les plus exposées aux tirs adverses, les rares voitures qui circulent encore zigzaguent d'un bord à l'autre de la chaussée, dans le crissement des pneus, pour longer la trottoir qui semble être le plus à l'abri. Quelques piétons rasant les murs, se renseignant à chaque porche sur la situation au prochain carrefour.

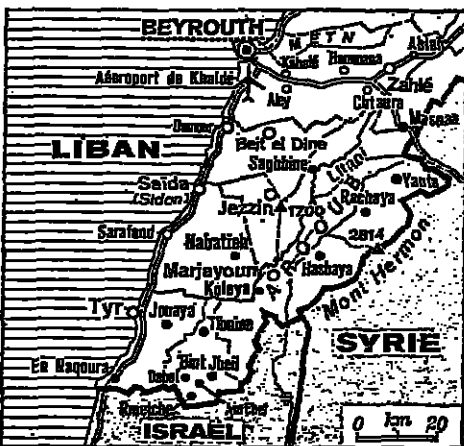
Depuis le début du « sommet » de Ryad, le 16 octobre, alors que l'on notait une accalmie sur la plupart des autres fronts au Liban, un pilonnage intensif a repris à Beyrouth de part et d'autre de la ligne de démarcation. Dans le quartier résidentiel de la colline d'Achrafieh, qui domine le secteur est de Beyrouth, on n'avait pas connu de pareils bombardements depuis le mois de juin, lors de la bataille autour du camp de Tell-el-Zaitar, dont les ruines s'étendent au pied de la colline.

A Achrafieh, avant-poste le plus vulnérable du secteur « chrétien » depuis le début de la guerre, on se sentait un peu plus en sécurité après la chute, en juillet, des enclaves palestiniennes et progressistes de Tell-el-Zaitar, de Nabatieh et de Zikr-el-Bachra, situées sur les arrières des positions tenues à Beyrouth par les forces des partis conservateurs. Mais pendant trois jours, dans ce quartier aux trois quarts vide de sa population, on a de nouveau connu la peur. Dans le seul hôtel resté ouvert à Achrafieh, des gens

La gauche assure que des forces israéliennes ont participé à une opération contre Marjayoun

De notre correspondant

Beyrouth. — S'appuyant sur Israël, et avec son aide évidente, huit villages chrétiens libanais se sont pratiquement coupés du territoire national. La droite chrétienne, particulièrement les Phalangistes, s'y est implantée, et y a envoyé des renforts par des voies mystérieuses. A partir d'un de ces villages, Kefraya, une action a été entreprise lundi 18 août contre la caserne de Marjayoun, un des



Démenti à Tel-Aviv

Un porte-parole du commandement israélien a démenti lundi 18 octobre, à Tel-Aviv, les informations publiées à Beyrouth selon lesquelles des éléments de l'armée israélienne auraient participé à la prise de Marjayoun. Le porte-parole a déclaré : « Depuis le début, on tente d'impliquer Israël dans la guerre. Mais cela n'a rien changé. Israël n'est pas impliqué dans la guerre. » (A.P.)

Scepticisme à Jérusalem

De notre correspondant

Jérusalem. — L'attention totalement retenue par le scandale Yadin (voir ci-dessous), les Israéliens ont fait très peu de cas du « sommet » de Ryad, et les résultats sont commentés en quelques lignes dans la presse de ce mardi.

Le Dava, proche du gouvernement, exprime cependant, dans l'un de ses éditoriaux, le scepticisme que lui inspirent les « bonnes résolutions » adoptées à Ryad. L'organe de la Histadrout ne croit pas que le président Assad soit vraiment disposé à renoncer à la présence de ses troupes au Liban, à partager avec d'autres le soin d'imposer un règlement à la crise libanaise.

Les milieux autorisés de Jérusalem partageant le scepticisme des journalistes, scepticisme qu'il fonde essentiellement sur le fait que les représentants des belligérants libanais n'ont pas participé à la réunion de Ryad. La position d'Israël demeure équilibrée sur l'affaire libanaise, et se résume ainsi selon une déclaration qui nous a été faite ce mardi : « Jérusalem ne souhaite pas un éclatement du Liban, car il provoquerait une radicalisation » du front nord d'Israël. D'autre part, une mainmise syrienne sur le Liban est considérée comme un danger car le Syrie rest le principal et le plus farouche ennemi de l'Etat juif. Ce qu'Israël souhaite, c'est un Liban qui préserverait son unité nationale en tenant compte des intérêts des diverses minorités qui la composent. »

ANDRÉ SCAMAMA.

Israël

LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE D'ETAT A ÉTÉ ARRÊTÉ POUR CORRUPTION

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — L'affaire Yadin, qui, depuis quelques semaines, occupe la première place dans l'ensemble de la presse israélienne, a pris dans la nuit du lundi 18 au mardi 19 octobre un tournant dramatique. M. Asher Yadin, président-directeur général de la Caisse-matée de la centrale syndicale Histadrout, désigné par le gouvernement aux fonctions de gouverneur de la Banque d'Etat, a été arrêté. Un autre personnage important de la centrale, M. Mondekhal Bilson, qui a voulu servir de témoin à charge, a été également incarcéré. M. Elison, qui était un ami intime de M. Yadin, a dirigé le département des travaux à l'étranger de l'entreprise de travaux publics Soel Boneh, que contrôle la Histadrout.

Le scandale, qui couvait depuis la fin du mois dernier, lorsqu'il a commencé à être question d'une enquête policière « sur les ruines malheureuses » qui étaient répandues au sujet de M. Yadin (le Monde daté 3-4 octobre), pourrait provoquer de profonds remous dans la vie politique israélienne. La Histadrout, puissant organisme qui se confond avec le parti travailliste, dont M. Yadin est un membre influent, est sérieusement ébranlée par une affaire qui paraît avoir des ramifications étendues. — A. Sc.

LA MÉFIANCE PRÉVAUT À BEYROUTH

(Suite de la première page.)

Elle estime l'avoir obtenu. On constate qu'elle a confirmé à Ryad les concessions qu'elle avait faites à Chataura il y a une semaine, avant la dernière offensive militaire syrienne à savoir, essentiellement, que le retrait des troupes de Damas est passé sous silence, et que le territoire sous contrôle syrien restera pratiquement intact. Cela-ci est en porte-à-faux avec la position de la force de paix arabe. L'avant-projet d'accord libano-palestiniens de Chataura est, d'ailleurs, enterré par le « sommet » de Ryad. Celui-ci comporte plusieurs autres détails favorables aux Syriens, concernant notamment le contrôle des routes au Liban.

Les Palestiniens estiment malgré tout que, l'accord prévoyant un contrepoint égyptien et un contrôle saoudo-jordanien, l'emprise syrienne sur le Liban et sur l'O.L.P. change de nature.

Quant au Mouvement national progressiste libanais, il est plus réticent que les Palestiniens, ayant joué un rôle négligeable, surtout au cours des dernières phases de la bataille, il ne peut ni se démarquer de ceux-ci ni faire pression sur eux.

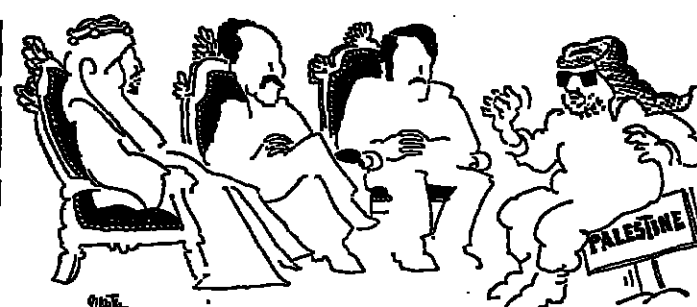
LUCIEN GEORGE.

M. RAYMOND EDDÉ : les Libanais se sont battus pendant dix-neuf mois pour rien.

M. Raymond Eddé, président du Bloc national (droite chrétienne libanaise), a fait au « Monde » ce mardi 19 octobre la déclaration suivante :

« La réunion de Ryad a pu pour la réconciliation des deux chefs d'Etat — M. Anouar el Sadate et Hafez Assad, — qui ont été délégués par ailleurs de rétablir des relations diplomatiques entre les deux pays, ensuite la réconciliation entre M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P., et le chef de l'Etat syrien, pour le plus grand profit de ce dernier. Quant à M. Arafat, il sort du « sommet » de Ryad grand et renforcé. »

Le Liban se retrouve ainsi avec trente mille hommes de troupes arabes de sécurité « sous les ordres du président de la République pour lui permettre de rétablir le calme. Mais le communiqué ne fait pas mention du retrait des troupes syriennes, sans doute par délicatesse pour la Syrie. On peut donc conclure que les Libanais, les chrétiens maronites surtout, se sont battus durant dix-neuf mois pour absolument rien, si ce n'est pour s'entre-tuer, détruire et ruiner leur pays, qui passe, qu'on le veuille ou non, sous obédience syrienne. »



Les neuf points de l'accord

Selon le communiqué final diffusé lundi soir 18 octobre, l'accord conclu au « sommet » de Ryad comporte neuf points :

- Le cessez-le-feu entrera en vigueur sur l'ensemble du territoire libanais à 6 heures (5 heures de Paris), le jeudi 21 octobre.
- La « force de paix » arabe, qui sera placée sous le commandement suprême du président Sadat, sera transformée en armée d'intervention et de dissuasion. Ses effectifs — actuellement quelques centaines de militaires — seront portés, avant le 4 novembre, à trente mille hommes dotés d'armement lourd. Elle aura comme tâche d'assurer l'application des diverses dispositions de l'accord, de veiller en particulier au respect du cessez-le-feu.
- Les Palestiniens devront appliquer à la lettre les accords de 1968 qui régissent leur statut au Liban. Ils devront abandonner les positions qu'ils occupent et réintégrer leurs camps et leurs bases. Les volontaires venus en renfort de l'étranger devront quitter le pays. Les autres belligérants — conservateurs et progressistes libanais — devront, pour leur part, se retirer sur les positions qu'ils occupaient le 13 avril 1976, date à laquelle la guerre civile avait commencé. Les « casques blancs » arabes seront chargés de superviser ces diverses opérations d'ordre militaire.
- La « force de la paix » arabe recueillera tout l'armement lourd détenu par les belligérants : pièces d'artillerie, mortiers, lance-fusées, chars, véhicules blindés, notamment. Elle aidera le gouvernement libanais à récupérer les établissements d'utilité publique et à défendre les installations militaires de l'Etat.
- Les signataires de l'accord se portent garants du respect des conventions libano-palestiniennes de 1968. A cet effet, une commission permanente sera constituée, comprenant les représentants de la Syrie, de l'Arabie Saoudite, de l'Egypte, du Koweït et du Liban.
- L'O.L.P. s'engage à respecter la souveraineté et la sécurité du Liban, à s'abstenir de s'ingérer dans les affaires intérieures du pays. En échange de quoi, les autorités légitimes du Liban garantiront aux Palestiniens leur sécurité et leur liberté de mouvement et d'action dans le cadre des conventions de 1968.
- Les signataires de l'accord de Ryad s'engagent à respecter l'unité et la souveraineté nationale du Liban.
- Les signataires confirment leur adhésion aux résolutions prises aux « sommets » arabes d'Algier (1973) et de Rabat (1974) relatives à la reconnaissance de l'O.L.P. comme le seul représentant légitime du peuple palestinien. Ils prennent l'engagement de soutenir l'O.L.P. et le peuple palestinien dans leur lutte (contre Israël).
- Les parties contractantes mettront fin aux campagnes de presse à caractère polémique et donneront pour directives aux mass media de ne servir que la cause de la paix.

En annexe de l'accord de Ryad figure un calendrier qui fixe un délai de dix jours pour la suppression de toute présence militaire au Liban (autre que l'armée régulière), qui précéderait la réouverture à la circulation des grands axes routiers ainsi que des routes d'importance secondaire. L'aéroport international de Beyrouth serait remis en activité.

Un film réalisé sur les Kurdes en Iran, en Irak et en Turquie par Mohammad Shariyat sera présenté le dimanche 24 octobre, à 14 h. 30 et le mardi 26 octobre, à 18 h. 30 et 21 heures, à la salle Pleyel. La seconde partie de ce document retrace la lutte des Kurdes d'Irak pour conquérir leur autonomie.

Océanie

LE CONTINENT DES MERS DU SUD

Un art de vivre

(Suite de la première page.)

Bien des livres ont certes été publiés sur le Pacifique, mais il s'agit souvent, au pire, d'études coloniales, ou, au mieux, de découpages géographiques ou thématiques de la réalité. Les exceptions ? Ce sont, selon Mme Doust-Leenhardt, Stevenson, Segalen, Melville, « les trois plus grands écrivains du Pacifique » qui « prennent en considération l'homme du Pacifique dans sa totalité ».

Ainsi agit Gauguin, lui aussi. « Nous sommes perdus », disent les Marquisiens lorsque mourut le peintre. Neuf ans auparavant, à Apia, soixante Samoa en pleurs enterraient leur ami R.L. Stevenson. Nous avons pu, après avoir gravi la montagne qui domine ville et océan, constater cette intimité, aujourd'hui encore, des Samoa et de l'écrivain, dont la tombe est moins un objet de culte triste qu'un rendez-vous : la mort est imbriquée à la vie, l'unité se retrouve entre l'homme (vivant ou ayant rejoint les ancêtres) et la nature avec laquelle il n'y a pas « d'identification », mais « coopération ».

Comme l'écrit Mme Doust-Leenhardt, dans ses belles pages consacrées au totemisme, il y a « participation au cosmos » : « D'où un équilibre qui a permis à ces sociétés de survivre, à travers tant de bouleversements, menant une existence vécue dans la réalité concrète de l'instant, où le temps n'est pas fragmenté en durée arbitraire et où la vie n'est pas morcelée. » Il faut aussi, pour

saisir le drame des Océaniens « biculturels », méditer les pages consacrées aux techniques, à l'économie, à la place de l'habitat dans le cosmos du Pacifique, et, en particulier, cette constatation : « Ce système (...) englobe dans un même mouvement les différents aspects de la vie sociale et (...) comme la remarquait Marcel Mauss, remet en cause les concepts occidentaux de droit et d'économie basés sur l'intérêt, l'épargne et l'utilité. L'économie océanienne, loin d'être une économie de survie, est, au contraire, une économie somptuaire. » Et ceci : « Ce qui est beau est bon, et la beauté est, dans la société, élément de cohésion. »

Pour citer une autre expérience personnelle, le renouveau de la pratique du tatouage, que nous avons constaté dans les Samoa occidentales, est le signe, alors que l'appel se fait pressant des « valeurs » de la civilisation capitaliste industrielle de la Nouvelle-Zélande, d'une re-quête de cohésion sociale. Autre signe : ces cris poussés par des poètes, des Samoa à la Papouasie-Nouvelle-Guinée en passant par Tonga et Fidji, blessés par ces phénomènes de rupture, de brisure, ces annonces de « la mort totale » que sont la division entre travail manuel et travail intellectuel, et la destruction de l'équilibre entre l'homme et la nature.

L'ouvrage a aussi, entre autres mérites, celui de parler des résistances opposées (mais pas partout) aux colonisateurs : résistance des Canaques ou des Maoris, qui menèrent de véritables guerres —

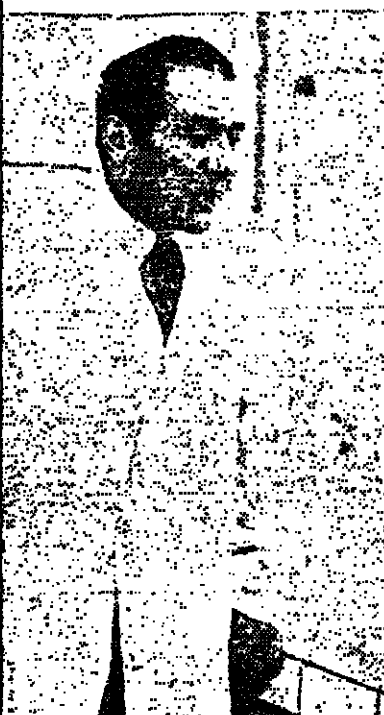
l'une d'elles dura onze ans — contre les Blancs, les « Pakeha », guerres peu connues en Occident et qui furent pourtant racontées (en 1898) dans le populaire « Journal des voyages » (l'auteur comparait la « furie » des Maoris à celle des Espagnols contre Napoléon I^{er}).

Aujourd'hui, à côté du « vide » tasmannien (tous les aborigènes furent tués dans l'île) et de la progressive immersion des Hawaïens dans la morale étrangère, les peuples du Pacifique réapparaissent. Mais, alors que leur réveil démographique s'opère en même temps que les résurrections culturelles, le néo-colonialisme (économique, touristique, culturel) tend à s'imposer et risque de transformer la région, du moins sa partie septentrionale, en lac américain. Les pétroliers vont tuer les courtines et les récifs coralliens des îles Polynésie des écoles de type occidental feront le reste. Mais l'Occident n'est pas le seul coupable de cette mise à mort. En août, les représentants des pays non alignés ne se sont guère, que l'on sache, inquiétés à Colombo de l'avenir du Pacifique. L'homme des mers du Sud, s'il a quelques amis de par le monde, devra avant tout compter sur lui-même pour, autant que ses terres, décoloniser son cerveau afin de ne plus être, comme le dit le poète Talingapua, « l'Inopie », et retrouver le chemin de l'initiation à son propre Cosmos.

JACQUES DECORNOY.

* Le Grand Livre du Pacifique, par Étienne Taillemite et Jacqueline Doust-Leenhardt, Éditions Édda (Lausanne), distribution en France : Vito, 260 F.

Pr. Lucien Israël



“Le cancer aujourd'hui”

“Dédramatiser le cancer, non seulement dans l'opinion, mais aussi parmi les médecins est devenu aujourd'hui indispensable...”

Grasset

Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les U.S.A.

New York sans escale.

Le premier 747 de la journée. Départ: 12 h - Arrivée: 14 h 45

Boston sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ: 12 h 45 - Arrivée: 15 h 25

Chicago

Le seul vol direct quotidien. Départ: 12 h 45 - Arrivée: 19 h 05

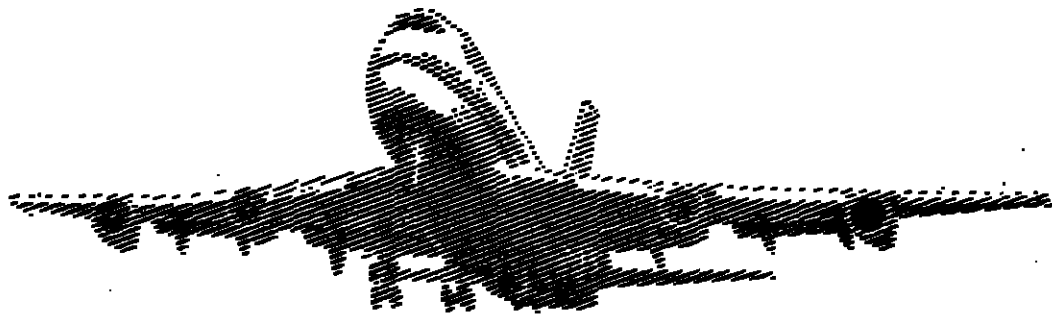
Washington sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ: 11 h 45 - Arrivée: 15 h 30

Los Angeles San Francisco

Boeing 747. Le seul vol direct quotidien via le Pôle.
Départ: 10 h 40 - Arrivée Los Angeles: 16 h 10
Arrivée San Francisco: 18 h 48

(Horaires du 6 au 31 octobre)



N°1 sur l'Atlantique.
TWA

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

EUROPE

Irlande du Nord

Les « extrémistes de la paix » sont dépassés par leur succès

De notre correspondant

Belfast. — Après deux mois d'activité frénétique, le Mouvement des femmes pour la paix, qui préfère se faire appeler *Peace People*, fait le point : des centaines d'interviews accordées au monde entier, une quinzaine de meetings pour la paix en Irlande et en métropole, un voyage-éclair aux États-Unis, la création de nouveaux comités pacifistes de quartier presque chaque soir. La presse locale et nationale a cessé de publier des articles admiratifs ou béatifiants. Les questions sur les véritables objectifs du mouvement, son financement, son idéal, et les effets de son action, se font pressantes. Les commentateurs sont parfois devenus sceptiques ou acides. La télévision et la presse écrite veulent maintenant plus que le courtier spontané, mais les, des deux fondatrices. Personne ne met en doute leur dévouement, leur sincérité et leur courage. La police ne les protège pas, d'ailleurs elles s'y opposent. Mais plusieurs officiers de la *Royal Ulster Constabulary* sont persuadés que des extrémistes, d'un camp ou d'un autre, vont essayer de les supprimer.

Le Mouvement pour la paix traverse sa première grande crise de croissance. Le succès l'a dépassé. Ses leaders sont débordés et épuisés. Il est difficile de prévoir, de planifier, de maintenir l'impulsion, l'enthousiasme, de milliers de personnes lorsque les nuits sont courtes et que l'on est sollicité constamment. Car tout le monde peut se rendre au 8 Upper Crescent, à Belfast.

Dans un petit bureau, sous les combles, avec l'aide d'un personnel bénévole, « Betty » et « Mairead » (elles ne s'embarrassent pas de formules de politesse) répondent au téléphone, posent pour les photographes, enregistrent l'adresse de nouveaux responsables de quartier. Les idées sont accessibles, et dans un certain sens, leur œuvre en souffre. Il n'y a pas d'organisation véritable. Le carnet de rendez-vous est souvent égaré au milieu de centaines de lettres de soutien. On ne refuse pas un interview, on n'oublie pas les amis, et nul n'est tenu à l'écart.

Il y a deux manifestations par semaine, l'une en Ulster, l'autre en Grande-Bretagne. La « phase des rassemblements » se terminera le 4 décembre prochain, sur les rives de la rivière Boyne, en république d'Irlande, lieu de la célèbre bataille au cours de laquelle, en 1690, les troupes catholiques de Jacques II furent battues par les protestants de Guillaume d'Orange.

Qui anime véritablement ce grou-

peant ? Un ex-journaliste catholique d'une trentaine d'années, habile orateur, déjà actif dans l'association pour les droits civiques en 1968 : Gieran McKewen. Il sort de l'ombre maintenant, mais il est en fait le commandeur de *Peace People*. Il a écrit la « déclaration de paix », qui est lue à chaque réunion publique. Il rédige les communiqués à la presse, il est le mentor de Betty et de Mairead et l'auteur de *The Price of Peace*. Cette plaquette de trente-quatre pages exprime la philosophie du mouvement : non-violence pour les protestants et catholiques pour vivre ensemble. Ce guide contient quelques conseils pratiques comme celui de la tasse de thé à prendre avec « ceux d'en face » que l'on n'a pas vus depuis des années. C'est le premier pas. Après, il faut créer des groupes de pression, des coopératives pour lutter contre le chômage, les logements insalubres, etc. Pour l'instant, il n'est pas question de la libération de la femme.

Le visage dévoré par une barbe noire, un regard d'ascète, M. McKewen connaît toutes les réponses et tout le monde. C'est l'homme-orchestre. Il est secondé par le mari de Betty Williams, Ralph : un marin, grand, fort, à la ligne et la barbe roussie. La bonne humeur et l'insouciance de Ralph résolvent bien des problèmes lors des voyages et des meetings. Il est à terre pour quelques mois : M. McKewen a démissionné de son journal, *Miles Corrigan* est en congé payé « prolongé ». Mme Williams, femme au foyer, s'est rendue disponible pour la grande tâche.

Ces quatre personnes sont des vedettes vers qui une grande partie de la population, la classe ouvrière comme la classe moyenne, se tourne. La messe a été mobilisée par l'émotion, parce qu'elle avait besoin d'exprimer un gigantesque « ras le bol ». Maintenant, elle attend la force mystique de la paix. La tâche de *Peace People* est énorme : il faut apporter un espoir réel. Mais il faut aussi lutter contre la « récupération » : un parti politique a flirté avec le mouvement, sans succès. L'Eglise catholique s'insinue sur les tribunes des rassemblements où les cantiques tiennent une place importante. Il faut représenter aimablement les offres — non désintéressées — de sectes diverses ou d'organisations farfelues, dont les représentants ont fait des milliers de kilo-

mètres pour se faire photographier avec les deux héroïnes, avant de repartir en laissant derrière elles badges, gâteaux, tracts et affiches.

Au jour le jour

Financièrement, *Peace People* a de sérieux problèmes : si son local lui est prêt gracieusement, il n'en reste pas moins à payer de lourdes notes de téléphone et d'électricité, l'impression des tracts, les déplacements des leaders, etc. Les comités de quartier paient les déplacements des autobus qui les emmènent à travers la province aux différentes manifestations. Certes, depuis longtemps, le gouvernement britannique alloue des subventions à certaines associations, mais les transports coûtent cher à *Peace People*, et Mme Williams a des difficultés à obtenir des dédommagements pour sa voiture, qu'une foule en colère a démolie le week-end dernier.

L'avenir, on en parle, mais il est encore si lointain ! On vit au jour le jour. Et pourtant, on a parfois des raccourcis saisissants : « Quand la paix sera revenue, on fera... » On ne manque pas de projets. On prépare un grand meeting à Londres, avec Lord Longford et Mme Jane Ewart-Biggs, la femme de l'ambassadeur britannique assassiné par l'IRA provisoire à Dublin, en juillet dernier. Un concert pop prévu près de Belfast est difficile à organiser.

Les sceptiques et les cyniques s'étonnent de la longévité de cette organisation, de son succès, des discussions passionnées qu'elle continue à provoquer. *Peace People* a beaucoup d'ambitions, peut-être trop, et il les exprime parfois maladroitement, mais il a le mérite d'exister. Apostrophé par un journaliste qui critiquait l'apolitisme du mouvement, M. McKewen a répondu avec force : « Mais nous sommes un mouvement politique : nous sommes les extrémistes de la paix ! »

RICHARD DEUTSCH.

● A l'initiative du docteur Annie Lénar, ancien secrétaire d'État à l'éducation, un certain nombre de personnalités féminines françaises ont adressé une motion de soutien à Mme Betty Williams. Parmi les signataires on relève les noms de Mmes Louise Weiss, Lucie Faure, la maréchale Leclerc de Hautecloque, Marcelle Devaux, Irène de Lipkowsky, Jeanne Châton, Germaine Senechal Lérano, Hélène Missoffe, Evelyn Sullerot, Françoise Maillet-Jour, Katia Granoff, ainsi que les présidentes de nombreuses associations.

Suède

Le nouveau gouvernement fait face à une situation économique préoccupante

De notre correspondant

Stockholm. — Parant de la situation économique du pays, le leader social-démocrate suédois M. Olof Palme déclarait, deux semaines après les élections : « Les bourgeois ne savent pas lire la table des services ! ». A ses yeux, le nouveau gouvernement de coalition non socialiste de M. Fälldin hérite d'une économie saine.

Il est incontestable que la Suède est l'un des pays industriels les moins meurtris par la crise générale. Depuis 1973, l'objectif numéro un a été de préserver l'emploi et les méthodes appliquées se sont révélées efficaces puisque le taux de chômage a pu être maintenu à un niveau très bas : fin septembre, il était de 1,7 % de la population active. Les entreprises qui s'engagent à conserver ou à recruter leur personnel plutôt que de procéder à des licenciements ont reçu d'importantes subventions. La consommation intérieure a été volontairement stimulée. Le secteur public a été développé, l'industrie et les collectivités locales ont été encouragées à emprunter sur les marchés financiers internationaux pour couvrir leurs dépenses. D'ailleurs, l'O.C.D.E. n'avait pas marchandé ses compliments à la Suède.

Mais à quel prix ces résultats ont-ils été obtenus ? M. Marcus Wallenberg, magnat de l'industrie suédoise, n'est pas seul à penser que le pays a vécu au-dessus de ses moyens et qu'il faut maintenant payer la note. La dette extérieure approche les 20 milliards de couronnes (1 couronne = 1,18 F). L'objectif des sociaux-démocrates était de rétablir l'équilibre de la balance des paiements en 1980, mais l'insécurité de la conjoncture doute aujourd'hui que cela soit possible. Les prévisions budgétaires pour l'année en cours étaient certainement trop optimistes. L'inflation

pourrait sans doute être limitée autour de 8 %, et on pense que les importations évolueront au rythme indiqué, mais la progression des exportations demeure inférieure aux estimations.

Le ministre des finances tablait sur une augmentation en volume de 10 % des exportations. Or, les statistiques portant sur le premier semestre 1976 indiquent une augmentation de l'ordre de 1 % seulement. La reprise aidant, la fédération des industries estime, cependant, qu'il est raisonnable d'envisager une progression d'environ 5 % dans les derniers mois.

Le récent rapport de l'institut de la conjoncture n'inspire pas l'optimisme. Les experts économiques du syndicat L.O. sont aussi prudents. La reprise est plus lente que prévu ; les carnets de commande de l'industrie exportatrice ne se remplissent pas aussi rapidement qu'on comptait (il est difficile d'écouler des stocks d'une valeur totale de 10 milliards de couronnes) ; le chômage croît parmi les jeunes. D'une façon générale, les industriels n'affichent pas le même optimisme qu'au printemps. Volvo, par exemple, dont les ventes d'automobiles aux États-Unis et au Canada ont sensiblement baissé depuis quelques mois, se voit contraint, une fois de plus, de réduire sa production de 10 % en Suède. Les entreprises constatent que leur compétitivité et leur rentabilité se sont nettement affaiblies ces dernières années. Les coûts salariaux ont augmenté de 40 % entre 1974 et 1976 et la majoration des charges patronales pour financer les réformes sociales devient de plus en plus pesante. D'autant que la productivité a tendance à stagner en raison des nouvelles lois sur la sécurité du travail, de la mensuelle-

tion des salaires dans certains secteurs et d'un absentéisme croissant.

L'industrie suédoise souffre aujourd'hui d'une surcapacité de production et de personnel. Que peut faire, dans ces conditions, le nouveau gouvernement ? Son programme de politique générale est, à ce sujet, très vague. Cependant, il est probable que la taxe patronale sera modifiée, pour alléger en premier lieu les petites entreprises. Mais rien n'est dit sur les problèmes de structure qui se posent dans la confection, la construction navale et surtout la sidérurgie qui doit faire face à une sévère concurrence étrangère dans le domaine des aciers spéciaux.

L'annonce de fusions prochaines place le gouvernement devant un choix difficile qui sera sa première épreuve : stimuler une rapide rationalisation des structures qui paraît de plus en plus nécessaire, ou tenter de la freiner pour préserver l'emploi dans des aciéries qui sont souvent la garantie de la survie de petites localités du centre du pays. Le nouveau gouvernement entend favoriser les investissements industriels, mais l'incertitude qui plane toujours sur la politique énergétique n'est peut-être pas de nature à créer un climat favorable.

Il semble donc que la politique de M. Fälldin sera aussi pragmatique que celle de son prédécesseur, mais la situation économique n'est sans doute pas aussi « idéale » que le disent les sociaux-démocrates. Tout en promettant de nouvelles réformes pour bien marquer que son gouvernement n'est pas antisocial, comme les socialistes le prétendent, le premier ministre a beaucoup insisté sur un point : le moment est venu pour la Suède de faire des économies.

ALAIN DEBOVE.

NOUVEAU ARRIVAGE

PRIX CHOIX STOCK

MONDIAL MOQUETTE

DANS LES 11 CENTRES MONDIAL MOQUETTE

6 COLORIS EXTRAS

EN MOQUETTE BOUCLEE

MOQUETTE VELOURS

29 F/m²

UNE TRÈS BELLE MOQUETTE A LA PORTÉE DE TOUS

ICI EN OFFRE UNE QUALITÉ EXCEPTIONNELLE A UN PRIX TRÈS BAS

15 F/m²

100 rouleaux fin de série, n°1 largeur décorée

DEPECHEZ-VOUS

MOQUETTE Gde LARGEUR

22 F/m²

STOCK LIMITE

FIN de SÉRIE

APPORTEZ VOS DIMENSIONS - LIVRAISONS - POSES ASSURÉES

OUVERT : Lun. Mer. Jeu. Ven. 9 h-21 h. Sam. Dim. Fêtes 9 h-20 h.

PARIS 13° : 40, quai d'Austerlitz. Face gare d'Austerlitz. Tél. : 584-72-38	BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur 5 mn Porte des Lilas. Tél. : 858-16-46	FOSSÉS-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fossés. Près gare S.N.C.F. Tél. : 471-63-44
PARIS 14° : 90, bd Jourdan 50 m Porte d'Orléans. Tél. : 539-38-62	COIGNIERES (N 10) : près Trappes, route du Pont d'Aulneau Tél. : 461-70-12	MAISONS-ALFORT : 123, rue Jean-Jaures, RN 5. Tél. : 358-44-70
PARIS 18° : 114, rue Damrémont. Tél. : 606-05-73	BOULOGNE : 82 bis rue Gallieni. Tél. : 605-45-12	SAINT-DENIS : 73, rue de la République. Tél. : 820-92-93
PARIS 19° : 144, bd de La Villette, M. Colonel-Fabien et J. Jaurès. Tél. : 203-00-79	11 CENTRES A VOTRE SERVICE	
		SARCELLES : 29, av. Division Leclerc, RN 15, route de Chantilly. Tél. : 930-00-77

Spécial 150

EUROPE

Italie

M. BERLINGUER PROPOSE « DES FORMES NOUVELLES DE COLLABORATION AVEC LE GOUVERNEMENT »

(De notre correspondant.)

Rome. — Le long discours que M. Enrico Berlinguer a prononcé lundi 18 octobre, devant le comité central du P.C.I. italien, mériterait d'être cité presque intégralement. Il exprime mieux que tout autre, en effet, la stratégie et les objectifs du premier parti communiste d'Europe occidentale, mais aussi ses craintes et ses incertitudes. Un parti qui « n'est plus dans l'opposition », et qui « aperçoit avec inquiétude que cette « situation atypique » coïncide avec une crise économique d'une exceptionnelle gravité. A propos d'économie, le P.C.I. avait déjà dit plusieurs fois qu'il ne s'opposait pas au plan d'austérité du gouvernement, mais qu'il fallait en corriger les défauts. C'est donc la partie polémique du discours de M. Berlinguer qui retient la plus l'attention.

Depuis les élections législatives du 20 juin, affirme le secrétaire général du P.C.I., nous nous trouvons dans « une situation politique nouvelle », avec d'ailleurs un gouvernement « qui se distingue des précédents ». Il est plus actif et plus réceptif aux exigences des couches populaires. Néanmoins, la situation actuelle « présente de graves limites qui doivent être dépassées au plus vite dans l'intérêt du pays ». Les masses se demandent « pourquoi on ne fait pas un gouvernement avec les communistes ».

M. Berlinguer leur répond que la faute en revient à la démocratie chrétienne. Voici, affirme-t-il, un parti qui veut retourner des choses possibles à de vieux schémas, réduisant la gauche dans l'opposition. Sans le dire, le dirigeant communiste est persuadé que la D.C. finira par changer d'avis. Mais « on ne peut, on ne doit pas attendre que la situation s'aggrave davantage ; il faut en accélérer la maturation », en ayant toutefois bien présent à l'esprit que les choses ne sont pas mûres, qu'il n'y a pas de raisons pour des mouvements précipités, « lesquels seraient immédiatement exploités par les partisans d'un « retour en arrière ». On ne saurait être plus prudent.

Au passage, le secrétaire général du P.C.I. donne une précision : « Nous ne soutenons pas le gouvernement comme certains l'affirment naïvement. Nous nous limitons à soutenir loyalement et de manière responsable les seules mesures qui nous semblent justes et nécessaires ».

Après avoir ainsi rassuré la base, M. Berlinguer avance alors sa proposition. « Sans rien enlever, dit-il, ni aux responsabilités propres du gouvernement, ni à la fonction croissante du Parlement, on pourrait étudier des moyens et des formes nouvelles de consultation et de collaboration. L'essentiel ne sera pas plus explicite. Ni ne s'agit d'indiquer l'utilité d'une telle procédure : « Elle aurait l'avantage de couper court à toutes les insinuations sur de prétendus accords en sous-main et de diplomatie secrète ».

Cela à l'intention de l'extrême gauche, qui continue de tirer à boulets rouges sur les dirigeants communistes, mais aussi à l'intention des militants du P.C.I. et des électeurs démocrates-chrétiens qui s'inquiètent des rapports croissants entre le chef du gouvernement et le principal parti d'opposition. Ces craintes viennent d'être évoquées au grand jour par M. Amintore Fanfani, président démocrate-chrétien du Sénat, qui a demandé à M. Andreotti de venir expliquer sa politique économique devant les instances du parti. Ni ne s'agit de tromper : c'était une manière très claire de dire au président du conseil que beaucoup de dirigeants démocrates-chrétiens en ont assez de le voir se tromper de porte, prenant systématiquement l'avis des experts du P.C.I. avant d'annoncer ses décisions.

ROBERT SOLÉ.

Espagne

Les dissensions s'aggravent au sein de la Coordination démocratique

Le comité exécutif de la Coordination démocratique s'est réuni le lundi 18 octobre à Madrid pour analyser un manifeste de la Gauche démocratique, dont le leader est M. Ruiz Gimenez. Celui-ci a décidé de ne pas ratifier les textes adoptés par la Coordination le 18 octobre, textes pourtant amendés et révisés par rapport à ceux qui avaient été adoptés au cours de la réunion de Valence le 25 septembre. Ce geste des amis de M. Ruiz Gimenez implique une rupture de la Gauche démocratique avec la Coordination déjà déchirée par des querelles internes. Un porte-parole de la Gauche démocratique a

pourtant affirmé, lundi, que sa formation souhaitait rester dans la Coordination.

Il n'est pas encore certain, d'autre part, que le gouvernement autorise le congrès que le parti socialiste ouvrier espagnol comptait tenir à Madrid au début novembre. Les autorités de Madrid sont en tout cas hostiles à la présence au congrès des dirigeants européens du socialisme et de la social-démocratie. Lundi soir, M. Suarez, chef du gouvernement, a été hué par des manifestants de droite qui l'ont traité d'« assassin » et de « parjure ».

De notre correspondant

Madrid. — Le comité exécutif de la Coordination démocratique, qui s'est réuni à Madrid à la fin de la semaine dernière, a analysé les accords adoptés le 25 septembre à Valence par les députés de la Coordination et des autres organisations unitaires des « nationalités » espagnoles. Les accords de Valence, très durs, ont été nuancés dans l'espoir d'être entérinés par la Gauche démocratique de M. Ruiz-Jimenez. En vain. Celui-ci les a repoussés.

Le représentant de l'un des partis sociaux-démocrates souhaitait que les accords de Valence fussent ratifiés dans leur totalité, proposition appuyée par le Parti du travail d'Espagne (marxiste-léniniste), le Mouvement communiste (maoïste), l'Organisation révolutionnaire des travailleurs, le parti carliste (socialiste d'auto-gestion, dont le leader est le prince Charles-Hugues de Bourbon-Parma) et le groupe des démocrates indépendants. Le parti socialiste ouvrier espagnol, appuyé par le parti socialiste populaire et la Gauche démocratique, recommandait une nouvelle rédaction, « étant donné que le texte primitif équivalait à refuser la négociation avec le gouvernement ». Le parti communiste espagnol s'abstint de prendre position.

Le document de Valence comportait sept points. Les deux premiers se référaient à la reconnaissance de tous les partis sans exception, et à celle des droits de réunion, de manifestation et d'association. Le troisième point affirmait que la réforme politique du gouvernement Suarez est antidémocratique et qu'il est nécessaire de former un gouvernement « de large représentation nationale » afin que les prochaines élections générales soient « authentiques ». Le parti socialiste populaire et la Gauche démocratique réclamaient alors une rédaction plus « souple », demande appuyée par le parti socialiste ouvrier espagnol et le parti communiste espagnol. Le nouveau texte déclarait que « la réforme politique n'est pas suffisante ».

Le cinquième point du document de Valence demandait la reconnaissance des statuts d'autonomie des « nationalités » et des régions qui en feraient la demande. Le parti socialiste populaire demanda une rectification de ce point, étant donné que son approbation impliquait un affrontement avec l'armée, qui, selon le parti socialiste populaire, préférerait « une Espagne rouge à une Espagne divisée ». Pour sa part, le parti carliste rappela que le statut du Pays basque accordé par la République en pleine guerre civile ne concernait pas la Navarre, l'une des quatre provinces basques et berceau du carlisme, alors contrôlée par les troupes franquistes.

Les groupes d'extrême gauche s'opposaient à tout changement substantiel dans ce domaine à la veille de la réunion des organisations unitaires régionales prévue pour le 23 octobre. « Nous n'allons pas mettre en danger notre politique d'autodétermination des peuples de l'Espagne pour faire plaisir à certains partis », déclarèrent les représentants du Mouvement communiste et de l'Organisation révolutionnaire des travailleurs. Finalement, il fut décidé de demander que soient rétablis les statuts d'autonomie qui existaient en 1938 en Catalogne et en Galice, et que les provinces basques puissent se prononcer sur un nouveau statut par référendum. En outre, la formule « gouvernements provisoires » fut remplacée par celle d'« organes d'autonomie ».

Le septième point fut également modifié. Il était dit que « la souveraineté populaire aura à résoudre la forme de l'Etat et du gouvernement » qui pouvait implicitement remettre en question la monarchie ; la nouvelle rédaction est ainsi formulée : « Le peuple souverain déterminera librement la constitution de l'Etat ». Les amis de M. Ruiz-Jimenez estiment qu'il faut tout faire

Norvège

OSLO EXPULSE A SON TOUR LES DIPLOMATES NORD-CORÉENS

Le gouvernement norvégien a déclaré, lundi 18 octobre, qu'il n'aurait pas quatre diplomates nord-coréens en poste à Oslo, et précisa qu'ils devaient quitter le pays avant six jours. Dans un communiqué, le gouvernement indique que cette décision a été prise après examen d'un rapport de police norvégien qui affirmait que les diplomates de Corée du Nord étaient devenus un centre de trafic d'alcool et de cigarettes. Selon la police, les diplomates nord-coréens auraient vendu frauduleusement quelque quatre mille bouteilles d'alcool et cent quarante mille paquets de cigarettes, pour un montant équivalant à 350 000 francs. L'un d'eux est en outre soupçonné d'avoir proposé du haschisch à ses « clients ». huit citoyens norvégiens ont été arrêtés, mais trois d'entre eux ont déjà été relâchés. Le chargé d'affaires nord-coréen à Oslo, M. Gy Pyi Pak, a déclaré

dans une interview télévisée que ces accusations étaient sans fondement.

Cette affaire intervient quatre jours après que les diplomates de Corée du Nord en poste à Copenhague ont été accusés de trafic de drogue, d'alcool et de cigarettes, et priés de quitter le pays (le Monde du 19 octobre).

A Stockholm, où réside l'ambassadeur de Corée du Nord accrédité à Oslo, qui représente aussi son pays en Suède, M. Chang Kyong Kil, les services de sécurité se sont entretenus lundi après-midi avec les représentants du ministère suédois des affaires étrangères. « Nous sommes ici aussi sur la piste d'une très grosse affaire », a déclaré à la radio un porte-parole de la police suédoise. Dans la soirée de lundi, on apprenait que trois citoyens suédois avaient été arrêtés. — (A.F.P., A.P., U.P.I.)

Finlande

Les conservateurs sont les grands vainqueurs des élections municipales

De notre correspondant

Helsinki. — Les élections municipales des 17 et 18 octobre ont causé plusieurs surprises. La participation globale, 71,8 %, est l'une des plus élevées de l'histoire des scrutins municipaux finlandais. Ces élections donnent également une image nouvelle de la carte politique finlandaise. La poussée du parti conservateur s'est accentuée, tandis que le parti social-démocrate refuse dans presque l'ensemble du pays, à commencer par les grandes villes. Le parti du centre et l'Union démocratique populaire de Finlande (communiste) sont en léger progrès, eux aussi, mais pour la seconde formation, moins que les sondages ne l'annonçaient. D'autre part, le parti du centre fait une percée dans les centres urbains du sud.

Le recul de la social-démocratie est sensible par rapport aux élections municipales de 1972, qui lui avaient été particulièrement favorables. Elle obtient 25 % des voix, soit 2,2 % de moins qu'en 1972. Néanmoins, les sociaux-démocrates sont en léger progrès (plus 0,1 %) par rapport aux élections législatives de l'année dernière. Mais ce résultat recouvre une situation paradoxale. « Inexplicable », estiment les dirigeants du parti, un recul dans toutes les villes importantes et la perte de toutes les grandes villes tenues par la gauche, à l'exception de

Tampere, où les sociaux-démocrates perdent quand même leur majorité de blocus. Turku, après presque trente ans de règne social-démocrate, est devenue « bourgeoise ». Il en va de même dans les régions moins riches, que ce soit en Carélie du Nord, à Gon-suu, la capitale, ou à Oulu, la grande ville du nord. Même dans le tiers de la ville de Kyndi, les sociaux-démocrates ont subi un cuisant échec. La situation la plus grave est dans la capitale et sa région : moins 5,8 % à Helsinki, où ils conservent 25,7 % des voix.

Faut-il voir dans ces résultats l'évolution du comportement des classes moyennes « prêtes à se jeter dans les bras de quiconque les sauvera des impôts ».

Le grand vainqueur des élections est le parti conservateur (« Kokoomus », qui progresse dans l'ensemble du pays, même dans les régions ouvrières (30,8 % des suffrages). Il devient ainsi le second parti de Finlande, en progrès de 2,9 % par rapport aux élections municipales de 1972 et de 2,5 % par rapport aux législatives. A Helsinki, les conservateurs remportent quatre sièges supplémentaires et la majorité non socialiste au conseil municipal reste assurée avec quarante sièges contre trente-sept.

Pour les trois partis du centre, les résultats sont négatifs. On note une progression du parti du centre (12,8 % des voix et plus 0,8 % par rapport à 1972), mais la situation est incertaine pour le petit parti libéral (4,7 % des voix), qui recule par rapport aux précédentes municipales, mais progresse légèrement par rapport aux législatives, et pour le parti suédois, dont les résultats (4,3 % des voix), en raison de difficultés de comptabilisation, ne sont pas définitifs.

Les communistes, pour leur part, sont en léger progrès de 0,9 % par rapport aux précédentes élections municipales, et obtiennent 18,5 % des voix, ce qui reste honorable dans des élections qui leur sont traditionnellement défavorables.

Le résultat des élections municipales ne peut guère qu'ajouter à la confusion de la politique nationale. Les sociaux-démocrates qui sont nécessaires à l'équilibre politique finlandais reculent, alors que les conservateurs remportent une grande victoire, inutilisable à court terme. Le centre s'avère de plus en plus le maître du jeu, très sollicité à droite, alors qu'il voudrait regarder à gauche.

GILLES GERMAIN.



Robert Ricci
Président des Sociétés NINA RICCI

*Vous invite à visiter
la nouvelle Boutique*

“NINA RICCI - GEORGE V”
(angle des avenues George V et Pierre-I^{er}-de-Serbie)

Sur 3 étages :

Prêt-à-porter “Boutique” - Prêt-à-porter “Shopping” - Prêt-à-porter “Fourrures”
Collections “Week-end” (Sweaters, Pulls, etc.) Carrés, Écharpes, Accessoires,
Parfums - Maroquinerie - Bagages - Bijoux précieux - “Objets maison”, etc.
... et une Boutique “Monsieur”.

Ouverture continue de 10h à 20h tous les jours sauf dimanche

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
réservée aux lecteurs
résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

DIPLOMATIE

A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

La France est prise à partie au sujet de Mayotte

De notre correspondant

Nations unies (New-York). — La France a été prise à partie, lundi 18 octobre, au cours des débats de l'Assemblée générale sur les Comores. Le représentant des Comores, M. Salim Elmi, a rappelé que pendant cent trente ans de colonisation, l'archipel a été reconnu comme un et indivisible par les lois françaises. Il a fait valoir que la déclaration du 15 juin 1976 sur l'accession des Comores à l'indépendance réaffirme sans ambiguïté le caractère sacré de son intégrité territoriale. Il a noté enfin que, le 24 novembre 1974, le président Giscard d'Estaing s'est porté garant de la volonté de la France de « répondre avec loyauté aux exigences des Comores et de la communauté internationale ».

« Il est encore temps »

M. Medoune Fall, représentant du Sénégal, a terminé son intervention, relative au même sujet, sur une note conciliante. « Nous pensons, a-t-il dit, qu'il est encore temps pour la France de reconsidérer sa politique actuelle aux Comores, et de renouer avec ce pays les anciennes relations qu'elle n'aurait jamais dû compromettre. » Les représentants du Bénin et de l'Arabie Saoudite ont eux aussi dénoncé l'attitude de Paris.

M. Leconte, représentant de la France, a répondu en rappelant

d'abord que « le vœu des populations librement consultées doit toujours être respecté » et en affirmant que « le sort de populations que la France a guidées vers leur destin et qu'elle n'a pas voulu désemparer, une fois qu'elles ne peuvent être réglées de façon expéditive ». Il a annoncé que « le Parlement français se saisi de nouveau prochainement du problème de Mayotte dans ses différents aspects ». « Je peux confirmer ici, a-t-il ajouté, ce qu'un des ministres compétents a dit le 17 septembre dernier. L'Assemblée française ne proposera pas au législatif une formule rigide. Mayotte aura un statut original, de collectivité locale selon une formule particulière qui sera recherchée en fonction de la situation générale existante, de façon aussi à ce que rien ne mette obstacle à une dévolution progressive. » « La France, a-t-il conclu, ne compromettra rien, ne fera rien. Pour cela l'esprit du dialogue reste et restera indispensable. »

On pense qu'une résolution enjoint à la France de se séparer de Mayotte sera adoptée mercredi. La France compte encore beaucoup d'amis au sein du groupe africain, mais, comme l'a indiqué le député sénégalais, ce capital s'amenuise rapidement. Nous apprenons par ailleurs, de sources dignes de foi, que c'est la vente d'armes à l'Afrique du Sud qui vaudrait à la France d'être harcelée à ce point à propos de Mayotte.

LOUIS WIZNITZER.

A TF 1

La crise des missiles à Cuba : une leçon ou une farce ?

Une crise internationale comme celle qui oppose, en octobre 1962, Soviétiques et Américains à propos des missiles installés à Cuba, est-elle encore possible aujourd'hui ? Quelle serait son issue ? Et d'ici à ce qu'il y ait encore, quatorze ans, ou bien s'agit-il, comme l'affirme le général Gallois, d'une « farce » ?

Le téléspéculateur qui attendait une réponse à ces questions du débat organisé par TF 1, lundi soir, est sans doute resté sur sa faim. Pierre Salinger, ancien porte-parole du président Kennedy, se sentait à l'aise sur la scène présente. Il n'en pense pas que sa répétition soit possible, mais il se préoccupe surtout, comme les deux candidats à la Maison Blanche de la prolifération nucléaire. M. Odu, député communiste de la Seine-Saint-Denis, cherchait surtout à démontrer que la détente est devenue possible grâce au changement du rapport des forces, mais que la France n'en doit pas moins « donner l'exemple » en renouant à sa force nucléaire comme l'enseigne le programme commun. « Que les plus forts commencent », lui a répondu M. Couve de Murville. Mais l'ancien ministre des affaires étrangères du général de Gaulle a surtout rappelé que la France, en tant qu'alliée des États-Unis, avait approuvé les mesures prises par John F. Kennedy pour faire face à ce qui était une menace pour sa sécurité. Il n'en était pas moins convaincu de l'opinion — et c'était aussi l'opinion du général de Gaulle — que la crise ne pouvait déboucher sur une guerre. Le même jugement a été porté, mais avec quelque excès, par le général Gallois. Pour lui, il y avait autour de Kennedy trop de « grands niais » recrutés parmi les « économistes », et qui n'avaient pas compris que dans la nouvelle situation nucléaire « le seul moment où l'humanité est en jeu, c'est lors d'une crise ». L'affaire de Cuba était donc une « farce », tout comme la mise en état d'alerte du Strategic Air Command, à la fin de la guerre d'octobre 1973 au Proche-Orient.

M. JEAN MEADMORE EST NOMMÉ AMBASSADEUR A COTONOU

Le Journal officiel du mercredi 20 octobre annonce la nomination de M. Jean Meadmore comme ambassadeur à Cotonou (République du Bénin, ex-Dahomey) en remplacement de M. Michel Van Gravelinghe.

M. Meadmore, né en 1922, a occupé à partir de 1948 plusieurs postes en Chine avant d'être nommé, en 1949, en Corée du Sud. Fait prisonnier à Séoul en juillet 1950, après le déclenchement de la guerre de Corée, il est déporté jusqu'en mai 1953 en Corée du Nord. Il est ensuite nommé à Wellington, à l'administration centrale (Amérique, puis comptabilité), au conseil général à Koba, à nouveau à l'administration centrale (personnel) à Dakar. Auditeur à l'Institut des hautes études de la défense nationale en 1973, il était depuis 1974 chargé de mission à la direction du personnel du ministère des affaires étrangères.

était une « plaisanterie », une « absurdité ».

M. Charles Hernu, responsable de la défense au parti socialiste, a conclu de ce que l'on qualifie de « farce » à tout ce qui est « dangereux pour l'humanité ». Il relève l'erreur commise par Khrushchev en venant chatouiller l'oreille de Kennedy. « On ne peut pas reculer la leçon qu'il leur fallait développer leur potentiel militaire, notamment sur le plan naval. A M. Odu qui ne semblait pas au courant de l'évolution amorcée par certains représentants de son propre parti vis-à-vis de la force française de dissuasion, il cite d'autres passages du programme commun appelant à la création d'une défense « forte et moderne ». « La gauche est en recherche », conclut-il sur ce point.

Les Cubains absents du film

Le débat avait été introduit par un film donné par la télévision américaine par Anthony Page et montrant les principales péripéties de la crise avec une fidélité poussée jusqu'à la copie des acteurs. Mais, comme la perfection n'est pas possible en cette matière, on finissait par voir Khrushchev, un peu trop malgre, un McNamara un peu trop gras, un général de Gaulle qui ressemblait à Franco et, surtout, un Kennedy fort bien campé, mais qui tenait, lui, plutôt de son frère Bob (le vrai, celui du film n'ayant décidé de pas l'air de famille), tout le monde faisant face à un Gromyko charbonnier et à un Zorine curieusement barbu. Il est vrai qu'il fallait bien évoquer un peu les Cubains, complaisamment absent du film, sauf ceux que l'on pouvait distinguer sur la photographie de la reconnaissance aérienne.

MICHEL TATU.

LA FRANCE RESTITUE A LA POLOGNE LE « FONDS POLONAIS DE LA DÉFENSE NATIONALE »

La France va remettre à la Pologne le « fonds polonais de la défense nationale ». Il s'agit de solzants et une caisse d'objets d'art — argentaria notamment — et de souvenirs historiques déposés à la Banque de France après 1929 et que réclamaient aussi des groupes de Polonais émigrés. Ces objets seront exposés au palais royal de Varsovie. Cette décision a été prise à l'occasion du voyage en Pologne de M. Giscard d'Estaing du 15 au 17 octobre.

● Cuba et le Tchad sont convenus d'établir des relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs. a-t-on annoncé lundi 18 octobre à La Havane. — (Reuters).

AFRIQUE

Rhodésie

LONDRES A INVITÉ LE PASTEUR SITHOLE A PARTICIPER A LA CONFÉRENCE DE GENÈVE

(De notre correspondant en Afrique orientale.)

Nairobi. — En se résignant, lundi 18 octobre, à inviter le pasteur Sithole à la conférence de Genève sur la Rhodésie, le gouvernement britannique a répondu à une requête émise la veille par le « Setu », des cinq présidents africains de la ligne de front, et semble avoir pris acte des divisions du camp nationaliste. Le pasteur avait été tenu à l'écart des négociations africaines lors de la première tournée africaine de M. Kibinger, en avril et mai derniers. Les quatre autres participants à la conférence seront M. Souta, Joshua Nkomo, Robert Mugabe et Abel Muzorewa.

Le pasteur Sithole est actuellement engagé dans une lutte pour reprendre à M. Mugabe la direction de l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU), dont il a été chassé l'été dernier. De passage à Lusaka, plusieurs chefs militaires de l'armée du peuple du Zimbabwe (ZIPA) installés au Mozambique, et qui compte de dix mille à quinze mille hommes, ont confirmé lundi qu'ils avaient délégué M. Sithole à la conférence de Genève. Un nouveau congrès de la ZANU doit se réunir dans la capitale zambienne, avant l'ouverture de la conférence de Genève, pour confirmer l'élection de M. Mugabe à la présidence du mouvement.

Un dialogue assez net s'est dessiné, au cours des dernières semaines, entre l'African National Council (A.N.C.) de Mgr Muzorewa et une alliance encore lâche au sein d'un « front patriotique » entre M. Mugabe, porte-parole de la ZIPA et de la ZANU, et M. Nkomo, président de l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZAPU). La présence à Genève du pasteur Sithole ne peut que faire monter les enchères dans le camp nationaliste, ce qui ne devrait pas faciliter les discussions. M. Sithole a, en effet, refusé de participer à la conférence en tant que membre de la délégation Muzorewa, et a indiqué qu'il ne s'y présenterait que comme président reconnu de la ZANU.

J.-C. P.

● A Luxembourg, les ministres des affaires étrangères des Neuf ont approuvé lundi 18 octobre la politique britannique à l'égard de la Rhodésie.

● Sept membres du Conseil de sécurité de l'ONU — Bénin, Guyane, Libye, Pakistan, Panama, Roumanie, Thaïlande — ont proposé un projet de résolution prévoyant un embargo impératif sur toutes les ventes d'armements à l'Afrique du Sud, afin d'obtenir que le gouvernement de Pretoria se retire de la Namibie (Sud-Ouest Africain). On prévoit que ce texte sera mis aux voix, ce mardi 19 octobre et que les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France y opposeront leur veto. — (A.F.P.)

République

Centrafricaine

LE MARÉCHAL BOKASSA SE SERAIT CONVERTI A L'ISLAM

Le maréchal Jean-Bedel Bokassa, président à vie de la République centrafricaine, président du Conseil de la révolution, se serait converti à l'islam, lundi 18 octobre, à Bangui, à l'occasion de la visite officielle qu'effectue depuis dimanche dans son pays le colonel Kadafi, apprend-on à N'Djaména.

Le radio de Tripoli, capitale à N'Djaména, annonce que le chef de l'Etat centrafricain, qui était de religion catholique, avait fait sa « profession de foi » dans la mosquée de Bangui, et qu'il prenait le nom musulman de Ahmed.

Petite personnalité centrafricaine se serait également convertie à l'islam. La Voix de la Révolution centrafricaine n'a pas fait pour l'instant mention de ces conversions. — (A.F.P.)

Le 29 septembre 1973, M. Albert-Bernard Bongo, président de la République gabonaise, s'était converti à l'islam. L'occasion de la visite à Libreville d'une délégation de l'Arabie Saoudite.

Selon les statistiques les plus récentes, publiées par M. Joseph Cuoq dans « Les Musulmans en Afrique » (Larousse, Paris, 1975), la population musulmane comptait moins de 5 % de musulmans et la population gabonaise moins de 0,5 %.

AMÉRIQUES

Canada

Des élections législatives anticipées auront lieu le 15 novembre au Québec

De notre correspondant

Montréal. — M. Robert Bourassa, premier ministre du Québec, a annoncé, lundi 18 octobre, que des élections législatives auront lieu dans la province le 15 novembre. Dans un bref message télévisé, il a déclaré de façon solennelle aux Québécois que ce scrutin constituerait un « moment historique » dans la construction d'un « Canada nouveau ». M. Bourassa a indiqué qu'il espérait obtenir de ses électeurs le mandat de défendre le point de vue de la province de Québec dans les négociations entre le gouvernement fédéral et les provinces concernant le « rapatriement » de la Constitution canadienne.

Le retour au Canada de l'acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, actuellement déposé au Parlement de Londres, est un projet ancien et qui paraissait encore récemment quelque peu académique. Il était entendu que cette procédure s'accompagnerait d'une révision de l'acte constitutionnel et de l'adoption de plusieurs amendements. C'est sur ces projets de réforme que les provinces ont aujourd'hui des vues divergentes. L'Alberta, qui s'est prodigieusement enrichie ces dernières années grâce au pétrole, entend faire respecter sa puissance toute neuve. Le Québec, de son côté, cherche à faire inscrire dans la Constitution une reconnaissance élargie de ses droits linguistiques et culturels. Le premier ministre trouvera à la fois un thème « noble » et l'occasion de jouer sur le sentiment « nationaliste » de ses concitoyens.

La « cruauté » des syndicats

M. Bourassa ne paraît pas disposé à autoriser à négocier des polémiques qui peuvent être rentables en période électorale. Il a violemment critiqué, dans son allocution, les agissements des syndicats du Québec, comptables, enseignants, policiers, etc., et a envers certaines catégories de la population. En 1976, en effet, il y a eu dans cette province de très longues et nombreuses grèves qui ont affecté notamment les services publics ou parapublics, des postes aux hôpitaux. On s'attend, d'autre part, que le premier ministre reprenne ses critiques habituelles contre le premier parti d'opposition, le Parti québécois, dont l'option séparatiste lui paraît « désuète ». Il ne lui sera pas possible de faire cette fois du scrutin — comme ce fut le cas lors de la dernière élection législative — une manière de référendum pour ou contre l'indépendance. Le Parti québécois

cois a, en effet, assumé sa position sur le sujet. Il prévoit toujours d'effectuer un référendum sur l'indépendance, mais seulement après s'être solidement installé au pouvoir.

Les précédentes élections avaient eu lieu le 22 octobre 1973. Le parti libéral, que dirige M. Bourassa, y avait obtenu un succès massif, emportant 102 des 110 sièges de l'Assemblée du Québec, avec 53 % des voix. Le Parti québécois n'avait obtenu que six sièges. Il avait pourtant recueilli un peu plus de 30 % des voix, mais subi les distorsions propres au scrutin majoritaire à un tour.

La position du parti libéral au Parlement s'est quelque peu affaiblie (quatre-vingt-dix sièges) depuis les élections, à la suite de défections ou de vacances. Un ancien ministre libéral, M. Jérôme Choquette, a démissionné en septembre 1975 pour fonder le Parti national populaire, dont il est le seul député. Un vieux parti, le Parti du rassemblement chrétien, de clientèle traditionnelle et le plus souvent paysanne, a toujours un député de même que le Parti de l'union nationale, agonisant depuis 1960. Ce parti, qui a dirigé la province de 1956 à 1960 presque sans interruption, serait en train de renaitre. Sa réapparition sert le parti libéral, car il fournit aux électeurs lassés de l'administration Bourassa (au pouvoir depuis 1969) un autre choix que celui du parti québécois. Il ne semble pourtant pas que les élections de novembre puissent bouleverser la carte électorale de la province, carte l'avance des libéraux est considérable.

ALAIN-MARIE CARRON.

Chili

● Le bureau de l'Unité populaire dénonce l'assassinat à Santiago de Mme Marta Ugarte, professeure, ancienne fonctionnaire du gouvernement Allende, qui avait disparu depuis le mois d'août et qui a été torturée et tuée par la police politique de Pinochet.

● Les directeurs de la revue américaine Monthly Review nous font savoir que M. Ernesto Berrido, dirigeant du parti socialiste chilien, détenu en Argentine depuis un an sans aucune inculpation, est en danger de mort. M. Sergio Muñoz, Luis Bravo et Sergio Leñer, arrêtés en même temps que M. Berrido, seraient également menacés. La Monthly Review lance un appel pour leur libération.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● TROIS CENT CINQUANTE MEMBRES DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE ESPAGNOL, qui venait de rentrer en Espagne après un exil de quarante ans, ont été arrêtés dimanche 18 octobre à Madrid. M. Ignacio Gallego dirigeait la délégation espagnole au cours du dernier congrès du parti communiste français, en février dernier. — (A.F.P.)

Espagne

● M. IGNACIO GALLEGO, membre du comité central du parti communiste espagnol, qui venait de rentrer en Espagne après un exil de quarante ans, ont été arrêtés dimanche 18 octobre à Madrid. M. Ignacio Gallego dirigeait la délégation espagnole au cours du dernier congrès du parti communiste français, en février dernier. — (A.F.P.)

Éthiopie

● UNE VINGTAINNE D'ÉTUDIANTS ÉTHIOPIENS appartenant à la Fédération ont observé une grève de la faim de trois jours à la Cité universitaire internationale de Paris pour protester contre la « répression fasciste » du régime militaire d'Addis-Abeba qui a frappé tous les éléments progressistes du pays et les membres du Parti révolutionnaire du peuple (P.R.P.E.). Les membres de la Fédération dénoncent également la mort d'un de leurs membres, M. Mengesha Fekadu, victime au mois de septembre en Allemagne fédérale d'un accident de voiture qui, d'après eux, serait un attentat déguisé.

Les étudiants éthiopiens à l'étranger sont divisés et deux organisations rivales. La « Fédération », proche du parti révo-

lutionnaire du peuple (clandestin), hostile au régime militaire, et l'Union des étudiants, qui est favorable à un « soutien critique » du régime (comité militaire). La première a tenu son congrès du 25 au 28 septembre à Mainz (R.F.A.). La seconde avait organisé le sien, en août, à Berlin.

Haïti

● M. ROBERT GALLEY, ministre de la coopération, effectuera une visite officielle en Haïti du 21 au 23 octobre, sur l'invitation du gouvernement haïtien. A l'occasion de cette visite sera inaugurée la route de 46 kilomètres reliant Port-au-Prince à Jacmel, sur la côte sud du pays, au financement de laquelle le Fonds français d'aide et de coopération (F.A.C.) a participé pour 35 millions de francs.

Irlande

● LE GOUVERNEMENT IRLANDAIS a décidé, lundi 18 octobre, d'interdire d'urgence le Sinn Féin provisoire, organisation politique de l'I.R.A. et les combattants pour la liberté de l'Irlande, organisation paramilitaire protestante irlandaise du Nord. Déjà les deux organisations militaires de l'I.R.A. — l'officielle et la provisoire — sont interdites sur les antennes de la radio et de la télévision. Par contre, le Sinn Féin officiel, de tendance marxiste, reste autorisé. — (A.F.P.)

Thaïlande

● DISSOLUTION D'UN MOUVEMENT D'EXTRÊME DROITE. — Le groupe d'extrême droite les Buffles sauvages rouges a décidé mardi 19 octobre de se dissoudre. Il a participé, au

Etats-Unis

L'AIDE MILITAIRE A ISRAËL EST-ELLE UN FARDEAU ?

Washington (A.F.P., U.P.I.). — Le général George Brown, chef d'état-major interarmées, s'est exécuté lundi 18 octobre sur ses déclarations, au cours d'une interview faite en avril, mais non encore publiée, selon lesquelles l'aide militaire à Israël en 1973 avait été un « fardeau » pour les États-Unis. Au cours d'une conférence de presse tenue au Pentagone en présence de M. Donald Rumsfeld, secrétaire à la Défense, M. Brown a assuré qu'il fallait comprendre ses propos « dans un sens militaire étroit ». L'aide à Israël a été un « fardeau » dans la mesure où les États-Unis ont dû prélever des armes sur leurs propres stocks, a affirmé le chef d'état-major, qui a ajouté cependant qu'il était « de tout cœur » résolu à assurer la survie d'Israël.

M. Gerald Ford a considéré que l'affaire était close, même si certaines expressions utilisées par le général Brown étaient « mauvaises ». Le chef d'état-major avait déjà été réprimandé il y a deux ans par M. Ford pour avoir affirmé que les Juifs exerçaient une trop grande influence sur le Congrès, les banques et les journaux.

Colombie

L'UNIVERSITÉ DE BOGOTÁ EST OCCUPÉE PAR LES FORCES ARMÉES

Bogotá (A.F.P.). — La présence des forces de l'ordre colombiennes, lundi 18 octobre, dans l'enceinte de l'Université nationale, n'a pas semblé-t-il, réussir à enrayer l'agitation des étudiants à Bogotá. Deux véhicules officiels ont été incendiés lundi par un groupe d'étudiants, qui ont ensuite tenté de former une manifestation aux abords immédiats de l'université et en ont été empêchés par la troupe. Dans le cadre de l'état de siège, qui a été réinstauré en Colombie le 7 octobre dernier, les forces de l'ordre avaient investi, samedi à l'aube, les locaux de l'université, arrêté deux cents étudiants, saisi des armes et des cartouches. Selon la police, un groupe de guérilla prosoviétique s'était infiltré dans cette université. Les professeurs, à la suite de cette occupation, ont décidé de ne pas organiser les examens. Les étudiants ont décidé de ne pas assister aux cours.

Trinidad-Tobago

● UN CITOYEN VENEZUELIEN arrêté par la police, aurait reconnu avoir participé au sabotage du D.C.-8 des lignes régulières cubaines, qui s'est abîmé en mer, le 6 octobre (le Monde du 9 octobre). M. Fidel Castro a accusé la C.I.A. d'avoir inspiré l'attentat. — (U.P.I.)

(Publiées)

A NOS COMPATRIOTES LIBANAIS

Le Centre supérieur d'études commerciales C.E.C. de Beyrouth (Centre d'enseignement privé à distance régi par la loi du 12 juillet 1971), correspondant également du Centre national d'études supérieures et de séminaires de Bruxelles, prie les Libanais se trouvant en France ou ailleurs, amis du C.E.C., anciens étudiants et étudiants de se mettre en contact avec le C.E.C. au 51, rue du Bois-de-Boulogne, 92200 Neuilly-sur-Seine, téléphone 747 00 80, où ils pourront désormais poursuivre leurs études, s'ils le désirent.

ELIE ADON.

JAN 11 1977

Journal de 1970

AMÉRIQUES

LES JUIFS AMÉRICAINS FACE A LEUR RÉUSSITE

II. — Virage à droite et « lobby » israélien

De notre envoyé spécial Dominique DHOMBRES

Les six millions de juifs américains constituent sans doute la communauté la plus prospère et la plus respectée de toute l'histoire du judaïsme, même si cette réussite s'accompagne de quelques ambiguïtés (« Le Monde » du 19 octobre).

New-York. — Les juifs votent traditionnellement pour le parti démocrate. Ils forment, après les Noirs, le groupe ethnique le plus fidèle à ce parti. Selon l'*American Jewish Year Book*, 83 % d'entre eux ont voté pour John Kennedy en 1960, 90 % pour Lyndon Johnson en 1964, et 83 % pour M. Hubert Humphrey en 1968. Les juifs ont été les meilleurs alliés des Noirs dans leur lutte pour les droits civiques et les adversaires les plus résolus de la guerre du Vietnam. A des moments décisifs de l'histoire des États-Unis, le « deal » par exemple, ils ont fait pencher la balance du côté des réformes. Nombreux sont ceux parmi nos interlocuteurs qui font remonter cette attitude à la Révolution française, plutôt qu'à la Déclaration d'indépendance de 1776. La Constituante, en faisant des juifs des citoyens comme les autres, les aurait définitivement acquis aux valeurs libérales.

Ces idées reçues correspondent-elles encore à la réalité ? L'extraordinaire réussite sociale de la communauté juive américaine ne s'est-elle pas accompagnée d'un déclin des idéaux progressistes et d'une certaine tendance au conservatisme ? Deux fois plus de juifs ont voté pour M. Nixon en 1972 qu'en 1968. Au candidat démocrate, M. George McGovern, ambigü sur sa politique à l'égard d'Israël et inquietant par ses projets de réforme fiscale, 35 % des électeurs juifs préféraient, il y a quatre ans, le candidat républicain.

L'alliance brisée avec les Noirs

Le changement est apparu à la fin des années 60. Dans l'agglomération de New-York par exemple, les tensions entre enseignants juifs et autorités scolaires, marquées par une grève dure en 1968, ont amené nombre de juifs « libéraux » à reconsidérer leur alliance traditionnelle avec les Noirs. Les autorités scolaires de

New-York souhaitaient nommer dans les quartiers noirs des enseignants noirs à des postes occupés jusqu'alors par des juifs. Le problème est posé dans de nombreuses professions : faut-il favoriser, notamment par un système de quotas, l'accès des Noirs à des emplois où ils étaient jusqu'à présent sous-représentés ? C'est le principe de l'*« affirmative action »*. A New-York, où Noirs et juifs sont en concurrence pour de nombreux emplois municipaux, l'application de ce système pénalise fatalement les juifs, sur-représentés parmi les instituteurs, les « social workers », etc.

Le Congrès juif américain, qui recrute ses membres à la fois dans l'intelligentsia et parmi les simples employés, s'efforce prudemment favorable à une certaine « affirmative action ». En revanche, l'*American Jewish Committee*, dont la clientèle est plus conservatrice et plus strictement intellectuelle, critique l'irruption de ce concept dans la vie politique américaine. Citant Beau-marchais — « Vous vous êtes seulement donné la peine de naître », — M. Milton Himmel-farb, directeur de recherches à l'*American Jewish Committee*, considère que l'*« affirmative action »* va bouleverser les valeurs. Les juifs restent partisans d'un système où le mérite, non l'appartenance ethnique, décide. Les quotas préférentiels en faveur de telle ou telle catégorie établissent un privilège par le « naissance », aux dépens du talent », explique-t-il.

Pour M. Himmel-farb, le vote de 1972 n'est qu'un « accident » qui tient au « cas McGovern ». « Les *Chicanos* (Américains d'origine mexicaine) pauvres votent démocrate, mais s'ils deviennent riches, ils votent républicain. Ce n'est pas le cas des juifs : même lorsqu'ils sont relativement aisés, ils continuent à voter démocrate », affirme-t-il. D'autres interlocuteurs nous ont fait remarquer qu'on prêtait une grande attention à l'*« embourgeoisement »* de l'électorat juif, alors que celui de l'électorat catholique, qui a joué en faveur de M. Nixon, est beaucoup plus net.

Le « virage à droite » des juifs américains est pourtant indéniable. Le déclin des organisations étudiantes actives de

gauche, au sein desquelles les juifs étaient nombreux, même s'il résulte pour une grande part de la fin de la guerre du Vietnam, est à cet égard très révélateur. Aux raisons générales de la jeunesse américaine d'abandonner un certain militantisme se sont ajoutées des raisons spécifiquement juives. « Après les détournements d'avions, les actes de terrorisme, je n'ai plus supporté les prises de position pro-palestiniennes, l'enrôlement, les cours d'autodéfense », explique une ex-militante juive du S.D.S. (1). Son cas n'est pas isolé.

Le « lobby » israélien

Le soutien à Israël est désormais la clé du vote juif aux États-Unis. « C'est la religion moderne des juifs », affirme en souriant M. Arthur Hertzberg, rabbin « réformé », président du Congrès juif américain et vice-président du Congrès juif mondial. « Israël est ce qui unit tous les juifs américains, qu'ils soient conservateurs ou progressistes. Il était concevable d'être existentieliste dans la communauté juive américaine il y a quarante ans. C'est aujourd'hui impossible. En fait, ce qui nous importe, c'est la quantité d'aide militaire et économique que les États-Unis peuvent apporter à Israël. C'est à Washington, et non dans le Golan, qu'Israël pourrait perdre la bataille décisive. »

Massif, carré, parlant avec assurance, M. Hertzberg a plus l'allure d'un homme d'État que d'un rabbin. Les mots « réalisme » et « pragmatisme » reviennent fréquemment dans sa bouche. A la tête d'une organisation qui compte cent mille membres aux États-Unis, il a ses entrées à la Maison Blanche et s'est déjà entretenu à plusieurs reprises avec les deux candidats à la présidence.

M. Hertzberg est également — à titre personnel — membre du conseil d'administration de l'*American Israel Public Affairs Committee* (AIPAC) (2) qui est le « lobby » officiel chargé de défendre les intérêts d'Israël auprès du Congrès américain. « Ne soyons

pas naïfs, le travail d'un « lobby » ne se limite pas à la pure persuasion intellectuelle », explique M. Hertzberg. Il est parfois plus efficace de laisser entendre à un sénateur ou à un représentant que la contribution des organisations juives à sa campagne électorale dépend de son attitude au Congrès, en ce qui concerne, par exemple, les fournitures d'armes à Israël. L'argument est de poids : l'électeur juif est traditionnellement un donateur généreux, peut-être en raison de la qualité juive de la « tsedaka » (la charité). M. Carter ne s'y est pas trompé, qui a nommé, le 3 septembre, M. E. Sanders, président de l'AIPAC (qui a aussitôt démissionné de cette fonction), directeur adjoint de sa campagne électorale.

Méfiance initiale envers M. Carter

Depuis la création d'Israël en 1948, tous les hommes politiques américains ont affirmé qu'ils soutenaient le jeune État. Les juifs américains ont donc pris l'habitude de préférer, en ce domaine, les actes concrets aux déclarations d'intention, ce qui favorisait nécessairement l'équipe au pouvoir. Certains se souvenaient d'ailleurs d'avoir entendu M. Carter évoquer la création d'un État palestinien sur la rive occidentale du Jourdain, une proposition qu'il semble avoir un peu oubliée aujourd'hui. Venant du Sud, une région mal connue et qui n'a pas bonne réputation parmi les juifs, l'ancien gouverneur de Géorgie était en outre l'objet d'une certaine méfiance, en raison de son baptême fervent et affiché.

M. Carter n'a obtenu que 4 % du « vote juif » en avril lors des élections « primaires » du parti démocrate à New-York. Bien que le sénateur Henry Jackson, très populaire en raison de son action en faveur des juifs d'U.R.S.S., se soit retiré de la course présidentielle, l'ancien gouverneur ne reculait toujours à la malice, que 10 % du « vote juif » lors des « primaires » du Maryland et du Michigan. Ses stratégies, inquiètes de ces mauvais présages, rappelés

rent à M. Carter que les juifs américains constituent un peu moins de 3 % de la population américaine, représentent 4 % des suffrages exprimés (les juifs ont toujours eu une participation électorale plus élevée que la moyenne nationale). Ils peuvent faire pencher la balance dans huit États (New-York, Californie, Pennsylvanie, Illinois, Massachusetts, Floride, Maryland et Ohio) qui totalisent deux cent cinq « votes électoraux » (la majorité requise pour l'élection est deux cent soixante-dix). Accueillant, trois sénateurs (sur cent) et vingt et un représentants (sur quatre cent trente-cinq) sont juifs.

M. Carter a compris cette leçon et multiplié les interventions devant les auditoires juifs. Il a affirmé solennellement, au mois de juin, devant le Jewish Educational Institute, dans le New Jersey, son adhésion au principe de la séparation de l'Église et de l'État. Le « discours du New Jersey » n'était pas sans rappeler celui que John Kennedy prononça au cours de la campagne de 1960 devant les pasteurs évangélistes, au Texas, pour s'expliquer sur son appartenance à l'Église catholique. M. Carter a fait un pas de plus le 6 octobre, au cours du second débat télévisé avec M. Ford, en affirmant qu'*« il faudrait qu'un engagement net, immuable et sans équivoque soit pris envers Israël »*. Dans l'entourage de l'ex-gouverneur de Géorgie, on laisse entendre que M. Carter pourrait proposer à Israël, s'il était élu, un traité d'alliance en bonne et due forme avec les États-Unis en échange d'une évacuation de la quasi-totalité des territoires occupés depuis 1967, à l'exception de Jérusalem pour laquelle un statut spécial devrait être négocié. M. Carter semble, en tout cas, avoir rattrapé son handicap initial. Pour beaucoup d'électeurs juifs, il est désormais un candidat démocrate comme les autres. Ils lui auraient sans doute préféré M. Jackson, mais dès lors que la convention démocrate l'a désigné, ils se sont fait une raison.

Une preuve supplémentaire de l'importance d'Israël, ainsi que du caractère désormais secondaire des « réformes sociales » et des « idées progressistes » dans le

vote juif, a été donnée, le 14 septembre, à New-York lors des « primaires » démocrates pour le siège de sénateur. M. Patrick Moynihan, d'origine irlandaise, ancien représentant américain aux Nations unies, partisan inconditionnel d'Israël et pourfendeur du tiers-monde, a été préféré par les électeurs juifs à Mme Bella Abzug, pourtant elle-même d'origine juive, représentant au Congrès le *West Side* de Manhattan, et connue pour ses opinions « de gauche ». « Nous avons défendu l'ONU il y a trente ans ; contre les conservateurs américains qui l'attaquaient, explique, désabusé, un vieil intellectuel juif new-yorkais, nous ne la défendons plus aujourd'hui qu'elle prend des positions aussi inconscientes sur Israël. M. Moynihan a su trouver les mots pour dire ce que nous pensions de cette organisation... »

Aucun des deux candidats à la présidence n'a su véritablement trouver de tels mots. Quant à M. Kissinger, non seulement il a cessé depuis longtemps d'être la fierté de la communauté juive américaine, mais il est devenu franchement suspect à celle-ci. Nombreux sont ceux qui le soupçonnent d'être capable de sacrifier seriemment la sécurité de l'État hébreu sur l'autel de sa gloire diplomatique personnelle. Son origine israélienne joue maintenant contre lui dans l'esprit de certains de ses coreligionnaires américains.

Les prises de position en faveur d'Israël des deux candidats paraissent avant tout le fruit d'un raisonnement politique intéressé. Si ce n'est d'un simple calcul électoral, M. Carter ne provoque nullement chez les juifs américains l'élan du cœur que suscitait jadis Franklin Roosevelt. Cette absence de passion profite sans doute à M. Ford, mais le candidat démocrate reste de toute façon assuré d'obtenir une bonne moitié du « vote juif ».

FIN

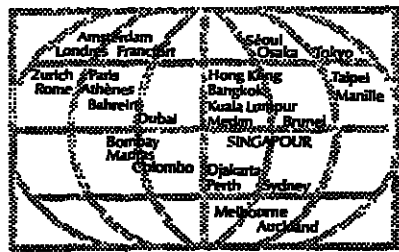
(1) Students for a democratic society (les Étudiants pour une société démocratique), association marxiste - léniniste révolutionnaire, fondée en 1962 et qui joua un rôle important à la fin des années 60, notamment contre la guerre du Vietnam.

(2) Fondé en 1954, l'AIPAC publie un hebdomadaire, *Near East Report*, qui est distribué entre autres aux membres du Congrès et aux diplomates accrédités à Washington.



Un peu de beauté
et de charme
quitte chaque jour
une ville d'Europe.
Et Paris
2 fois par semaine.

Chaque jour, un Boeing 747B de Singapore Airlines quitte une ville d'Europe à destination de Singapour avec correspondance vers l'Orient et le Pacifique. En cabine, pas moins de 18 membres d'équipage pour un service dont parlent toutes les autres compagnies aériennes. Vous n'avez qu'à demander : avec charme et gentillesse, les plus célèbres hôtesses du monde vous proposeront boissons, mets raffinés, cinéma, musique et même - seul Singapore Airlines fait ça - des couchettes de première classe pour les vols de nuit. Aujourd'hui, Singapore Airlines a 29 ans d'expérience et dessert 28 grandes villes dans 23 pays. Depuis quelques mois déjà, Paris est ainsi relié à Singapour deux fois par semaine, le vendredi et le dimanche. Si vous quittez l'Europe pour aller vers l'Est, faites-le avec le charme et la beauté. Avec Singapore Airlines.



*décollage d'Orly à 17 h 35.



Pour tous renseignements, adressez-vous à votre agent de voyages ou à SIA, 55 avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. : 261.53.09.

LA FAILLE

Il nous manque un petit Hitler

par JACQUES ELLUL (*)

(*) Professeur à la faculté de droit et des sciences économiques de Bordeaux-I.

(1) N.D.L.R. Le général Kurt von Schleicher (1882-1934) fut, après la première guerre mondiale, l'intermédiaire entre les milieux militaires et les milieux politiques de Weimar. Il fut l'un des négociateurs de l'entente avec les cadres de l'armée allemande clandestine en U.R.S.S. En 1932, chef de la section politique de l'armée, puis ministre de la Reichswehr dans le cabinet von Papen, il devint chancelier et chercha à provoquer une scission du parti national-socialiste, tout en prenant des mesures sociales destinées à séduire la partie modérée du M.D.F. Le 30 janvier 1933, Hitler devint chancelier le lendemain, Schleicher fut assassiné le 23 juin 1934 par ses nazis.

(Suite de la première page.)

Aujourd'hui, la faiblesse du parti présidentiel au sein de la majorité renforce le rôle du premier ministre, dont la fonction est d'autant plus nécessaire que la majorité est moins sûre. Dans l'état actuel des institutions, l'autorité du premier ministre pourrait être atténuée par la reconstitution d'un parti présidentiel puissant; pour la supprimer, c'est-à-dire pour présidentialiser le régime, il n'existe pas d'autre moyen qu'un changement de Constitution.

Le blocage du système

En cas d'une victoire incontestable de l'opposition, une telle tactique ne serait pas applicable. Tout gouvernement privé de soutien parlementaire serait immé-

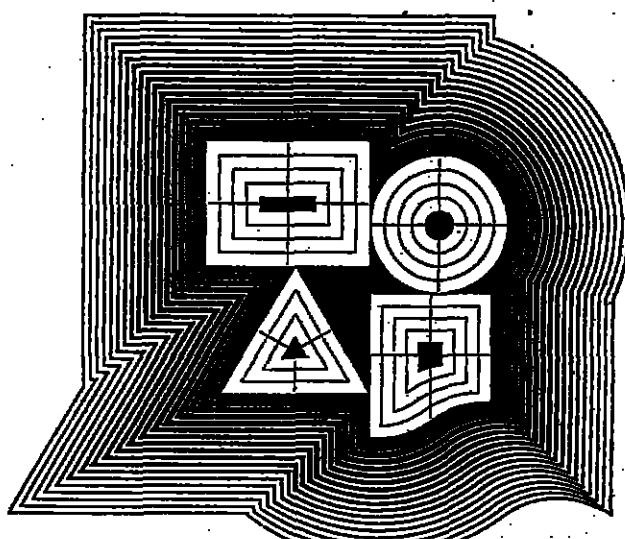
[illegible]

En tout état de cause, la perspective ainsi offerte serait celle d'une crise grave. En cas de victoire de la gauche suivie d'un

Un seul rempart

On voit mal un président la soumettre au référendum, dont l'usage s'est révélé un instrument difficile à manier pour le pouvoir. Car les chances d'un tel changement de loi électorale, plus facile à opérer, l'instauration du scrutin proportionnel rendrait les partis politiques indépendants les uns des autres et assurément davantage de souplesse dans leurs rapports. Le président disparaîtrait d'une liberté de mouvement plus grande à leur égard. Plutôt que de jouer le quitte ou double de l'alternance, majorité ou opposition, il chercherait l'arrangement dans la mobilité des alliances ou des majorités. L'argumentation de manque de force. Mais la contrepartie serait la disparition probable d'une majorité parlementaire susceptible de soutenir durablement un gouvernement, quel qu'il soit. Bref, un retour au système des partis. Le plaidoyer en faveur du scrutin proportionnel n'a de force que si l'on revient à un système constitutionnel assurant l'indépendance du président de la République à l'égard du Parlement, c'est-à-dire la possibilité de constituer un gouvernement devant le président. Il suppose un changement de Constitution.

En l'absence d'une telle transformation, la solution repose dans l'habileté et, sans doute, l'abnégation du président, la sagesse des Français, la logique de l'histoire : « la ganache unie » en France n'a jamais résisté longtemps à l'épreuve du pouvoir, parce que ses illusions s'ajoutant à ses déficiences, elle ne parvient pas à payer au bord de l'effondrement, le pays dont elle aborde aujourd'hui le problème de l'inflation. Elle lui donne pas la moindre chance dans le combat qu'elle devrait engager si elle venait au pouvoir. L'existence d'un président de la République, élu de la nation, constitue le havre de sécurité que les Français revendiqueraient-ils avaient, certes, entre-temps, de se hasarder sur les eaux agitées et peu sûres de l'alternance ? Elle est en tout cas le seul rempart contre la tentation qui pourrait avoir la gauche d'élire une « démocratie populaire » pour se maintenir au pouvoir.

ALBIN CHALANDON

Logabax: l'informatique par objectifs.

Pour recevoir
à titre gracieux
le petit livre bleu
de Logabax: 32 pages de
faits concrets, de cas
observés en réel,
d'informations précises sur
quelques points chauds
de l'informatique, retournez
ce bon-Information
LOGABAX, Service Livre Bleu,
Boulevard Pereire 75017 PARIS
Service Livre Bleu de Logabax à 907.78.73.

NON

SOCIÉTÉ

f. FONCTIO

ADRESSE

LogAbax
informatique



**Ski et détente
au soleil** à Tende
(Alpes du Sud)

à 90 minutes de Nice

Voici pourquoi vous pouvez être

propriétaire dans un studio
d'un séjour à vie
pour seulement 3500 f...

... tout simplement parce que vous ne paierez qu'une fois pour la semaine qui vous intéresse. Nous vendrons les 51 autres semaines à des personnes ayant maintenant compris, comme vous, l'intérêt d'acheter une résidence d'été. Vous n'aurez à payer seulement pour le temps où elle est utilisée.

Et comme Tende est une station Hiver/Eté. Les prix varient en fonction des dates de séjour et de la dimension de votre résidence. Vous choisirez votre période, votre studio ou votre deux pièces, et vous aurez toujours l'avantage d'être livrés équipés. Donc, aucun souci...

Résidence Club **HOTEL**
Impérial

NICE : 20, Av. Monclar 06100 Nice - Tél. (93) 51.55.60

Bureaux ouverts de 10h. à 12h. 30 et 13h. 30 à 19h.

Bon à envoyer à R.C. Club de Tende, 89, rue de Grenelle
75007 PARIS

Nom
Prénom
Adresse
Tél.

**vient
de
paraître**

CONTRIBUTIONS À UNE PROSPECTIVE DU TRAVAIL

Un rapport qui retiendra l'attention de tous ceux qui s'intéressent à l'évolution du travail et de ses conditions d'exercice.
Une analyse demandée par le Commissariat au Plan.

Sur les problèmes de qualifications demandez les titres des ouvrages «CEREO».

**LA
DOCUMENTATION
FRANÇAISE**

11 quai Voltaire 75340 Paris-Cedex 07

1976-10-20

POLITIQUE

M. Kanapa (P.C.F.) évoque « les insuffisances persistantes du progrès démocratique dans plusieurs pays socialistes »

M. Jean Kanapa, membre du bureau politique du P.C.F., évoque dans le numéro du 19 octobre de l'hebdomadaire *France Nouvelle* le débat entre les divers P.C. et constate que souvent les partis des pays socialistes estiment que le P.C.F. ne devrait pas formuler de critiques sur le « socialisme existant ». Il écrit, en réponse à un article de la revue soviétique *Kommunist* (n° 11, juillet 1976) et à une déclaration de M. Alois Indra, président de l'Assemblée fédérale tchécoslovaque, publiée dans la revue *Temps nouveaux* (n° 38, septembre 1976) :

« Il faut bien dire que, malheureusement, le raisonnement de camarades étrangers est encore souvent imprégné par l'idée que la façon de faire dans un pays socialiste est le modèle même du socialisme (...). Le socialisme est, il doit être, synonyme de liberté. Nous ne pouvons donc laisser croire qu'il s'accommoderait de mesures répressives contre la liberté d'opinion et d'expression, ou contre la liberté de création artistique, ou contre la liberté de circulation des personnes. Dès lors que nous constatons la persistance de telles mesures dans tel ou tel pays socialiste, nous disons qu'il y a donc entre nous et le parti communiste de ce pays une divergence, et une divergence très sérieuse, sur la question de la démocratie et sur la conception du socialisme (...). Ce qui affaiblit la force destructrice du socialisme, ce n'est pas — comme suggère le *Kommunist* — la critique que nous faisons de ces manquements, c'est leur existence (...).

« Les auteurs des pays socialistes pensent généralement le plus grand mal de cette expression de « socialisme démocratique ». On peut en effet estimer regrettable qu'il soit nécessaire d'ajouter ce qualificatif « démocratique » alors que le mot même de socialisme devrait normale-

ment l'impliquer ; mais ce sont les graves distorsions du passé et aussi les insuffisances persistantes du progrès démocratique dans plusieurs pays socialistes qui le rendent nécessaire. »

Évoquant les propos de M. Indra, qui critiquait les luttes électorales dans les pays capitalistes, M. Kanapa note :

« M. Indra ne peut ignorer qu'il porte ainsi la contradiction à la façon de voir (et de faire) de notre parti. On pourrait sans doute trouver qu'il manque de la sorte au « respect » et à la solidarité des deux parties (frère, et cela d'autant plus qu'il publie ce point de vue dans une revue dédiée en langue française et diffusée en France. Mais ce n'est pas notre intention. Nous constatons simplement qu'il y a là un désaccord politique profond — tout comme il y a un désaccord lorsque A. Indra, dans le même article, présente ensuite le système électoral tchécoslovaque et son fonctionnement comme exemplaires. »

● Le Comité de liaison pour l'action régionale et locale (C.L.A.R.) a publié, samedi 16 octobre, une déclaration dans laquelle on lit, à propos des élections municipales de 1977 : « La commune, face à l'État, est vaincue d'avance. Nous souhaitons que ce face-à-face soit remplacé par des circuits où la hiérarchisation des pouvoirs et des responsabilités soient redéfinies assure un dialogue réel. Nous invitons les candidats à se concerter dans le cadre des « pays » afin de jeter les bases d'une politique commune, à un niveau où ils puissent avoir une action réelle. Au-delà du « pays », la région représente un lieu de solidarité et un pouvoir susceptible de dialoguer avec l'État, et capable de représenter les aspirations communes des collectivités locales. »

★ C.L.A.R., 3, rue Chauveau-Lagarde, 75006 Paris.

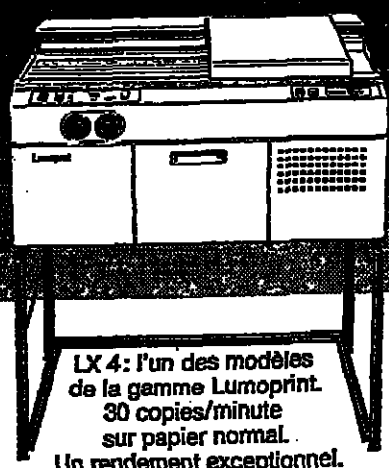
● **ERRATUM** — Nous avons fait dire à M. Michel Jobert, au cours d'une déclaration faite au Havre, à propos des nationalisations (le Monde du 19 octobre 1976, page 9) : « Les nationalisations se justifient par leur utilité nationale et économique et non à partir de raisonnements idéologiques et idéologiques. Certaines ont été nécessaires naguère. D'autres peuvent être indispensables pour préserver l'intégrité de la collectivité française quand celle-ci est menacée à l'intérieur ou de l'extérieur. L'information, par exemple, relève de cette appréciation. »

Il ne s'agissait pas, bien sûr, de l'information, mais de l'information.

A CEDER
sur grande arête
(en plein Paris)
BIJOUTERIE-HORLOGERIE
vastes locaux - 4 vitrines
très belle installation
C.A. + de 1.000.000
avec possibilité d'extension
Mme S. Gaudin - Tél. : 204.85.63
30, av. Simon Bolivar - 75019 PARIS
pour premier contact

LUMINAIRES CONTEMPORAINS
pour décoration architecture
lumière et fonction
284 bd Raspail Paris 14
tel 326 39 09

Lumoprint
Les photocopieurs
solides, fiables, rentables.
3 qualités allemandes.



LX 4: l'un des modèles de la gamme Lumoprint. 30 copies/minute sur papier normal. Un rendement exceptionnel.

Documentation sur demande à :

Lumoprint France S.A.
6/8 rue du 4-Septembre, 92130 Issy-les-Moulineaux.
Tél. 645.21.91

10 ans d'expérience, 10 ans de succès

Information Logement prend aujourd'hui un nouvel essor

car aujourd'hui, Information Logement c'est non seulement la Compagnie Bancaire, mais également :

plusieurs banques :

- la Banque Nationale de Paris
- le Crédit Lyonnais
- le Crédit du Nord
- la Caisse Centrale des Banques Populaires

des producteurs de logements :

- la Chambre Syndicale des Promoteurs Constructeurs de la Région Parisienne
- la Fédération Parisienne du Bâtiment

des institutions à caractère social :

- la Fédération Nationale des Mutuelles de Fonctionnaires et Agents de l'Etat
- la Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale
- la Mutuelle Générale des P.T.T.
- l'Association pour la Participation des Employeurs à l'Effort de Construction

Depuis 10 ans, des dizaines de milliers de familles ont bénéficié des conseils gratuits d'Information Logement. Aujourd'hui, grâce à ce nouveau départ, Information Logement va pouvoir multiplier ses activités et offrir ainsi un meilleur service au plus large public.



Information Logement
525.25.25

Centre Maine
210, avenue du Maine
75014 Paris
539.22.17

Centre Étoile
49, avenue Kléber
75016 Paris
525.25.25

Centre Nation
45, cours de Vincennes
75020 Paris
371.11.74

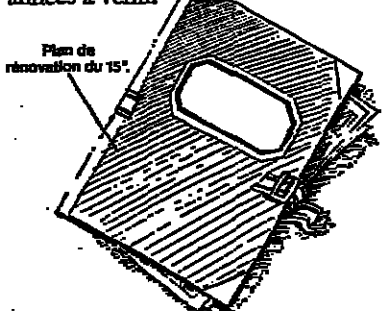
500F DE PLUS LE M²?

15^e Avenue : un programme qui n'est pas plus cher par hasard.

QUAND on parle de « bonnes affaires » en immobilier, la plupart des gens restent perplexes.

Pourtant, elles existent encore, car en dehors du rendement locatif immédiat, le capital constitué peut augmenter de façon très importante dans certains quartiers.

C'était le cas de Neuilly vers les années cinquante, du Marais plus récemment, du XV^e aujourd'hui. Il suffit d'aller consulter les plans d'aménagement à l'Hôtel-de-Ville pour constater que cet arrondissement, privilégié entre tous, sera considérablement rénové dans les années à venir.



Dès lors, le meilleur placement consiste à investir dans une construction de très haute qualité, à l'abri du temps, afin de ne pas perdre en entretien et réparations ce que l'on gagne en plus-value.

Ce genre de programme, dont les appartements par définition coûtent cher, est assez rare dans le XV^e arr.

Il en existe toutefois un au 46/62 de la rue Cambronne dont le prix de vente un peu supérieur à celui de ses voisins est, tous comptes faits, son meilleur argument de vente.

Le raisonnement financier tout autant que l'originalité de la construction méritent qu'on s'y attarde.

POUR qui arrive à pied, venant des jardins du Champ de Mars ou de l'École Militaire, il est difficile au premier coup d'oeil de se faire une idée précise de ces quatre immeubles qui composeront le programme.

Côté rue, c'est moderne et même assez original, mais sans agressivité.



Avec des façades habillées de cette fameuse pierre de l'Yonne aux teintes feutrées, à laquelle se mêle le vert profond de la quartzite de Norvège, c'est plutôt du genre cosu. Rien de surprenant en cela, il faut l'admettre, quand on songe à la proximité immédiate du VII^e.

Le choc, le coup de foudre si vous préférez, se produit à l'intérieur, au fur et à mesure que l'on découvre ce luxe et cette qualité qui dominent partout... jusqu'à cette vue qui s'ouvre devant les terrasses de l'autre façade sur un espace dégagé de plus de cent mètres de profondeur — sans la moindre rue.

Ce n'est pas tous les jours que l'on découvre dans un immeuble un tel souci de perfection : aussi présent dans la conception même des appartements que dans chaque détail de construction.

La partie réception, entrée, séjour et salle à manger, avec un équipement sanitaire indépendant et un vestiaire pour les invités, est bien séparée de la partie privée des chambres. Dans ces immeubles, personne ne dérange personne... silence.

L'isolation phonique est particulièrement soignée. Entre votre plafond et la moquette de l'appartement supérieur, 18 cm de béton, une chape flottante en ciment épaisse de 4 cm posée sur 2 cm d'un isolant laineux.

La voisine du dessus peut faire tomber ses casseroles sur les tomettes de sa cuisine, le choc sera absorbé. Pas plus que vous ne serez dérangés par les robinetteries ou les ascenseurs. Des doubles vitrages, du molleron sous les tissus, des portes palières fermant sur des joints de caoutchouc... la paix règne en ces murs.

Conséquence et complément de cette isolation phonique :

15^e AVENUE
Renseignements et ventes Geric ALM 98.98 ou 567.68.73
Réalisation Lamarre-Ufic

l'équilibre thermique. Chaque appartement, isolé aussi bien de l'extérieur que des voisins, est équipé d'un chauffage électrique individuel modulable d'une pièce à l'autre.

C'est là encore un exemple parmi d'autres illustrant l'esprit dans lequel a été conçu ce programme : des installations onéreuses au niveau de la construction, mais économiques à l'usage et à l'entretien, et qui restent à l'abri des dégradations courantes.

QUE dire de la partie décoration, du choix des moquettes, des tentures, des carrelages qui remplacent sur les vastes terrasses privées le traditionnel béton ; que penser de ces mille détails qui flattent le regard ? Ils sont sans doute mieux étudiés qu'ailleurs. Mais ne vaut-il pas mieux les juger sur place.

Investir dans les immeubles de ce programme un peu plus chers que ceux qui se rangent parmi leurs concurrents, c'est finalement investir dans l'avenir.

Les années pourront passer, ici rien ne s'altère, rien ne changera. Rien si ce n'est le prix du mètre carré dans le quartier en raison de tous les aménagements projetés par la ville de Paris.

A commencer par l'élargissement de la rue Cambronne qui, avec ses rangées d'arbres pourrait s'appeler, pourquoi pas, l'Avenue Cambronne. Parfois, il est bon d'avoir du flair.

Bureau de vente et appartement modèle ouvert tous les jours de 14 à 19 h. Samedi et dimanche de 10 à 19 h. 46, 62 rue Cambronne



POLITIQUE

Déposée par les communistes, les socialistes et les radicaux de gauche

La motion de censure met en cause la politique du président de la République

Le premier ministre a engagé jeudi soir 14 octobre la responsabilité du gouvernement sur le projet de loi de finances rectificative pour 1976, en application de l'article 49 de la Constitution. L'alinéa 3 de cet article précise que « le texte est considéré comme adopté sauf si une motion de censure déposée dans les vingt-quatre heures qui suivent est votée ».

Cette motion de censure a été déposée par le groupe communiste et celui du parti socialiste et des radicaux de gauche vendredi matin 15 octobre. Elle devait être mise en discussion mardi 19 octobre, le vote intervenant dans la nuit.

Plusieurs orateurs se sont inscrits, dont M. Leroy, Mme Chénuel et M. Rallier pour le P.C., MM. Mauroy et Claude Michel pour le P.S., M. Crépeau pour les radicaux de gauche, MM. Claudius-Petit et Dumes pour les réformateurs et M. Jacques Blanc pour les R. I.

Les députés U.D.R. réunis mardi valaient, à cette occasion, désigner leurs orateurs.

Voici le texte de la motion de censure déposée par les partis de gauche :

« Contre la motion de censure de la Constitution, le gouvernement n'a pas demandé aux représentants de la nation de se prononcer sur son programme. Il a préféré, par une habileté maladroite, provoquer le vote sur une motion de censure pour permettre aux députés de la majorité d'acquiescer leurs responsabilités, au risque d'aboutir à ce que l'impôt ne procède plus d'un vote explicite du Parlement.

« Les travailleurs de France refusent de faire les frais de la politique du président de la République et de ses gouvernements successifs. Ils l'ont notamment montré avec force le 7 octobre. L'Assemblée nationale ne saurait accepter un plan qui prolonge et aggrave cette politique, augmente le chômage pour les salariés, accroît l'insécurité économique pour les agriculteurs et les travailleurs indépendants, et menace le pouvoir d'achat, alors qu'il maintient les privilèges pour les riches et les puissants.

« Décidés à lutter contre l'inflation — facteur d'inégalité pour les citoyens et d'effacement pour la nation — elle affirme qu'une telle lutte ne saurait être menée en dehors des profondes réformes de structure telles qu'elles sont proposées aux Français dans le programme commun de gouvernement de la gauche.

« Refusant d'engager le pays dans une nouvelle phase d'une politique qui a déjà provoqué son effacement, sa décadence pour le peuple et son incapacité à régler les vrais problèmes de la France, l'Assemblée, en application du troisième alinéa de l'article 49 de la Constitution, censure le gouvernement. »

Les fédérations U.D.R. des Hauts-de-Seine et du Val-d'Oise ont publié, lundi 15 octobre, des motions approuvant la convocation d'assemblées extraordinaires du mouvement et exprimant leur confiance à MM. Yves Guéna, secrétaire général, et Jacques Chirac.

M. HINTERMANN : l'option social-démocrate sera proposée aux Français en 1978.

Les déclarations faites dimanche soir 17 octobre par M. Valéry Giscard d'Estaing au micro d'Europe 1 à propos de la social-démocratie inspirées à M. Eric Hintermann, secrétaire général de la Fédération des socialistes démocrates, le commentaire suivant : « L'option social-démocrate sera proposée aux Français en 1978. (...) Sait-on que les socialistes sont alliés avec les communistes pour la gauche ? Sait-on que ces deux derniers se sont regroupés dans un comité de liaison des socialistes hors programme commun ? (...) Pour 1978, les socialistes démocrates proposeront aux électeurs une social-démocratie française qui précède la définition par la collectivité (...) d'une nouvelle croissance (...), d'une réforme fiscale compréhensive, des grandes fortunes, d'un véritable plan de lutte contre les injustices sociales et la poursuite de la transformation politique européenne. »

(1) Ces députés sont : MM. Paul Aldous (non inscrit), Princes-Ortiz, Jean Bégault (r.f.), Mainot-Lohier, Maurice Brun (non inscrit), Christian Chénuel (non inscrit), Lefebvre-Adenot, Georges Dumas (r.f.), Frédéric Dugoujon (r.f.), Rhodé, Robert Drapier (non inscrit), Maurice de Montfort, Jeanne Guéna (r.f.), Rhodé, Max Lederman (r.f.), Somme, André Martin (r.f.), Seigne-Martin, René Muller (r.f.), Henri-Rhin.

M. Alain Poirer, président du Sénat, a remis samedi 16 octobre, à Montigny-les-Bains (Moselle), la médaille d'or Robert Schuman 1976 à M. Robert Le Court, ancien garde des sceaux et ancien président de la cour de justice des Communautés européennes.

APRÈS LA PUBLICATION DE « DÉMOCRATIE FRANÇAISE »

M. FOURCADE : la majorité doit élaborer un programme précis de gouvernement avant 1978.

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, a présidé, lundi soir 18 octobre, à Montmélié (Ain), la première d'une série de réunions que vont organiser les clubs Perspectives et Réalités (dont il est le président), à l'occasion de la sortie du livre de M. Valéry Giscard d'Estaing. Il a déclaré : « Il est nécessaire que les partis politiques, les parlementaires et les clubs de la majorité arrivent à une phase commune pour les élections de 1978 à partir du projet de société du président de la République. (...) »

« Il faudra un programme de gouvernement précis, clair, avec un calendrier. Il faudra marquer certaines étapes, indiquer clairement ce qui est réalisable en première et deuxième urgence. Il faudra, en ce qui concerne les grands projets de réforme, préciser les grands programmes d'équipement et d'urbanisme. Le seul élément fondamental du succès sera l'unité de la majorité présidentielle. »

catalogues annuaires conditionnements p.l.v. etc. CREATIONS GRAPHIQUES EFFICACES multiples références exécution garantie

M. PELLETIER : il est temps d'agir et d'aboutir

M. Jacques Pelletier, sénateur de l'Ain, qui a animé, avec M. Henri Capelle, ancien président des radicaux de gauche, le Comité d'action pour une démocratie sociale, a rendu public, mardi 18 octobre, un commentaire de l'ouvrage de M. Valéry Giscard d'Estaing. Les conclusions du livre du président sont assez éloignées de celles de la droite classique, mais le périalisme ne s'obtient pas sans réforme électorale, la justice sans abandon des privilèges, la vraie concertation sans transfert de pouvoirs aux collectivités locales et aux régions.

« Avec la majorité dont il dispose, Valéry Giscard d'Estaing peut-il concrétiser ses idées générales ? Il est permis d'en douter devant le comportement de certains parlementaires de la majorité, plus enclins à la démagogie qu'au soutien de véritables réformes. Après dix-huit ans de réflexion et quelques réalisations hétérogènes et incertaines, entreprendre, même avec bonne volonté, ne suffit plus. Il est temps d'agir et d'aboutir. (...) »

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, député réformateur du Morbihan, a déclaré, lundi 18 octobre à Epinal, à propos du livre de M. Giscard d'Estaing : « Cet ouvrage est une prière que je crois que le président de la République entend ainsi (...). La conclusion même de M. Giscard d'Estaing est que l'horizon de la société réformée à laquelle il songe est le pouvoir aux citoyens. Or, c'est ma conviction et ma passion, cela passe par le pouvoir régional puis par la décentralisation même du pouvoir régional afin de responsabiliser les citoyens (...). En effet, il s'agit maintenant de passer à l'action gouvernementale régionale, départementale et communale pour aller progressivement en quelques années jusqu'au citoyen. »

M. Pelletier conclut : « La prochaine échéance doit être l'Europe ou sein de l'Europe replacée dans les pays modernes. Si les « libéraux » n'ont pas la volonté ou la possibilité d'apporter cette tâche essentielle qui doit être mobilisatrice pour les jeunes générations, il y a fort à parier que tous les hommes de progrès se retourneront à gauche. »

Un débat à France-Inter

M. CATALA (P.C.F.) : M. Giscard d'Estaing n'est pas un démocrate.

M. BUSSIEREAU (G.S.I.) : le programme commun est un livre jauni.

Un débat a opposé, lundi 18 octobre, sur les ondes de France-Inter, MM. Jean-Michel Catala, secrétaire général du Mouvement des jeunes communistes, et Dominique Buisserau, président de Génération sociale et libérale, mouvement de jeunes giscardiens. M. Catala a déclaré : « Valéry Giscard d'Estaing démontre dans son livre son incapacité à se comporter en démocrate. Il refuse l'alternance du pouvoir. A ses yeux, l'alternance signifie que l'on change d'hommes mais que l'on fait la même politique. Or en France la question de l'alternance se pose en d'autres termes. C'est l'instauration d'une société nouvelle. »

M. Buisserau a affirmé : « Le programme commun, qui peut être opposé à Démocratie française comme support politique, fait l'effet d'un catalogue ou l'on trouve tout ce que l'on veut. C'est un livre un peu gris un peu jauni, qui commence à dater. Si les jeunes de notre pays ont à réfléchir sur un projet de société, ils feront référence à l'ouvrage du président de la République plutôt qu'au programme commun. »

EN BREF...

M. Raymond Barre a déclaré lundi 18 octobre à France-Inter : « Je n'ai pas beaucoup changé de comportement. Depuis que je suis premier ministre, à diverses reprises, on a cherché à m'attribuer à la présidence. Ce n'est pas du tout ce que j'ai l'intention de faire, et je ne m'intéresse pas à l'émouvoir par les appels ou par les critiques. Les choses seront faites de façon sérieuse, et le pays jugera. (...) Je souhaite que l'opposition ne fasse pas une obstruction systématique à la réalisation d'une tâche qui est indispensable pour le pays. »

M. Jean Lecanuet, ministre du plan et de l'aménagement du territoire, président du Centre des démocrates sociaux, a déclaré lundi 18 octobre au micro d'Europe 1 : « Il est naturel que l'opinion publique connaisse la situation matérielle des candidats aux élections. (...) Les Français sont d'accord pour reconnaître l'état de fortune des hommes politiques. De là à dire qu'ils sont prêts à ce que la situation de chacun soit connue de ses voisins, il y a une différence. (...) M. Lecanuet, au cours de la même émission, qualifié le programme commun de la gauche de « monnaie dont M. Mitterrand n'ose pas desserrer les banderoles ». »

M. Pierre Bergeot, membre du secrétariat national du P.S., écrit dans la revue socialiste l'Unité : « La tentation est grande de chercher une issue à la crise dans la mise en œuvre d'un projet qui idéalise le rôle de l'Etat. Le programme commun a échappé à ce risque. Il apparaît parfois dans l'argumentation communiste Mitterrand, c'est connaître, décider, contrôler au seul niveau qui apparaît comme le plus naturel pour la synthèse de l'Etat. Nationalisations à outrance et planification bureaucratique en sont les principaux moyens et le développement de l'appareil administratif la conséquence la plus visible, et la plus pénible, pour la population. Bien entendu, l'Etat a un rôle à jouer et nous ne le refusons pas, la planification n'est pas, mais nous ne récusons tout centralisme autoritaire. »

M. Georges Sarre, membre du bureau exécutif du P.S., conseiller de Paris, a déclaré : « Au-delà des contradictions, des compétitions, des ambitions, des conservateurs s'organisent. Jacques Chirac s'adresse aux soutiens sociaux traditionnels du système déclinant par les propos de Valéry Giscard d'Estaing. Le président de la F.N.S.E.A. ne s'y est pas trompé. Il répond présent et se lance sous la bannière de l'ancien premier ministre. Quant au président de la République, il poursuit sa tentative de séduction en direction des cadres supérieurs de la haute administration et d'une fraction des intellectuels. C'est une autre répartition des tâches, une nouvelle division du travail fondée sur la complémentarité, mais, comme objectif, la bataille des élections législatives. »

Édité par le S.A.R.L. le Monde. Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Saragat.

Imprimerie du « Monde » 5, rue des Italiens PARIS-14

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 5157.

LENTILLES DE CONTACT : parce que les yeux myopes sont souvent les plus beaux.

Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie. Ce beau regard qu'on vous envie dès que vous enlevez vos lunettes, montrez-le aussi sans vous priver de bien voir. Grâce aux lentilles de contact YSOPTIC.

Vous trouverez chez YSOPTIC une vaste gamme de lentilles de contact, classiques, souples ou miniflexibles, spéciales pour yeux sensibles. Elles assurent une vision totale et une correction parfaite. Vous serez surpris de leur efficacité. Essayez-les gratuitement chez :

YSOPTIC 80, Bd. Malesherbes - 75008 PARIS Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants, Français et étrangers sur demande.

YSOPTIC

Où est passé "Mr Sécheresse"?

Noué dans les dossiers.

Cette semaine dans ELLE.



DES PRIX EXCEPTIONNELS dans tous les rayons

MARDI 19, MERCREDI 20 JEUDI 21 OCTOBRE

COSTUME 3 pièces, pure laine, rayures craie sur fond marine ou gris.

650 F

Non représentés PARDESSUS droit, pur cachemire. Marine ou beige.

750 F

CHEMISE polyester mélangé. Blanc, ciel, beige, rose ou vert.

48 F

PULL-OVER en laine d'agneau, encolure en V - 10 coloris.

85 F

MADELIOS

PLACE DE LA MADEIRAINE - PARIS OUVERT DE 9 H 30 À 19 H 30 - PARINGS GRATUITS POUR NOS CLIENTS

Je m'inscris

Journal de 150

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

NANCY : M. Cureau (P.S.)
conduira la liste d'union de la gauche

De notre correspondant

Nancy. — M. Gérard Cureau (P.S.) emmènera la liste commune de la gauche aux élections municipales de Nancy, avec comme candidat au poste de premier adjoint, M. Serge Alexandre, professeur au lycée Poincaré de Nancy (tendance C.E.R.E.S.). M. Cureau, actuellement juge au tribunal administratif d'Orléans, avait été élu en 1971 sur la liste « Nancy-capitale » de M. Marcel Martin (modéré), qui comprenait dix-neuf modérés, sept divers gauches, cinq centre d'opposition, un radical et cinq socialistes.

En janvier dernier, sous la pression de la fédération de Meurthe-et-Moselle du parti socialiste, animée par le C.E.R.E.S., M. Cureau avait abandonné ses délégations de deuxième adjoint et avait formé avec trois autres socialistes un groupe d'opposition au sein du conseil municipal. Il continue toutefois de représenter la mairie de Nancy au conseil régional de Lorraine.

Son élection, en 1973, comme conseiller général de Neuves-Maisons avait été annulée par le Conseil d'État en juin 1975 pour cause d'indélicatesse. M. Cureau était à l'époque inspecteur principal des P.T.T. à Nancy.

Il ne s'était pas représenté.

La nomination de M. Gérard Cureau ne s'est pas faite sans difficultés à cause de l'opposition du C.E.R.E.S. (majoritaire dans la fédération, mais en minorité à la section de Nancy). Finalement, une formule de compromis a été trouvée entre les deux parties.

En ce qui concerne les discussions avec le P.C.F., elles ne se heurtent à aucune opposition sur le fond — même si la candidature comme tête de liste de M. Cureau ne doit guère les satisfaire — mais à un problème de répartition. Le P.C. demande seize postes sur la liste (sur quarante et un au total), alors que le P.S. estime ne devoir en accorder que quatorze et en conserver vingt-sept (quelques radicaux de gauche sont compris dans ce chiffre).

La section du P.S. de Nancy avait demandé l'arbitrage national, mais comme le différend a été jugé mineur, c'est la section de Nancy qui reprendra les négociations la semaine prochaine. L'annonce de la tête de liste faite par le parti socialiste a surpris les communistes. M. Roland Favaro, secrétaire fédéral de

Meurthe-et-Moselle Sud, membre du comité central du P.C.F., s'est étonné « que la section locale du P.S. n'ait pas cru devoir attendre la fin des discussions pour annoncer cette désignation ». « Il s'agit là d'une interprétation impatiente de l'accord », a-t-il noté.

Outre celle de la gauche, deux autres listes brigueaient l'hôtel de ville de Nancy. M. Marcel Martin, maire depuis 1970, conduira la liste « à borée » par l'association « Nancy » qui veut ouverte à tous les courants politiques. M. Claude Conlals, député républicain indépendant de Meurthe-et-Moselle, doit, en principe, être le chef de file de la liste de la majorité « Nancy-avenir ». La nouvelle avait été annoncée en avril, mais il semble que des réticences se soient fait jour du côté de l'U.D.R.

Récemment, tout en confirmant qu'il acceptait de conduire la liste de « Nancy-avenir », M. Conlals n'a pas caché que sa décision ne pouvait être définitive que si le comité national de la majorité lui demandait d'assumer cette responsabilité. Or le comité n'a pas encore arrêté de position définitive pour Nancy.

ROUBAIX : M. Diligent
constitue une liste.

(De notre correspondant.)

Lille. — M. André Diligent, vice-président du Centre des démocrates sociaux, ancien député et sénateur du Nord, actuellement adjoint au maire de Roubaix, vient d'annoncer qu'il conduira dans cette ville une liste pour les élections municipales de mars 1977. M. Diligent a déclaré qu'il se présentait à titre personnel et que sa liste, qu'il souhaite la plus ouverte possible, ne portera pas l'étiquette « majorité présidentielle ». Il s'est même déclaré prêt à démissionner de ses responsabilités nationales au C.D.S., si celles-ci devaient gêner ceux qui viendraient avec lui.

« Je me présente les mains nues, comme je l'ai fait dans le passé, dans mes combats pour la presse et la télévision, a-t-il déclaré. Je fais confiance au bon sens, à la conscience des Roubaixiens. »

La mairie était gérée depuis la libération par une coalition socialo-centriste. Le maire, M. Victor Provo, sénateur socialiste, ne se représente pas. C'est un de ses adjoints, M. Pierre Provost, également membre du parti socialiste, conseiller général, qui conduira la liste se réclamant de l'union de la gauche, avec la participation des communistes.

LES GAM APPORTERONT LEUR "SOUTIEN CRITIQUE" A LA GAUCHE

Les Groupes d'action municipale ont réuni, samedi 16 et dimanche 17 octobre à Gaillon (Eure), leur treizième rencontre nationale — la dernière avant les élections municipales de mars 1977. Plus de trois cents délégués des GAM et sympathisants ont participé aux différents débats, répartis en quinze « courants » (le Monde des 3-4 octobre). Le thème choisi pour la rencontre était : « La gauche à la mairie, pour quoi faire ? » Les réflexions des participants feront l'objet d'une publication d'ensemble, d'ici une dizaine de jours. Un livre, intitulé : *L'autogestion et notre vie quotidienne*, sera, d'autre part, édité par les GAM vers le 15 janvier prochain, afin de faire le point sur les enseignements fournis par leurs précédentes rencontres nationales et celle de Gaillon, et de mettre en lumière, comme l'a souligné M. Jean de Caumont, membre du collectif national, « le fait que l'autogestion n'est pas seulement un projet de société à long terme, mais aussi une pratique qu'il nous faut vivre sur le terrain, jour après jour ».

D'une manière générale, on a beaucoup insisté, dans les différents courants, sur la nécessité d'apporter à la gauche, à l'occasion des élections municipales, un soutien qui reste très vigilant : les GAM souhaitent enrichir sa ré-

flexion et favoriser le succès de ses candidats, mais ne renoncer, ni dans l'opposition locale ni au pouvoir, à aucune de leurs grandes orientations : autogestion municipale, défense du cadre de vie et « libération de l'information locale ». Ce dernier thème a fait l'objet de longs développements à Gaillon, s'agissant en particulier des expériences de journaux de quartiers et de télévision par câble qui ont déjà été entreprises.

A l'issue de leurs travaux, les Groupes d'action municipale ont publié une déclaration dans laquelle on lit : « Les GAM sont situés à la charnière entre les organisations de masses, qui restent spécialisées et méconnaissent parfois la dimension politique de leur action, et les partis politiques, dont l'objet principal est la conquête et l'exercice du pouvoir. Dans la perspective des élections municipales, ils militent, parce qu'ils sont solidaires des partis qui veulent changer la société, pour la victoire des équipes de gauche ; mais ils agissent, parce qu'ils sont autonomes et enracinés dans les luttes, pour la prise en compte par ces équipes des aspirations qui se dégagent de ces luttes. Ils feront par la contribution que cette rencontre apporte à l'élaboration des projets de la gauche et par le soutien critique des équipes élues. »

HALTE AUX VOLEURS ! la porte à 9 points de sécurité

une serrure de grande marque Ex. : **BRICARD**

4 goulons "antivol" empêchant le dégonde de la porte

Condammations verticales haut et bas

Cuirasse en acier cémenté protège le canon contre tout risque d'arrachage

Serrure à 2 tours de clef Epaisseur des pènes 17 mm

2 condammations horizontales Epaisseur des pènes : 17 mm

Clef en acier inoxydable à 3 branches taillées (reproduction unique ment sur présentation de la carte d'identité)

1.200 F T.T.C.
Pose et déplacement compris
Credat gratuit sur 3 mois

LA CLEF ROUGE

N° 1 DE LA PROTECTION en installation de portes blindées
Siège social : 24, av. R. Poincaré 75118 PARIS 76.40.40
BORDEAUX 91, 83, 36 - CANNES 39, 13, 10 - LYON 62, 72, 38 - MARSEILLE 53, 40, 38 - NICE 96, 82, 38

La Pompadour
présente ses beaux
MANTEAUX
les plus beaux tweeds,
chevrons, cashmeres,
lana, poil de chameau etc...
Importés d'Angleterre
modèles habillés
garnis fourrures précieuses
MANTEAUX DE FOURRURES
GRANDES TAILLES
du 42 fort au 60

32 bis, Bd HAUSMANN
M^e Chassée d'Antin

EN AVOIR OU PAS

A ceux qui en ont, tout est possible. Sans leur argent, ils ne seraient rien. Avec lui, ils ne sont guère plus. Seulement, ils ont un AVOIR qui leur permet d'ÊTRE.

D'un côté, les nantis, les repus. De l'autre, ceux qui sont usés, malades avant l'âge, leurs enfants sans avenir.

La fortune ne divise pas simplement la France en classes. Elle oppose des races.

Voilà ce que criaient, il y a plus de 100 ans, Zola, Vallès, Marx. Vision aujourd'hui dépassée? Voire!

De la gauche à la droite, il semble soudain qu'on n'ait plus qu'une idée en tête : taxer le Capital. Mais, quel capital taxer, puisqu'il est caché?

La fortune est un territoire interdit. Nous y sommes allés. Vous n'en reviendrez pas.



LE NOUVEL observateur

LA FORTUNE DES FRANÇAIS.
Trois numéros spéciaux en vente à partir d'aujourd'hui.



PRENEZ
LE TEMPS DE CHOISIR
TRANQUILLEMENT
VOTRE CHAÎNE
CHEZ

pan

tout le gotha de la haute-fidélité
deux auditoriums-détente
le conseil de vendeurs mélomanes
des prix pas plus chers qu'ailleurs

Accuphase, A.K.G., B & O, Bozak, Braun, Elipson,
Koss, Lansing, Lenco, Linear, Micro, Nakamichi, National,
Nivico, Revox, Rotel, Sanyo, Sony, Thorens, Yamaha.

pan
11 RUE JACOB 75006 PARIS - TEL. 326.18.25
nous aimons la musique autant que la technique

le journal mensuel de
documentation politique
après-demain
(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :
**LE POUVOIR DU
CONSUMMATEUR**
Envoyez 10 francs (timbres ou
chèque) à APRES-DEMAIN
27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris,
en spécifiant le dossier demandé
ou 30 F pour l'abonnement annuel
(50 % d'économie) qui donne droit
à l'envoi gratuit de ce numéro.

ili
informations
catholiques
internationales
dossier spécial
à la veille des élections
présidentielles
**LES ÉTATS-UNIS
REDECouvrent
DIEU**
le numéro : 7 F (franco)
L.C.I. 163 bd Malesherbes
CCP Paris 82.10.20 - PARIS 17

POLITIQUE

LUTTER CONTRE LES INJUSTICES

Le premier congrès mondial de l'« ombudsmanie »

par AIMÉ PAQUET (*)

Le premier congrès mondial de l'ombudsmanie s'est tenu à Edmonton, capitale de l'Alberta (Canada). Organisé par le Dr Ivany, ombudsman de l'Alberta, il a permis à plus de trente ombudsmans, de toutes les nationalités, et à de nombreux universitaires, américains et canadiens, de se rencontrer et d'échanger leurs idées sur les institutions d'Europe, d'Amérique, du Pacifique, du Moyen-Orient, d'Afrique, de tous les continents, les unes nées il y a fort longtemps — il y a cent ans, dans le cas de celles de la Suède, — les autres venant de naître, comme c'est le cas de celles de la France.

Une large confrontation de systèmes, différents quant à leur organisation, et à leur fonctionnement, aux pouvoirs qui leur ont été reconnus, aux comportements suivis et aux résultats obtenus, a été ainsi rendue possible. Grâce à l'établissement de ces comparaisons et à la mise en lumière des difficultés rencontrées, la conférence a pu tenter d'expliquer l'absence d'un corps de règles communes, définissant l'étendue et les limites de la mission, des pouvoirs, des moyens d'investigation indépendants, à charge pour chaque pays d'adapter les principes généraux ainsi dégagés aux conditions propres tenant à sa superficie et à sa population, à ses traditions et à ses mœurs, à son importance politique.

Il est vite apparu que la détermination d'une ligne d'action directrice était d'autant plus urgente qu'en son absence les institutions de l'ombudsmanie couraient de sérieux dangers.

Nous vivons dans un monde difficile, soumis à des mutations rapides, toujours traumatisantes pour les individus, exigeant la présence d'une administration de plus en plus nombreuse et contraignante. Cette administration, quel que soit le pays dans lequel elle exerce son activité, souffre toujours des mêmes maux et connaît partout les mêmes problèmes. Elle est tenue d'appliquer des lois et des règlements non seulement complexes, mais encore souvent incomplets ou inadéquats. La vie étant faite de changements, les textes statuent par nature, vieillissent en effet rapidement. De surcroît, ils sont parfois appliqués avec un formalisme excessif, générateur d'injustice.

Dans un pareil monde, l'individu isolé éprouve de plus en plus le besoin de s'adresser à quelqu'un, de chercher refuge auprès d'une personne incarnant une institution chargée de le protéger et de le défendre. D'où le nombre croissant de semblables institutions, nombre qui atteint la trentaine aujourd'hui et qui la dépassera de beaucoup demain. Il a cependant été constaté que plus celles-ci se multiplient et gardent en importance et en autorité, plus elles courent le risque, si un certain nombre de règles n'étaient pas définies avec précision, de voir les pouvoirs publics se dresser contre elles. Pareille opposition, si elle devait naître et se développer, à la suite d'imprudences ou d'erreurs, ne manquera pas, d'abord, de gêner le fonctionnement des institutions, puis de nuire à leur influence et à leur efficacité, enfin de leur être fatale. Ce sera le grand mérite du premier congrès mondial que d'avoir fait apparaître ce danger.

pourquoi, afin d'éviter de s'engager dans des voies aussi dangereuses, il convient d'être strict dans la définition des règles gouvernant le fonctionnement des différentes institutions et d'être plus strict encore dans le respect de leur application.

Un large accord s'étant dégagé sur ce point, la discussion s'est poursuivie sur la question de savoir quelles devraient être les règles et, en premier lieu, quel devrait être le mode de désignation du titulaire de la charge. Le système retenu, jusqu'à présent, dans la généralité des cas, est celui de la nomination par le gouvernement, tantôt celui de l'élection par le Parlement. A mon avis, chaque mode de désignation a ses avantages et ses inconvénients et il importe peu de se demander lequel doit être préféré. L'essentiel est qu'il y ait « insusceptibilité » pendant un temps assez long et non-renouvellement du mandat, afin d'assurer à l'ombudsman ou au médiateur une parfaite indépendance.

Les conditions de la salarie présentement en discussion, la salarie directe, dont bénéficient la plupart des institutions existantes, est à peu près impraticable dès que la population dépasse quatre à cinq millions d'habitants, compte tenu de l'abondance des réclamations reçues. La Suède l'a fort bien compris, puisqu'elle a actuellement quatre ombudsmans pour sept millions d'habitants.

Le Congrès s'est demandé s'il ne serait pas possible de résoudre le problème en autorisant l'ombudsman à éliminer d'ombudsman les affaires mineures et à ne conserver pour instruction approfondie que les cas sérieux. Cette solution a finalement été rejetée, l'objection ayant été émise qu'en fait de justice il n'y a pas d'affaires mineures, qu'il n'y a pas de petites et de grandes injustices, et que l'injustice quel que soit son degré de gravité doit toujours être combattue et réparée.

sonnes et un budget réduit, l'institution française traite plus de dossiers que la plupart des institutions suédoises, dont les effectifs sont plus étoffés et, pourtant, plus dispendieux.

Ce système comporte, en outre, l'avantage de faciliter l'établissement d'une franche collaboration entre contrôleur et contrôlé. L'institution n'est pas regardée par ses interlocuteurs comme un adversaire. Elle est au contraire considérée comme un allié, ferme mais compréhensif, chargé de les conseiller plus que de les censurer, en vue de réparer, d'humilier, de transformer, d'adapter ce qui doit l'être.

La plupart des ombudsmans présents ont, en effet, estimé qu'il était essentiel que leur action débouche sur des propositions de réforme. C'est ce qu'ont déclaré, entre autres, Sir Guy Powles, Parliamentary Commissioner de la Nouvelle-Zélande; le docteur Nebenzahl, contrôleur de l'Etat d'Israël; M. Nielsen, ombudsman du Danemark; et le président Lundvik, premier ombudsman de Suède. L'institution française a pu révéler qu'elle était, malgré sa jeunesse, largement engagée dans cette voie. Au cours des deux dernières années, près de cent réformes d'importance variable, ont été proposées, parfois à partir d'études ou d'avis émanant du Conseil d'Etat, comme cela a été le cas en matière de non-rétroactivité des lois à caractère social, de corruption, du délai de prescription, de droit à l'information. Aussi bien ne sert-il à rien de réparer les injustices si l'on ne touche pas aux textes qui, surtout quand ils sont appliqués à la lettre, les créent.

En résumé, un consensus assez large s'est dégagé au cours du congrès sur les lignes d'action générales qui viennent d'être évoquées. Il a été admis par le plus grand nombre que l'essor et la durée des institutions d'ombudsmans ne pouvaient être assurés qu'à condition de s'attacher scrupuleusement au maintien de leur indépendance et au respect de leur indépendance des pouvoirs, de la séparation des pouvoirs.

Au cours de l'allocution qu'il a prononcée lors de la réception organisée par le gouvernement, le premier ministre de l'Alberta a beaucoup insisté sur ce point. Tous ont admis que l'action de l'ombudsmanie devait avant tout faire appel au sens de l'opportunité et à celui de l'équité et demeurer marginale par rapport à celle des juridictions, auxquelles revient principalement la tâche d'apprécier l'action administrative sous l'angle de sa légalité.

L'unanimité s'est faite pour reconnaître que l'ombudsmanie doit être une force d'humanisation et de lutte contre l'injustice; une force exigeante pour elle-même comme pour les autres, veillant jalousement au respect de son indépendance et observant soigneusement son obligation d'impartialité comme sa neutralité politique; une force morale, enfin, prenant appui grâce à une large information sur l'opinion publique, c'est-à-dire sur le peuple.

La France et l'Angleterre, l'une et l'autre peuplées de plus de cinquante millions d'habitants, ont adopté sagement la salarie indirecte, reposant sur le Parlement. En ce qui concerne la France, plus de huit cents parlementaires, députés et sénateurs, sont les porte-paroles naturels de leurs électeurs. Quand ils ne peuvent résoudre eux-mêmes les problèmes qui leur sont posés, ils transmettent les dossiers au médiateur, mieux armé qu'eux pour leur donner suite. Leur appartenance à toutes les tendances politiques garantit l'indépendance et l'impartialité de ce dernier.

Les pouvoirs des institutions sont à peu près les mêmes partout. Leurs moyens en revanche varient d'un pays à l'autre. Ils sont cependant en général relativement limités. Vouloir faire tout par soi-même, en effet, exigerait un personnel pléthorique. Il convient donc de rechercher une franche et fructueuse coopération avec les administrations.

La France, sur ce point, a paru être pourvue d'une institution souple et efficace. La coopération est, en effet, totale avec le Conseil d'Etat, la Cour des comptes, les corps de contrôle, les préfets, les directions régionales de la Sécurité sociale et des impôts. Les enquêtes sont ainsi conduites par des hommes ayant l'expérience des choses qui, pour un temps, se débarrassent du carcan de prescription légale dans lequel ils sont obligatoirement enfermés dans l'exercice de leurs fonctions habituelles et, se laissant librement guider par leur conscience et par leur cœur, livrent au médiateur des conclusions solidement étayées, sur la base de recommandations particulièrement valables. Cette sorte de délégation de pouvoirs permet d'éviter que l'appareil nécessaire à la vie de l'institution ne s'alourdisse à l'excès. Avec quarante-cinq per-

sonnes et un budget réduit, l'institution française traite plus de dossiers que la plupart des institutions suédoises, dont les effectifs sont plus étoffés et, pourtant, plus dispendieux.

Ce système comporte, en outre, l'avantage de faciliter l'établissement d'une franche collaboration entre contrôleur et contrôlé. L'institution n'est pas regardée par ses interlocuteurs comme un adversaire. Elle est au contraire considérée comme un allié, ferme mais compréhensif, chargé de les conseiller plus que de les censurer, en vue de réparer, d'humilier, de transformer, d'adapter ce qui doit l'être.

La plupart des ombudsmans présents ont, en effet, estimé qu'il était essentiel que leur action débouche sur des propositions de réforme. C'est ce qu'ont déclaré, entre autres, Sir Guy Powles, Parliamentary Commissioner de la Nouvelle-Zélande; le docteur Nebenzahl, contrôleur de l'Etat d'Israël; M. Nielsen, ombudsman du Danemark; et le président Lundvik, premier ombudsman de Suède. L'institution française a pu révéler qu'elle était, malgré sa jeunesse, largement engagée dans cette voie. Au cours des deux dernières années, près de cent réformes d'importance variable, ont été proposées, parfois à partir d'études ou d'avis émanant du Conseil d'Etat, comme cela a été le cas en matière de non-rétroactivité des lois à caractère social, de corruption, du délai de prescription, de droit à l'information. Aussi bien ne sert-il à rien de réparer les injustices si l'on ne touche pas aux textes qui, surtout quand ils sont appliqués à la lettre, les créent.

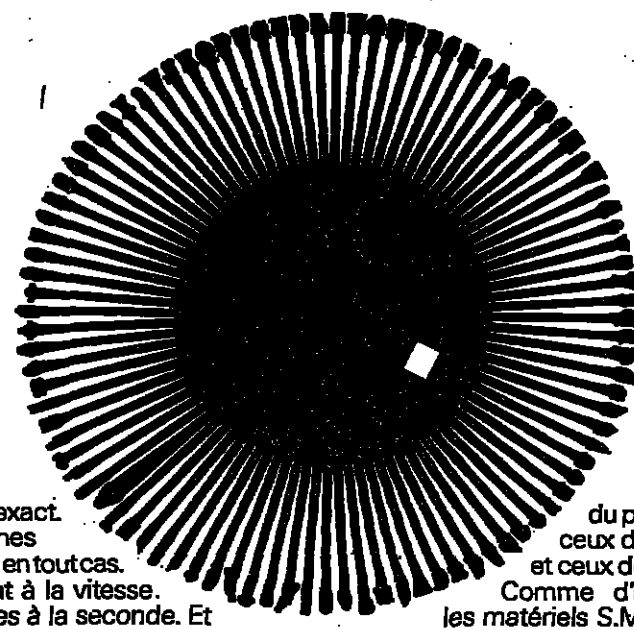
En résumé, un consensus assez large s'est dégagé au cours du congrès sur les lignes d'action générales qui viennent d'être évoquées. Il a été admis par le plus grand nombre que l'essor et la durée des institutions d'ombudsmans ne pouvaient être assurés qu'à condition de s'attacher scrupuleusement au maintien de leur indépendance et au respect de leur indépendance des pouvoirs, de la séparation des pouvoirs.

Au cours de l'allocution qu'il a prononcée lors de la réception organisée par le gouvernement, le premier ministre de l'Alberta a beaucoup insisté sur ce point. Tous ont admis que l'action de l'ombudsmanie devait avant tout faire appel au sens de l'opportunité et à celui de l'équité et demeurer marginale par rapport à celle des juridictions, auxquelles revient principalement la tâche d'apprécier l'action administrative sous l'angle de sa légalité.

L'unanimité s'est faite pour reconnaître que l'ombudsmanie doit être une force d'humanisation et de lutte contre l'injustice; une force exigeante pour elle-même comme pour les autres, veillant jalousement au respect de son indépendance et observant soigneusement son obligation d'impartialité comme sa neutralité politique; une force morale, enfin, prenant appui grâce à une large information sur l'opinion publique, c'est-à-dire sur le peuple.

Des bruits courent sur S.M.O.:

«Leurs machines à écrire frappent toutes seules.»



C'est exact. Pour certaines d'entre elles en tout cas. Qui écrivent à la vitesse de 85 signes à la seconde. Et corrigent instantanément les erreurs de frappe. Ou modifient les textes selon vos instructions. Presque simultanément. Et sans rien retaper d'autre que les modifications. En plus, ces machines ont de la mémoire. Autant de mémoires (enregistrées sur disques souples) que chacun de vos services en réclame pour conserver et classer leur propre information. Ces nouvelles machines (de rêve), ce sont les S.M.O./WP1. Elles servent tout autant les intérêts

du personnel, que ceux des dirigeants et ceux de l'entreprise. Comme d'ailleurs tous les matériels S.M.O. : les facturières électroniques ADLER, les photocopieurs AFECO, les contrôleurs électroniques de gestion OMRON, les duplicateurs et sélectifs ORMIG, les ordinateurs de bureau S.M.O. 400, les optimiseurs pour l'ordonnement-lancement, les machines à traitement de textes WORDPLEX et WP100. Pour S.M.O. aujourd'hui, productivité est synonyme de qualité de la vie.

S.M.O.
Siège Social : 2-4, avenue de l'Europe
78140 Vélizy - Tél. : 949.96.38.

Pour recevoir gratuitement S.M.O. remettez ce bon à votre fournisseur.
Nom : _____
Fonction : _____
Société : _____
Adresse : _____
S.M.O. BP 93
92040 Vélizy
M4

**APPRENEZ
la
dactylographie
à l'heure
qui vous convient.**
**LOGOS
CENTRE PRIVE
DE FORMATION**
4, Villa Ornano
75018 PARIS.
Tél. : 255.09.05
TOURS - NANTES - ORLÉANS

**MERCI
L'ANCIEN
SALOT**

RS XIV - 22, Av. d'...

**L'AN
Plus**

150

Jeune 1.50

SPORTS

OMNISPORTS

Pas de sanctions contre les pays africains

La commission exécutive du comité international olympique (C.I.O.) qui vient de réunir à Barcelone sa session annuelle n'a pris aucune mesure disciplinaire contre les pays africains qui s'étaient retirés des Jeux de Montréal pour des raisons politiques. Le Comité international olympique prendra une décision définitive à Prague, lors de sa session plénière au mois de juin prochain. Il aura, entre-temps, entendu les fédérations internationales, réunies à Barcelone, ainsi que les comités nationaux olympiques, qui réuniront leur assemblée à Abidjan au mois d'avril.

De son côté, l'Union soviétique, qui organise les Jeux de 1980, s'est une nouvelle fois engagée par la voix de son vice-président, M. Novikov, à respecter la charte olympique pour ce qui concerne les visas d'entrée sur son territoire. « L'U.R.S.S. assurera également la sécurité des visiteurs, tout en respectant leur liberté de circulation », a encore affirmé M. Novikov.

MOTOCYCLISME

M. Soisson annonce la création de quatre pistes

Répondant, vendredi 15 octobre, à l'Assemblée nationale, à une question de M. Fernand Dupuy, député du Val-de-Marne (P.C.), qui parlait du « ballet infernal et dangereux » des motocyclistes sur le circuit de Rungis, M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, a notamment déclaré : « Le gouvernement a un plan moto » car le développement de cette activité (400 000 jeunes, dont 58 % sont des ouvriers et des employés, possèdent une moto de plus de 125 cm³) est un fait de société. Quatre centres destinés à la pratique de ce sport seront financés sur des crédits de 1976 : au Mans, dans le Vaucluse, en Ile-et-Vilaine et à Montlhéry.

Ce dernier centre doit être réalisé en priorité. Les financements sont assurés. Les travaux vont commencer.

« Je souhaite », a ajouté M. Soisson, qu'il puisse s'ouvrir au printemps 1977. Les conditions d'accès devraient permettre à tous les clubs et motards de la région parisienne de se rassembler à Montlhéry. La seule contre-partie demandée sera pour couvrir les risques d'accident encourus. Quant à Rungis, ce ne saurait être une solution. Le gouvernement se propose de définir actuellement les conditions de sécurité dans l'attente de l'ouverture du circuit de Montlhéry.

De son côté, M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Équipement, répondant à une question écrite de M. Pierre-Charles Kriegel, député de Paris (U.D.R.), sur le même sujet, a précisé qu'une piste pour motos et pour voitures et des structures d'accueil devraient être ouvertes, au cours de l'été 1977, sur un terrain dont la Prévention routière négocie actuellement l'achat auprès des autorités militaires, au nord de l'aérodrome de Montlhéry. Cette nouvelle piste — qui complètera la piste routière pour motos déjà en service — pourra fonctionner tous les soirs et pendant les week-ends, en dehors des heures réservées aux besoins de la Prévention routière.

FOOTBALL. — Le pays de Galles pourra participer au prochain championnat d'Europe des nations. La mesure de suspension qui lui avait été infligée par l'Union européenne (U.E.F.A.), en raison des incidents qui ont marqué la rencontre entre le pays de Galles et la Yougoslavie, a été levée. Toutefois, l'équipe du pays de Galles ne pourra jouer dans aucun stade situé à moins de deux cent cinquante kilomètres de Cardiff, et la Fédération galloise aura à payer une amende de 15 000 francs suisses.

POLICE

Huit mille manifestants au nouvel hippodrome de Paris

« La police, ce malade honteux de la société libérale avancée »

« Les menaces de Poulstow... — Démission ! Démission ! » — Il était impossible de prononcer le nom du ministre de l'Intérieur à la tribune de l'Assemblée d'information des syndicats de policiers, le 18 octobre, au nouvel hippodrome de Paris, sans que huit mille voix s'élèvent pour le vouer aux gémonies à grand renfort de hurlements et de sifflets à roulette. Plus de huit mille policiers avaient en effet répondu à l'appel des grandes organisations syndicales — près du tiers de l'ensemble des policiers parisiens — un chiffre considérable compte tenu des difficultés qui immobilisent de nuit comme de jour une bonne partie des effectifs.

Malgré une atmosphère houleuse et survoltée, la réunion s'est terminée dans le calme, chacun ayant présentes à l'esprit les mises en garde de M. Michel Poulstow, à la fin de la semaine dernière (Le Monde daté 17 et 18 octobre). M. Jean Chauvaud, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police, avait d'ailleurs clairement averti son auditoire. « Il y a ici des camarades qui n'acceptent pas qu'on recommence les mêmes choses qu'en 1958, devait-il dire. Nous n'avons pas le droit d'engager les collègues dans des actions irresponsables. Nous ne pouvons pas brûler toutes nos cartouches le même jour. S'il le faut, nous descendrons dans la rue. Mais je vous rappelle que c'est à une action syndicale sérieuse et responsable que nous appelons ».

Sous le chapiteau trop petit pour accueillir toute l'affluence, au milieu des débris en carton-pâte de Ben Hur, on a finalement pu parler d'argent — ce qui était pourtant le thème mobilisateur de la soirée — mais beaucoup plus de l'utilisation de la police et de la place du policier dans la société. « Nous ne sommes pas coupés du peuple et parqués dans un ghetto », a affirmé M. Chauvaud. Il n'y a plus de police muette et silencieuse, reléguée dans un coin, bonne pour toutes les occasions que les autres refusent d'accepter. L'emploi du personnel fut dénoncé par M. André Freundreich, secrétaire général du Syndicat national des officiers et commandants. « On peut faire croire que tout ira mieux avec des flics à la James Bond », déclarait-il. Les fonctionnaires ne sont pas en cause : c'est le système qui est mauvais, car il ne vise qu'à fêter de la poudre aux yeux.

M. Freundreich s'est d'autre part inquiété d'un nouveau projet visant à dissocier les C.R.S. du reste de la police pour leur accorder une « spécificité ». « On dit déjà qu'ils pourraient être rattachés directement au ministre de l'Intérieur, ou même au premier ministre ».

« Les violents sont des faibles »

L'analyse la plus sévère de la place du policier dans la société fut celle de M. Jean-Claude Riquiois, secrétaire général du Syndicat des commissaires de police et des hauts fonctionnaires de la police nationale. Le « flâneur-défenseur-de-la-morale » ? « La morale ce n'est pas une religion », affirme M. Riquiois. C'est une règle de vie en société. Et nous y sommes dans cette société, nous sommes même bien, à tel point que nombreux sont ceux d'entre nous qui n'échappent pas au dilemme : défenseur de la société ou service de celui qui a le pouvoir. Le policier a donc été critiqué face à des formes de morale plus faibles pour préserver des privilèges que pour faire vivre l'ensemble de la population dans la paix. C'est ce qui est l'esprit que, selon l'orateur, il faut

aborder les concepts de liberté et de violence. La liberté : « Où est la liberté des personnes âgées si elles ne peuvent sortir de chez elles sans être attaquées et dévalisées ? Mais, à l'inverse, quelle est la liberté de ceux qui habitent des bidonvilles ou de ceux que l'on confine dans des cités-dortoirs mal agencés et loin de tout, méritant le fameux « métro-boulot-dodo » ? »

La violence : « Toutes les formes de violence consistent-elles à casser quelque chose ? À commettre des brutalités physiques envers autrui ? Ou bien à imposer collectivement la violence de ceux qui savent ce qui est bien au nom de leur savoir et de leur pouvoir ? Ne sommes-nous pas, face aux délinquants, des hommes de répression, certes, mais aussi aptes à comprendre de quelles faiblesses constitutives, face aux lois de notre société, ils sont victimes ? Les violents sont des faibles ».

Le problème des parités entre la police et la gendarmerie — détonateur du conflit — n'est désormais plus la seule préoccupation des policiers contestataires. La revendication, à l'origine purement matérielle, est en train d'aboutir à une réflexion sur les fondements mêmes de la police, ce « malade honteux de la société libérale avancée », ainsi que l'a définie M. Jean Chauvaud.

JAMES SARAZIN.

CATASTROPHES

Après la tempête et de nouveaux naufrages

OPÉRATION NETTOYAGE A L'ÎLE DE SEIN

Les recherches continuent sans trop d'espoir, ce mardi 19 octobre, pour tenter de retrouver le chalutier de Port-en-Bessin, Bienville-sur-Thérèse, disparu le jeudi 14 octobre, avec six hommes à son bord. D'autre part, au large des côtes écossaises, un remorqueur allemand, l'Oltierum, a coulé, le lundi 18 octobre, après être entré en collision avec un navire poséur de pipe-line.

Egalement, un cargo panaméen, avec trente-sept hommes d'équipage, le Syllio-Ossa, dont on était sans nouvelles depuis le mercredi 13 octobre, est porté disparu : le dernier message reçu du navire signalait qu'il se trouvait dans le Triangle des Bermudes.

Enfin, les habitants et les militaires continuent de nettoyer les rochers de l'île de Sein, pollués par le pétrole du Boeften, qui a fait naufrage au large du Finistère.

Le blazer : les vestes de sport en cashemere ou en lainage anglais à partir de 1250 F.

Le chandail : cashemere d'Écosse exclusivement : 375 F.

Le pantalon : de flanelle, de shetland, de velours : 550 F.

L'imperméable : de popeline, de velours, à partir de 1200 F.



pierre balmain
261, rue Saint-Honoré
(angle rue Cambon)

MERCI MONSIEUR SEGALOT

ça c'est du meuble

PARIS XIV - 52, Av. du Général-Leclerc
NOCTURNES : Mercredi - Vendredi jusqu'à 22 h

L'Amérique du Sud. Plus vite. Plus souvent.

Air France va en Amérique du Sud deux fois plus vite avec Concorde. Et assure, au départ de Paris, le plus de vols vers les 11 grandes places économiques du continent.

● **Le Brésil et le Venezuela en Concorde.**
Chaque mercredi et dimanche, Air France gagne Rio en Concorde. Plus vite que le soleil. En 6 h 10. 5 h de moins que les subsoniques. De Rio, les correspondances sont immédiates pour São Paulo. Et chaque vendredi, Concorde rejoint Caracas en 5 h 10.

● **Et Caracas, Bogota, Quito, Guayaquil, Lima, Santiago, Cayenne, São Paulo, Rio, Buenos Aires et Montevideo.**

Du Venezuela au Pérou et du Brésil au Chili, Air France exploite un réseau dense et bien structuré, assurant, en Boeing, 32 liaisons hebdomadaires avec les principales villes d'Amérique du Sud.

Pour être les premiers sur les marchés d'Amérique du Sud, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 720.70.50.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

JUSTICE

Une nouvelle organisation judiciaire pour la région parisienne

La création de la cour d'appel de Versailles qui remonte au mois de novembre 1975 (le Monde daté des 6 et 14 novembre 1975) contenait, expliquait-on, une double incohérence due à son ressort géographique, d'une part, d'autre part au statut des magistrats appelés à la composer. Ces deux défauts ne sont que virtuels; cette juridiction ne s'étant pour l'heure, vu attribuer ni locaux ni magistrats à l'exception de son premier président et de son procureur général.

Le statut présent des magistrats de Versailles offre, en effet, cette particularité que les chefs de juridiction (premier président et procureur général) sont un cran en dessous — indice E — du rang de leurs homologues parisiens — indice F — que les présidents de chambre sont « alignés » sur Paris, tandis que les conseillers ont le même régime que leurs collègues de province. En sorte que la promotion de conseiller à président de chambre ne peut avoir lieu sur place à Versailles, alors que c'est le cas partout ailleurs. Versailles a, d'autre part, dit-on encore, l'inconvénient de coodonner des tribunaux « ordinaires », ceux des Yvelines, de l'Eure-et-Loire et du Val-d'Oise, et un tribunal de « classe exceptionnelle ». Nanterre.

Enfin, le rattachement de Nanterre à Versailles paraît contraire à la configuration de Paris et de ses environs immédiats : tissu urbain continu, transports en commun centrés sur la capitale, etc. C'est-à-dire ces arguments que, non sans légitimité, les avocats parisiens avaient publiquement fait valoir le 4 novembre 1975.

M. Olivier Guichard, suggère donc au conseil des ministres les mesures suivantes. La cour de Paris restera composée de la capitale intra muros

et des trois tribunaux de « classe exceptionnelle » du Val-de-Marne, des Hauts-de-Seine et de Seine-Saint-Denis. Versailles, « coiffant » les Yvelines, l'Eure-et-Loire et le Val-d'Oise, pourrait être opérationnelle au 1^{er} janvier 1977. Enfin la création d'une cour d'appel de l'Est parisien pourrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1978 en rassemblant les tribunaux de grande instance des départements de l'Yonne, de Seine-et-Marne et de l'Essonne.

Mais une telle opération va représenter une « diminution d'état » pour MM. Guy Pinot et Louis Chabrier, respectivement premier président et procureur général de Versailles. Car la recherche de la cohérence va conduire à réduire d'un degré le rang de ces chefs de cour (de E en D). La solution sera de maintenir le E pour MM. Pinot et Chabrier à titre personnel.

Un premier président adjoint à Paris

Bien que les chefs de la cour de Versailles puissent estimer être rétrogradés, pour le futur, ils se trouvent toutefois, dans le projet qu'examine le conseil, un rang au-dessus de leurs homologues de province. Mais cette distinction en faveur des chefs de cours versaillais sera étendue à ceux des quatre juridictions d'appel les plus importantes : Aix-en-Provence, Douai, Lyon et Rennes.

A LA COUR DE CASSATION

Depuis une loi en date du 3 juillet 1967, les conseillers à la Cour de cassation sont assistés de conseillers référendaires, qui servent en quelque sorte de collaborateurs individuels à l'ensemble des membres de la Cour de cassation. Ils peuvent rédiger des rapports sur les affaires jugées minimes, mais ils n'ont aucun pouvoir, même consultatif, au moment du vote des décisions.

Selon un projet que l'on prête à la chancellerie, une loi accorderait aux conseillers référendaires, désormais, voix délibérative. Les initiateurs de ce projet pensent qu'il est de nature à avoir un effet très positif sur la tradition de la Cour suprême.

Dans le même ordre d'idées, les chefs des tribunaux de grande instance de Marseille, Lyon, Lille et Versailles, rejoindront ceux des tribunaux de la « petite couronne » dans le genre « classe exceptionnelle ». Les chefs de ces juridictions auront droit, eux aussi, à l'appellation « hors hiérarchie » avec les progressions d'indices qui en sont les conséquences. Mais leur tribunal ne changera pas d'état bien que, à titre personnel, ils se trouvent « à égalité » avec les chefs des juridictions d'appel « ordinaires » de province. On retrouve partiellement l'incohérence relevée à propos de la progression de carrière des magistrats de Versailles actuellement.

La loi organique dont le vote devrait ratifier une partie de ces innovations (1) comportera même un petit coup de théâtre : la création à Paris d'un premier président adjoint et d'un procureur général adjoint dont le rang sera intermédiaire, entre celui des chefs des cinq grandes cours citées ci-dessus et celui des chefs de la cour de Paris. S'il se glisse là-dessous des questions de personne, le serait judiciaire ne saurait tarder à les dénouer.

PHILIPPE BOUCHER.

(1) En proposant une modification de l'article 3 du statut de la magistrature.

L'AFFAIRE DASSAULT-DE VATHAIRE

Deux syndicats de fonctionnaires des impôts demandent que toute la lumière soit faite

Deux syndicats de fonctionnaires des impôts ont demandé, lundi 18 octobre, que toute la lumière soit faite publiquement sur l'affaire de Vathaire-Marcel Dassault, après la publication par la presse de larges extraits de la note manuscrite du directeur comptable sur la gestion financière des différentes sociétés — citées ou non en Bourse — appartenant au constructeur aéronautique.

De son côté, M. André Bouloche, député socialiste du Doubs, réclame avec insistance la désignation d'une commission d'enquête.

Le Syndicat national des impôts C.F.D.T. demande au ministre des finances et au directeur des impôts de « prendre leurs responsabilités devant le contribuable et de faire toute la lumière sur l'affaire de Vathaire-Dassault ». Il « réaffirme que la justice fiscale ne se réalisera pas par une multiplication abusive des contrôles (opérations coupées de poubelle) ni par la publication de dossiers spectaculaires, mais par une réforme totale de la fiscalité accompagnée de la mise en place des moyens nécessaires à la maîtrise en œuvre ».

UN COMMUNIQUÉ DU PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE

M. Paul-André Sadon, procureur de la République à Paris a publié, ce lundi 18 octobre, le communiqué suivant (voir nos dernières éditions du 19 octobre) :

« Un hebdomadaire publie aujourd'hui de larges extraits de documents venant au dossier du juge d'instruction saisi des poursuites exercées, notamment contre M. de Vathaire, pour abus de confiance.

« Cette information est convertie par l'article 11 du code de procédure pénale qui institue le secret de l'instruction. Malgré les exceptions légales que comporte ce secret, toute personne, dont les intérêts privés seraient lésés par la divulgation de certains éléments d'un dossier, a la faculté de saisir les tribunaux afin d'obtenir la réparation de son préjudice.

« En l'espèce, dans la mesure où l'hebdomadaire a publié des accusations de fraude fiscale contre une personne nommément désignée, celle-ci peut, en particulier, si elle l'estime à propos, porter plainte pour diffamation.

« Par ailleurs, le juge d'instruction, conformément à la loi, a communiqué au parquet, en son temps, les pièces et procès-verbaux concernant les imputations de fraude fiscale et de complicité faites par un inculpé, mais dont il ne peut connaître car elles sont étrangères aux faits d'abus de confiance dont il est saisi.

« L'application de l'article 1963 du Code général des impôts, le procureur de la République a porté ces documents à la connaissance du ministre des finances pour lui permettre de faire procéder à une enquête administrative en vue de rechercher si les accusations portées sont ou non fondées ».

lumières sur l'affaire de Vathaire-Dassault ». Il « réaffirme que la justice fiscale ne se réalisera pas par une multiplication abusive des contrôles (opérations coupées de poubelle) ni par la publication de dossiers spectaculaires, mais par une réforme totale de la fiscalité accompagnée de la mise en place des moyens nécessaires à la maîtrise en œuvre ».

Pour sa part, le syndicat général F.O. des impôts « précise que dans un but de clarification publique le secret fiscal doit exceptionnellement lésé par le ministre des finances et le directeur général des impôts, afin que soient exactement connus toutes les données de l'affaire (fréquence des vérifications effectuées, nature et montant des redressements, procédures, pénalités appliquées, poursuites engagées, complicités éventuelles, etc.), et il « demande, en outre, la constitution d'une commission d'enquête parlementaire ».

M. de Vathaire interjette appel

M. Marcel Cécaldi, défenseur de M. Hervé de Vathaire, a annoncé que son client, incarcéré à la prison de Fresnes depuis le 8 septembre dernier pour abus de confiance, a interjeté appel de l'ordonnance de référé par laquelle M. Auboin, premier président du tribunal de Paris, avait rejeté samedi 14 octobre sa demande de faire dans les jours prochains une déclaration en l'état actuel de l'affaire. Interrogé par Europe 1, M. Cécaldi s'est borné à déclarer : « Un dossier, c'est tout et ça va très vite. Il peut être constitué d'éléments vrais et vérifiables, et il peut être constitué d'éléments sortis de leur contexte et dénués de tout fondement. Nous saurons s'il y a eu fraude fiscale dans le dossier quand nous le verrons ».

Nomination de six premiers présidents de cour d'appel

Après la réunion, lundi 18 octobre, du Conseil supérieur de la magistrature, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing, ont été nommés premiers présidents de cour d'appel : à Angers, M. Henri Kauffer ; à Metz, M. Jean Peyret ; à Agen, M. Pierre Michel ; à Pau, M. René Lapeyre ; à Basse-Terre, M. René Bonneau ; à Rouen, M. Pierre Lespiau.

● M. HENRI KAUFFER à Angers
[Né le 2 novembre 1916 à Paris, M. Henri Kauffer entre dans la magistrature en 1942. Il est juge d'instruction à Corbeil en 1952, puis conseiller à Angers en 1958. Il est nommé premier président à Metz le 15 janvier 1973, au moment de la création de cette cour d'appel.]

● M. JEAN PEYRET à Metz
[Né le 20 octobre 1913 à Lourdes, M. Jean Peyret entre dans la magistrature en 1940. Juge à Reims en 1942, il est juge à Lourdes en 1947, président à Châteaubriant en 1952 et conseiller à Pau en 1956. Le 22 décembre 1971, il est nommé président du tribunal de Metz.]

● M. PIERRE MICHEL à Agen
[Né le 12 février 1914 à Moulins, M. Pierre Michel entre dans la magistrature en 1946. Il est procureur à Guitamp en 1947 et président de cette ville en 1952. Conseiller à Rennes en 1956, il est nommé le 4 septembre 1968 président du tribunal de Nancy.]

● M. RENÉ LAPEYRE à Pau
[Né le 7 août 1914, à Toulouse, M. René Lapeyre entre dans la ma-

gistrature en 1937. Il est procureur à Muret en 1943, procureur adjoint à Toulouse en 1948 et président de chambre de Saint-Denis-de-la-Reunion en 1956. Il est nommé premier président à Basse-Terre le 19 novembre 1971.]

● A. RENÉ BONNEAU à Basse-Terre
[Né le 11 octobre 1921, à Etain (Meuse), M. René Bonneau entre dans la magistrature en 1946. Il est président à Bayonne en 1952, ville dans laquelle il occupe diverses fonctions avant d'être nommé conseiller à Paris en 1971. Le 25 juin 1973, il est nommé président du tribunal supérieur d'appel de Dijon.]

● M. PIERRE LESPIAU à Rouen
[Né le 20 avril 1912, à Bayonne, M. Pierre Lespiau entre dans la magistrature en 1942. Juge d'instruction à Rion en 1944, il est substitut à Bordeaux en 1953, vice-président à Angoulême en 1959 puis, à Bordeaux, vice-président en 1962 et conseiller en 1965. Président à Saint-Etienne en 1972, il est nommé président à Bordeaux le 31 décembre 1974.]

AU SIÈGE DE LA G.I.M.D.

Le charme discret de la villa de Cannes

De notre correspondant régional

Cannes. — Une grille aux barreaux vert clair, encadrée de deux piliers en marbre, sur laquelle est répété en lettres dorées le nom de la demeure que l'on aperçoit en haut d'un perron : c'est l'entrée de la « villa Dassault », avenue du roi Albert, dans le quartier résidentiel de la Californie à Cannes. A gauche, on aperçoit l'école de la pasteur qui ne soupçonnerait en rien l'existence à la même adresse d'un siège social de la Générale Immobilière Marcel Dassault (G.I.M.D.) au capital de 121 300 000 francs (le Monde du 19 octobre).

Pas de fontaine, près de laquelle se trouve la loge des concierges, une allée de gravier bordée de lauriers roses grimpe vers la maison d'habitation principale, une bâtisse Arts et Métiers, aux murs roses avec un toit-terrasse entouré de balustrades. M. Marcel Dassault n'y a pas séjourné ni même fait une apparition depuis des lustres. Mais son fils aîné, Claude, y passe deux ou trois mois chaque année, à l'automne et au printemps. La Générale Immobilière, elle, est abritée dans de modestes dépendances en contrebas de la villa. Une plaque en cuivre est apposée sur la façade, à droite d'une porte étroite qui surmonte une simple rampe de campagne. Les locaux se réduisent à deux bureaux avec des toilettes attenantes.

La « comptable » vient habituellement chaque jour de 10 h. 30 à 16 h. 30. — « Il n'y a pas de secrétariat ? — Non, M. Astoux (le nom du « comptable ») est seul. — Sans doute suffit-il à la tâche : le courrier ne paraît pas encombrer la boîte aux lettres et le téléphone de la société est introuvable dans l'annuaire des Alpes-Maritimes. M. Astoux a cependant du mérite : pour se rendre à son bureau, il fait quotidiennement le trajet de La Garde, près de Toulon, où il est domicilié à quelque 125 kilomètres de Cannes. — Est-ce là le siège social réel

et sérieux ? — Difficile dans les ténues ? (1). Il est d'autant plus difficile de le croire que le Général Immobilier Marcel Dassault, ainsi qu'en font foi les documents consultés au greffe du tribunal de commerce de Cannes, coté trois autres S.A.R.L. importantes qui ont également leur siège à la « villa Dassault ». Il s'agit de l'Immobilier Argenteuil le Parc, au capital de 11 770 000 francs, constituée le 3 juillet 1974 ; de l'Immobilier de Mont-Verdon, au capital de 7 300 000 francs, constituée le 1^{er} mars 1974 ; et de l'Immobilier Les Miroirs, au capital de 5 800 000 francs, constituée le 25 juillet 1974.

La G.I.M.D. détient la quasi-totalité des parts sociales de ces trois sociétés, M. Marcel Dassault, entre associé, étant porteur respectivement de cent parts dans les deux premières et de cinq cents parts dans la troisième. Ces parts à la même objet social (« acquisition et possession d'immeubles, d'usages, de terrains et de tous biens immobiliers et toutes opérations commerciales, industrielles, financières ou immobilières ») ; le même gérant, M. Robert Bing ; le même commissaire aux comptes titulaire, M. Léon Reiss, lequel a le même suppléant, M. Francis Fayer. Une seule période juridique a été enregistrée dans le registre de ce groupe aussi puissant que discret : le changement de dénomination de la société mère. Celle-ci, dont le raison sociale était primitivement Centrale d'études et d'investissements, s'est transformée en Générale Immobilière Marcel Dassault le 5 novembre 1974.

GUY FORTE.

(1) « Le siège social réel et sérieux » est celui où fonctionnent les organes juridiques essentiels de la société, où sont délibérés les contrats et marchés se rapportant à la marche de l'entreprise, où se trouvent centralisées la comptabilité et la correspondance. (Dalloz. Nouveau répertoire de droit, deuxième édition, section 3, article 122, page 327.)

L'affaire des « Brigades rouges »

L'ENREGISTREMENT DE LA VOIX DU RAVISSEUR VA ÊTRE DIFFUSÉ

A la demande des autorités judiciaires chargées de l'affaire des « Brigades rouges », à Grenoble, l'enregistrement de la voix du ravisseur d'Olga Moïseenko devant être diffusé ce mardi 19 octobre en fin d'après-midi par les stations périphériques de radio et au cours du bulletin d'informations régionales de FR 3 Rhône-Alpes.

D'autre part, M. Christian Le Gunehec, directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la justice, a répondu au communiqué du Syndicat de la magistrature, qui, le 12 octobre dernier, protestait contre la mise à l'écart du magistrat instructeur lors d'une réunion de travail organisée, à Grenoble, sous la présidence du ministre de l'Intérieur à propos de l'affaire des « Brigades rouges » (le Monde du 14 octobre).

Selon M. Le Gunehec, « la mission de l'intérieur, accompagnée notamment du directeur général de la police nationale, s'est rendue à Grenoble à seule fin d'étudier avec les responsables locaux de la police judiciaire — dont le procureur général et le procureur de la République, au terme des articles 12 et 13 du code de proc-

ture pénale — les moyens supplémentaires en personnel ou en matériel dont elle pouvait avoir besoin afin d'assurer avec une meilleure efficacité, aussi bien les missions dont elle est chargée à propos de cette affaire que celles qui résultent du climat d'insécurité régnant localement ». Sur l'absence du magistrat instructeur à cette réunion, M. Le Gunehec note que c'est précisément (1) une invitation à y participer qui aurait pu être interprétée comme manifestant une volonté d'immixtion dans le fonctionnement normal de la justice ».

● Opération anti-F.L.B. en Bretagne. — Une quinzaine de militants bretons ont été interpellés ce mardi 19 octobre à l'aube dans les départements du Finistère et du Morbihan. Cette opération menée par les inspecteurs du service régional de police judiciaire de Vannes, fait suite à une requête de la Cour de sûreté de l'Etat, après plusieurs attentats de complot récents, notamment contre la future caserne le Ty-Vougeat (Finistère), et le rectorat d'académie à Rennes.

LE NOUVEL

Obscuro

Trois numéros spéciaux. En vente à partir d'aujourd'hui.

LA FORTUNE DES FRANÇAIS

JANVIER 1976

150

DÉFENSE

AVEC L'ENVOI DE SIX AVIONS JAGUAR EN CÔTE D'IVOIRE

La France entend démontrer sa capacité d'intervention militaire

En accord avec la Côte d'Ivoire, le ministre français de la défense a prévu d'expédier, pour quelques jours à Abidjan, un détachement de six biplaces d'appui à Jaguar des forces aériennes tactiques en mission temporaire de présence outre-mer. L'envoi de ce détachement d'avions de combat ravitaillés en vol traduit le désir du gouvernement français de démontrer sa capacité d'intervention à distance dans des pays d'Afrique francophone avec lesquels il est lié par des accords d'assistance militaire et de défense mutuelle. Dans cette perspective, on prête également l'intention au ministère de la défense de multiplier outre-mer les écoles maritimes de ses navires.

La France dispose, à cet effet, de forces permanentes d'action extérieure qui sont composées de détachements militaires outre-mer (environ vingt mille hommes répartis en sept grands commandements) et de forces interarmées d'intervention, soit dix-sept mille hommes de la 11^e division parachutiste renforcée de moyens aériens ou navals. Au sein de ce dispositif, il existe, plus précisément à Abidjan, un commandement autonome de troupes françaises — quelques éléments d'infanterie et de soutien — dont la principale mission consiste à maintenir en condition les installations aéronavales de Port-Bouët pour l'accueil éventuel de détachements d'intervention si le gouvernement ivoirien décidait de réclamer un aide militaire de la France (1). La manœuvre, qui consiste à détacher six avions Jaguar en visite de courtoisie en Côte d'Ivoire après avoir franchi une si longue distance, commencera le vendredi 22 octobre.

Ce n'est pas la première fois que des avions français, ravitaillés en vol, exécutent une telle opération puisque, déjà, des avions à réaction Vautour ou Jaguar ont, par exemple, séjourné sur le continent africain, à Djibouti, aux côtés de la douzaine d'appareils de chasse F-100 que la France y maintient en permanence.

Mais la mission des Jaguar en Côte d'Ivoire intervient à un moment où les experts du ministère français de la défense se déclarent inquiets de l'évolution de la situation politique, particulièrement en Afrique centrale et australe. Alors que l'Afrique francophone scoté, il y a une quinzaine d'années, à l'indépendance sans grandes difficultés, on a assisté depuis, dit-on au ministère de la défense, à une escalade de la rivalité entre les

(1) La France maintient quatre cents hommes en Côte d'Ivoire. Pour l'essentiel, il s'agit du 4^e bataillon d'infanterie de marine, renforcé d'un détachement de l'armée de l'air (avec des hélicoptères), et de la prévôté de gendarmerie.

(Publicité)

La condamnation sauvage de Mgr Lefebvre

Numéro spécial de la revue « Itinéraires », qui contient :
— le texte intégral des lettres de Mgr Lefebvre à Paul VI et des lettres de Paul VI à Mgr Lefebvre ;
— le texte intégral de la « Lettre numéro 9 », où Mgr Lefebvre expose à fond les raisons de son attitude ;
— le texte intégral de tous les autres documents de ce drame, le plus grave et le plus instructif de tous ceux qui se déroulent actuellement dans l'Eglise.

Ces textes sont en outre expliqués et commentés en détail dans une série de notes documentaires et critiques par Jean Madiran.

A commander (9 F franc) à Itinéraires, 4, rue Garancière, 75006 Paris ; chèques postaux : Paris 13.353.73

RELIGION

Le Vatican s'émue des commentaires suscités par la nouvelle lettre de Paul VI à Mgr Lefebvre

De notre correspondant

Cité du Vatican. — Les initiatives de Mgr Lefebvre — ou de son entourage — suscitent une exaspération croissante au Vatican. Le pape, souligne-t-on, vient d'envoyer une longue lettre au supérieur d'Ecône pour l'inviter à réfléchir personnellement. Aussitôt, des fuites se sont produites qui en déforment le contenu.

Le Saint-Siège n'a pas publié le texte de la lettre. Il sera peut-être amené à le faire. Lundi 18 octobre, le Père Panciroli, directeur de la salle de presse du Vatican, s'est contenté de préciser que le ton en était « grave et résolu, mais en même temps fraternel ». Le pape a demandé à Mgr Lefebvre « un examen de conscience sur sa conduite et ses affirmations pour le moins équivoques ». Il lui suggère aussi « le moyen de sortir de l'ambiguïté en relation avec la question ecclésiologique sous-jacente qui est le point essentiel du problème ».

Le Père Panciroli nie donc que Mgr Lefebvre ait été invité « à se rendre sous conditions » comme certains l'affirment. « Il lui était demandé un minimum d'adhésion ecclésiologique (au pape et au concile) qui doit être celle de tout évêque et de tout catholique. Une telle adhésion ne peut comporter de compromis comme le voudraient des personnes de l'entourage de Mgr Lefebvre ».

Les autorités du Saint-Siège sont choquées

Les autorités du Saint-Siège ont été choquées par les déclarations faites à Ecône, selon lesquelles le pape aurait demandé à Mgr Lefebvre de lui remettre les dons reçus pour ses œuvres. « On parle d'une « cession des

● Une délégation orthodoxe russe, conduite par Mgr Juvenaly, métropolite de Toula, a été reçue le 16 octobre par Paul VI.

● Le Père Ducaud-Bourget, ancien chapelain conventuel de l'ordre de Mgr Lefebvre, a présidé une réunion le 20 octobre, à 20 h. 45, à la Mutualité, à Paris, au cours de laquelle prendront la parole le père Barbara, les abbés Coache et Zerbida, ainsi que d'autres catholiques traditionalistes. Le but de la réunion est de demander à l'assemblée plénière de l'épiscopat, qui ouvrira à Lourdes le 23 octobre, « le droit à la messe de saint Pie V, et justice pour Mgr Lefebvre ».

POUR LA FORMATION DES CADRES DE COMMERCE

Depuis 1953, l'INSTITUT NATIONAL DE FORMATION DES CADRES SUPÉRIEURS DE LA VENTE DU CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS, a vu se développer des pratiques aux plus hautes fonctions du MARKETING.

Son rôle éminemment pratique, qui porte à la fois sur les connaissances des biens de grande consommation, des biens techniques et des biens humains et de la gestion, est rempli grâce à un Corps Enseignant composé de praticiens en activité.

Pour que les étudiants conservent une certaine liberté pour leurs déplacements et leurs activités quotidiennes, les cours sont dispensés à partir de 15 h. 30 les lundi, mardi, mercredi.

Un DIPLOME D'ÉTAT sanctionne les deux ans d'études.

Une notice détaillée est envoyée gratuitement aux personnes qui en feront la demande.

Les étudiants peuvent bénéficier à l'I.C.S.V. des dispositions de la loi du 18 juillet 1971 sur la Formation Permanente.

Début des cours : le 3 novembre 1976.

INSCRIPTION IMMÉDIATE au Secrétariat de l'Institut, au Conservatoire National des Arts et Métiers, 222, rue Saint-Martin - 75141 PARIS, Cedex 02. Tél. : 397-37-38 - 397-61-60, poste 515. L'après-midi, de 15 h. à 18 h.

ÉDUCATION

LE PREMIER MINISTRE A RASSURÉ LES PRÉSIDENTS D'UNIVERSITÉ

M. Raymond Barre a reçu à déjeuner, mardi 18 octobre, les seuls membres de la commission permanente de la conférence des présidents d'université, ainsi que Mme Sauval-Sellé, secrétaire d'État aux universités. Il les a rassurés sur l'intérêt que le gouvernement porte à leurs établissements.

Selon les présidents, le premier ministre a déclaré que le gouvernement devrait manifester qu'il tenait à ce que les universités restent une institution solide. D'autre part, il a souligné que l'on explore toutes les possibilités offertes par la loi d'orientation en matière de fonctionnement de l'enseignement supérieur, et notamment que l'on préconise l'autonomie des établissements. M. Barre s'est aussi montré sensible, selon ses interlocuteurs, au risque de « désaffectation » ou d'isolement du secrétariat d'État aux universités en matière de recherche, de formation continue et de formation des enseignants, et a indiqué qu'une coordination serait assurée.

D'autre part, le premier ministre a souligné que des contacts fréquents ont lieu avec les présidents d'université, notamment avec le secrétaire d'État. Il a annoncé qu'une nouvelle rencontre aurait lieu en janvier ou février, à laquelle devraient participer le ministre de l'Éducation, celui de l'Industrie et de la Recherche et le secrétaire d'État chargé de la fonction publique et de la formation professionnelle.

« ÉCHANGERAIS MACHINES CONTRE PROFESSEURS »

(De notre correspondant.)

Dijon. — « On nous a dit de vous remettre ces machines. Nous les échangeons contre des professeurs. » Les enseignants des sections d'éducation spécialisée (SES) de la Côte d'Or, qui avaient défilé, la semaine dernière, dans les rues de la ville à l'appel de la section départementale de la Fédération de l'éducation nationale, n'entendaient pas vraiment se débarrasser — contre une « décharge » — de la machine à poudre « six mille points » et une « surabondante ressource automatique » toutes neuves qu'ils avaient posées devant la porte du rectorat. Ils entendaient simplement attirer l'attention sur la situation actuelle des SES.

Ces sections, créées en 1967 et annexées à des collèges d'enseignement secondaire, sont destinées à accueillir des élèves en difficulté (handicapés légers). Elles doivent comporter quatre ateliers, deux pour garçons, deux pour filles, mais en Côte d'Or une seule sur dix fonctionne avec les quatre postes de professeurs techniques prévus pour l'enseignement professionnel. De ce fait, des files de quatre-vingt-dix jours de cours par an, des locaux demeurent vides et le matériel, dont le coût s'élève à environ 350 000 F, reste inemployé.

« C'est un véritable gâchis », observe un directeur. Certaines machines sont installées dans nos collèges depuis 1968. Elles risquent même de rouiller. Pendant ce temps-là nos fillettes cherchent un emploi clandestin, ou travaillent dans le quartier. Quel sera leur avenir ? » Et une directrice ajoute : « Nos SES sont déjà très économiques, puisque les instituteurs qui y enseignent sont obligés de tout faire. Tout ce matériel coûteux immobilisé vaut bien une création de poste ? » — Ch. M.

Réunis à l'appel de l'UNEF DES ÉTUDIANTS D'I.U.T. DÉCIDENT DE NOUVELLES MANIFESTATIONS

Deux cents étudiants, délégués par leurs camarades de trente-cinq instituts universitaires de technologie (I.U.T.) sur soixante-six, ont participé, samedi 16 octobre à Paris, à la première conférence nationale des étudiants en I.U.T. organisée par l'UNEF (ex-Renouveau). Milliards de l'UNEF, élus d'assemblées générales des I.U.T. et invités venus de leur propre chef ont cherché les moyens de « populariser le mouvement revendicatif ».

Ils ont décidé une nouvelle semaine d'action, jusqu'au samedi 23 octobre, durant laquelle les étudiants de chaque I.U.T. feront connaître leurs problèmes (notamment par des opérations portes ouvertes). Jeudi 21 octobre, des délégations déposeront dans les rectorats une « lettre ouverte à Mme Alice Sauval-Sellé » réclamant la « restitution immédiate des heures complémentaires » non accordées cette année. Elles réclameront aussi la reconnaissance du diplôme dans les conventions collectives.

L'UNEF appelle également les étudiants à « participer massivement », le 23 octobre, à la journée nationale d'action de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de la FEN sur le problème de l'emploi des jeunes. Cherchant à associer les organisations syndicales aux protestations des étudiants en I.U.T., l'UNEF avait souhaité la venue de représentants des cadres. Mais, contrairement à ce qui avait été annoncé, l'Union confédérale des cadres C.F.D.T. (U.C.C.-C.F.D.T.) n'avait pas été invitée et seule l'Union des cadres C.G.T. est intervenue durant les débats, de même que la Fédération nationale des diplômés d'I.U.T. et le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup) également présents.

Les étudiants ont aussi prévu, le 30 octobre, des « conventions régionales ». Une journée de grève, le 10 novembre, lors de l'étude du budget du secrétariat d'État aux universités par l'Assemblée nationale, devrait conclure ces actions.

LES DEUX ÉLÈVES DE ROSTRENMONT ONT INTERROMPU LEUR GRÈVE DE LA FAIM

Les deux jeunes gens de Rostrenmont (Côte-d'Or) qui poursuivaient depuis le 4 octobre une grève de la faim après avoir été exclus de l'école catholique Notre-Dame-de-Campostel (« le Monde » des 13 et 19 octobre) ont mis fin à leur action dans la soirée du 16 octobre, après le retrait de la direction de les réintégrer. Ils devraient reprendre leurs études après les congés de la Toussaint dans un établissement de Guingamp, qui a accepté de les accueillir.

● M. Jacques Papinski, l'instituteur d'Homécourt (Meurthe-et-Moselle) révoqué de l'éducation nationale pour avoir dénoncé l'inspection générale dans un pamphlet, le 29 octobre, devant le tribunal de Senlis. Le 18 mars dernier, M. Papinski, invité par des élèves grévistes du lycée technique de Creil (Oise) pour y exposer son cas, avait refusé de quitter les lieux comme le lui demandait le procureur. — (Corresp.)

(Publicité)

FORMATION PERMANENTE POUR LE PERSONNEL SOCIAL ET LES ANIMATEURS-ÉDUCATEURS

144 heures d'enseignement A partir du 3 décembre 1976

Renseignements : UNIVERSITÉ DE PARIS VII, Service de la Formation permanente, route de la Tourne, 75211 Paris Cedex 12. Tél. : 77-12-39, poste 339 et 374-92-26.

— « Mon père a longtemps économisé pour m'offrir un château avec huit hectares de bruyères... »
— « Ma mère possède 25 hectares de vignobles en Gironde. Je ne saurais vraiment pas vous dire combien ça vaut ». — « Je ne possède ni tableaux, ni chevaux, ni lingots, ni actions, sauf... »
Pour la première fois en France, « ils » parlent du secret des secrets : leur fortune.

Qui? Defferre et Chirac, Poniatowski, Mitterrand, Guichard, Marchais... Le Président de la République lui-même.

Aux lecteurs du Nouvel Observateur, nous donnons à lire ce qu'il nous a été donné d'entendre.

L'ÉVÉNEMENT

La crise de la presse parisienne

EN l'espace d'un an, plusieurs titres de la « grande presse » ont changé de mains : M. Robert Hersant, dont le groupe contrôlait déjà une dizaine de quotidiens, a racheté « le Figaro », M. Jean Prouvost, bien qu'ayant fait le sacrifice de ce titre prestigieux, a dû accepter l'éclatement de son groupe, « Paris-Match » passant sous la coupe de M. Filipacchi tandis que « Télé 7 Jours » était repris entièrement par Hachette ; enfin France Éditions et Publications (groupe Hachette) cédait « France-Solr » à M. Paul Winkler, qui revendait aussitôt la moitié des actions à M. Robert Hersant.

La crise de la presse n'a pourtant pas débuté en 1975. Dès 1947, de nombreux titres issus de la Résistance avaient disparu ou déperdi sans que cela trouble outre mesure les observateurs. « Il y a trop de journaux », avait-on coutume de dire. Erreur : avant 1959 trente-deux quotidiens d'informations générales étaient édités à Paris ; on en dénombrait trente-quatre à la libération. Mais la presse d'après-guerre allait très rapidement périr.

ter, à telle enseigne que ne sont plus édités à Paris en 1976 que dix titres d'existence souvent fragile.

Alors qu'avant-guerre la presse dite « nationale » — c'est-à-dire tirée à Paris et diffusée sur tout le territoire — représentait à peu près les deux tiers du tirage global des quotidiens — l'autre tiers étant assuré par les grands journaux nationaux — la tendance s'est totalement renversée depuis 1959. La situation des quotidiens régionaux est beaucoup plus favorable que celle de leurs confrères parisiens. Le coût trop élevé de fabrication des quotidiens (notamment parisiens) tant que la mauvaise gestion de certaines entreprises de presse ont, dans un premier temps, favorisé une certaine concentration des titres ; au détriment, bien entendu, du pluralisme de l'information. Mais les changements de mains qui se sont produits depuis un an ont une signification encore plus alarmante : des entreprises de presse s'écroulent, des titres prestigieux sont bradés sans que soient pris en considération, semble-t-il, les critères d'une

meilleure information. L'empire que se taille M. Hersant est en relief le rôle (assez nouveau) des banques dans les affaires de presse. Sans leurs concours massifs, en effet, le dépôt de « l'État » n'aurait pu contrôler deux titres prestigieux et investir des capitaux aussi considérables en matériels modernes d'imprimerie.

C'est pourquoi les syndicats de journalistes affirment, avec la Fédération française des sociétés de journalistes, qu'il est grand temps de mettre au point un statut des entreprises de presse, comme l'État en avait fait à la Libération, un statut qui considère que l'information n'est pas une marchandise comme les autres, qu'elle ne doit donc pas être régie par la seule loi de l'offre et de la demande et, par là même, soumise aux seuls caprices de l'argent. Une semaine d'action décidée par les syndicats du Livre C.G.T. et C.F.D.T. et les journalistes de la presse parisienne, le 25 octobre. Sur le thème de la « défense des travailleurs et usagers de l'information », cette semaine a pour objectifs premiers la défense

de l'emploi et la dénonciation des menaces qui pèsent dangereusement sur ce qu'on appelle les médias.

En même temps, l'action entreprise tend à susciter l'adhésion publique sur cette dégradation, et de la profession de journaliste et de la qualité de l'information, qui risque de disparaître de cette évolution dangereuse pour la démocratie, selon l'expression des journalistes F.O. dans leur dernier comité national.

La modernisation des imprimeries de presse est d'autre part au cœur du problème. Elle pose au Syndicat du Livre des questions graves qui sont en cours d'étude dans le cadre de l'accord signé, avec le syndicat patronal de la presse parisienne.

La nécessité d'un statut de la presse et la modification des techniques d'imprimerie appellent donc deux solutions distinctes. Mais la crise de la presse suppose aussi une réponse globale. Il est grand temps que l'admettent toutes les parties en cause.

C. D.

Un « statut » des entreprises

LES entreprises de presse sont des entreprises industrielles et commerciales soumises à la législation générale, sous réserve du respect d'un certain nombre de règles qui leur sont propres.

Faute d'un statut de la presse, longtemps et en vain réclamé, dans

lequel le législateur définirait les droits et les devoirs des publications périodiques, les journaux sont régis par divers textes, dont les deux principaux sont la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse et l'ordonnance du 28 août 1944 sur l'organisation de la presse française.

Un tirage d'un hebdomadaire dépasse 50 000 et celui d'un quotidien 10 000. À quelconque d'exercer les fonctions de directeur accessoirement à une autre fonction commerciale ou industrielle qui constitue la source principale de ses revenus. Enfin, la même personne ne peut être directeur de plus d'un quotidien.

L'ordonnance précise également un certain nombre de dispositions économiques ou financières, qu'il s'agisse de l'obligation de pratiquer le même tarif de publicité pour tous les annonceurs ou de l'interdiction de travestir en information une publicité financière. Le législateur a voulu de même que tout article de publicité rédactionnelle soit précédé du mot « publicité », souvent remplacé par des termes plus équivoques, par exemple « communiqué ».

Notons enfin que le compte d'exploitation et le bilan de la publication doivent être publiés chaque année dans le journal lui-même et que les décrets portant règlement d'administration publique doivent pouvoir :

1) Aux conditions de vérification permanente de la comptabilité de chaque publication ;

2) Aux conditions de remise du compte d'exploitation ;

3) Aux conditions de vérification du tirage de la publication. Ces décrets ne sont jamais intervenus. Mais rares seraient les directeurs de journaux qui n'encourraient pas les amendes ou les emprisonnements prévus par l'article 20, puisque, comme l'indique le traité du droit de la presse, « les infractions constatées, bien que fréquentes, ne donnent pas lieu à des poursuites ».

La « clause de conscience »

LE seul texte du droit français qui définit un statut du journaliste est la loi du 29 mars 1935 relative au statut professionnel des journalistes, publiée au Journal officiel le 30 mars 1935. L'importance de ce texte réside dans la définition précise de ce qu'est un journaliste, mais aussi, et surtout, dans l'acceptation de la « clause de conscience ». Voici les principales dispositions de ce texte qui a été ajouté au chapitre 2 du Livre I (Livre 2) du code du travail.

« Art. 30 a. — Les dispositions de l'article précédent du code du travail, en ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente section, sont applicables aux journalistes professionnels, lesquels sont ainsi définis :

Le journaliste professionnel est celui qui a pour occupation principale, rétribuée et régulière, l'exercice de sa profession dans une publication quotidienne ou périodique éditée en France ou dans une agence française d'informations, et qui en tire le principal des ressources nécessaires à son existence. »

« Art. 30 c. — Si le congédiement provient du fait de l'employeur, une indemnité est due, qui ne peut être inférieure à la somme représentant un mois par année ou fraction d'année de collaboration, des derniers appointements ; le maximum des indemnités est fixé à quinze. Une commission arbitrale sera obligatoirement saisie pour déterminer l'indemnité due, lorsque la durée des services excédera quinze années. »

« En cas de faute grave ou de fautes répétées, l'indemnité ci-dessus prévue pourra être réduite dans une proportion qui sera arbitrée par la commission, ou même supprimée. »

« Art. 30 d. — Les dispositions de l'article précédent sont applicables dans le cas où la résiliation du contrat survient par le fait de l'un des personnes employées dans une entreprise de journal ou périodique dont fait mention l'article 30 a, lorsque cette résiliation est motivée par l'une des circonstances ci-après :

1) Cessation du journal ou du périodique ;

2) Cessation de la publication du journal ou du périodique pour quelque raison que ce soit ;

3) Changement notable dans le caractère ou l'orientation du journal ou du périodique, si ce changement crée pour la personne employée une situation de nature à porter atteinte à son honneur, à sa réputation ou d'une manière générale, à ses intérêts moraux. »

Le Syndicat du Livre face à l'évolution technologique

SI les concentrations et les disparitions de titres ont provoqué une baisse très sensible des effectifs des travailleurs du Livre, l'évolution technologique en cours aggrave la situation. Les crises de l'imprimerie lourde, à la fois cause et conséquence de la fabrication de nombreux magazines, conduisent à la nécessité de réaliser de nouveaux investissements, surtout depuis que M. Amoury, au Parisien libéré, et Hachette, au Figaro et bientôt à France-Solr, ont franchi le pas.

L'utilisation du matériel électronique conduit à une diminution du personnel technique pouvant atteindre ou même dépasser 30 % des effectifs. Certains ont — souvent au détriment de la qualité — confié le montage des appareils à du personnel peu qualifié, moins bien payé que sur le matériel classique.

Le « monopole » du Syndicat du Livre C.G.T.

Dans la presse parisienne, les rapports entre les ouvriers du Livre et les patrons obéissent à des règles originales. À la libération, le Comité intersyndical du Livre parisien C.G.T. a passé des accords avec les responsables des différents titres : les entreprises s'engagent à n'employer que des ouvriers du Syndicat ; en revanche celui-ci fournissait le personnel nécessaire à une augmentation inopinée du tirage ou de la pagination.

Des « normes techniques » étaient alors signées, définissant les normes de travail en fonction du matériel utilisé. Établies en 1951, elles ont été révisées dans

le rendement des nouveaux matériels, elle restait généralement à la quasi-totalité des grands titres régionaux.

Elle fait, depuis peu, son apparition dans les quotidiens parisiens. D'abord réticents, les éditeurs de journaux de la capitale semblent, désormais, convaincus de la nécessité de réaliser de nouveaux investissements, surtout depuis que M. Amoury, au Parisien libéré, et Hachette, au Figaro et bientôt à France-Solr, ont franchi le pas.

L'utilisation du matériel électronique conduit à une diminution du personnel technique pouvant atteindre ou même dépasser 30 % des effectifs. Certains ont — souvent au détriment de la qualité — confié le montage des appareils à du personnel peu qualifié, moins bien payé que sur le matériel classique.

La liberté de la presse

Trouvant ses fondements dans l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme de 1789 qui proclame que « tout citoyen peut parler, écrire, imprimer librement sans à répondre de l'abus de cette liberté — dans les cas déterminés par la loi », la liberté de la presse a été codifiée par la loi du 29 juillet 1881 et réaffirmée par le préambule de la Constitution du 4 octobre 1958.

Après avoir posé en principe dans l'article premier que « l'imprimerie et la librairie sont libres », le législateur de la III^e République précise les conditions d'exercice de cette liberté en définissant :

— La responsabilité personnelle du directeur de la publication (article 6) ;

— Les mesures de publicité obligatoires : déclaration au parquet du titre, de l'identité du directeur et de celle de l'imprimeur (article 7). La loi établit ensuite les conditions de l'exercice du « droit de rectification » accordé d'une part aux déposés de l'autorité publique et d'autre part à toute personne nommée ou désignée dans un journal (articles 12

L'organisation

Représentant en grande partie un projet de 1936 que le gouvernement du Front populaire n'avait pu mener à bien, l'ordonnance du 28 août 1944, publiée par le gouvernement provisoire, alors que le territoire français n'était pas encore totalement libéré, impose aux entreprises de presse certaines dispositions d'ordre juridique et économique qui sont, on le sait, assez généralement méconnues. C'est un texte qu'il faut soit abroger (qui l'osera ?), soit appliquer (qui, également ?), soit appliquer (qui, également ?). Il prévoit essentiellement :

— L'interdiction des prêts-noms. Cette disposition vise à empêcher les transferts clandestins de capitaux ;

— La publicité des capitaux. C'est ainsi que l'article 4 précise que les journaux doivent publier tous les trois mois la liste complète de leurs propriétaires — ce qui n'est pas respecté, — alors que l'article 6 dit que toutes les actions doivent être

nominatives — ce qui est généralement le cas. De même, « tous propriétaires, associés, actionnaires, commanditaires, bailleurs de fonds ou autres participants à la vie financière d'une publication, doivent être de nationalité française », selon l'article 3, qui s'applique à tous les journaux qui n'ont pas un caractère strictement scientifique, artistique, technique ou professionnel.

— Ajouté à la responsabilité pénale du directeur de la publication telle qu'elle est définie par la loi de 1881, l'ordonnance prévoit que ce directeur ne peut être autre que l'associé principal lorsque la majorité du capital de l'entreprise appartient à la même personne et, dans les autres cas, obligatoirement le président du conseil d'administration, l'un des gérants ou le président de l'association, suivant le type de l'association ou d'association éditrice.

Pour que cette responsabilité ne soit pas formelle, l'ordonnance interdit dans son article 8, lorsque le

Le droit à l'information et ses conséquences

LES bases du droit à l'information et la nécessité d'un statut des entreprises de presse, définies par la Fédération française des sociétés de journalistes, ont été — sur les principes — largement ratifiées par les participants (1) au « colloque du Sénat » en janvier 1973. Elles sont les suivantes :

1) le droit à l'information des citoyens qui crée l'obligation pour le pouvoir de favoriser l'existence et le développement d'une presse indépendante, compétente et pluraliste ;

2) le droit des équipes rédactionnelles de disposer des pouvoirs leur permettant de garantir l'indépendance de leurs membres, celle des entreprises qu'elles animent et la scrupuleuse honnêteté des informations que ces dernières diffusent ;

3) la nécessité, d'un statut des entreprises de presse qui limite les droits de la propriété et assure le caractère de service d'intérêt public des journaux se consacrant à l'information générale des citoyens ;

4) l'intérêt d'un régime privilégié pour les entreprises de presse qui accepteraient de

prendre la forme d'une fondation d'un type nouveau de Société à lucrativité limitée ;

5) la nécessité enfin de créer un fonds national qui mettrait à la disposition des entreprises de presse en difficulté ou en voie de se lancer, pourvu que les uns et les autres soient en mesure de prouver qu'elles disposent ou acquerront sans doute très vite une audience suffisante, les moyens techniques les plus modernes et une aide financière substantielle.

(1) Fédération française des sociétés de journalistes : autonome, C.F.D.T. et F.O.

de cinquante de lignes qui fit à l'époque quelque bruit dans les milieux de presse. « Formées initialement, il est vrai, dans des encadrés, ces sociétés se recruteraient suivant le principe de la cooptation et non par droit de succession, seraient habilitées à recevoir dans et legs, distribueraient au plus juste les capitaux qu'elles pourraient se trouver dans l'obligation d'emprunter, distribueraient largement l'accès des sociétés de journalistes à la propriété des entreprises. »

Ce sont là des idées de M. Beuve-Méry, alors directeur du Monde. Elles ont inspiré une proposition de loi qui n'attend qu'un « avocat » pour être défendue devant l'Assemblée.

Une proposition : les sociétés à lucrativité limitée

Une proposition : les sociétés à lucrativité limitée

L'UN des premiers moyens d'atteindre les objectifs que devrait prévoir le statut de la presse serait de réserver l'aide de l'État aux seules entreprises de presse qui se consacrent à l'information générale du citoyen — c'est-à-dire l'information politique, économique, sociale et culturelle — à l'exclusion de toutes celles qui ne visent qu'à faire des profits en exploitant tous les flots qu'offrent la publicité et l'intérêt qu'attachent les lecteurs à toutes sortes d'activités et de problèmes particuliers.

Il devrait être prévu ensuite que les sommes auxquelles se monte l'aide de l'État soient, dans chaque entreprise, déduites du plan comp-

table du bénéfice annuel et inscrites à un compte « Capital », dont les sociétés de personnel, notamment les sociétés de rédacteurs, auraient la propriété, ce qui constituerait un des moyens d'assurer à cette dernière un sein de l'entreprise, un droit de contrôle et même un droit de veto sur les décisions statutaires. D'avantage encore, l'aide de l'État ne devrait être accordée qu'aux entreprises de presse ayant adopté la forme d'un nouveau type de société à créer, les sociétés à lucrativité limitée.

Il s'agirait, en somme de prévoir une loi qui autoriserait la constitution de « sociétés civiles ou commerciales à lucrativité limitée », pour toutes les productions d'ordre intel-

lectuel, moral, culturel ou éducatif, dont le but n'est pas d'abord d'accroître le patrimoine des actionnaires, mais qui nécessitent cependant les cadres de gestion solides de ces sociétés. Les entreprises qui se placeraient sous l'empire de cette loi pourraient adopter l'une quelconque des formes de sociétés prévues, soit par le code civil, soit par la loi sur les sociétés commerciales. Elles appliqueraient toutes les dispositions nouvelles prévues par la nouvelle loi pour en déterminer le caractère non spéculatif. L'idée de sociétés de presse à lucrativité limitée a été lancée pour la première fois par le Monde, le 28 décembre 1968, sous forme d'un « encadré » sans signature

de cinquante de lignes qui fit à l'époque quelque bruit dans les milieux de presse. « Formées initialement, il est vrai, dans des encadrés, ces sociétés se recruteraient suivant le principe de la cooptation et non par droit de succession, seraient habilitées à recevoir dans et legs, distribueraient au plus juste les capitaux qu'elles pourraient se trouver dans l'obligation d'emprunter, distribueraient largement l'accès des sociétés de journalistes à la propriété des entreprises. »

Ce sont là des idées de M. Beuve-Méry, alors directeur du Monde. Elles ont inspiré une proposition de loi qui n'attend qu'un « avocat » pour être défendue devant l'Assemblée.

installs de toutes pièces, dans des délais étonnamment brefs, deux nouvelles imprimeries équipées de matériel moderne, rue de Valenciennes à Charente, dans lesquelles il emploie du personnel non affilié à la C.G.T.

L'accord-cadre

Si le conflit du Parisien libéré n'a pas conduit à l'éclatement du Syndicat du Livre, ce conflit a été affaibli. Il ne peut plus mener les négociations sur l'indroduction de nouveau matériel dans les ateliers sans tenir compte des chômeurs et des grévistes de la rue d'Enghien. Cependant, en raison de la réduction prévisible des effectifs dans les années à venir, il a engagé des discussions avec le Syndicat de la presse parisienne avec comme but d'obtenir la signature d'un accord — dit « accord-cadre » — qui permettrait d'adapter progressivement les effectifs au nombre d'emplois, notamment par des départs à la retraite anticipée, tout en préservant les rémunérations et l'essentiel des avantages acquis.

Un protocole a été signé en juillet, et c'est le 21 décembre de cette année que doit être concrétisé l'engagement des deux parties. Un cinquième des effectifs est susceptible de devoir prendre une retraite anticipée, à tout le moins de nouveaux quotidiens parisiens ne voient pas le jour d'ici là.

Page réalisée par CLAUDE DURIEUX, JEAN-CLAUDE ROUY et JACQUES SAUVAGEOT.

souds...

le 1221 est arrivé essayez-le en confiance

Chez Optique Haussmann Acoustique qui présente cet appareil en exclusivité « Made In U.S.A. », c'est le plus évolué techniquement : système d'amplification (22 fois) sélectif, réglage de correction grossière ; c'est aussi LE PLUS PETIT APPAREIL, 3 grammes ! Adaptation instantanée. La solution idéale dans 80 % des cas.

OPTIQUE HAUSSMANN ACOUSTIQUE 182, bd Haussmann 227-22-66 (angle Saint-Bonard - M^o Férus ou St-Philippe-du-Roule - Ferme la son.)

1501

Le Monde

DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

La sécurité dans l'industrie chimique

Des précautions techniques liées à des impératifs économiques

La catastrophe de Seveso, en Italie, a attiré l'attention du public sur les dangers que certaines industries chimiques font courir à la population. Des produits toxiques peuvent s'en échapper, des explosions se produire.

Les établissements qui manipulent ou fabriquent ces produits dangereux sont beaucoup plus nombreux qu'on ne le pense généralement. Heureusement, les accidents sont rares, car les impératifs de sécurité tiennent actuellement une grande place dans la plupart des industries chimiques, tant au niveau de la recherche et de l'élaboration des procédés qu'à celui de la fabrication dans l'atelier. Des précautions sont également prises pour protéger les agglomérations avoisinantes. La législation qui réglemente les différentes mesures à prendre tend elle aussi à évoluer vers une plus grande efficacité. Mais peut-on penser que l'erreur reste exclue ?

Si l'on excepte la fabrication des poudres et explosifs, qui pose des problèmes particuliers, il existe deux grandes catégories de dangers : la fuite soudaine de liquides volatils ou de gaz susceptibles de produire un nuage de vapeur inflammable et la libération de produits toxiques. Ces dangers peuvent provoquer des dégâts très importants dans la mesure où ils risquent de contaminer des centaines de kilomètres carrés.

Le terme « produit toxique » soulève à lui seul nombre de problèmes : tout composé, même le plus inoffensif a priori, présente un seuil de toxicité au-delà duquel il peut devenir dangereux. Outre la concentration, divers paramètres tels que la stabilité, la solubilité, l'état physique, doivent être considérés. Il faut aussi tenir compte des modes d'absorption possibles — par voies respiratoires, cutanées ou orale — de chaque produit. Les poussières nocives par exemple, sont d'autant plus dangereuses qu'elles sont plus fines, donc plus facilement absorbées par la peau.

A la base de toute prévention se trouve la connaissance exacte des produits utilisés (matières premières, produits finis, produits secondaires, solvants), ainsi que des impuretés susceptibles d'apparaître à la suite d'une erreur de fabrication. La diosmine échappée à Seveso était une impureté produite par une élévation incontrôlée de la température.

Dès les premières recherches en laboratoire, les entreprises étudient la stabilité, l'inflammabilité, la toxicité... des composés fabriqués. Un maximum d'informations est aussi recueilli sur la nature des réactions chimiques mises en œuvre, une attention particulière étant portée aux réactions exothermiques (dégagement de la chaleur) qui peuvent facilement « s'emballer ».

Un certain nombre d'organismes sont d'ailleurs spécialisés dans l'étude de ces problèmes et fournissent des informations aux industriels ainsi qu'aux services publics. L'Institut national de recherche et de sécurité (I.N.R.S.), qui exerce son activité sous tutelle du ministère du travail et de la Caisse nationale d'assurance-maladie, établit les fiches toxicologiques des produits purs les plus fréquemment utilisés dans l'industrie. Il étudie aussi des mélanges vendus sous des marques déposées, dont on ne connaît pas toujours la composition exacte, surtout lorsqu'il s'agit de produits importés. Simultanément, cet Institut met au point des méthodes et des appareils desti-

nés à l'échantillonnage et à l'analyse des atmosphères et des produits industriels.

L'Institut d'hygiène industrielle et de médecine du travail, appartenant à l'I.R.C.R. Broussais-Hôtel-Dieu de l'université de Paris-VI, joue un rôle analogue. Les solvants classiques — tels que les dérivés aromatiques (benzène, toluène...) dérivant de la carbocyclisation — et les solvants plus récents comme les composés chlorés-fluorés y sont en particulier étudiés. Des recherches sont également menées sur les conditions d'intoxication : aiguës ou chroniques, à l'aide d'applications uniques ou répétées de produits toxiques sur des animaux.

Toutes ces informations, complétées par celles fournies par l'INCH, le C.E.R.C.H.A.R., l'IN.S.E.R.M. (1) et par les diverses formations universitaires s'occupant de toxicologie, sont publiées dans des revues spécialisées et mises à la disposition des industriels.

Après la recherche vient le stade de l'installation pilote. C'est là que sont simulées les diverses étapes des procédés et que sont déterminés les différents paramètres : température, pression, débit, etc., nécessaires non seulement à l'efficacité de la fabrication, mais aussi à sa sécurité. On y étudie aussi l'évolution, dans le temps, des substances stockables.

Le bureau d'étude cherche à imaginer de façon systématique, à partir des données précédentes, tous les aléas du procédé. Il élabore en particulier ce que l'on nomme les « arbres de défauts » (*le Monde* du 14 juillet 1976). Cette méthode consiste à prendre en considération tous les événements susceptibles de se produire (surchauffe, ouverture de vanne, défaut de soupape, etc.), les conséquences pouvant en résulter (emballement de la réaction, fuite...), et les moyens de les éviter. Le tout est analysé par un ordinateur qui fournit le ou les schémas de montage les plus sûrs et la nature des systèmes de sécurité à installer.

Ces derniers sont évidemment fort nombreux. Pour les gaz, ils vont du détecteur de fuite, particulièrement important pour les gaz incolores et inodores comme le monoxyde de carbone, au dispositif d'absorption placé derrière les soupapes pouvant laisser échapper des produits volatils. Dans le cas des liquides, des cuvettes d'épanchement et des bassins de traitement sont prévus en cas d'écoulement accidentel.

En vase clos

D'une manière générale, on cherche le plus souvent possible à traiter les produits toxiques, comme le chloroforme, en vase clos. Quand certaines opérations doivent se faire à l'air libre, on prévient les risques par une ventilation puissante qui dilue les vapeurs avant qu'elles ne soient lavées et envoyées dans l'atmosphère.

Lorsque cela est possible, en particulier quand les fabrications portent sur des tonnages importants, on utilise des procédés continus, plus fiables que les autres dans la mesure où ils évitent les périodes transitoires (arrêt, mise en marche), qui sont souvent dangereuses. Certaines opérations particulièrement délicates, dans la fabrication de la nitrocellulose par exemple, se font derrière des murs-écrans d'où elles sont commandées et surveillées par télévision.

ELISABETH GORDON.

(Lire la suite page 18.)

(1) I.R.C.H.A. (Institut national de recherche chimique appliquée), C.E.R.C.H.A.R. (Centre de recherche des charbonnages), I.N.S.E.R.M. (Institut national de la santé et de la recherche médicale).

Chevaux de compétition et chevaux de loisir

« Amélioration de la race chevaline ». Ces cinq mots sont la justification officielle et aussi l'objectif des courses de chevaux. Mais une faible partie seulement des sommes totales mobilisées par les paris est réellement (et le plus souvent indirectement) employée à la sélection génétique. Cette dernière est restée empirique : les méthodes n'ont pratiquement pas changé depuis deux cents ans. Leur efficacité est reconnue, mais elle pourrait être augmentée par les connaissances scientifiques modernes.

Les haras nationaux ont demandé à l'Institut national de la recherche agronomique (I.N.R.A.) plusieurs études sur ce thème depuis 1971. L'une d'entre elles, de nature statistique, a conduit à la publication, cet été, d'un premier classement chiffré de la

valeur des étalons pour les chevaux de selle. L'effet de cette publication n'a pas encore pu se faire sentir : les saillies ne commenceront qu'au milieu du mois de février prochain. Dans les années à venir, des publications du même genre pourraient porter sur les trotteurs, et aussi sur les pur-sang, avec des conséquences certainement beaucoup plus grandes. L'équilibre économique des courses pourrait s'en trouver bouleversé : un étalon de premier plan se vend plusieurs dizaines de millions de francs et une saillie plusieurs dizaines de milliers. Que se passera-t-il si une étude scientifique démontre qu'ils ne valent pas ce prix ?

Les mêmes raisons économiques ont fait interdire l'insémination artificielle. Ce procédé, très largement utilisé chez les bovins,

est aussi applicable aux chevaux. Mais des règles administratives très précises empêchent de l'employer. Le nombre de saillies annuelles d'un étalon est limité à quarante. Cette rareté fait leur prix. L'insémination artificielle, en multipliant la possibilité de descendance des meilleurs, perturberait le marché.

La sélection génétique actuelle des chevaux est faite à partir d'un seul facteur : le gain aux courses pour les pur-sang et les trotteurs, la victoire à un concours pour les chevaux de selle. Il se développe pourtant une équitation de loisir qui n'exige pas les mêmes qualités : la robustesse, le bon caractère, la rusticité sont autant d'avantages négligés par la sélection telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui. On peut le regretter.

SÉLECTION SCIENTIFIQUE ET LOI DU PROFIT

À l'aube de l'écologie, il existait trois grandes catégories de chevaux : les chevaux militaires, les chevaux de travail, les chevaux de courses et de concours. Les Haras nationaux ont, par exemple, été créés par Colbert pour rassembler des étalons homogènes, afin que l'armée dispose de chevaux de qualité égale. Depuis, la mission de cet organisme s'est modifiée et les Haras nationaux ont la tutelle directe ou indirecte de tout ce qui concerne le cheval en France. Leur rôle de réservoir d'étalons demeure pour les chevaux de selle et, dans une certaine mesure, pour les trotteurs. Mais les chevaux militaires, comme les chevaux de trait, ont pratiquement disparu depuis la deuxième guerre mondiale.

La sélection est faite, aujourd'hui, sur trois types de chevaux : les pur-sang anglais pour les courses de plat et d'obstacle ; les trotteurs ; les chevaux de selle. Les modalités sont différentes pour chaque catégorie. Mais, dans tous les cas, la sélection ne joue pratiquement que sur les pères. La plus grande partie des femelles sont, en effet, mobilisées pour la reproduction. Aucune sélection n'est donc faite sur elles. C'est ainsi que, par exemple, 80 % des femelles de pur-sang sont employées à la reproduction, contre 5 % seulement des mâles.

La carrière d'un futur étalon pur-sang est extrêmement rapide. Le poulain fait ses premières courses à deux ans. S'il s'y distingue et s'il continue à l'âge de trois ans, il sera classé étalon. Quand ses performances sont exceptionnelles, comme c'est le cas par exemple pour *Blushing Groom*, qui vient de remporter le « grand chelem », les quatre grandes courses pour les poulains de deux ans (le prix Robert-Papin, le prix Morry, le prix de la Salamandre et le Grand Critérium), son prix sera très élevé et celui de ses saillies aussi.

Un étalon pur-sang quitte donc la course à l'âge de trois ans et se consacre à la reproduction. Il y sera actif pendant une dizaine d'années. Le nombre de saillies étant limité par le règlement à quarante par an, il pourrait avoir quatre cents descendants. Mais la fécondité des juments est faible. La tâche de réussite ne dépasse pas les 50 %. Aussi le nombre réel de descendants ne sera-t-il que de deux cents environ dans le meilleur des cas.

Si la réputation de l'étalon est faite, c'est-à-dire si sa carrière à deux et trois ans a été brillante, le croisement ne se fera qu'avec des

juments sélectionnées. Les meilleurs mâles rencontreront ainsi les meilleures femelles et les produits auront ainsi les plus grandes chances d'avoir les meilleures caractéristiques.

Les poulains passent une dizaine d'années de leur vie à la reproduction. La durée de gestation est un peu supérieure à onze mois. Elles pourraient théoriquement mettre bas tous les ans. Mais compte tenu de leur fécondité incertaine, elles n'auront qu'un poulain tous les deux ans. Sont cinq dans toute leur vie. Si l'on tient compte du fait qu'un descendant sur cinq est en moyenne mal formé, une jument ne sera mère que de deux mâles et de deux femelles en moyenne, ce qui est peu.

Des performances de jeunesse

Les inconvénients de ce processus classique sont évidents. Les étalons sont jugés sur leurs seules performances de jeunesse. Et il arrive parfois qu'un bon cheval se révèle un mauvais étalon. On s'en aperçoit très tard, car ses premiers descendants ne commenceront à courir que trois à quatre ans après sa sortie des champs de courses. Encore seront-ils peu nombreux puisque le nombre de saillies est réglementé.

La situation est assez analogue pour les trotteurs, avec cette différence, qu'à des aspects favorables d'autres non, que les chevaux courent en moyenne plus âgés dans cette spécialité, et que la séparation entre chevaux de compétition et reproducteurs y est moins stricte que chez les pur-sang.

Les chevaux de selle posent des problèmes encore plus complexes. Il n'est pas question de sélectionner sur leurs seules performances sportives : il ne les exerce qu'assez vieux, après plusieurs années de dressage pour les concours. Les étalons seront donc choisis sur leur bonne mine et la qualité de leurs ancêtres. Ils ne pourront être jugés que tard, sur leurs descendants, qui mettront, eux aussi, plusieurs années à s'exprimer. De plus, il y a des races pures pour les courses de plat, d'obstacle ou de trot, la plupart des chevaux de selle sont le résultat de croisements, quand ce ne sont pas des chevaux réformés des courses.

Malgré des imperfections, cette méthode empirique de sélection a fait ses preuves. Il n'est pas question de mettre en doute la supé-

riorité des pur-sang anglais pour les courses de plat, et les performances chronométriques des trotteurs n'ont pas cessé de s'améliorer. Mais des études scientifiques restaient à faire.

Une de celles qui ont été menées à l'INRA par MM. Lagault et Langlois relève de la statistique. Les turfistes ont, en effet, à leur disposition une masse énorme de documents. Leur exploitation a permis une étude quantitative de la qualité des étalons.

Les performances d'un cheval dépendent de deux facteurs : sa constitution génétique et l'influence de l'environnement, c'est-à-dire essentiellement la qualité de son entraînement. Quel est leur importance respective ?

Poser cette question suppose la définition, au préalable, de la « qualité » d'un cheval. Les seules données facilement accessibles sont les gains. Ces derniers sont-ils un bon critère ? Oui, à condition de prendre des précautions.

C'est ainsi que les chercheurs ont été amenés à prendre comme mesure de la qualité d'un cheval, non les gains obtenus mais le logarithme de ces gains. Ce choix n'est nullement arbitraire. Il permet aux chevaux de se répartir sur une « courbe en cloche », bien connue des statisticiens et ne fait que traduire sous forme mathématique l'organisation des prix dans les réunions hippiques. Un cheval qui arrive cinquième n'a peut-être pas une qualité très inférieure au premier. Il peut n'avoir été distancé que de peu. Mais il rapporte beaucoup moins. Pour une même différence de qualité, la différence de gain est donc d'autant plus grande que le niveau est élevé. C'est ce que corrige l'échelle logarithmique.

Un classement chiffré

L'analyse statistique des résultats des pur-sang par cette méthode montre que l'hérédité compte pour 40 % dans le résultat (l'entraînement et le reste de l'environnement comptant pour 60 %) si l'on prend comme critère de qualité le logarithme du gain moyen par sortie. Quarante pour cent est un chiffre très élevé qui justifie l'accent mis par les éleveurs sur la qualité génétique de leurs chevaux, et pousse au croisement d'étalons de première qualité avec des poulinières de haut niveau.

Comment évaluer quantitativement la qualité d'un étalon ? L'usage est de se fonder sur les résultats qu'il a obtenus au cours des quelques

courses qu'il a disputé à deux et trois ans, avant d'être orienté vers la reproduction. L'analyse statistique peut se servir des mêmes données pour définir la « valeur génétique » de l'étalon. Cette analyse permet aussi, ce qui est très important, de calculer l'erreur d'estimation que l'on fait sur cette valeur génétique. Des analyses analogues permettent de diminuer l'erreur d'estimation en calculant la valeur génétique à partir des performances des descendants.

Ces calculs sont cependant délicats. Ils peuvent être faussés par la qualité moyenne des mères. Les descendants héritent, en effet, autant les qualités de leur père que celles de leur mère. Or, en pratique, les meilleurs étalons pur-sang sont croisés avec les meilleures juments. Une analyse qui n'en tiendrait pas compte serait erronée. Les nombreuses données supplémentaires sont donc à prendre en compte. C'est la raison pour laquelle les chercheurs n'ont pas encore publié de classement des étalons pur-sang. Mais ils ont pu le faire pour les étalons de chevaux de selle. Le croisement des étalons de première qualité n'y est pas aussi restreint aux seules juments de première qualité que chez les pur-sang. Un classement chiffré des trotteurs devrait être bientôt possible. Celui des pur-sang ne viendra qu'en dernier lieu, car il peut-être repoussé par la profession. Ce classement chiffré devrait en effet permettre de déterminer la « vraie valeur » des étalons (en fonction des gains que l'on est en mesure d'attendre réellement de leur descendance), et il est à craindre qu'il ne révèle que nombre d'étalons sont surévalués.

L'emploi de l'insémination artificielle serait un moyen puissant d'amélioration de la qualité génétique des chevaux, si elle était autorisée. Les meilleurs étalons pourraient ainsi avoir une descendance plus nombreuse. Mais, surtout, elle permettrait de connaître plus tôt la véritable valeur génétique d'un reproducteur. Il suffirait d'employer l'insémination artificielle pour obtenir, dès la première année, une certaine descendance (au lieu des vingt qu'autorise la loi actuelle).

L'influence de l'hérédité justifie l'importance accordée à la connaissance exacte du père et de la mère de chaque cheval. Il est donc nécessaire de procéder, dans certains cas, à des reconnaissances de paternité. Les fraudes sont évitées ainsi que les équivoques qui surviennent quand une jument a été saillie successivement par plusieurs étalons. L'analyse des groupes sanguins permet aujourd'hui cette reconnaissance avec une certitude absolue. La méthode employée, qui s'appuie sur des travaux faits initialement à l'Institut Pasteur par Mme Poliakouk est non seulement légale mais obligatoire dans certains cas (1). On ne verra donc plus désormais de chevaux stériles de deux pères dans les Stud-Books.

Toutes ces études, comme les efforts des professionnels, ne tendent qu'à l'amélioration de la race chevaline du point de vue de la compétition. Personne, pour l'instant, ne s'intéresse aux chevaux de loisir qui montent les deux cent cinquante mille cavaliers français. Ce n'est pas sans raisons. Le système économique du cheval en France fait des chevaux de loisir les sous-produits des élevages de compétition. Vont dans les manèges les animaux qui n'ont pas trouvé à gagner leur avoine : dans les courses ou les concours. Mettre au point un cheval spécialement pour obtenir, dès la première année, une certaine descendance, c'est la compétition qui impose sa loi.

JEAN-LOUIS LAVALLARD.

(1) Arrêté publié au Journal officiel du 24 août 1976.

GRIMACES ET PSYCHIATRIE

NE faites donc pas cette tête ! Un sourcil froncé ou une bouche arrondie trahissent volontiers l'émotion, la surprise ou la crainte. Mais les expressions du visage, volontaires ou non, sont imperceptibles parfois. La lecture silencieuse, par exemple, s'accompagne en général de très légers mouvements des lèvres.

Peut-on, systématiquement, relier l'émotion à telle ou telle expression du visage ? Peut-on, par simple observation de traits, distinguer le coup sûr l'opinion du dément, le gai du triste, voire décider le candidat à la dépression démentielle ? C'est le but d'une récente expérience du département de psychologie de l'université Harvard.

On dispose sur la surface du visage des électrodes en quatre régions différentes, le front, les sourcils, la joue et le coin de la bouche. Ces électrodes, simplement maintenues en surface, sont peu gênantes, et traduisent le moindre mouvement musculaire en signal électrique de faible niveau. Après amplification, ce signal est visualisé sur un oscilloscope et enregistré sur une bande magnétique pour per-

mettre une étude ultérieure approfondie. Simultanément, une caméra de télévision filme le visage du patient, et le retransmet sur un écran vidéo à l'usage de l'oscilloscope, pour permettre de distinguer des mouvements visibles de ceux qui, sensibles aux électrodes, échappent à la simple observation. Pour ne pas influencer sur les résultats, le but exact de l'expérience est caché aux cobayes, et des électrodes faciales sont disposées sur tout le corps. Avant l'essai, on classe les patients en trois groupes en fonction de tests de comportement : ceux qui paraissent heureux de lent sort, les déprimés légers, et les déprimés profonds qui suivent un traitement médical.

Le déroulement de l'expérience est le suivant. Pendant des périodes successives de trois minutes, séparées par des temps de repos, le cobaye imagine une journée normale de travail, puis se remémore des situations personnelles tout à fait gaies, tristes et provoquant la colère. C'est seulement en fin d'expérience, pour ne pas influencer le début du comportement des sujets qu'il est demandé de donner

au visage, volontairement, cette fois-ci, des attitudes gaies, tristes et colériques.

Les résultats tablissent une corrélation entre les mouvements des quatre zones musculaires observées et les trois sentiments étudiés. Un visage heureux, bien sûr, s'épanouit largement.

Les mouvements imperceptibles, non détectés par l'observation visuelle, mais mis en évidence par les signaux recueillis grâce aux électrodes, différencient nettement les trois groupes d'individus. Les épanouies, par exemple, envisagent la routine de leur journée quotidienne, avec optimisme, et les déprimés sont toujours moins heureux que leurs collègues, même en imaginant des situations réjouissantes. Après traitement médical, les plus anxieux voient cependant leur physiologie s'améliorer avec leur cas.

Les auteurs de l'expérience espèrent en déduire une méthode objective de détection et de mesure des comportements dépressifs. Les sceptiques feront la moue.

JEAN-MARC CHABANAS.

PARU

cette semaine

École de Biochimie, 5-7 mai 1975

ASPECTS PHYSICO-CHIMIQUES DE LA VIROLOGIE

Contribution au développement du dialogue biologistes-physico-chimistes. Étude des systèmes viraux les plus simples possible tant par leur structure que par certains aspects de leurs mécanismes de replication.

(9 communications.)

21 x 27, 104 p. Broché

ISBN 2-220-01813-3 50 F

Catalogue CG gratuit sur demande

Editions du CNRS

15 quai Anatole France 75700 Paris

Tél. 01 44 22 25 - C.C.P. 9703 43 Paris

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

M. William Lipscomb, prix Nobel de chimie

L'Académie royale des sciences de Suède a décerné, le lundi 18 octobre, le prix Nobel de chimie (notre dernière édition datée 19 octobre) au professeur William Lipscomb, de l'université Harvard (Etat-Uni), pour ses tra-

voux « sur la structure des boranes et les problèmes posés par celle-ci en ce qui concerne la nature de la liaison chimique ».

Le montant du prix est de 881 000 couronnes suédoises, soit environ 770 000 F.

Une liaison chimique à trois atomes

Le prix Nobel de chimie récompense cette année W. N. Lipscomb pour ses travaux sur de petites molécules complexes : les hydrides de bore, appelés aussi les « boranes ».

Parallèlement à la chimie organique classique, basée essentiellement sur les composés du carbone et de l'hydrogène, il existe toute une « chimie du bore ». Abordée pour la première fois au début du siècle par Alfred Stock, cette dernière a pris un essor particulier au cours des dernières décennies. Ses applications pratiques sont, en effet, importantes : les fibres de bore sont utilisées en aéronautique pour le durcissement des métaux, les boranes conduisent à la fabrication de polymères résistants à la chaleur, la réalisation de colles... Ils peuvent aussi intervenir dans la vulcanisation du caoutchouc.

Mais les composés du bore ont surtout posé d'intéressants problèmes au niveau de la recherche fondamentale, plus particulièrement dans le domaine de la définition de la liaison chimique.

La liaison chimique classique — celle que l'on représente par un « trait » reliant deux atomes — résulte de la mise en commun de deux électrons. C'est ce type de liaison que l'on trouve, par exemple, dans les alcanes (méthane, éthane, butane, etc.), où un électron provenant de l'atome de carbone joint à un électron venant de l'hydrogène conduisent à la formation de la liaison carbone-hydrogène (C-H). Il en va tout autrement pour les composés du bore, car, bien que ce dernier élément soit assez semblable au carbone, il possède cependant un électron de moins dans son cortège électronique. Par conséquent, si les lois de la liaison chimique établies par les Américains Lewis et Langmuir, vers 1915, justifient très bien l'exis-

tence de l'éthane (C₂H₆), elles ne peuvent expliquer celle du diborane (B₂H₆), dans lequel il « manque » théoriquement un électron.

Pour comprendre ce comportement anormal, il fallait dans un premier temps connaître la structure exacte des boranes. Les premières recherches dans ce domaine ont été menées dans les années 50 par Koster, Lucht et Harker, qui ont montré que le tétrahydride de bore (B₄H₁₀) était composé de fragments d'octaédres (polyèdres réguliers

ayant douze sommets et vingt faces). Aidés par cette découverte, W. N. Lipscomb et ses collaborateurs ont utilisé les méthodes les plus fines de la radiocristallographie pour élucider les structures de nombreux boranes (tétrahydrides B₄H₁₀, pentahydrides B₅H₉ et B₅H₁₁, hexahydrides B₆H₁₂ et nonahydrides B₉H₁₈ et B₉H₁₉).

Avant ainsi accumulé de nombreuses données sur les boranes, ils ont pu établir l'existence d'un nouveau mode de liaison appelé « liaison à trois centres » ou encore « liaisons

bananes ». Celui-ci a la particularité de répartir deux électrons, non plus entre deux atomes, mais entre trois, comme, par exemple, entre deux atomes de bore (B) et un atome d'hydrogène (H) dans les diboranes.

Ces résultats ont été consignés en particulier dans deux ouvrages, publiés respectivement en 1963 et 1969 chez W. A. Benjamin, à New York : *Boron hydrides* (Hydrides de bore) et, surtout, *RMN studies of boron hydrides and related compounds* (Etudes par résonance magnétique nucléaire des hydrides de bore et composés du même type), écrit en collaboration avec G. R. Eaton, et qui reste un livre de référence pour les chimistes s'intéressant aux boranes.

En mettant en évidence l'existence d'un composé dont la structure ne pouvait être expliquée par la présence de doublets d'électrons, ses travaux ont eu le grand intérêt de faire triompher les lois modernes de la liaison chimique (théories dites des « orbitales moléculaires ») sur les schémas classiques. — E. G.

(Né le 9 décembre 1919 à Cleveland (Ohio), le professeur William N. Lipscomb fit ses études à l'université de Kennebec et obtint son doctorat en 1946 au California Institute of Technology. De 1946 à 1959, il enseigna la chimie à l'université de Minnesota, et est depuis 1959 professeur de chimie à l'université Harvard. Il est membre de l'Académie américaine des arts et des sciences et de l'Académie nationale des sciences américaines.)

La sécurité dans l'industrie chimique

(Suite de la page 17.)

Chaque cas de fabrication exige des précautions spécifiques : elles vont de l'obligation du port de vêtements ou de masques de protection, à l'installation de barrières électroniques interdisant l'entrée dans une zone dangereuse.

Toutes ces mesures techniques sont en principe accompagnées d'une information du personnel sur les risques encourus, de l'établissement de consignes précises de sécurité et de la présence d'un encadrement important.

Certaines précautions sont rendues obligatoires par la législation en vigueur. Celle-ci prescrit essentiellement des mesures générales de sécurité, donne aux fabricants de produits toxiques des consignes d'étiquetage, mais elle ne concerne qu'un nombre limité de produits. Ainsi, elle interdit l'emploi, autrement qu'en circuit fermé, de tout composé renfermant plus de 1 % de benzène, elle proscrit l'utilisation de l'arsenic dans les travaux de détartrage et de décapage... et restreint celle du plomb et de la silice. Un projet de loi sur le développement de la prévention des accidents du travail, déjà discuté à l'Assemblée nationale et en cours de discussion au Sénat, devrait aller dans le sens d'une plus grande efficacité. Entre autres choses, cette loi obligerait tous les fabricants à fournir la composition des produits chimiques mis sur le marché, ainsi que des indications sur leur toxicité. Un article introduirait même l'obligation pour tout fabricant, importateur ou vendeur, de faire viser les produits nouveaux par des organismes agréés par le ministère du travail ; ce point est actuellement en suspens.

Un contrôle insuffisant

Si la législation prévoit la protection du personnel appartenant à l'entreprise, elle s'attache également à celle de la population. La loi sur les établissements classés répartit en trois classes la plupart des activités industrielles et commerciales. Les entreprises entrant dans le cadre de la troisième classe sont soumises à une simple déclaration au préfet. Les autres exigent une autorisation. En d'autres termes, elles ne peuvent exercer leurs activités qu'après consultation de divers organismes — action sanitaire et sociale locale, service chargé de la pollution des eaux, inspection du travail, conseil départemental d'hygiène, etc. — et après enquête publique.

Une nouvelle loi, à plus large impact, entrera en vigueur le 1^{er} janvier prochain. Elle s'appliquera aux installations, sans tenir compte du caractère juridique des exploitations : ainsi, les chaufferies, qu'elles appartiennent à une usine ou à une exploitation agricole, seront soumises aux mêmes règlements. Elle exigera une meilleure information du public et renforcera les sanctions.

Les ingénieurs et techniciens du service des mines — ils ne sont que deux cent cinquante-six, ce qui est insuffisant — chargés du contrôle systématique des établissements classés, ils surveillent, en particulier, les installations (fabrication et stockage) qui fonctionnent sous pression et présentent de graves risques d'explosion en cas de défaillance. Ils ont aussi pour rôle d'instruire les dossiers de demandes d'autorisation et veillent au respect des prescriptions techniques qui accompagnent ceux-ci.

En cas d'infraction, ces inspecteurs disposent de sanctions : sanctions pécuniaires, dont les effets sont très relatifs dans la mesure où le coût des travaux prescrits est souvent beaucoup plus important que les amendes, mais aussi sanctions administratives pouvant aller jusqu'à la suspension provisoire.

Les mesures de prévention sont fort variées : chaque installation, en particulier, chaque installation de stockage, font ou devraient faire l'objet de précautions spéciales qu'il est impossible de décrire en détail. Parmi les mesures couramment employées, on peut citer le lavage et le contrôle des vapeurs libérées dans l'atmosphère, l'installation de caniveaux et de siphons de décontamination des produits solubles, le contrôle en continu des effluents rejetés vers l'extérieur.

Dans certains cas particulièrement dangereux, des postes de secours permanents sont installés dans l'enceinte des usines. L'efficacité est accrue par des camions autonomes et des installations automatiques d'incendie. Autre précaution, les bâtiments destinés à la fabrication ou au stockage de produits explosifs ou inflammables sont disposés de manière à limiter la propagation d'un incendie éventuel. En outre, un polygone d'isolement est prévu entre l'usine et les habitations proches.

Cette description, qui est loin d'être exhaustive, des précautions techniques envisageables, ne doit pas faire oublier les impératifs économiques : il faut sans cesse fabriquer de nouveaux produits, en quantités toujours plus grandes et à meilleur prix ; or les mesures de sécurité coûtent cher.

De plus, il reste toujours l'éventualité de fautes techniques — comme celles qui ont conduit au déchargement et à l'explosion de cyclohexane à Flixborough (Angleterre, — d'erreurs humaines — telles que le lavage d'un wagon plein d'acroléine dans le Rhône — ou d'une négligence — un défaut de surveillance a permis par exemple l'emballage d'une réaction et la fabrication d'une impureté toxique (Seveso).

Il serait donc trop optimiste de croire que les précautions prises peuvent éliminer totalement les accidents ; tout au plus peuvent-elles limiter l'importance et la fréquence.

ELISABETH GORDON.

LE LEADERSHIP AMÉRICAIN

« L'attribution de quatre prix Nobel à des Américains, fait sans précédent, prouve que les Etats-Unis n'ont pas perdu leur leadership dans le monde », a déclaré lundi 18 octobre, à Washington, le président Gerald R. Ford. Six Américains se sont en effet vu décerner les quatre premiers prix Nobel attribués cette année : MM. Rabinovitch et Gellman (médecine), Friedman (économie), Richer et Ritsch (physique), Lipscomb (chimie).

Depuis sa création, pour les seules matières scientifiques, le prix Nobel a récompensé quatre-vingt-cinq chercheurs américains, cinquante-quatre Britanniques, cinquante et un Allemands de l'Ouest, vingt Français et neuf Soviétiques.

CORRESPONDANCE

La combustion en lit fluidisé

M. G. F., ingénieur civil des mines, nous a écrit pour préciser que la technique du lit fluidisé a été étudiée en France après la dernière guerre mondiale et a été ultérieurement abandonnée.

J'ai collaboré à la mise au point et à la diffusion de cette technique brevetée sous le nom de « foyer ignifluide ». Les recherches dans ce sens ont commencé en France dans les années 1946-1950, de nombreux prototypes ont fonctionné dès 1950. Dès les années 60, le matériel était opérationnel et fonctionnait dans de nombreuses usines de la région Rhône-Alpes.

La consommation annuelle de poussier maigre a atteint 150 000 tonnes à 200 000 tonnes de combustible cendreuse de granulométrie comprise entre 0 et 3 mm, c'est-à-dire brut, tel qu'il sort de la mine après criblage pour utilisation des fours supérieurs dans des foyers traditionnels.

La concurrence du mazout, plus facile à mettre en œuvre et moins polluant, a mis fin à la carrière du « foyer ignifluide » dans les années 1965-1970.

D'autre part, M. Jacques Meunier nous signale qu'une technique de ce genre a été employée en Chine dès 1920 (Boudiche, An-tin).

[La seule indication historique de l'article était la suivante : « La technique du lit fluidisé prônée par les Anglais depuis 1953... » ne contredit pas ce qu'écrivent nos correspondants. Comme l'indique M. G. F., les premières tentatives d'emploi ont été faites par la consommation du pétrole. Le renouveau de ce dernier a redonné un intérêt à des études plus anciennes, et les projets actuels s'appuient principalement sur les travaux anglais, qui sont les plus récents.]

ACTUALITÉ MÉDICALE

La semaine d'information sur la myopathie

Du dépistage au conseil génétique

Pour mieux faire connaître l'existence, les caractéristiques et les conséquences de la myopathie — maladie d'origine génétique qui atteint l'ensemble des tissus musculaires. — l'Alliance européenne des associations de myopathes a organisé, du 10 au 14 octobre, dans dix pays simultanément, une semaine d'information sur cette maladie.

L'Association française contre la myopathie (1) a, pour sa part, lancé une campagne nationale d'adhésion. Au niveau départemental, des manifestations diverses ont été entreprises dans le but d'informer l'opinion et les pouvoirs publics sur l'ensemble des problèmes rencontrés par les malades et leur famille.

Cette association, créée en 1968 par une mère de myopathe dans le but de regrouper des parents se trouvant dans la même situation qu'elle, s'est largement développée. Ouverte aujourd'hui à de nombreux sympathisants, elle compte plus de quinze mille adhérents. Ses objectifs sont d'ordre :

— Recenser les myopathes et aider les familles en favorisant l'adaptation de l'enfant à la vie sociale ;

— Encourager par des soutiens financiers les recherches sur la maladie ;

— Ouvrir et développer les établissements de soins et d'accueil pour myopathes.

Un établissement médico-scolaire à Saint-Brieuc reçoit actuellement vingt enfants. La construction d'un centre pour soixante adultes débutera à Saint-Georges-sur-Loire en 1977.

Enfin, l'association édite cinq fois par an la revue le Courrier

de la myopathie, diffusée à vingt mille exemplaires.

La myopathie est la plupart du temps une affection familiale transmise, à leurs enfants de sexe masculin, par des mères porteuses d'un gène anormal mais ne présentant pas la maladie.

La forme la plus fréquente débute chez le garçon entre deux et six ans, elle se caractérise par une diminution progressive de la force musculaire. La démarche de l'enfant devient dandinante, il lui est impossible de sauter, de courir et de monter les escaliers. L'évolution se fait plus ou moins rapidement vers l'impotence totale, qui survient en général à l'âge de dix ans.

Aucun traitement curatif n'est connu actuellement, mais des découvertes biochimiques récentes ont ouvert la voie à un conseil génétique. Il est en effet désormais possible de savoir, avant même l'apparition des premiers symptômes, si un enfant nouveau-né ou nourrisson est atteint ou non de la maladie, par la mise en évidence du taux élevé dans le sang d'une enzyme, la créatine-phosphokinase. Le dépistage précoce de la maladie, rendu ainsi possible, ne permet pas pour l'instant de l'ériger, mais autorise des physiothérapies très précoces améliorant la situation des enfants atteints.

Par ailleurs, on a découvert qu'un fort pourcentage de femmes susceptibles de transmettre la maladie présentent elles aussi une augmentation anormale de cette même enzyme. Ce dépistage permet alors d'envisager un conseil génétique familial.

(1) 1, rue Fulton, 49000 Angers. Tél. (41) 98-21.

A L'ACADÉMIE DES SCIENCES

Isolement et synthèse d'une hormone du thymus

L'isolement et la synthèse d'une hormone circulante sécrétée par le thymus ont été annoncés lundi 18 octobre par les professeurs Jean Hamburger et Jean-François Bach, lors de la séance hebdomadaire de l'Académie des sciences.

Le thymus est une glande située à la base du cou, dont la particularité est de fonctionner pendant l'enfance et de régresser à partir de l'âge de quinze ans, pour devenir presque inexistante vers cinquante ans. Cette glande est impliquée dans les défenses immunitaires de l'individu, c'est-à-dire dans le rejet par l'organisme de ce qui lui est étranger (virus, bactéries, ou tissus greffés). Dans cet organe migrent et se différencient certaines cellules de défense de l'organisme : les lymphocytes. En effet, c'est le transit par le thymus qui confère à certains d'entre eux — appelés pour cette raison les lymphocytes « T » — leurs caractéristiques morphologiques (apparition de substance particulière à leur surface : l'antigène téta) et leurs propriétés (reconnaissance de tout ce qui est étranger à l'organisme, du « non-soi », et régulation de la réponse immunitaire).

Cette action de maturation et de différenciation des lymphocytes dans le thymus fait intervenir des facteurs hormonaux. Plusieurs équipes se sont attachées à rechercher ces facteurs et à les isoler à partir du thymus, en particulier l'équipe d'A.I. Golstein aux Etats-Unis et N. Trainin en Israël. Pour sa part, Jean-François Bach et ses collaborateurs (1) ont travaillé non pas à partir du thymus, mais du sérum sanguin, dans l'espoir d'isoler un facteur « circulant », une sorte d'hormone.

Ils sont parvenus à mettre en évidence la présence, dans le sérum prélevé sur des souris normales, d'un facteur capable d'induire à l'activité du thymus, puisqu'il disparaît du sang lors de l'infestation du thymus chez une souris et réapparaît après la greffe d'un autre thymus.

Le facteur thymique fut isolé à partir du sang de porc. Il ne fallut pas moins de 2 000 litres de

sang pour le purifier et en établir la formule chimique.

Il s'agit d'une petite molécule, un « nonapeptide », formée par la succession dans un ordre défini de neuf acides aminés, qui vient d'être synthétisée.

L'hormone synthétisée s'est révélée in vitro quasiment aussi active que l'hormone naturelle. Après cette très belle démonstration, l'équipe de Bach s'attache maintenant à démontrer la responsabilité physiologique de ce facteur. Cette étape est déjà en cours. Si l'équipe y parvient, comme les premiers résultats peuvent le laisser espérer, l'hormone synthétisée pourrait ouvrir la voie à de nouvelles possibilités thérapeutiques, soit pour pallier l'absence de thymus, soit au moins pour remédier à certaines de ses défaillances.

En effet, des déficits immunitaires congénitaux chez l'enfant sont liés à l'absence ou au mauvais fonctionnement du thymus. Il deviendrait alors possible d'imaginer dans les années à venir de corriger ces déficits par l'administration de cette hormone. Il en est de même lors du vieillissement, quand le thymus disparaît et que par conséquent l'hormone n'est plus présente dans le sang. L'administration de cette hormone pourrait ainsi permettre d'augmenter les défenses immunitaires des personnes âgées, que l'on sait particulièrement sensibles aux infections.

Enfin, des maladies auto-immunes (2), comme certaines formes du lupus érythémateux disséminé chez la femme, s'accompagnent d'une diminution de la concentration sanguine en hormone thymique. Ce déficit pourrait même être une des causes de la maladie, puisqu'il précède l'apparition des symptômes cliniques. Là encore un traitement par l'hormone thymique pourrait être envisagé dans l'avenir.

(1) Ces recherches ont été réalisées par J.-F. Bach avec Mireille Daridon et Jean-Marie Pétiau (unités 25 de l'INSERM et Laboratoire associé de la C.N.R.S.) à l'hôpital Pasteur en collaboration avec Jean Rostin (unité 51 de l'INSERM) à l'hôpital Saint-Montrou de Créteil.

(2) Un sujet atteint d'une maladie auto-immune fabrique des anticorps contre ses propres tissus et organes, contre son « soi », provoquant l'altération, voire la destruction de ces tissus.

En toute logique CUBE MAGIQUE

Remplir un carré magique demande du soin et du temps. Il faut disposer les premiers entiers en respectant 2n+2 contraintes : les sommes des lignes, des colonnes et des diagonales doivent être égales.

Mais remplir un cube magique est le degré suivant de la patience : il faut disposer n entiers en respectant 8n+4 contraintes : égaler les sommes des alignements parallèles aux arêtes et des quatre grandes diagonales. Sauriez-vous achever de remplir ce cube 3x3x3 avec les vingt-sept premiers nombres ?

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

32

33

34

35

36

37

38

39

40

41

42

43

44

45

46

47

48

49

50

51

52

53

54

55

56

57

58

59

60

61

62

63

64

65

66

67

68

69

70

71

72

73

74

75

76

77

78

79

80

81

82

83

84

85

86

87

88

89

90

91

92

93

94

95

96

97

98

99

100

101

102

103

104

105

106

107

108

109

110

111

ACTUALITÉ MÉDICALE

AU CONGRÈS DE STRASBOURG

L'ALCOOLISME : à chacun son « vice », à chacun sa prévention

Strasbourg. — « Je ne suis pas sûr qu'il y ait tellement de gens qui sachent quoi faire contre l'alcoolisme », cette confession d'un porte-parole des consommateurs, lors du quatrième congrès national contre l'alcoolisme réuni à Strasbourg du 14 au 16 octobre, illustre l'embarras qui saisi actuellement tous ceux qui s'efforcent de lutter contre « le troisième fléau national » (après les maladies cardio-vasculaires et le cancer).

Qu'il s'agisse de médecins, de psychologues, de sociologues, de juristes ou simplement d'hommes de bonne volonté, ceux qui mènent aujourd'hui le combat contre l'alcoolisme ont perdu beaucoup de certitudes. Sans suivre forcément les contestataires qui remettent en cause le principe même de la lutte avec ses fondements moraux et psy-

chologiques, la plupart des congressistes réunis à Strasbourg ont admis que les moyens employés et même les buts assignés à leur action n'étaient pas toujours définis avec assez de rigueur.

C'est donc à un effort d'autocritique et de réflexion que les participants au congrès « Alcoolisme et opinion » ont été conviés par les responsables du Comité national de défense contre l'alcoolisme (C.N.D.C.A.). Les organisateurs du congrès, le docteur Xavier Lecourt, président du C.N.D.C.A., et le docteur Jacques Godard, délégué général, n'avaient pas hésité à faire appel à de jeunes psychiatres et sociologues bien décidés à briser la routine de la lutte anti-alcoolique.

De notre envoyé spécial

biert relativement bien informés sur les dangers de l'alcoolisme. Après les campagnes menées dernièrement, les écoliers savent presque tous ce qu'est une cirrhose du foie et d'une manière générale, ils ont des connaissances scientifiques relativement étendues — au moins par leur vocabulaire. Mais cela ne les empêche pas de se croire immunisés contre l'alcoolisme, considéré comme « une maladie de vieux », comme une déchéance physique et sociale absolument exclue de ce qui les concerne. Pour les jeunes comme pour les adultes, « l'alcool », c'est les autres.

Lorsqu'on en arrive au concret, c'est-à-dire à la boisson alcoolique, l'image repoussante de l'ivrogne cède au charme discret de la bonne bouteille : la bière est une boisson « rafraîchissante » et « moderne », le vin — beaucoup moins pratiqué par les jeunes — est « bon », mais « il ne faut pas en abuser ». Quant à ce qu'ils appellent « l'alcool », c'est-à-dire les spiritueux, son principal défaut est d'être « cher » (vice rédhibitoire !). Certains ajoutent « dangereux », mais sans conviction.

Le plus curieux pour les pédagogues fut de constater comment l'écolier se tient informé sur l'alcoolisme : 55 % déclarent tenir leur information des médias, 29 % de l'expérience d'un proche, et 26 % de l'école. Ainsi, un élève sur deux s'instruit sur l'alcoolisme dans la presse, et seulement un sur quatre à l'école.

La fin d'un vice

Ces conclusions, encourageantes pour les journalistes mais déprimantes pour les enseignants, tiennent à des raisons à la fois historiques et psychologiques, comme l'a expliqué Mme Jeanne Feit, secrétaire générale adjointe du C.N.D.C.A. et enseignante elle-même. Autrefois, on entretenait les écoliers dans la crainte du « vice » de l'alcool, et, comme le raconte savoureusement Marcel Pagnol dans *La Gloire de mon père*, on affichait dans les classes des représentations de foies monstrueux qui hantèrent les mûles des pauvres instituteurs. L'ère du scientisme et de la morale est aujourd'hui révolue, et, après

AU COLLOQUE INTERNATIONAL DE BREST

Les lentilles de contact permettent de traiter la myopie évolutive

Selon les statistiques établies par le Dr Elie (Brest), et présentées au Colloque international de contactologie qui vient de se tenir à Brest, les trois quarts des myopes sont favorablement influencés par le port de lentilles de contact. Leur supériorité dans la correction par rapport aux lunettes est indiscutable. La myopie étant d'autant plus évolutive qu'elle apparaît tôt chez l'enfant, on en vient donc progressivement à adapter les lentilles de plus en plus tôt. Le Dr Elie émet le vœu que les lentilles soient reconnues comme le traitement enfin possible de la myopie évolutive et qu'à ce titre elles soient prises en charge par les organismes de Sécurité sociale.

Deux types de lentilles peuvent être proposés :

- Les lentilles flexibles qui ne recouvrent qu'une partie de la cornée. Facile à mettre et à enlever, ne nécessitant aucune stérilisation journalière, elles ont une durée de vie longue (cinq à quinze ans) et sont maintenant parfaitement au point ;
- Les lentilles souples ou molles, plus fragiles que les précédentes : elles durent rarement plus de deux ans. Elles présentent cependant certains avantages : port plus agréable, surtout au début, et bonne tenue à l'œil. Ce dernier avantage est souvent déterminant pour équiper les enfants, certains sportifs et des patients atteints de gros défauts optiques, par exemple, des myopies fortes et les opérés de cataracte.

Où est passé « Mr Bruit » ?

Il se tait.

Cette semaine dans ELLE.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

L'INVITÉE DU LUNDI

On se souvient de « l'invité du dimanche », une vedette, quelqu'un de connu. On allait chez lui, il venait chez nous, du temps de l'ex-O.R.T.F. On rentrait sans clients, ses obligés, ses amis. La formule plaisait, elle a beaucoup servi, elle a fini par lasser. On l'a abandonnée. Et puis on s'est dit, Armand Jammot s'est dit, qu'en semaine, un après-midi sur Antenne 2, elle pourrait encore faire de l'usage. Vrai. A condition de ne pas pousser la balance, de ne pas multiplier les coups d'essai, de ne pas céder à la tentation de s'envoyer des fleurs pour service rendu à l'invité — invitant — ou réciproquement.

Si Gisèle Halimi a demandé à Francesca Solleville, à Mimi Mouton et à Romain Gary de passer lundi au studio, c'est sans doute parce qu'elle les estime et parce qu'elle pense que nous aimerions les rencontrer. Inutile de nous vanter leurs mérites. C'est appeler la réponse du berger à la bergère, et l'on n'en sort plus.

D'autant qu'un regard, un

sourire, en disent souvent aussi long. Quand son gosse — il doit avoir une douzaine d'années, — venu la rejoindre à la sortie de l'école, a pris le micro pour nous chanter un air de Sergio Lama, elle l'a écouté, émue, amusée, sans piper. Et elle a eu raison. Maxime Le Forestier s'est chargé de le féliciter. Attention aussi de ne pas se lancer dans des anecdotes, des conversations pour initiés. Ne pas oublier que, de l'autre côté de la vitre, nous — les retraités, les malades, les handicapés, les mères au foyer — nous ne serions guère hélas ! et nous ne connaissons pas forcément l'irrigue des Mains sales ou le sujet de Jonas, le dernier film de Tanner. On est ravi d'entendre parler, mais à condition de savoir ce dont il s'agit.

Ces réserves faites, elles

étaient l'être, arrivons à notre tour aux compliments. Il n'était pas inutile, il n'était pas déplacé, de nous parler, comme l'a fait Gisèle Halimi, de sa campagne contre le viol. La jeune femme dont elle s'apprête à défendre la cause aux assises était là,

les larmes aux yeux, bouleversée à l'évocation de ce qui lui est arrivé. Et on comprenait, et on partageait sa gêne et son humiliation.

Autre temps fort de l'émission, un plaidoyer, ou plutôt un témoignage, contre la peine de mort, celui du Dr Paul Lombard. Il a essayé en vain d'obtenir la grâce de Christian Ranucci, l'assassin d'une fillette, guillotiné il y a peu ; et il a vécu des moments terribles, les dernières minutes d'un condamné.

Une note rigolote enfin : le sévère tranquille de Jean-Paul Sartre. Dans le film d'Alexandre Astruc, on en a vu des extraits, il ne se gêne pas pour avouer à la barbe de Simone de Beauvoir que, s'il apprécie la compagnie des femmes, c'est d'abord parce qu'elles sont folles et d'une sensibilité plus intéressante que celle des hommes. Je cite, ensuite parce qu'il n'aime pas les conversations d'idées. Les femmes en seraient-elles donc incapables ? Tiens donc !

CLAUDE SARRAUTE.

MARDI 19 OCTOBRE

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Série : Des autos et des hommes, réal. Cl. Savarit. (L'auto s'en va-t-en guerre) ; 21 h. 30. Chronique : Ces années-là, de M. Droit ; 22 h. 25. Émission littéraire : Le livre du mois, de J. Ferniot et Ch. Collange.

CHAÎNE 2 : A 2

20 h. 30. Dossiers de l'écran... Documentaire : la Machine extraordinaire, réal. I. Rosten. Un voyage dans l'organisme humain effectué à l'aide de caméras miniaturisées ; Vers 22 h. Débat : La recherche médicale.

Avec les professeurs J.-P. Bader, J. Christien, Gaston, J. Jéant, les docteurs J.-P. Bach, B. Bro et M. Forest ; 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE 3 : FR 3

20 h. 30. Westerns, films policiers, aventures : « Tarzan et sa compagnie », de C. Gibbons et J. Conway (1934), avec J. Weissmuller, M. O'Sullivan, N. Hamilton, P. Cavanaugh (N.). L'ancien associé du père de Jean se réveille, entre autres, à la recherche du cimetière des éléphants. Jume refuse de retourner à la civilisation ; 22 h., Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., Poésie ; 20 h. 5, Dialogues franco-allemands : « Régions et Landes », avec MM. Hans Filbinger et Olivier Guichard ; 21 h. 20, Musiques de notre temps ; 22 h. 35, Objectif peinture (7), par D. Lecomte ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 30, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h., Poésie ; 20 h. 5 (S.), La musique et les hommes : Saint-John Perse et la musique, par A. Laster et M. Saccote ; 22 h. 35, Objectif peinture (8), par D. Lecomte ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 30, Poésie.

FRANCE-CULTURE

20 h., Poésie ; 20 h. 5 (S.), La musique et les hommes : Saint-John Perse et la musique, par A. Laster et M. Saccote ; 22 h. 35, Objectif peinture (8), par D. Lecomte ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 30, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h., Poésie ; 20 h. 5 (S.), La musique et les hommes : Saint-John Perse et la musique, par A. Laster et M. Saccote ; 22 h. 35, Objectif peinture (8), par D. Lecomte ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 30, Poésie.

FRANCE-CULTURE

20 h., Poésie ; 20 h. 5 (S.), La musique et les hommes : Saint-John Perse et la musique, par A. Laster et M. Saccote ; 22 h. 35, Objectif peinture (8), par D. Lecomte ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 30, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h., Poésie ; 20 h. 5 (S.), La musique et les hommes : Saint-John Perse et la musique, par A. Laster et M. Saccote ; 22 h. 35, Objectif peinture (8), par D. Lecomte ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 30, Poésie.

FRANCE-CULTURE

20 h., Poésie ; 20 h. 5 (S.), La musique et les hommes : Saint-John Perse et la musique, par A. Laster et M. Saccote ; 22 h. 35, Objectif peinture (8), par D. Lecomte ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 30, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h., Poésie ; 20 h. 5 (S.), La musique et les hommes : Saint-John Perse et la musique, par A. Laster et M. Saccote ; 22 h. 35, Objectif peinture (8), par D. Lecomte ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 30, Poésie.

Nous vous aidons à mieux vous loger.



Écrivez-nous à : B.P. 65, PARIS CEDEX 08.

MERCREDI 20 OCTOBRE

CHAÎNE I : TF 1

De 9 h. 30 à 11 h. 30. Émissions scolaires ; de 12 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu (à 13 h. 35. Les visiteurs du mercredi) ; 20 h. 30. Retransmission sportive : Le match de football Saint-Etienne - Eindhoven, en sélections de finale de la Coupe d'Europe ; 22 h. 15. Documentaire : Les grandes épopées (l'apprentissage de la vie), de N. Skrotzky et R. Clarke, réal. Cl. Otzenberger ; 23 h. 15. Journal.

CHAÎNE 2 : A 2

De 13 h. 35 à 20 h., Programme ininterrompu (à 13 h. 35. Un coup d'œil) ; 20 h. 30. Série : Kolak ; 21 h. 25. Magazine d'actualité : C'est à dire, prés. J.-M. Cavada. L'indépendance industrielle et technologique de la France. Peut-il craindre le nucléaire ? Les problèmes du logement ; 22 h. 55. Journal ; 23 h. 10. Chronique : Pour adultes, de F. Chalais.

CHAÎNE 3 : FR 3

20 h. 30. (R.), « La vache et le prisonnier » (1959), de H. Verneuil, avec Fernandel, R. Harvard, A. Rémy, R. Mussion. En 1943, un prisonnier de guerre français réchappe, tenant une vache en laisse, et franchit 300 kilomètres jusqu'à la frontière ; 22 h., Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., Poésie ; 20 h. 5 (S.), La musique et les hommes : Saint-John Perse et la musique, par A. Laster et M. Saccote ; 22 h. 35, Objectif peinture (8), par D. Lecomte ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 30, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h., Poésie ; 20 h. 5 (S.), La musique et les hommes : Saint-John Perse et la musique, par A. Laster et M. Saccote ; 22 h. 35, Objectif peinture (8), par D. Lecomte ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 30, Poésie.

FRANCE-CULTURE

20 h., Poésie ; 20 h. 5 (S.), La musique et les hommes : Saint-John Perse et la musique, par A. Laster et M. Saccote ; 22 h. 35, Objectif peinture (8), par D. Lecomte ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 30, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h., Poésie ; 20 h. 5 (S.), La musique et les hommes : Saint-John Perse et la musique, par A. Laster et M. Saccote ; 22 h. 35, Objectif peinture (8), par D. Lecomte ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 30, Poésie.

CHAÎNE I : TF 1

De 9 h. 30 à 11 h. 30. Émissions scolaires ; de 12 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu (à 13 h. 35. Les visiteurs du mercredi) ; 20 h. 30. Retransmission sportive : Le match de football Saint-Etienne - Eindhoven, en sélections de finale de la Coupe d'Europe ; 22 h. 15. Documentaire : Les grandes épopées (l'apprentissage de la vie), de N. Skrotzky et R. Clarke, réal. Cl. Otzenberger ; 23 h. 15. Journal.

CHAÎNE 2 : A 2

De 13 h. 35 à 20 h., Programme ininterrompu (à 13 h. 35. Un coup d'œil) ; 20 h. 30. Série : Kolak ; 21 h. 25. Magazine d'actualité : C'est à dire, prés. J.-M. Cavada. L'indépendance industrielle et technologique de la France. Peut-il craindre le nucléaire ? Les problèmes du logement ; 22 h. 55. Journal ; 23 h. 10. Chronique : Pour adultes, de F. Chalais.

CHAÎNE 3 : FR 3

20 h. 30. (R.), « La vache et le prisonnier » (1959), de H. Verneuil, avec Fernandel, R. Harvard, A. Rémy, R. Mussion. En 1943, un prisonnier de guerre français réchappe, tenant une vache en laisse, et franchit 300 kilomètres jusqu'à la frontière ; 22 h., Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., Poésie ; 20 h. 5 (S.), La musique et les hommes : Saint-John Perse et la musique, par A. Laster et M. Saccote ; 22 h. 35, Objectif peinture (8), par D. Lecomte ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 30, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h., Poésie ; 20 h. 5 (S.), La musique et les hommes : Saint-John Perse et la musique, par A. Laster et M. Saccote ; 22 h. 35, Objectif peinture (8), par D. Lecomte ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 30, Poésie.

FRANCE-CULTURE

20 h., Poésie ; 20 h. 5 (S.), La musique et les hommes : Saint-John Perse et la musique, par A. Laster et M. Saccote ; 22 h. 35, Objectif peinture (8), par D. Lecomte ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 30, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h., Poésie ; 20 h. 5 (S.), La musique et les hommes : Saint-John Perse et la musique, par A. Laster et M. Saccote ; 22 h. 35, Objectif peinture (8), par D. Lecomte ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 30, Poésie.

LES TROIS CHAÎNES D'UN SEUL COUP D'ŒIL

lisez

Tele
Star

Les programmes télé

TOUT EN COULEUR pour 1,90F

SPECTACLES

LE CALENDRIER DES CONCERTS

ÉGLISE SAINT-EUSTACHE
Mercredi 20 octobre à 20 h. 30
Loc. : Durend, 3 FNAC, Vienne (9^e arr.)

MOZART REQUIEM
BACH - Cantate n° 2
Symphonie et orchestre
de la Fondation
GILBERTIAN de LISBONNE
Dir. Michel Corboz

ÉGLISE SAINT-MAURICE
Mercredi 20, Jeudi 21 octobre à 21 heures
Loc. : Durend (Vienne)

MAURICE ANDRÉ
avec la chorale de
Bernard SOUSTROT
et l'Orchestre
Bach, Mozart, Vivaldi,
Schubert - Albinoni
A. Vivaldi - ALFRED
MITTERHOFER

SALLE BAYARD
Jeudi 21 octobre à 20 h. 30 (P.A.)

KALTENBACH
avec TUDOR
MATKOWSKA, violon
Bach - Mozart
Mozart - LANGE (1^{er} violon)
Les Concerts Hary présentent
la pianiste MARTHA
NOGUERA

SALLE COCOT
Jeudi 21 octobre à 20 h. 30 (Valmalière)

SCHUBERT
« LA BELLE MÉDIÈRE »
par Hermann
PREY
au piano : C. PARSONS

THÉÂTRE de la MADELEINE
Ses. 23 oct. à 17 heures (P.A.)

FRANÇOIS DUCHABLE
Bach, Chopin, etc.

LE PALACE
S. 1^{er} du P.C.F. - Montparnasse
Lundi 25 oct. à 18 h. 30
C.I.P.
SALLE BLEUE
Pierrot Maitrot
Mardi 26 oct. à 18 h. 30 (P.A.)

CONCERTS DU MARDI LUNDIS DU PALACE
G. FLUDERMACHER, piano,
G. WALD, piano,
G. JARDY, violon
Bach - Schubert
Webern - Brahms

SALLE FLEYEL
Jeudi 28 octobre à 21 heures (Durend)

Daniel WAYENBERG
Bach - Liszt
Schubert

SALLE FLEYEL
Vendredi 29 octobre à 20 h. 30 (De Saint-Ours)

PRO ARTE
Dir. K. REDEL
avec
A. LAGOYA
Bach - Bruch - Vivaldi - Concerto...

PALAI des CONGRES
Lundi 8 novembre à 21 heures (Par certains avec Durend)

GZIFFRA
CHOPIN, LISZT, etc.

FAC. DE DROIT, 92, rue d'Assas - Jeudi 28 octobre, 21 heures

Récital SCHWARZKOPF

avec GEOFFREY PARSONS

Location : Fac, FNAC, Durend, Copar

76 THEATRE MUSICAL

après six mois de travail à Bagnolet
après la Biennale de Venise
... dernière étape aux BOUFFES DU NORD du 15 au 30 octobre
LA BOUTEILLE A LA MER
réalisation du groupe dirigé par GEORGES APERGHIS

renseignements - loc. : FNAC MONTPARNASSE 544.70.50

BOUFFES DU NORD - 280.28.04 - places 30 F et 18 F

MARSHMAN PATHE - FRANCE ELYSEES - GAUMONT MADELEINE
REX - MONTPARNASSE 83 - GAUMONT SOD - PANTHEON
THIAIS-ELLE EPINE PATHE - ASMIERES - CHAMPIGNY-MULTIMEDIA PATHE
EVRY - GAUMONT - PARLY 2 - STUDIO

"les jeunes générations y 'flippent..."
Robert Benayoun
LE POINT
FANTASIA
TECHNICOLOR

CONCERTS

Radio France
MUSIQUES SACRÉES

Egl. N-Dame des Blancs-Manteaux
Mardi 19 oct. 20 h. 30
A. SCARLATTI - PERGOLESE

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

Théâtre des Champs-Élysées
Mardi 20 octobre 20 h. 30
Dir. Gabriel Chmura
Sol. Henryk Szerving
MAYON - BERS
MOZART - STRAUSS

PRESTIGE DE LA MUSIQUE

M.A. CHARPENTIER
G.F. HAERDEL - L.S. BACH
av. E. Jaurès, 11, Symploches,
H. Scherer, J. Elvès,
M. Bréard
ORCHESTRE ET CHOEURS DE
LA FONDATION GILBERTIAN
Dir. Michel Corboz

MUSIQUE AU PRÉSENT

Radio-France
Auditor. 105
Samedi 23 octobre
18 h. 30 :
Présentation
et concert
Shinohara - B. Nilsson
E. Varèse - G. Amy
Sol. Nicole AZOUBERT
Ensemble instrumental de
NOUV. ORCH. PHILHARMONIE
Dir. Gilbert AMY

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

Salle Pleyel
Mercredi 27 octobre 20 h. 30
Dir. Gabriel Chmura
Sol. Claudio Arrau
Concert BEETHOVEN

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

Théâtre des Champs-Élysées - V.C.
Lundi 1^{er} Mardi 2 novembre 20 h. 30
Dir. L. BERNSTEIN
Sol. D. Mac INNES
Concert BERLIOZ
(Concerts télévisés.)

Loc. : Radio-France, salles et agences

Le Théâtre ANTOINE annonce le MERCREDI 20 OCTOBRE, une relâche exceptionnel de son triomphal succès des FRÈRES JACQUES, en raison de leurs engagements antérieurs.

ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DES PAYS DE LOIRE

Direction : IVO MALEC
Sol. : K. et M. LABEQUE, piano,
J. VANDEVILLE, hautbois
Œuvres de :
BOESMAN, ELOY, SCHERCHEN, MANERNA
Salle Wagram, mardi 26 oct., 21 h.
musique plus

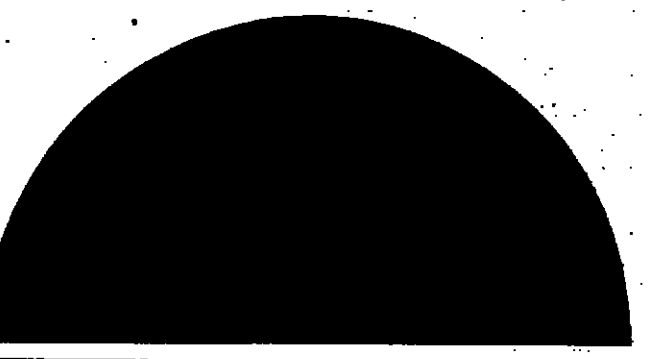
Salle Pleyel - Jeudi 21 octobre, 21 h.

PRESTIGE DE LA MUSIQUE

M.A. CHARPENTIER - Te Deum
G.F. HAERDEL - Laudate Pueri
J.S. BACH - Magnificat
Orchestre et chœurs de la Fondation Gilbertian de Lisbonne
Direction : Michel CORBOZ
DISQUES MCA

vous vivez
à Paris
vous travaillez
à Paris
vous aimez Paris
vous lirez
PARIS HEBDO

Édité par la fédération de Paris du P.C.F.
En vente dès le jeudi 21 octobre 1976 chez tous
les marchands de journaux. Prix : 1,50 F.



MERCREDI
ÉLYSÉES CINÉMA vo - QUINTETTE vo - DRAGON vo - UGC ERMITAGE vf - HELDER vf - MAXEVILLE vf -
UGC Gobelins vf - CLICHY PATHÉ vf - GAUMONT CONVENTION vf - LES NATIONS vf - NAPOLEON vf -
GAUMONT Evry vf - ÉPICENTRE Épinay vf - ULIS Orsay vf - ALPHA Argenteuil vf - CLUB Maisons-Alfort vf -
FLANADES Sarcelles vf - CYRANO Versailles vf - ARTEL Nogent vf

L'UN VOLE! L'UN TUÉ!... LES AUTRES MEURENT!



MISSOURI BREAKS

ELLIOTT KASTNER présente MARLON BRANDO et JACK NICHOLSON
dans un film de ARTHUR PENN "MISSOURI BREAKS" réalisé par ARTHUR PENN
Produit par ELLIOTT KASTNER et ROBERT M. SHERMAN - Scénario par THOMAS MCGUANE
Montage de JOHN WILLIAMS - Musique de Production de 1969/1970/1971/1972/1973/1974/1975/1976/1977/1978/1979/1980/1981/1982/1983/1984/1985/1986/1987/1988/1989/1990/1991/1992/1993/1994/1995/1996/1997/1998/1999/2000/2001/2002/2003/2004/2005/2006/2007/2008/2009/2010/2011/2012/2013/2014/2015/2016/2017/2018/2019/2020/2021/2022/2023/2024/2025/2026/2027/2028/2029/2030/2031/2032/2033/2034/2035/2036/2037/2038/2039/2040/2041/2042/2043/2044/2045/2046/2047/2048/2049/2050/2051/2052/2053/2054/2055/2056/2057/2058/2059/2060/2061/2062/2063/2064/2065/2066/2067/2068/2069/2070/2071/2072/2073/2074/2075/2076/2077/2078/2079/2080/2081/2082/2083/2084/2085/2086/2087/2088/2089/2090/2091/2092/2093/2094/2095/2096/2097/2098/2099/2100/2101/2102/2103/2104/2105/2106/2107/2108/2109/2110/2111/2112/2113/2114/2115/2116/2117/2118/2119/2120/2121/2122/2123/2124/2125/2126/2127/2128/2129/2130/2131/2132/2133/2134/2135/2136/2137/2138/2139/2140/2141/2142/2143/2144/2145/2146/2147/2148/2149/2150/2151/2152/2153/2154/2155/2156/2157/2158/2159/2160/2161/2162/2163/2164/2165/2166/2167/2168/2169/2170/2171/2172/2173/2174/2175/2176/2177/2178/2179/2180/2181/2182/2183/2184/2185/2186/2187/2188/2189/2190/2191/2192/2193/2194/2195/2196/2197/2198/2199/2200/2201/2202/2203/2204/2205/2206/2207/2208/2209/2210/2211/2212/2213/2214/2215/2216/2217/2218/2219/2220/2221/2222/2223/2224/2225/2226/2227/2228/2229/2230/2231/2232/2233/2234/2235/2236/2237/2238/2239/2240/2241/2242/2243/2244/2245/2246/2247/2248/2249/2250/2251/2252/2253/2254/2255/2256/2257/2258/2259/2260/2261/2262/2263/2264/2265/2266/2267/2268/2269/2270/2271/2272/2273/2274/2275/2276/2277/2278/2279/2280/2281/2282/2283/2284/2285/2286/2287/2288/2289/2290/2291/2292/2293/2294/2295/2296/2297/2298/2299/2300/2301/2302/2303/2304/2305/2306/2307/2308/2309/2310/2311/2312/2313/2314/2315/2316/2317/2318/2319/2320/2321/2322/2323/2324/2325/2326/2327/2328/2329/2330/2331/2332/2333/2334/2335/2336/2337/2338/2339/2340/2341/2342/2343/2344/2345/2346/2347/2348/2349/2350/2351/2352/2353/2354/2355/2356/2357/2358/2359/2360/2361/2362/2363/2364/2365/2366/2367/2368/2369/2370/2371/2372/2373/2374/2375/2376/2377/2378/2379/2380/2381/2382/2383/2384/2385/2386/2387/2388/2389/2390/2391/2392/2393/2394/2395/2396/2397/2398/2399/2400/2401/2402/2403/2404/2405/2406/2407/2408/2409/2410/2411/2412/2413/2414/2415/2416/2417/2418/2419/2420/2421/2422/2423/2424/2425/2426/2427/2428/2429/2430/2431/2432/2433/2434/2435/2436/2437/2438/2439/2440/2441/2442/2443/2444/2445/2446/2447/2448/2449/2450/2451/2452/2453/2454/2455/2456/2457/2458/2459/2460/2461/2462/2463/2464/2465/2466/2467/2468/2469/2470/2471/2472/2473/2474/2475/2476/2477/2478/2479/2480/2481/2482/2483/2484/2485/2486/2487/2488/2489/2490/2491/2492/2493/2494/2495/2496/2497/2498/2499/2500/2501/2502/2503/2504/2505/2506/2507/2508/2509/2510/2511/2512/2513/2514/2515/2516/2517/2518/2519/2520/2521/2522/2523/2524/2525/2526/2527/2528/2529/2530/2531/2532/2533/2534/2535/2536/2537/2538/2539/2540/2541/2542/2543/2544/2545/2546/2547/2548/2549/2550/2551/2552/2553/2554/2555/2556/2557/2558/2559/2560/2561/2562/2563/2564/2565/2566/2567/2568/2569/2570/2571/2572/2573/2574/2575/2576/2577/2578/2579/2580/2581/2582/2583/2584/2585/2586/2587/2588/2589/2590/2591/2592/2593/2594/2595/2596/2597/2598/2599/2600/2601/2602/2603/2604/2605/2606/2607/2608/2609/2610/2611/2612/2613/2614/2615/2616/2617/2618/2619/2620/2621/2622/2623/2624/2625/2626/2627/2628/2629/2630/2631/2632/2633/2634/2635/2636/2637/2638/2639/2640/2641/2642/2643/2644/2645/2646/2647/2648/2649/2650/2651/2652/2653/2654/2655/2656/2657/2658/2659/2660/2661/2662/2663/2664/2665/2666/2667/2668/2669/2670/2671/2672/2673/2674/2675/2676/2677/2678/2679/2680/2681/2682/2683/2684/2685/2686/2687/2688/2689/2690/2691/2692/2693/2694/2695/2696/2697/2698/2699/2700/2701/2702/2703/2704/2705/2706/2707/2708/2709/2710/2711/2712/2713/2714/2715/2716/2717/2718/2719/2720/2721/2722/2723/2724/2725/2726/2727/2728/2729/2730/2731/2732/2733/2734/2735/2736/2737/2738/2739/2740/2741/2742/2743/2744/2745/2746/2747/2748/2749/2750/2751/2752/2753/2754/2755/2756/2757/2758/2759/2760/2761/2762/2763/2764/2765/2766/2767/2768/2769/2770/2771/2772/2773/2774/2775/2776/2777/2778/2779/2780/2781/2782/2783/2784/2785/2786/2787/2788/2789/2790/2791/2792/2793/2794/2795/2796/2797/2798/2799/2800/2801/2802/2803/2804/2805/2806/2807/2808/2809/2810/2811/2812/2813/2814/2815/2816/2817/2818/2819/2820/2821/2822/2823/2824/2825/2826/2827/2828/2829/2830/2831/2832/2833/2834/2835/2836/2837/2838/2839/2840/2841/2842/2843/2844/2845/2846/2847/2848/2849/2850/2851/2852/2853/2854/2855/2856/2857/2858/2859/2860/2861/2862/2863/2864/2865/2866/2867/2868/2869/2870/2871/2872/2873/2874/2875/2876/2877/2878/2879/2880/2881/2882/2883/2884/2885/2886/2887/2888/2889/2890/2891/2892/2893/2894/2895/2896/2897/2898/2899/2900/2901/2902/2903/2904/2905/2906/2907/2908/2909/2910/2911/2912/2913/2914/2915/2916/2917/2918/2919/2920/2921/2922/2923/2924/2925/2926/2927/2928/2929/2930/2931/2932/2933/2934/2935/2936/2937/2938/2939/2940/2941/2942/2943/2944/2945/2946/2947/2948/2949/2950/2951/2952/2953/2954/2955/2956/2957/2958/2959/2960/2961/2962/2963/2964/2965/2966/2967/2968/2969/2970/2971/2972/2973/2974/2975/2976/2977/2978/2979/2980/2981/2982/2983/2984/2985/2986/2987/2988/2989/2990/2991/2992/2993/2994/2995/2996/2997/2998/2999/3000/3001/3002/3003/3004/3005/3006/3007/3008/3009/3010/3011/3012/3013/3014/3015/3016/3017/3018/3019/3020/3021/3022/3023/3024/3025/3026/3027/3028/3029/3030/3031/3032/3033/3034/3035/3036/3037/3038/3039/3040/3041/3042/3043/3044/3045/3046/3047/3048/3049/3050/3051/3052/3053/3054/3055/3056/3057/3058/3059/3060/3061/3062/3063/3064/3065/3066/3067/3068/3069/3070/3071/3072/3073/3074/3075/3076/3077/3078/3079/3080/3081/3082/3083/3084/3085/3086/3087/3088/3089/3090/3091/3092/3093/3094/3095/3096/3097/3098/3099/3100/3101/3102/3103/3104/3105/3106/3107/3108/3109/3110/3111/3112/3113/3114/3115/3116/3117/3118/3119/3120/3121/3122/3123/3124/3125/3126/3127/3128/3129/3130/3131/3132/3133/3134/3135/3136/3137/3138/3139/3140/3141/3142/3143/3144/3145/3146/3147/3148/3149/3150/3151/3152/3153/3154/3155/3156/3157/3158/3159/3160/3161/3162/3163/3164/3165/3166/3167/3168/3169/3170/3171/3172/3173/3174/3175/3176/3177/3178/3179/3180/3181/3182/3183/3184/3185/3186/3187/3188/3189/3190/3191/3192/3193/3194/3195/3196/3197/3198/3199/3200/3201/3202/3203/3204/3205/3206/3207/3208/3209/3210/3211/3212/3213/3214/3215/3216/3217/3218/3219/3220/3221/3222/3223/3224/3225/3226/3227/3228/3229/3230/3231/3232/3233/3234/3235/3236/3237/3238/3239/3240/3241/3242/3243/3244/3245/3246/3247/3248/3249/3250/3251/3252/3253/3254/3255/3256/3257/3258/3259/3260/3261/3262/3263/3264/3265/3266/3267/3268/3269/3270/3271/3272/3273/3274/3275/3276/3277/3278/3279/3280/3281/3282/3283/3284/3285/3286/3287/3288/3289/3290/3291/3292/3293/3294/3295/3296/3297/3298/3299/3300/3301/3302/3303/3304/3305/3306/3307/3308/3309/3310/3311/3312/3313/3314/3315/3316/3317/3318/3319/3320/3321/3322/3323/3324/3325/3326/3327/3328/3329/3330/3331/3332/3333/3334/3335/3336/3337/3338/3339/3340/3341/3342/3343/3344/3345/3346/3347/3348/3349/3350/3351/3352/3353/3354/3355/3356/3357/3358/3359/3360/3361/3362/3363/3364/3365/3366/3367/3368/3369/3370/3371/3372/3373/3374/3375/3376/3377/3378/3379/3380/3381/3382/3383/3384/3385/3386/3387/3388/3389/3390/3391/3392/3393/3394/3395/3396/3397/3398/3399/3400/3401/3402/3403/3404/3405/3406/3407/3408/3409/3410/3411/3412/3413/3414/3415/3416/3417/3418/3419/3420/3421/3422/3423/3424/3425/3426/3427/3428/3429/3430/3431/3432/3433/3434/3435/3436/3437/3438/3439/3440/3441/3442/3443/3444/3445/3446/3447/3448/3449/3450/3451/3452/3453/3454/3455/3456/3457/3458/3459/3460/3461/3462/3463/3464/3465/3466/3467/3468/3469/3470/3471/3472/3473/3474/3475/3476/3477/3478/3479/3480/3481/3482/3483/3484/3485/3486/3487/3488/3489/3490/3491/3492/3493/3494/3495/3496/3497/3498/3499/3500/3501/3502/3503/3504/3505/3506/3507/3508/3509/3510/3511/3512/3513/3514/3515/3516/3517/3518/3519/3520/3521/3522/3523/3524/3525/3526/3527/3528/3529/3530/3531/3532/3533/3534/3535/3536/3537/3538/3539/3540/3541/3542/3543/3544/3545/3546/3547/3548/3549/3550/3551/3552/3553/3554/3555/3556/3557/3558/3559/3560/3561/3562/3563/3564/3565/3566/3567/

ARTS ET SPECTACLES

Culture



« Jeunes auteurs » de films à Belfort

Créée il y a sept ans, à l'initiative de Claude Lafaye, du Centre national de la cinématographie, les Rencontres nationales de Belfort furent d'abord une simple manifestation du genre Art et Essai, où, explique Michel Legendre, responsable du centre de culture de la ville, le public venait non pas tant voir des films qu'applaudir des réalisateurs, membres du jury, qui jouaient les films. Notion un peu absurde, où l'on discute une intention assez proche de celle qui préside à la naissance du Festival du jeune cinéma d'Hyères, en 1965, devenu Festival de Toulon.

Pour Eul Nogueira, qui a assuré ces dernières années la codirection du Festival de Toulon et vient de prendre en main la direction des Rencontres de Belfort, il faut oublier le modèle toulonnais, ne plus chercher à copier Cannes par la bande. Belfort devrait élargir son éventail, devenir un lieu de rencontre internationale, où tous les formats, 35 mm, 16 mm, super-8, et l'année prochaine vidéo, seraient mis sur un pied d'égalité.

Des orientations précises ont déjà été prises, du moins en ce qui regarde la France : « Cette manifestation, annonce-t-elle, a pour but de détecter et d'encourager les réalisateurs des auteurs aspirant à devenir des cinéastes professionnels. Elle s'adresse à tous les cinéastes qui ne possèdent pas encore une carte de réalisateur ou ne profitent pas d'une dérogation, en particulier les élèves ou anciens élèves d'écoles de cinéma, les professionnels du cinéma et de la télévision non-réalisateurs et désireux de s'exprimer par la mise en scène cinématographique, ainsi que les différents auteurs, membres d'ateliers super-8, 16 mm, soucieux de parvenir à une expression professionnelle. »

A partir de cette année, et pour répondre aux vœux formulés en 1975, le jury devient un « collectif ». Les prix sont supprimés et remplacés par des labels de qualité. Chaque matin, cinéastes et membres du collectif se réunissent à la Tour 41, une des cinq tours construites par Vaulrain.

Le C.N.C. apporte toujours son patronage et une modeste subvention de 10 000 francs, doublée par une aide équivalente de la ville. L'an prochain, les Rencontres se tiendront probablement en plein centre, dans une vraie salle de cinéma : le public suivra, assure Eul Nogueira.

Pour l'instant, les Rencontres nationales gardent le charme des réunions de famille, où chacun, spectateur, cinéaste, parle sans arrière-pensée et peut rêver tout haut. Certes, les écoles de cinéma n'étaient pas présentes au rendez-vous. Mais Belfort, connu pour la qualité de son animation culturelle dans divers domaines, saura-t-elle vraiment ces « jeunes auteurs » ? Pour Jean-Henri Meunier, metteur en scène de « L'Adieu au », recommandé par Henri Langlois et Pierre Coltrani, ancien producteur d'Eric Rohmer, la presse a son rôle à jouer : « Surtout, parlez de moi, qu'on me remarque ! » Pour Luc Reichler, auteur de « Follies des signes », déjà présent au colloque de Thonon-les-Bains, le problème est celui de la diffusion : quand, comment, à quel moment les films ?

Certes, beaucoup qui mériteraient de susciter un jour un véritable débat : au moment où Venice recense jusqu'au label même de festival, où, de Jean-Luc Godard à Jean-André Fieschi, certains n'ont plus cure de la notion chère d'auteur, où la France, le monde entier, sont riches en puissance de millions de créateurs, peut-être, faudrait-il repenser le problème de A à Z.

LOUIS MARCORELLES.

Rencontrer le « jeune théâtre » à Metz

De notre correspondant

Nancy. — « On a la liberté de création. Non à l'échec du jeune théâtre », proclame le directeur du Théâtre populaire de Lorraine (T.P.L.), dans l'air de Souley à Metz, où la section est-orientale de l'Action pour le jeune théâtre (A.J.T.) vient d'organiser trois journées d'action.

La participation du public a été importante, au-delà des espoirs des organisateurs. Il a même fallu refuser du monde dans la petite salle du T.P.L. au cours des neuf spectacles donnés par des troupes de la région lorraine.

Une ambiance de fête régnait autour des stands malgré le froid, et des discussions seront imprévues à propos des difficultés du jeune théâtre en Lorraine.

Le premier soir ont été consacrés à un débat entre les responsables de l'Association du jeune théâtre, les partis politiques — P.C.F., M.R.P., U.N.C. — et les représentants du public sur le thème : « Une politique théâtrale pour la région ». Le président national de l'A.J.T., M. Armand Bodegas, a insisté sur les moyens techniques dont dispose le jeune théâtre afin de répondre aux besoins du public.

« La situation est dramatique pour les compagnies qui vivent depuis des années dans l'insécurité. On en a assez. Nous ferons tout pour résister à l'asphyxie. »

Un jeune représentant du P.C.F. a indiqué que la Lorraine, où le poids de la classe ouvrière est important, longtemps désert

culturel, était restée dans ses entreprises, son identité régionale et son développement culturel : « La vitalité de la création y est importante. Les besoins sont énormes. Le jeune théâtre met en évidence la nécessité de l'absence de démocratie et de liberté. »

On a cité à plusieurs reprises le cas de la troupe de Michel Macé, de Nancy, qui existe depuis quatre ans et n'a plus ni local ni subventions. Michel Macé, son animateur, précise que les comédiens vivaient avec 500 F par mois et étaient contraints de travailler à mi-temps pour gagner à vivre. L'un d'eux explique d'ailleurs au public que, gravement malade, n'ayant pas la sécurité sociale, il dut, pour pouvoir payer ses frais d'hospitalisation, faire appel au bureau d'aide sociale.

On a parlé également du T.P.L., qui, malgré treize ans d'existence et de succès — dont le dernier en date, Histoire de l'année Jacob, en particulier à Marseille, à Bordeaux et à Toulouse.

Devant les succès rencontrés à Metz par ses trois journées d'action, l'A.J.T. en prépare d'autres, en particulier à Marseille, à Bordeaux et à Toulouse.

« Nous allons intervenir auprès des députés, affirme Armand Bodegas, avant le vote du budget, pour leur expliquer la situation scandaleuse du jeune théâtre en France. Nous avons constaté à Metz que le public était sensible à nos revendications et qu'il avait soit de vrai théâtre. »

CLAUDE LEVY.

Théâtre de la Commune
centre dramatique national
93 Aubervilliers
CREATION EN FRANCE

QUATRE A QUATRE

Pièce Québécoise
de Michel GARNEAU
mise en scène
de Gabriel GARRAN

« Un spectacle inhabituel, très attachant, qui mène la condition des femmes sous un jour inédit. Le pari de la méditation et de la poésie est ici prépondérant. »
Michel Cournot (le Monde.)

Réservation : 833-16-16

CHAILLLOT
INFORMATION

Demain, mercredi 20, à 15 heures, matinée exceptionnelle à prix réduits (toutes places : 8 F) de : « ELIZABETH UN », de Paul FOSTER. Une grande époque de l'histoire du monde contée avec humour par une troupe de comédiens ambulants. « Elizabeth Un » est également présente tous les soirs à 20 h 30, SOLITUDE, LA MULATRESSE, de Patrick Chamoiseau, et de la poésie et du théâtre par la Truie Per de Lancelotti de la Martinique. Location : 727-81-15.

OSCAR

BARRY LYNDON

de STANLEY KUBRICK

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES VO
GAUMONT RIVE GAUCHE VO IMPERIAL VO

HAUTEFEUILLE I VO
14 h - 17 h 35 - 21 h

HAUTEFEUILLE II VO
12 h - 15 h 30 - 19 h - 22 h 30

HAUTEFEUILLE III VO
13 h 30 - 17 h 10 - 20 h 30

MARIGNY
A partir du 23 octobre

Annie Cordy

Nini la CHANCE

Comédie musicale de
MAREUIL et LIFERMAN
M. en scène Raymond VOGEL
Chorégraphie : Paul GLOVER
Décor Roger HERNAT
Costumes Michel FRESNAY.

avec
EDWARD MEEKS
GUY PIERAULT
BILL KEARNS
LILIANE GAUDET
PIERRE PLESSIS
JEAN-JACQUES STEEN
et
JAMES SPARROW

Location : Théâtre et Agences

Sissi
a maintenant
37 ans.

Mais Romy est
de mieux en mieux.

Cette semaine dans ELLE.

Théâtre musical

« LA BOUTEILLE A LA MER »

de Georges Aperghis

Caractère parvenu, celui de Georges Aperghis est Athénien de l'esprit, de son humour, de son espoir de la musique française, l'un des plus érudits et des plus doués, quelques choses comme notre Dominique Roche-Beau. D'abord on se dit, comme ce dernier, en ce moment, il est-t-il ? Peut-être.

La musique se réduit à des concepts de conquêtes de souffles et de rires, ou de piétements, à de nombreuses répliques de trompette, cor, percussion et piano, à d'amusantes esquisses d'airs cantastrophes enroulés et à de jolis effets de glissement ou de crochets sur les notes. La musique se réduit à des concepts de conquêtes de souffles et de rires, ou de piétements, à de nombreuses répliques de trompette, cor, percussion et piano, à d'amusantes esquisses d'airs cantastrophes enroulés et à de jolis effets de glissement ou de crochets sur les notes.

Après Histoire de l'année Jacob, demi-siècle d'histoire, est née la Météorologie du 31 juillet) on était donc curieux de voir les résultats du travail que, huit mois durant, Aperghis avait élaboré au contact d'un public populaire.

Le quartier républicain de Bagnot centre-sud et dont trois versions avaient déjà vu le jour (dont une à la Biennale de Venise) : à trouver une forme qui permette à la musique et à l'action qu'elle engendre de raconter la vie d'aujourd'hui, avec ses automatismes, ses lites, ses mythes, mais aussi une recherche humoristique vers le talent du jeune musicien.

CLAUDE LEVY.

Festival

Des immigrés dans la région parisienne...

« Renforcer le front culturel, c'est pouvoir s'exprimer, proclamer son identité, mieux comprendre, mieux se défendre, mieux s'organiser » : sur ces bases, la liaison des auteurs immigrés de France (L.A.I.) avait organisé, l'an dernier, le premier Festival de théâtre populaire des travailleurs immigrés — le théâtre étant considéré comme « un outil de la nationalité ». Du 31 octobre au 15 novembre aura lieu le deuxième festival, étendu cette année, à huit villes et à toute la région parisienne, enrichi que ce deuxième festival qu'on en les précédentes manifestations : elles n'avaient concerné directement que huit mille personnes, mais « les représentations ont été interrompues, et l'on juge le courrier, par exemple », estiment les organisateurs.

Deux groupes maghrébins, quatre groupes africains et antillais, des chanteurs, des acteurs italiens, portugais, espagnols, et, enfin, quelques artistes français, présentent cette année leur collaboration : une sélection d'une quarantaine de films disponibles, a été également préparée. En fonction de tout cela, les comités de soutien, qui prendront en

charge la décentralisation du festival, organiseront leur programmation et leurs animations, qu'il s'agisse de la M.T.I. Prétextes à débats sur l'immigration, point de départ d'un travail militant qui devra poursuivre tout au long de l'année, les spectacles garderont leur spécificité culturelle, artistique, en ne perdant jamais de vue le combat politique.

Suivant la nationalité ou les nationalités les plus représentées dans leur arrondissement ou leur ville, les comités de soutien indiqueront leurs besoins, étant entendu que ce deuxième festival peut être une manifestation culturelle unitaire des différentes nationalités qui composent l'immigration, face aux multiples tentatives de dans l'union comme dans les foyers, vient à les servir, parfois même à les dresser les uns contre les autres ».

Un rassemblement à la Mutualité commencera le deuxième festival le 31 octobre, à 14 h. Djamel Allam, Gilles Servat, Toto Bissainville et Carlos Andreu et le groupe folklorique des Portugais de Flakir seront là, entre autres. « Maisons des travailleurs immigrés », 20 rue du Centre-ville, 92000 Puteaux, tél. 508-08-94.

Le terme festival est aujourd'hui trop employé, et en tout cas trop typé, pour bien exprimer la réalité du festival de l'immigration, qui vient de s'achever à Lille-Roubaix-Tourcoing. Une trentaine de manifestations diverses et d'importance variable avaient été organisées, de la mi-septembre à la mi-octobre, par un comité créé à l'initiative de l'association de films disponibles, la comédie Chilli, le comité espagnol, le M.R.A.P., etc. et aussi les syndicats C.G.T. et C.F.D.T.

C'est à partir des cours d'alphabétisation que cette opération d'ensemble s'est imposée. Lille-Roubaix-Tourcoing ne compte pas moins de quatre-vingt mille travailleurs étrangers, Algériens, Marocains, Portugais surtout.

Samedi 16 octobre, sous un chapiteau de planches et de toile, il y avait une trentaine de Portugais à suivre Mataraman Emigrante — ils ont été un émigrant — dans la troupe du Théâtre Tempo de Mulhouse. Quelques jours plus tôt, à Lille, ils étaient un peu plus nombreux à applaudir le Fête de Mamout Jabot, pièce de l'association théâtrale arabe ou encore D'être lucide, par le Théâtre Témoin.

Peu de monde, donc, pour les représentations, mais beaucoup plus pour les fêtes du dimanche, où de nombreux groupes folkloriques se sont produits, aussi bien à Lille qu'à Roubaix et Tourcoing, dans un vacarme joyeux de kermesse, tandis que l'on vendait autour du chapiteau des sucettes, que des organisations militantes diffusaient une littérature sur la condition des immigrés. Mais cette condition fut illustrée aussi d'une autre façon par une semaine cinématographique avec des œuvres comme le Mandat d'Ousman Sembene ; Tous les autres s'appellent Ali, de Raimon Fassinder, etc. Ivan Labajof, avec un humour acide, est venu lui aussi donner son avis : « On nous loge dans de grandes chambres, dit-il dans un sketch. Elles sont d'ailleurs si grandes qu'on réussit à y mettre huit lit... Si puis, il y a l'eau courante sur les murs. »

Le but des organisateurs était plus ambitieux : en associant les travailleurs étrangers à la préparation des spectacles, ils souhaitent multiplier chez eux des groupes d'action culturelle les plus divers. Quelques-uns existent déjà mais sont peu connus. Dans ce genre de festival, qui a suscité d'ailleurs beaucoup de dévouement, le succès ne se mesure pas au chiffre des recettes. Le résultat attendu est d'un autre ordre.

GEORGES SUEUR.

Théâtre

« MESURE POUR MESURE »

Mesure pour mesure est l'une des plus belles pièces de Shakespeare. L'une des plus difficiles à jouer. Elle met en scène des personnages et des thèmes assez clairs. Or le visage vrai, vivant, de la pièce n'apparaît ni par la scène juste de ses éléments ni par leur mise au clair, mais par autre chose, — une chose non définissable qui échappe à l'entendement comme à l'émotion, et que Hugo von Hofmannsthal appelait, faute de mieux, « une musique ». Hofmannsthal précisait que Mesure pour mesure ressemble à un « visage d'une femme dans la lune », ce qui est perçu que par celui qu'elle a rendu heureux.

C'est dire que la mise en scène de Mesure pour mesure demande beaucoup de temps, d'amour, de modestie. Il s'agit pour les auteurs de l'habiter à cette pièce, de l'abandonner à ses chemins étroits et sombres, dont on ne sait où ils mènent, et de voir au fur et à mesure ce que l'on devient, soi-même, ce que l'on devient ensemble, et où on est le travail, et tout cela un peu à l'aventure, d'abord, sans a priori sur l'art de l'auteur ou sur la dramaturgie.

C'est le contraire de ce qu'on fait Stuart Selde et ses camarades à la Cartoucherie de Vincennes. Stuart Selde a réussi la saison dernière une très bonne mise en scène de Othello, et c'est elle qui a été présentée d'abord, sans a priori sur l'art de l'auteur ou sur la dramaturgie.

Stuart Selde et son équipe ont cette fois perdu la tête. Leur spectacle est profondément malade. Ils feraient mieux de l'arrêter et de se mettre à autre chose, l'esprit reposé et libre, en possession de leurs moyens.

MICHEL COURNOT.

30 h 30.
Cartoucherie de Vincennes.

La commission de la presse filmée, par arrêté publié le 17 octobre au « Journal officiel », vient d'être modifiée de la manière suivante :

Président : M. Bertrand Labrune ; secrétaire général : M. Jean Grandjean ; membres : M. Rodolphe Maillard, André, Michel Berthod, Lucien Gaudin, André Gillet, Arcady Komarov, Pierre Mazars, Yves Naltré et Georges Ordonnaud.

CONCOURS PATRIE - LE FRANÇAIS
CARAVELLE PATRIE - QUINTEITE
MONTAIGNE 62 - LA FAVETTE
GABRIELLA GABRIELLA - FLAVY PALACE
CONVENTION GABRIELLA

Robert Raymond HAKIM

LA MARGE
PRIX CONCOURS
Puisque l'écritisme il y a
faites confiance à
Mandragoras
et Barowczyk.
Le leur est de qualité.

R.T.L. - R. Forlani

Un
des plus beaux films
de l'année.

HERALD TRIBUNE - D. J. O'Connell
intéressé aux cinéastes

THAIS Belle Etoile - EVRY Gaumont
PARLY 2 - LE BOUQUET AVIATION
ARGENTUIL-ARRE - MUGENT Artel
MAISON-ALFORT Le Club

Je m'en souviens

SOCIÉTÉ

AUJOURD'HUI

A. Romans

LA MORT D'ANNE-MARIE

De notre correspondant régional

Lyon. — Anne-Marie avait été surprise en flagrant délit de vol. Un surveillant d'une moyenne surface de Romans (Drôme) l'avait « coincée » au moment où elle passait une botte d'alcool sans en acquiescer le prix. Pas question de transaction amiable. D'ailleurs l'article volé avait été récupéré, la direction ne désire pas porter plainte.

Le scénario appliqué à Anne-Marie, mineure pénale, a donc été classique : coup de téléphone au commissariat, intervention des gardiens de la paix avec leur tournoi, remise de la délicate affaire aux parents « responsables », avertissement et sermon à la clé. Anne-Marie, quinze ans, élève d'un CES de Romans, n'a pas supporté une situation qu'elle vivait pour la première fois. Elle s'est suicidée quelques heures après cette intervention.

On pourra toujours épiloguer sur la fragilité psychologique ou l'émotivité d'Anne-Marie. Son geste soulève toutefois des questions. Les vols à l'étalage sont une plaie pour les grandes surfaces : ils obligent les dirigeants à des mesures de surveillance qui alourdissent le prix de revient des marchandises. Le coût de ces vols est en définitive payé par la clientèle. Le tribunal de grande instance puis la cour d'appel de Grenoble l'ont bien compris : ils l'accroissent depuis 1973 aux grandes surfaces

parties civiles que la trace symbolique de dommages et intérêts. Reste qu'on ne peut justifier l'acte délictueux. Faut-il pour autant dans tous les cas déclencher les rouages implacables d'une répression lourde ? Faut-il considérer tel chapeau comme un malfaiteur chevronné, un saboteur de la société de consommation ? Dans les grandes surfaces, tout est conçu pour pincer le spécialiste des sacs à double fond. Espionné, filé, celui-ci n'est interpellé qu'une fois le délit bien établi. Tant pis pour les amateurs.

La prévention ne fait pas partie de la formation des surveillants. Étrange à part le lycéen qui a glissé un disque sous son pull-over et lui faire restituer sur-le-champ n'aurait-il pas cependant des résultats aussi satisfaisants ? L'épicerie de campagne qui surprend un gosse du pays en train de lui dérober un saucisson ou une tablette de chocolat alerte-t-elle automatiquement la gendarmerie, prévient-elle systématiquement les parents ? Sans doute, personne ne peut être retenu pour directement responsable de la mort d'Anne-Marie, mais ne peut-on imaginer que dans son cas un peu plus de compréhension — peut-on dire de générosité — lui aurait évité de se retrouver le dos au mur ?

BERNARD ELIE.

A. Levallois-Perret

Mme HÉLÈNE VERNET FAIT LA GRÈVE DE LA FAIM POUR NE PAS ÊTRE EXPULSÉE DE SON LOGEMENT

Mme Hélène Vernet, soixante-huit ans, fait la grève de la faim depuis quinze jours : elle refuse de quitter l'appartement que ses parents habitent à Levallois-

Perret depuis 1923. Juridiquement, Mme Vernet a une position difficile : M. Willemin, son propriétaire, exerce simplement, aux termes de la loi de 1948 sur les loyers, le droit de reprise (le *Morale* du 28 février 1976 et du 10 mai 1976). Depuis vingt-cinq ans, elle a valablement tenté d'acheter cet appartement, mais le propriétaire est libre de vendre comme il l'entend.

En 1969, M. Willemin, marié et père de trois enfants, achète l'appartement. Il attend le délai légal de quatre ans pour entamer la procédure d'expulsion. Elle devait, selon lui, se faire sans difficultés puisqu'il offrait à Mme Vernet l'appartement qu'il occupait actuellement à Levallois-Perret. Elle refusa, de même qu'elle rejettera la proposition de M. Parfait Jans, maire communiste de Levallois-Perret, de lui offrir la Seine, qui propose de la reloger dans une H.L.M.

M. Willemin gagne le procès en appel en mars 1975 : il vit à l'étroit dans un appartement de 44 m². Mme Vernet, elle, dispose de 100 m² : cette disproportion architecturale choque M. et Mme Willemin, qui admettent mal « tout le bruit que fait cette femme ». En effet, un comité de défense s'est constitué autour de Mme Vernet. De son côté, le préfet des Hauts-de-Seine hésite à autoriser la police à exécuter le jugement, qui vise une personne cardiaque, âgée et qui a déjà tenté de se suicider. Mais les possibilités de compromis s'amenuisent. L'autorisation d'expulser est imminente. Mme Vernet espère bien obtenir un nouveau délai jusqu'à la période d'hiver (1^{er} décembre), pendant laquelle l'expulsion est interdite, mais les propriétaires, eux, veulent habiter effectivement le logement, dont ils payent les mensualités : ils attendent que la justice, « en qui ils ont fait confiance », disent-ils, suive son cours.

Une association pour la réhabilitation des jeunes drogués (Levallois-Seine) par le pasteur Alain Benoit Elle se fixe comme objectif l'installation d'un centre d'accueil pour jeunes toxicomanes en « post-cure ».

Association Bethel, 117, rue du Château, 92100 Boulogne.

LA FÉDÉRATION DES RÉDACTEURS EN CHEF ET LES DANGERS DE L'INFORMATIQUE

L'apparition de l'informatique dans la presse constitue une révolution comparable, pour l'informatique, à la découverte de l'imprimerie. C'est l'idée qu'a développée M. Edouard Bonnet, ancien ministre et président de l'association professionnelle de la presse républicaine, à l'occasion des travaux du congrès international des rédacteurs en chef, organisé dans une des salles du Sénat, du jeudi 14 au samedi 16 octobre.

Pour le sénateur des Yvelines, cette application technique, irréversible, pose une question essentielle : « L'introduction de l'informatique dans la presse présente-t-elle un danger pour ceux dont les idées et les initiatives font actuellement la force et la vie d'un journal ? » La multiplication de banques de données pourrait devenir communes à un ensemble d'agences pour réduire les coûts financiers, selon lui, de minimiser le rôle du journaliste au profit du technicien.

L'informatique pouvant être, selon M. Bonnet, « à la fois la meilleure et la pire des choses, il s'agit plus d'en chercher les utilisations optimales que de la refuser. Il faudra donc, pour la presse écrite, s'adapter ou mourir ».

Ouvrant le congrès, la séance d'ouverture, en présence de M. Alain Poirer, président du Sénat, M. Henri Sacquet, dans un long exposé sur la situation de la presse française, avait rappelé le but essentiel que s'est fixé la Fédération : « Lutter contre tout ce qui peut contribuer à paralyser la diffusion la plus diversifiée de la pensée, qui seule justifie la liberté de la presse. »

Service national

APPEL SOUS LES DRAPEAUX DES FRANÇAIS NÉS ENTRE LE 20 JANVIER ET LE 16 MARS 1957

Le ministère de la Défense précise, comme suit, la composition et les conditions de l'appel sous les drapeaux de la fraction de contingent :

« La fraction de contingent 1976/12 comprendra, s'ils ont été reconnus « aptes » au service :

1. Les jeunes gens :

a) Dont le service ou la prolongation de service antérieure a été, pour des motifs d'ordre, suspendue avant le 1^{er} décembre 1976 ;

b) Dont le report d'incorporation antérieur a été, avant le 1^{er} décembre 1976 ;

c) Dont l'appel avec une fraction de contingent antérieure a été, pour des motifs d'ordre, suspendu avant le 1^{er} décembre 1976 ;

d) Volontaires pour être appelés le 1^{er} décembre 1976 et qui, à cet effet, ont, avant le 1^{er} octobre 1976, déposé une demande d'appel avant ou justifiant leur réalisation de service ou de report d'incorporation.

2. Les jeunes gens non titulaires d'un service ou report d'incorporation administrés par les bureaux de recrutement de métropole, nés entre le 20 janvier 1957 et le 16 mars 1957, et dont les incluses, remises avec la première tranche trimestrielle de la classe 1977.

3. Les jeunes gens nés entre le 20 janvier 1957 et le 16 mars 1957, et dont les incluses, remises avec la première tranche trimestrielle de la classe 1977.

4. Toutefois :

1. Les jeunes gens résidant dans les départements et territoires d'outre-mer seront appelés le 15 novembre 1976 ; le point de départ de leurs services est fixé au 11 novembre 1976 ;

2. Les jeunes gens destinés à la marine et ayant accepté un appel décalé pourront, dans la limite des besoins, être incorporés dans cette année à partir du 1^{er} janvier 1977 ; le point de départ de leurs services étant alors fixé au 1^{er} janvier 1977 ;

3. Les jeunes gens destinés au service de la coopération pourront, en fonction des besoins de ce service, être incorporés à ce titre à partir du 2 novembre 1976 ; le point de départ de leurs services étant alors fixé au 1^{er} novembre 1976.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel des 18 et 19 octobre 1976 :

UN ARRÊTÉ

Fixant les conditions de diplôme ou d'aptitude ouvrant droit à postuler une allocation de recherche.

UNE CIRCULAIRE

Relative à l'application aux marchés publics des arrêtés du 22 septembre 1976 portant limitation des prix de tous les produits et services.

Formation permanente

Le Centre de formation aux réalités internationales organise un cycle de travail sur les grands problèmes du monde actuel et des sessions et voyages d'études sur la conjoncture d'un pays donné.

Les 21 et 22 octobre 1976 : la crise 1976-1977 et ses causes possibles, avec Jean Boissonnat et des personnalités du monde des affaires (B. Ertel, Y. Lallan), des administrations, des spécialistes de l'Europe, des États-Unis, des pays de l'Est et du tiers-monde.

Les 25 et 26 novembre : radiographie du tiers-monde : 9-10 décembre : l'Afrique australe.

CEPFI, 30, rue Cabanis, 75014 Paris, tél. 336-04-41.

L'Amicale des Corsés et amis des Corsés du Val-de-Marne signale que les corsés de langue corse reprendront le mercredi 21 octobre de 20 h 30 à 22 heures au lycée M. Berthelot, avenue Berthelot, Saint-Maur.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 19-10-76 A 0 h GMT



Signes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (la mb vaut environ 1/10 de mm)

Zone de pluie ou neige V vents Z oranges Sens de la marche des fronts

Front chaud Front froid Front occlus

Évolution probable du temps en France entre le mardi 19 octobre à 9 heures et le mercredi 20 octobre à 9 heures.

Dans ce courant, la perturbation, persistante de l'Atlantique à l'Europe occidentale, la partie nord des perturbations étant fixée dans la zone de la Manche et de la mer du Nord, la partie méridionale circulant plus rapidement vers le golfe de Gascogne et le nord de la Méditerranée occidentale.

Dans le courant, la perturbation accompagnée de pluies, qui abordera mardi matin l'ouest de la France, continuera à progresser vers l'est. Elle affectera mercredi matin les régions s'étendant de la frontière belge et de l'Alsace aux Pyrénées centrales et au golfe du Lion. Mercredi soir, elle pénétrera du pourtour méditerranéen à l'estuaire Nord-Est. Les précipitations, qui

PRÉVISIONS POUR LE 20-10-76 DÉBUT DE MATINÉE



Signes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (la mb vaut environ 1/10 de mm)

Zone de pluie ou neige V vents Z oranges Sens de la marche des fronts

Front chaud Front froid Front occlus

Évolution probable du temps en France entre le mardi 19 octobre à 9 heures et le mercredi 20 octobre à 9 heures.

Dans ce courant, la perturbation, persistante de l'Atlantique à l'Europe occidentale, la partie nord des perturbations étant fixée dans la zone de la Manche et de la mer du Nord, la partie méridionale circulant plus rapidement vers le golfe de Gascogne et le nord de la Méditerranée occidentale.

Dans le courant, la perturbation accompagnée de pluies, qui abordera mardi matin l'ouest de la France, continuera à progresser vers l'est. Elle affectera mercredi matin les régions s'étendant de la frontière belge et de l'Alsace aux Pyrénées centrales et au golfe du Lion. Mercredi soir, elle pénétrera du pourtour méditerranéen à l'estuaire Nord-Est. Les précipitations, qui

S.N.C.F.

● Nouvelle sortie pour la gare Saint-Lazare. — Un nouveau passage souterrain est mis en service depuis le 18 octobre à la gare Saint-Lazare. Il relie les quais desservant les voies 12 à 27 à la rue de Londres. Ce passage sera ouvert du lundi au vendredi, de 6 h. 30 à 20 h. 30.

● La S.N.C.F. rappelle que l'indicateur officiel des trains publiés sous la forme de fascicules (un par réseau), complétés par un fascicule de renseignements généraux, est en vente au numéro dans les bibliothèques des gares, certaines librairies et certains kiosques à journaux, et par correspondance, à la Compagnie des recettes de la S.N.C.F. (7^e bureau), 182, rue de Saussure, 75490 Paris Cedex 17.

Cet indicateur peut également être vendu par abonnement annuel souscrit avant le 1^{er} mars de chaque année, auprès de la V^e du rail, 11, rue de Milan, 85009 Paris, et comprenant la fourniture des documents valables pour les services d'été et d'hiver.

Circulation

LE MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT DÉFINIT LES CONDITIONS D'UTILISATION DES PNEUS À CRAMPONS

Le ministère de l'Équipement rappelle que l'utilisation des pneumatiques à crampons et des dispositifs antidérapants ou antipatinants est autorisée pendant l'hiver 1976-1977 du 15 novembre au 15 mars. Cette période d'utilisation peut être prolongée par les préfets en fonction des conditions atmosphériques locales.

Sont autorisées à circuler, équipées de pneumatiques à crampons, les catégories de véhicules suivantes : les voitures particulières, les véhicules de transport en commun de personnes, les véhicules de transport de marchandises dont le poids total autorisé en charge est inférieur à 3,5 tonnes.

L'utilisation de pneumatiques à crampons sur des poids lourds de plus de 3,5 tonnes est interdite. Toutefois, des instructions sont données aux préfets pour autoriser, lorsque les circonstances atmosphériques le justifient, des dérogations en nombre limité et assorties de conditions précises pour des transports de première nécessité ou des interventions d'urgence.

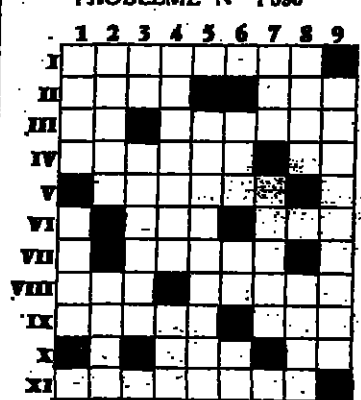
Seuls les crampons à une seule pointe de diamètre d'embase inférieur ou égal à 9 millimètres peuvent être montés, et ce sur les pneumatiques à structure radiale. La vitesse des véhicules équipés de pneus à crampons est limitée à 80 kilomètres à l'heure, ce qui, dans le cadre de la réglementation actuelle, n'a effet pratique que sur les autoroutes et les routes à deux chaussées séparées par un terre-plein central. L'indication de la limitation de vitesse à 80 kilomètres à l'heure doit, pour tout véhicule équipé de crampons, être inscrite sur un disque blanc de 15 centimètres de diamètre en chiffres noirs de 10 centimètres de hauteur.

Avis de concours

● P.M.I. — Un concours sur titres est ouvert pour le recrutement de cinq médecins à plein temps du service départemental de la protection maternelle et infantile des Yvelines. Les candidatures sont à adresser à la direction départementale de l'action sanitaire et sociale des Yvelines, 1, rue Jean-Boudon, à Versailles.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1589



HORIZONTALEMENT

I. On les trouve à tous les rayons. — II. On n'hésite pas à lui confier des choses fragiles. — Témoigne donc d'un certain degré de corruption. — III. Symbole. — IV. For, a de quel réjouir un éditeur. — V. Ne prêtent pas à rire. — VI. Sigle. — VII. Coule en France. — VIII. A souvent suivi un état pour la robe. — IX. Monnaie. — X. Arrête pas de couler. — XI. Parnet de percer le cuir. — XII. Flottant. — XIII. Coule en Autriche (graphie admise). — XIV. Mot. — XV. Instrument pour accompagnement au violon.

VERTICALEMENT

I. Permet de rendre la monnaie de leurs pièces à des Américains. — II. Fut pas du tout content. — III. Éminent de certaines familles. — IV. L'âme sœur. — V. Participe. — VI. Épargne. — VII. Symbole de piété. — VIII. Préfixe. — IX. Ne reste-

raient pas inactifs. — X. Sortie. — XI. S'opposent. — XII. Précède le nom du Patron. — XIII. Battu dans la campagne des Flandres. — XIV. Sujets d'admiration. — XV. Donne des citations. — XVI. Ne sont qu'en partie chassées. — XVII. A la disposition de ceux qui cherchent à s'élever (pluriel).

Solution du problème n° 1589

Horizontalement

I. Fromage. — II. Roué. — III. Statues. — IV. Pédoules. — V. En. — VI. Pressés. — VII. Est. — VIII. Éla. — IX. Sous. — X. R. — XI. Ingénuité.

Verticalement

I. Priperie. — II. Ro. — III. Loin. — IV. Oust. — V. P. — VI. M. — VII. S. — VIII. A. — IX. O. — X. O. — XI. G. — XII. S. — XIII. S. — XIV. S. — XV. S.

GUY BROUÏT.

Le Monde

Service des Abonnements

5, rue des Italiens

75007 PARIS - CEDEX 08

C.C.P. 4297-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

98 F 175 F 252 F 320 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

188 F 355 F 522 F 690 F

STRANGLER

(par messagerie)

L. - BELGIQUE - LUXEMBOURG

PARIS - BAS - SUISSE

125 F 230 F 335 F 440 F

II. - TUNISIE

163 F 305 F 448 F 590 F

Par voie aérienne

tarif sur demande

Les abonnés qui paient par

chèque postal (trois virements)

doivent bien joindre ce chèque à

leur demande.

Changements d'adresse dé-

clarés ou postérieurs (deux

semaines ou plus) : nos abonnés

sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

réviser tous les noms propres et

capitales d'imprimerie.

100 salons cuir en exposition



TEXAS

le salon cuir 5 places : 3950 f.

le canapé 3 places 230 x 70 x 80

+ le canapé 2 places 170 x 70 x 80

CUIR CENTER

Pour la première fois en France un grand magasin se spécialise dans le siège cuir. Il peut enfin offrir des prix qui mettent le cuir véritable au prix du tissu.

176 à 182 boulevard de Chazotte 75020 PARIS

Tél. 373.36.13/35.68/35.69 - Parking dans l'immeuble

le cuir défie le temps

le cuir center défie les prix



SULLY

le salon cuir 5 places : 5800 f.

le canapé 3 places 240 x 82 x 80

le canapé 2 places 175 x 82 x 80

Journal de 150

Jeudi 20 Oct 1976

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés" 2 col. et +.	40,00	48,70
(la ligne colonne)		
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	61,73

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne 12
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés",	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés",	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
recherche
UN DIRECTEUR DE COMPTABILITÉ
de formation supérieure et expert-comptable, expérience de fonctions semblables indispensable.
CONTROLEURS DE GESTION
formation supérieure (ESSEC, ESC, IGC) Sens des réalités, esprit de synthèse et d'analyse. Expérience cabinet comptable appréciée.
Postes de très haut niveau.
Très sérieuses références exigées.
Adresser C.V., photo et prétentions à AGENCE BAVAS 5002 LILLE CEDEX sous réf. AT 1381/10.

POUR RÉALISER UNE POLITIQUE D'EXPANSION
recherche
RESPONSABLE BRANCHE
40 SUPERMARCHÉS - SUPERETTES
JUSQU'À 1.200 m²
Spécialiste :
- Choix et animation des Chefs de groupes et de magasins.
- Promotion, merchandising, publicité, planification, gestion, contrôle, franchise.
Il a déjà été responsable d'un groupe de supermarchés. Rémunération en fonction des compétences.
RÉSIDENCE :
Ville Universitaire : 200 km de PARIS.
Adresser curriculum vitae à BAVAS CONTACT, 156, boulevard Hausmann - 75008 PARIS, sous référence 62585

Imprimerie Offset spécialisée candidatures-publi-
cité (500 personnes) dans ville universitaire à moins de 150 km de Paris, recherche
chef des ventes
30 ans minimum, bonne connaissance de l'imprimerie Offset pour assurer équipe cadres commerciaux et assurer gestion de son secteur en collaboration directe avec le Directeur Commercial.
Salaire départ 70 000 F/annuel.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo à Mr LANFRANCHI 11, rue Troyon, 75017 Paris, sous réf. M 101.

pour l'export
ingénieur technico-commercial
(formation Grande École d'ingénieurs)
Notre Groupe, leader sur le marché International - Secteur biens d'équipement - recherche un ingénieur Technico-Commercial à l'esprit créatif. Il lui sera confié :
- la promotion et le suivi commercial des produits d'une haute technicité (Systèmes)
- la définition de nouveaux produits.
L'homme devra justifier d'une expérience réelle de négociation à haut niveau et devra parler Allemand et Anglais.
Le poste est basé dans le Centre de la France.
Écrire sous référence 7773 à
Organisation et publicité
21 RUE MINGO 75008 PARIS/OUTREMER

INGÉNIEUR AM, ECAM, ICAM :
à 35 ans minimum, votre expérience de B E et de fabrication en mécanique générale, chaudronnerie fine, mécano-soudure et en électronique vous permet de devenir après le temps de formation nécessaire
directeur technique
d'une entreprise en plein développement pour prendre en charge l'étude et la fabrication de matériels pour l'industrie alimentaire en France et à l'exportation.
Ce poste prépare aux fonctions de directeur d'usine (250 collaborateurs) qui est à pourvoir dans trois ans. Résidence à Bordeaux.
Écrire à G. BARDOU sous réf. 3113 LM.
ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENÈVE-LONDRES

Société Internationale d'Études et de Réalisations Industrielles
leader de sa branche
recherche
pour renforcer sa pénétration dans l'OUEST de la FRANCE et assurer une expansion rapide sur un marché porteur, des
Ingénieurs d'affaires haut niveau
EXPERIMENTÉS EN INSTRUMENTATION
(pétrole - chimie, etc.)
Les candidats, de formation supérieure (électricité - instrumentation), auront une expérience de plusieurs années en Entreprise dans la spécialité instrumentation et des connaissances en Électricité industrielle.
Les postes demandent une bonne introduction dans les milieux professionnels de la région NORMANDE.
Écrire avec C.V. photo (ret) et prétentions sur réf. 547, à M. TOURTE B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 08, qui transmettra.

FILIALE FRANÇAISE
17^e SOCIÉTÉ AMÉRICAINE
"CLASSEMENT FORTUNE"
implantée à 700 km. Sud de Paris
recherche
CADRE POSITION II
Minimum 20 ans
RESPONSABLE COMPTABILITÉ ANALYTIQUE
Bonne pratique de l'industrie mécanique
OBJECTIF : mise en place tableau de bord production. Coût unités d'œuvre d'atelier Formation Ecole de Commerce, I.U.T. ou être déjà responsable dans cette fonction.
Anglais indispensable.
Possibilités de logement.
Écrire avec C.V. photo et prétentions à n° 80.911 CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER
de dimension internationale
recherche pour son unité décentralisée à
angers
organisateur informaticien
Chargé de participer à l'adaptation du système informatique actuel aux besoins des services.
- Il participe à l'élaboration des plans et budgets informatiques.
- Il réalise les analyses fonctionnelles des nouveaux projets.
- Il forme les utilisateurs aux nouveaux systèmes.
Le candidat recherché, âgé d'au moins 28 ans de formation Grandes Écoles Scientifiques ou Commerciales, devra avoir une expérience de trois ans minimum de la conduite de projets informatiques importants, acquise de préférence dans le domaine de la Banque ou de l'Assurance.
Adresser C.V. détaillé, photo et salaire actuel sous référence 17094 à SEXTANT/DPA 182, avenue Charles-de-Gaulle 92200 Neuilly sur-Seine, qui transmettra.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL D'UNE P.M.E.
FABRIQUANT ET DISTRIBUANT DES PRODUITS CHIMIQUES cherche pour son usine (50 km sud de Lille)
un directeur
pour gérer et administrer cette usine.
Nous souhaitons un homme d'expérience minimum 40 ans connaissant bien la vie industrielle sous l'angle gestion : approvisionnements, stocks, ordonnancement, prix de revient, comptabilité, administration du personnel.
Il peut être actuellement directeur administratif ou secrétaire général d'une PME - produits d'entretien, cosmétiques, produits chimiques, peinture.
Écrire à G. BARDOU ss réf. 3115 LM.
ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENÈVE-LONDRES

apec
association pour l'emploi des cadres
recherche :
POUR L'ÉTABLISSEMENT DE NORMANDIE
d'un Groupe Multinational (2.200 personnes)
INGÉNIEUR ELECTRONICIEN
- 3 à 5 ans d'expérience souhaitée en bureau d'étude, pour participer à la conception de systèmes de cales de données.
- Diplôme d'Ingénieur + bon anglais exigés.
Adresser : C.V. - lettre manuscrite sous référence 16997 - A.P.E.C. - Mme BETI - 8, rue Duret - 75116 PARIS.

CARRIERS
recherche pour son usine
d'ALLENÇON (plus de 500 ouvriers)
DIRECTEUR PRODUCTION
Ingénieur AM ou équivalent, 35 ans min.
ayant une expérience de plusieurs années dans le domaine de la fabrication grandes et petites séries usinées, si possible, dans le secteur construction automobile : carrosserie (tôlerie, mécano-soudure, assemblage)
Mission : Il aura la Direction des fabrications (4 grandes lignes de produits) comportant également les responsabilités de lancement, ordonnancement, contrôle, entretien...
Après avoir réussi dans cette première mission, le candidat recruté pourra se voir confier des responsabilités plus complètes.
adresser C.V. détaillé sous réf. 3624 à GAMMA SELECTION 9 bis rue de Vézelay 75008 Paris

adjoint au directeur du personnel
NORMANDIE
Important Groupe Alimentaire (6000 personnes) cherche pour une de ses 9 usines, située à 150 km Ouest de Paris
JEUNE DIPLOME ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
(licence Droit, Sup de Co...)
déjà rodé à l'administration du personnel par 2 ans d'expérience en milieu industriel. Il se verra confier la Direction du Personnel de l'unité pour la partie administrative de la fonction et compléter sa formation en participant à l'ensemble des activités du service.
Il évoluera ensuite vers la Direction du Personnel d'une autre unité du Groupe.
Les candidatures (lettre manuscrite et C.V.) sous réf. 9821M seront traitées avec toute la discrétion d'usage par :
a. j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION 21, AV. ALBERT-LORRAINE 92000 ANTOY

CENTRE DE RECHERCHE MERRELL INTERNATIONAL
offre poste à :
spécialiste confirmé en équipements scientifiques de laboratoires
(RECHERCHE PHARMACEUTIQUE)
Pour :
- Mise au point des spécifications et normes d'installation, rédaction et suivi des dossiers de commandes.
- A la livraison, vérification des équipements, contrôle de leur installation et mise en main des utilisateurs.
- Effectuer toutes réparations possibles sur place ainsi que suivi et contrôle des réparations devant être faites à l'extérieur.
- Assurer inspections techniques périodiques des équipements en service, constituer et gérer le stock des pièces de rechange indispensables.
Une bonne pratique des langues française et anglaise parlées et écrites est indispensable, une certaine connaissance de la langue allemande constituerait un atout.
Poste évolutif pour collaborateur compétent et efficace.
Lieu de travail : STRASBOURG.
Horaire 40 heures sur cinq jours - Avantages sociaux.
Prix de déménagement et d'installation à Strasbourg pris en charge selon modalités internes.
Adresser curriculum vitae détaillé à :
Direction Administrative
CENTRE DE RECHERCHE MERRELL INTERNATIONAL
16, rue d'Alsace - 67004 STRASBOURG CEDEX.

emplois internationaux
EXPANSIAL
Recherche pour Importante Société Nationale Algérienne spécialisée dans l'industrie Alimentaire
ingénieurs
- Chefs de fabrication en technologie sucrerie, raffineries. Réf. 1800
- Chef de fabrication spécialiste en technologie raffinage sucre roux. Réf. 1801
- Chef de service technique pour réalisations industrielles. Réf. 1802
- Génie Civil pour bureau d'études et suivi chantiers. Réf. 1803
- Electroniciens pour bureau d'études techniques. Réf. 1804
- Chef de fabrication conserves. Réf. 1808
- Technologues en conserves. Réf. 1809
- Spécialistes dérivés corps gras. Réf. 1811
- Electroniciens pour entretien matériel. Réf. 1815
- Responsable de la maintenance. Réf. 1816
- Spécialistes en fluides. Réf. 1817
- Spécialiste en chaudronnerie. Réf. 1818
- Spécialistes en charpente métallique. Réf. 1819
Pour tous ces postes :
Il est exigé : Une solide formation et une expérience confirmée de 5 ans.
Il est offert : Une rémunération élevée nette d'impôts et transférable.
Un logement.
Le bénéfice de la Sécurité Sociale et de la Retraite Cadre.
La scolarisation des enfants est assurée.
Adresser C.V. détaillé et photo sous référence correspondante à :
EXPANSIAL - 6, rue Halévy, 75009 PARIS.

DIRECTEUR GÉNÉRAL POUR LA BELGIQUE
Produits de consommation
Salaire jusqu'à 250 000 F français.
Notre client recherche un professionnel de la vente et du marketing pour développer ses activités en Belgique, qui soit déjà en tête de la branche. C'est une excellente occasion de se familiariser avec les affaires de notre client en vue d'une promotion, dans un proche avenir, à la direction d'une filiale plus importante.
Votre expérience doit inclure les produits cosmétiques ou de toilette, avec quelque connaissance de la mode. La pratique parfaite du français et de l'anglais est indispensable. Celle du flamand serait un atout. Vous serez basé en France ou en Belgique.
Si vous désirez que votre candidature soit examinée confidentiellement, veuillez adresser votre curriculum vitae en introduction à LA SOCIÉTÉ CLIENTE COMMENCE IRES PROCHAINEMENT LES INTERVIEWS DES CANDIDATS.
R. J. SERPIN ASSOCIATES INC.
505 Fifth Avenue New-York
N.Y. 10017 U.S.A.
Conseils en Recherche de Cadres.

Entreprise Française Bâtiment et T.P. recherche
pour postes en FRANCE
SPECIALISTES ETUDES FABRICATION ET MONTAGES CHARPENTES METALLIQUES
Ecr. J'ANNONCE 1152
B.P. 1547, 31000 TOULOUSE.
Filiale française groupe implanté mondialement
DÉMONSTRATEUR MATÉRIEL MINIER
pour déplacements prolongés à l'étranger. Expérience maintenance équipements électromécaniques et pratiques anglais impératives. - Envoyer C.V. + prétentions sous réf. 1.424 à P. LICHOU S.A. 18, quai Jean-Moulin, 69002 LYON qui transmettra.
RECH. JF au pair à LONDRES (parc. franc. 2 cent. rech. Jne Filles au pair. Libre de suite jusqu'au 17. Ecr. Nussli St. Legeron Crescent LONDON SE23 (0-8-1).

Très importante Société recherche pour POITIERS
JEUNE CHEF D'AGENCE
Mission : gestion commerciale et technique de l'agence, contacts avec clients, architecture, organisation et contrôle des chantiers.
Formation : T.P. de bâtiment (spécialisée en charpente). Une expérience de 3 à 5 ans de commandement et de la technique du bâtiment nécessaire.
Poste stable et d'avenir.
Adresser C.V. détaillé à
SELETEC
Conseil en recrutement.
6909 STRASBOURG CEDEX, sous référence 62.

OFFRES D'EMPLOI	la ligne	la ligne TC
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	48,70
(la ligne colonne)	42,00	49,00
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSÉES

L'IMMOBILIER	la ligne	la ligne TC
"Placards encadrés"	34,00	38,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	48,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	33,66

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

digital

Si vous avez déjà fait vos PREUVES dans un service Commercial de produits INFORMATIQUES,
Si vous avez le goût des OBJECTIFS ambitieux, le désir de prendre des responsabilités toujours élargies et de faire carrière dans une société en pleine expansion,
Votre candidature nous intéresse.
DIGITAL recrute des

INGENIEURS COMMERCIAUX

basés en région Parisienne pour ses différents services de VENTE de mini-ordinateurs : — Marchés industriels,
— Marchés des laboratoires de recherche,
— Marchés de la gestion,
— Marchés O.E.M.

Adresser votre candidature à : Direction du Personnel VM2
18, rue Saarinen - S.I.I.C. 225 - 94528 BUNGIS Cedex

digital

etap

POISSANT GROUPE ALIMENTAIRE - LEADER DANS SA BRANCHE - PARIS - RECHERCHE

CADRE MARKETING DÉBUTANT

AFIN DE LUI CONFIER PROGRESSIVEMENT ET APRÈS UNE PÉRIODE DE FORMATION INITIALE la responsabilité d'une ligne de produits :

- établissement de prévisions ;
- élaboration et mise en œuvre d'opérations promotionnelles et de campagnes de publicité ;
- analyse des résultats.

Une formation supérieure, type H.E.C., H.S.A., est indispensable. Une première expérience de la vente de produits de grande consommation sera considérée comme un atout.

CE POSTE D'ASSISTANT À LA DIRECTION MARKETING CONSTITUE POUR UN JEUNE CADRE DYNAMIQUE ET INVENTIF UN POINT DE DÉPART PRIVILEGIÉ POUR UNE ÉVOLUTION ULTÉRIEURE VERS DES RESPONSABILITÉS PLUS OPÉRATIONNELLES, EN PARTICULIER AU SEIN DE NOTRE RÉSEAU COMMERCIAL.

Ecrire sous référence EXX 222 AM.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE 1.000 PERSONNES C.A. 350 MILLIONS, ACTIVITÉS INTERNATIONALES BIENS D'ÉQUIPEMENT - FILIALE TRÈS IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS OFFRE SITUATION INTÉRESSANTE ET D'AVENIR À

DIRECTEUR HYPERMARCHÉ

Poste recherché : un véritable responsable d'hypermarché, titulaire et bon gestionnaire, ayant une solide expérience commerciale acquise à un niveau de Direction.

Poste ville province.
Ecrire sous référence VL 212 CM.

emploi régionaux

EPEDA

proposé pour sa nouvelle unité de production à La Charité/Loire (58)

responsable administratif et du personnel

L'unité emploie 160 personnes et doit doubler son effectif dès 1977.

- la fonction « personnel » : recrutement, gestion, relations humaines est essentielle ;
- la fonction administrative est moins importante mais comprend des tâches de comptabilité/budget.

L'homme recherché (minimum 28 ans) aura de préférence une formation supérieure mais justifiera d'une expérience significative dans la fonction personnel.

Il existe à court terme, de réelles possibilités d'évolution de carrière.

Pour informations complémentaires écrire sous référence 6150 B

egor 5, rue Meyerbeer 75009 Paris

responsable des crédits immobiliers

CREDIT AGRICOLE

La Caisse Régionale du Crédit Agricole du Bas-Rhin souhaite confier le service des crédits immobiliers parallèles à un homme capable d'assurer les contacts avec les organismes de crédit, le Crédit Hôpital, la C.N.M.E. et les promoteurs. Il aura de très fréquentes relations avec la Caisse Nationale de Crédit Agricole. Il sera responsable de l'étude et du suivi des dossiers de prêts, de la surveillance des risques. Ce nouveau collaborateur joue aussi un rôle de conseil auprès des chefs d'agence.

Une bonne formation dans le domaine immobilier est indispensable.

Envoyer C.V., photo, rémunération actuelle sous la référence : R.A. 2658/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE
Leader de son marché
Membre d'un Groupe International
recrute pour son DÉPARTEMENT RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

2 TECHNICIENS SUPÉRIEURS

pour assurer dans le cadre d'une de ses unités implantées en province :

- La maintenance et le développement des produits existants ;
- Une participation à la création de nouveaux produits ;
- L'assistance technique des services de production.

Vous êtes titulaire d'un D.U.T. industries alimentaires (ou équivalent). Vous avez une expérience confirmée d'au moins 3 ans en formulation et procédés dans l'industrie alimentaire.

NOUS VOUS PROPOSONS :

- Un revenu annuel qui ne sera pas inférieur à 60.000 F.
- Un système d'intéressement aux résultats.

Adr. lettre de candidature, C.V. et photo sous n° 80.798 à CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmet.

Burroughs

recherche pour :

- LYON et sa région
- NANTES et sa région

Jeunes Diplômés Orientation Commerciale

pour devenir spécialistes commerciaux auprès de notre réseau distributeurs. Formation complémentaire commerciale assurée et développée. Responsable immédiatement d'actions promotionnelles sur secteur personnel.

Adresser C.V. à l'attention de M. Guy Collas, 202, quai de Clugny, 92118 CLUGNY.

L'INSTITUT DE GESTION DES ENTREPRISES COMMERCIALES I.G.E.C.O.

recrute sa 4^e promotion stage de formation de cadres moyens de gestion (de janvier 1977 à octobre 1977) études rémunérées selon la loi du 16 juillet 1971.

CONDITIONS D'ADMISSION :

- être âgé de 21 ans minimum ;
- niveau d'études : classes terminales de l'enseignement secondaire ;
- expérience professionnelle obligatoire : 1 an minimum ;
- être libéré des obligations militaires.

S'adresser à M. le Directeur de l'I.G.E.C.O., 6, rue de Kerguelan - 50100 LORIENT. Tél. : (97) 64-37-80.

Entreprise Bâtiment
Généraliste recherche
DIRECTEUR RÉGIONAL pour activités importantes
RÉGION DE MONTPELLIER.
Sérieuses référ., fonctions responsables exigées.
Ecrire J'ANNONCE 1135
S.P. 152, 31000 TOULOUSE.

SOCIÉTÉ INSTALLATIONS ÉLECTRIQUE ET TÉLÉPHONIE
recherche

UN INGENIEUR

minimum 15 ans d'expérience professionnelle pour
DIRECTION AGENCE À MARSEILLE.

Nécessité avoir occupé un emploi similaire.
Poste d'avenir.
Ecrire avec C.V. et prétentions n° 10.129 A.J.C.
21, r. des Martyrs, 75009 Paris.

La Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale de l'Eure rech. infirm-pédicr. dipl. d'Etat pr. ans la Direction des crèches fam. de Vernon et de Louviers. Pr. le res. compl. s'ad. à la D.A.S.S. 101 Georges Chauvin, 27000 EVREUX Cedex. Tél. : 33-25-00, poste 405.

1 ANIMATEUR 1 ANIMATEUR
classes transp. Stages sid. Centre Jeanne CHAMONIX
Châtel des Aiguilles, Ecr. GOCV
S.P. 159, 19120 TULLE.

Expert-comptable rech. pr. div. villes de prov. collaborateurs, seniors-compt., commissaires sc. cr. dipl. Gdes Ecoles ciales ou expér. appt. au contr. pr. s'ad. miss. conseil. Post. cat. Ecr. n° 7723, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER

IL SERA ORIENTÉ SUR LES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET LES PROBLÈMES JURIDIQUES ET FINANCIERS LIÉS AUX OPÉRATIONS COMMERCIALES PRINCIPALEMENT SUR L'ÉTRANGER

Poste actif nécessitant des qualités de négociateur, et comptable, qui peut convenir à un candidat H.E.C., H.S.S.C. (formation juridique complémentaire appréciée) ayant 2 à 3 ans d'expérience dans domaine proche permettant adaptation rapide.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Résidence : LILLE.

Ecrire sous référence DT 218 AM.

IMPORTANT ORGANISME INDUSTRIEL (FABRICATION MÉCANIQUE) 2.000 PERSONNES VILLE RÉGION LYONNAISE - RECHERCHE

JEUNE INGÉNIEUR GESTION DE PRODUCTION

Ce ingénieur sera chargé DE LA MISE EN PLACE D'UN IMPORTANT SECTEUR DE FABRICATION (organisation, lancement, ordonnancement). Ce poste implique une première expérience de la fonction et une pratique de l'informatique.

Ecrire sous référence YO 214 CM.

INGÉNIEUR CONTRÔLE QUALITÉ

Il s'agit d'un service d'une trentaine de techniciens et contrôleurs.

DISPOSANT D'IMPORTANTS MOYENS DE CONTRÔLE.

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur ayant quelques années d'expérience dans l'industrie mécanique ou électromécanique (expérience contrôle souhaitée).

Ecrire sous référence ZP 215 CM.

CES DEUX POSTES OFFRENT DES POSSIBILITÉS D'ÉVOLUTION INTÉRESSANTE À
Ingénieurs diplômés A.M. I.N.S.A. E.N.I. détenteurs de leur première expérience industrielle.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE (400 PERSONNES, C.A. 53 MILLIONS) LEADER DANS SON DOMAINE - BANLIEUE SUD DE PARIS recherche

JEUNE CONTRÔLEUR DE GESTION

Formation supérieure, ayant deux à trois ans d'expérience professionnelle en contrôle de gestion acquis en milieu industriel, capable en tant qu'assistant de la direction générale :

- de participer au fonctionnement des moyens de gestion, des circuits d'information ainsi qu'à l'élaboration des budgets et du plan ;
- de jouer un rôle grandit interne ;
- de recueillir des données d'études et d'analyse dans des domaines variés.

SITUATION INTÉRESSANTE ET AVENIR POUR CANDIDAT AYANT DES QUALITÉS DE RÉALISME ET DE CONTACT HUMAIN.

Ecrire sous référence AB 216 AM.

IMPORTANT SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE PARIS - LEADER DANS SA BRANCHE

offre situation intéressante et évolutive de

RESPONSABLE NÉGOCIATIONS ET SUIVI DE MARCHÉS

A INGÉNIEUR MINES, T.P. OU ÉQUIVALENT

Ce poste conviendrait à un candidat ayant minimum 5 ans d'expérience dans branche T.P. ou Mines.

Il sera chargé :

- d'analyser une équipe d'ingénieurs et de techniciens ;
- d'assurer la responsabilité de la mise en œuvre des produits sur le chantier et le développement des utilisations nouvelles afin d'ouvrir de nouveaux marchés.

IL S'AGIT D'UN RÔLE TECHNIQUE, COMMERCIAL ET DE GESTIONNAIRE.

Ecrire sous référence WM 213 CM.

etap 4 rue Massenet 75016 PARIS discrétion absolue

ingénieur d'affaires

ESME, EEMI ou équivalent (minimum 30 ans) pour négocier, concevoir et réaliser des contrats d'équipements électriques pour le bâtiment en France et à l'étranger. Il dirige, rapidement, plusieurs ingénieurs. Anglais courant, allemand souhaité. Ecrire sous réf. 3101 LM à :

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vermet, 75008 PARIS

le centre d'études de prévention
recherche pour la région Nord
RESIDENCE LILLE

1 CHEF DE SERVICE

DÉPARTEMENT "CONTROLES CONSTRUCTION"

Ce poste est offert à

INGENIEUR GRANDE ECOLE

ayant :

- une très bonne formation technique dans les activités du bâtiment et/ou travaux publics ;
- une solide expérience en béton armé, béton précontraint, charpente métallique, technique du gros œuvre et du second œuvre.

Le poste à pourvoir nécessite des aptitudes aux relations humaines.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à la Direction Administrative sous réf. FR1A
34, rue Rennequin - 75017 Paris
Discrétion assurée.

Entreprise Bâtiment
Généraliste recherche
DIRECTEUR RÉGIONAL pour activités importantes
RÉGION DE MONTPELLIER.
Sérieuses référ., fonctions responsables exigées.
Ecrire J'ANNONCE 1135
S.P. 152, 31000 TOULOUSE.

SOCIÉTÉ INSTALLATIONS ÉLECTRIQUE ET TÉLÉPHONIE
recherche

UN INGENIEUR

minimum 15 ans d'expérience professionnelle pour
DIRECTION AGENCE À MARSEILLE.

Nécessité avoir occupé un emploi similaire.
Poste d'avenir.
Ecrire avec C.V. et prétentions n° 10.129 A.J.C.
21, r. des Martyrs, 75009 Paris.

La Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale de l'Eure rech. infirm-pédicr. dipl. d'Etat pr. ans la Direction des crèches fam. de Vernon et de Louviers. Pr. le res. compl. s'ad. à la D.A.S.S. 101 Georges Chauvin, 27000 EVREUX Cedex. Tél. : 33-25-00, poste 405.

1 ANIMATEUR 1 ANIMATEUR
classes transp. Stages sid. Centre Jeanne CHAMONIX
Châtel des Aiguilles, Ecr. GOCV
S.P. 159, 19120 TULLE.

Expert-comptable rech. pr. div. villes de prov. collaborateurs, seniors-compt., commissaires sc. cr. dipl. Gdes Ecoles ciales ou expér. appt. au contr. pr. s'ad. miss. conseil. Post. cat. Ecr. n° 7723, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

Entreprise de conditionnement et distribution à FANTIN (52, recherche)

CADRE, 35 ANS minimum

Appointements : 78.000 F. annuel.

Nous recevons de nombreux articles, devons les conditionner, devons les regrouper afin de répondre aux commandes de clients, devons les expédier. Votre rôle sera de coordonner les actions d'équipe en dirigeant plusieurs équipes encadrées, en contrôlant le stock et en provoquant les approvisionnements. Votre attention sera attirée sur photo, sous le numéro 11401, CENTRALE ANNONCES, 121, rue Sébastien, 75003 PARIS, qui transmettra.

CISI COMPAGNIE INTERNATIONALE DES SERVICES EN INFORMATIQUE

pour BANLIEUE SUD PARIS

Ingénieur

Réf. : M1
Diplômé d'une école spécialisée en informatique, possédant une expérience professionnelle en matière de télécommunications, transmissions de données en vue de diriger une équipe de techniciens chargés de l'installation et du dépannage de matériel de transmission d'un réseau de télétraitement ainsi que la mise en route et l'entretien de terminaux légers.

Ingénieur

Réf. : M2
Diplômé de l'enseignement supérieur. Expérience indispensable de 3 ans sur système IBM comportant du « remote batch ». Intégré dans l'équipe chargée d'un ensemble d'ordinateurs connectés en réseau à de nombreux terminaux « remote batch » et conversationnels. Il assurera le contrôle et l'évolution des logiciels « remote batch » et conversationnels.

Une expérience « hard ware » serait appréciée.

Adresser C.V. et prétentions, en précisant la référence du poste choisi, à C.I.S.I., 35 boulevard Bruns, 75014 Paris.

150

150

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonnet)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU	9,00	10,33
PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,69
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

REPRODUCTION INTERDITE

OUI

et chez nous plus et mieux qu'ailleurs.

Mais la Fête ?

Vous êtes jeune, et nous savons à quel point l'éducation, les préjugés et les médias vous ont conditionné.

Mais ouvrez les yeux et découvrez combien cette civilisation est triste.

NOUS AVONS DECIDE D'EN SORTIR

au moins au plan de ce qui constitue le plus clair de notre vie consciente : l'activité professionnelle.

NOUS POSSEDOONS tout ce qui est sérieux, rationnel et un peu triste : la taille - la puissance - la sécurité - la pérennité de tous les développements.

NOUS AJOUTONS la fraîcheur de l'esprit et la fête du cœur : l'innovation, l'initiative, la responsabilité, une authentique fraternité et LE RIRE.

Pour nous, groupe leader et son département de Promotion et de Diffusion, l'entreprise est d'abord la communauté des hommes.

Avoir 23 ans au moins et une solide formation générale, pas de ségrégation au niveau des origines éducatives ou culturelles.

1^{re} lettre manuscrite à PUBLI-SANSE, Ap. 1007, 13, rue Marivaux - 75002 PARIS, qui transmettra.

ALSACIENNE DE BRASSERIE

GROUPE INTERNATIONAL - C.A. EN FRANCE 300 M.F. + 20 % PAR AN - 1300 PERSONNES

Cherche pour succéder à précédent titulaire promu à l'intérieur du Groupe, un

CHEF DE GROUPE DE PRODUITS

pour prise en charge complète des Bières de l'ALSACIENNE DE BRASSERIE (MUTZIG - ANCRE - OLD LAGER - PERLE - COLMAR)

- définition et exécution des stratégies média et promotionnelle, en liaison avec l'Agence,
- planification à court et à long terme,
- formation et contrôle de deux CHEFS DE PRODUITS,
- coordination avec les centres de production.

Le poste est à pourvoir à PARIS (BOULOGNE) avec déplacements à STRASBOURG fréquents et de courte durée (1 à 2 jours).

Le candidat, HEC, ESSEC ou ESCP, actuellement CHEF DE PRODUITS SENIOR ou CHEF DE GROUPE, aura au minimum 5 ans d'expérience du MARKETING dans Société de produits de grande consommation. Anglais indispensable.

Rémunération en fonction de l'expérience et de la compétence reconnue.

Adresser C.V., photo et prétentions à

JEAN-PAUL BRAYER - Directeur du Marketing d'ALBRA/HEINEKEN
112, avenue Jean-Baptiste Clément - 92100 BOULOGNE
qui assure toute discrétion.

GROUPE INTERNATIONAL DE CONSEILLERS DE DIRECTION
recherche pour Paris

CONSULTANT SENIOR

Le titulaire devra assister les Directions Générales et les Directions des Relations Humaines dans la mise en place des systèmes de gestion des RÈGLEMENTATIONS.

Par ailleurs, il aura à intervenir dans toutes nos activités de conseil auprès des entreprises.

Les candidats devront avoir au minimum 30 ans, une expérience d'au moins 5 ans en tant que Chef de Personnel, ou Responsable de la Gestion des salaires dans la Direction du Personnel d'un groupe important.

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Les perspectives de développement sont très importantes.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à P.A.T. 25 rue des Longs-Prés - 92100 BOULOGNE sous référence S. 12190.

IMPORTANT FABRICANT D'EQUIPEMENTS AUTOMOBILES
recherche

pour son département « RECHERCHES »

1) Responsable des études commerciales

- Formation en économie (H.E.C., SUP. de CO. ou équivalent).
- Ayant plusieurs années d'expérience dans les études de marché, les enquêtes et les prévisions, capable de mesurer les paramètres de la concurrence.

FONCTION :

- Responsabilité des études de marché France et Export.
- Prévisions à court et long terme.
- Suivi et analyse des résultats.
- Liaison avec l'informaticien.

2) Chargé d'études

- Formation : Licence en économie.
- École commerciale supérieure.
- 2 à 3 ans d'expérience des études de marché et des études quantitatives et qualitatives.

FONCTION :

- Réalisation d'études de marché France et Export : importance et évolution du marché, distribution, prix, etc.

Postes à pourvoir au sein d'une équipe Marketing en plein développement.

ANGLAIS INDISPENSABLE

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, à la n° 27.034, à BUSH Publ., 24, rue d'Hauteville, 75009 PARIS, qui transmettra (discrétion assurée).

INTERNATIONAL MANAGEMENT CONSULTING FIRM

Un cabinet international employant 14.000 personnes, recherche, pour ses activités de conseil en gestion, en informatique, et en ressources humaines :

jeunes diplômés grandes écoles

Les candidats retenus devront être de formation : grandes écoles d'ingénieurs, H.E.C., ESSEC, ESCP, un complément de formation (MBA, MS, INSEAD ...) étant apprécié. Ils seront libérés de leurs obligations militaires et seront débutants ou auront jusqu'à trois ans d'expérience.

Ils posséderont les qualités humaines requises pour des activités de conseil. Ils recevront une formation permanente sous forme de cours et de séminaires organisés en France et aux États-Unis. Ils auront rapidement de larges responsabilités dans le cadre d'un travail en équipe.

Adresser CV détaillé sous référence 1421 à

inter p.a. 19, rue St-Marc - 75002 Paris qui transmettra.

MECANIQUE AUTOMOBILE

Une Grande Société Mécanique automobile, filiale d'un très important groupe international, crée pour faire face à son développement le poste de

chef de service recherches développement

Placé sous l'autorité directe du Directeur des Etudes, le titulaire du poste

ingénieur grande école

Agé de 30 ans minimum, sera chargé de la recherche appliquée dans le domaine des organes et équipements mécaniques destinés à l'automobile et à l'industrie, et aura une expérience de 4 à 5 ans dans des domaines similaires.

Il devra avoir dirigé avec succès une équipe d'ingénieurs et techniciens des principales disciplines de conception : dessin, calculs, cinématique, prototypes, mises au point, essais.

Il devra connaître les moyens classiques d'usinage et de mise en forme, ainsi que les possibilités de matériaux couramment utilisés dans l'industrie mécanique.

Ce poste permet d'envisager pour un candidat de valeur des possibilités de carrière importantes et rapides au sein du Groupe.

Le salaire annuel ne sera pas inférieur à 100.000 F et pourra très sensiblement dépasser ce chiffre en fonction de la valeur et l'expérience du candidat.

LIEU DE TRAVAIL : POISSY.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé No 80.665 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra. Discrétion absolue assurée.

directeur financier et administratif

120 000 F+/AN

Filiale d'une société internationale spécialisée dans la commercialisation de produits industriels (C.A. : 25 millions, effectif 90 personnes) recherche un **DIRECTEUR FINANCIER** pour prendre en charge la mise en œuvre de sa politique financière ainsi que les problèmes de gestion et d'administration qui en découlent.

- Agé d'au moins 30 ans, diplômé HEC, ESSEC (option finance) ou équivalent, le candidat devra justifier d'une expérience de la fonction au moins au niveau d'une Direction Financière adjointe, dans une entreprise commerciale rattachée à un groupe européen.
- Altitude très satisfaisante.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à Madame H. S. Y. C. sous la référence 61002. At la mentionner sur l'envoi par : Le secretariat des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

POUR VENTE DE MATERIEL DE PESAGE INDUSTRIEL
REGION NORMANDIE, NORD recherche

TECHNICO-COMMERCIAL
25 ans min., five years + commission.
Ecrire poste BASCULES D.P. 385 35000 VORIRON

ORGANISME DE TOURISME SOCIAL ET FAMILIAL
recherche

PARIS

COORDINATEUR
des plannings régionaux de réservations de séjours.

- Expér. ext. de réservation.
- Sens des contacts humains.
- Diplômé.

(référence 001)

RÉG. MEDITERRANÉE ET ALPES

DIRECTEUR
de Village de vacances

- Responsable :
- Gestion :
- Animation :
- PERSONNEL :
- Restauration :
- Expérience indispensable en collectivité (référence 002)

RESPONSABLE D'ANIMATION
au niveau d'un centre important de vacances.

- Savoir susciter la participation des vacanciers.
- Expér. collectivité appréciée. (référence 003)

Adr. C.V. détaillé + photo (récemment) sous réf. n° 7.407, à L.T.P., 31, boul. Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS CEDEX 02.

Cadre de retraite rech. pour trois mois STANDARDISTE, 40 h. par semaine, avantages sociaux, Ecr. avec C.V. complet et prétention. CP055, 31, avenue Franklin-Roosevelt 75008.

SERI RENAULT ENGINEERING
recherche pour sa division

ENTREPRISE GÉNÉRALE EXPORTATION

DEUX INGENIEURS D'AFFAIRES

- Ils auront de préférence une formation d'ingénieur mécanicien et une expérience dans la vente des biens d'équipement.
- Ils devront concrétiser des affaires d'engineering ou clé en main au plan des propositions, négociations, et exécution des contrats.
- La rémunération de départ sera en fonction de la personnalité des candidats à qui nous demandons un sens aigu des relations humaines, une volonté permanente de mener à bien et faire aboutir des tâches diverses dans des milieux variés.
- Leur âge sera de trente ans minimum, l'importance de l'entreprise leur garantira une stabilité et une évolution de carrière motivante.
- Ils auront une grande pratique, parlée et écrite de la langue anglaise.

Ecrire avec CV détaillé manusc., références et prétentions à :

SERI Service du personnel de la
SERI - B.P. 19
2, av. du Vieux Etang
78390 Bois d'Aray

SOCIÉTÉ JEUNE MULTINATIONALE
(France, Italie, R.F.A.)
à FORTE PARTICIPATION U.S.

recherche

CADRE
ayant quelques années d'expérience pour ses

RELATIONS INDUSTRIELLES

Le candidat (28 ans minimum, formation de niveau supérieur) devra :

- définir, sous l'autorité du Président, la politique de la société en la matière et travailler en liaison avec les responsables du personnel qui opèrent déjà dans les unités ;
- être à même de suivre les problèmes de carrière des cadres supérieurs et prendre en charge diverses formalités (permis de séjour, etc.) pour les cadres étrangers ;
- parler, écrire l'anglais couramment (indispensable) ;
- être prêt à s'intégrer à une équipe bien soudée, à voyager en Europe, à traiter avec des interlocuteurs de tous niveaux.

Rémunération à déterminer selon le candidat. Très larges possibilités d'évolution.

Adresser candidature, n° 80.522, CONTESSA Publ., 20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

ingénieurs technico-commerciaux

région parisienne et basse Seine

Importante société multinationale spécialisée dans la fabrication de gaz industriels recherche de jeunes ingénieurs technico-commerciaux de haut niveau pour sa direction régionale.

Au sein d'une équipe dynamique, ils devront développer la clientèle de la région dont ils auront la charge, ils devront pouvoir traiter à tous niveaux.

Ils auront de préférence une qualification d'ingénieurs chimistes ou métallurgues ou écoles de Commerce.

La connaissance de l'anglais sera appréciée. Réelles possibilités de promotion pour des éléments dynamiques et ambitieux.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions sous référence 17057 à

SEXTANT/DPA
192, av. Charles-de-Gaulle
92260 Neuilly-sur-Seine, qui transmettra.

Cabinet de Conseils Juridiques
recrute

conseil juridique

Spécialité : Droit Social
Statut salarial
Lieu d'activité : PARIS

Envoyer C.V. et prétentions
Services LAMY - Mme BROU - 155 bis, rue Legendre
75017 PARIS.

RESPONSABLE
ACTIF, aimant les contacts humains, sachant écrire et bon gestionnaire, demandé pour développer REVUE PROFESSIONNELLE ET MENSUELLE

Envoyer C.V. + photo, à n° 48.517 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Beaumarchais, Paris-7, G.I.

IMPORTANCE PROMOTION IMMOBILIERE
recherche pour Paris et région Paris

VENDEURS OU NEGOCIATEURS EXPERIMENTES

Fils 1.500 F + intéressement important, voiture indispensable. Prendre rendez-vous pour entretien, en téléph. au 637-25-36, de 10 h à 11 h.

OFFRES D'EMPLOI	la ligne	la ligne TE	la ligne	la ligne TE
"Placeurs encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70		
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04		
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33		
	70,00	81,73		

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	la ligne	la ligne TE
"Placeurs encadrés"	28,00	32,80
Recherche immobilière	34,00	39,70
"Placeurs encadrés"	38,00	44,37
"Placeurs encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,80

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Nous sommes la filiale française d'un Groupe européen offrant aux entreprises à vocation exportatrice ou importatrice un support publicitaire de rayonnement international par l'édition, cautionnée par les instances du Marché Commun.

Pour intensifier notre action, nous recherchons

DÉLÉGUÉ(S) COMMERCIAUX

PARIS et BANLIEUE

capables de négocier au plus haut niveau l'adhésion de ces entreprises à notre support. L'expérience de la vente n'est pas exigée, mais sachez que dans ce travail très prenant et passionnant, l'énergie personnelle, l'ambition, une bonne culture générale et une aisance persuasive dans les contacts clients sont déterminants pour une réussite durable.

Voiture et téléphone personnels sont indispensables. Formation - Fines de départ - % important. Position Cadre et Statut V.R.P.

Il sera répondu à toutes les candidatures qui devront comporter lettre manuscrite avec C.V., photo, prétentions et délai de disponibilité adressées au

Cabinet des Sciences Humaines
9, Square R. Bazin
PARIS 12 - 75150-12 CHESNAY
chargé du recrutement

IMPORTANT SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Fabrique et distributrice d'une gamme complète de matériels de chauffage domestique gaz et électrique, engage à Paris son

CHEF DE DÉPARTEMENT CHAUDIÈRES

Ce cadre de 35 ans minimum, membre de la Direction Commerciale, étudie la politique commerciale de son département, étudie son marché et définit sa ligne de produits, qu'il étudie avec la Direction Technique.

Il est responsable de la rentabilité de ses produits et de leur distribution assurée par les directions de vente régionales avec agences et dépôts.

C'est un commerçant dynamique, doublé d'un bon technicien ayant réussi dans un poste semblable.

Nombreux déplacements France et étranger. Large autonomie d'action - Salaire élevé.

Envoyer C.V. dét. prouvant les succès antérieurs à N° 80.821, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-16^e, qui transmettra.

COFLEXIP S.A.

Spécialiste mondial dans son secteur d'équipements destinés à l'industrie du Pétrole offshore.

Adjoint au Secrétaire Général

PARIS, PORTE MAILLOT - ANGLAIS IMPÉRATIF.

Ce poste convient à des candidats âgés de 30 ans minimum, diplômés d'études supérieures et pouvant justifier de plusieurs années d'expérience acquise en matière d'organisation et de gestion administrative, budgétaire et comptable.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone de lundi au vendredi 9h à 12h30 - 13h30 à 18h par l'intermédiaire de la

SVP 11.11

Référence 858

85, avenue de Wagram 75017 Paris

Un important groupe français de services à vocation internationale recherche pour son établissement de PARIS (effectif 600 pers.)

RESPONSABLE DU PERSONNEL

Rattaché au Directeur Général, il aura pour mission d'élaborer et de mettre en application la politique du personnel. Il assurera la gestion du personnel (recrutement, promotions, salaires, etc.) et prendra en charge le budget formation.

Le candidat recherché aura 33 ans minimum, une formation supérieure (droit, sciences économiques, école supérieure de commerce) une expérience d'environ 5 ans dans la fonction personnel dans une entreprise de dimensions comparables.

Le poste ouvre à un candidat de valeur de réelles possibilités d'avancer au sein du groupe.

Adresser C.V., photos et prétentions à N° 483.142 M. ROCHÉ-PRESSÉ, 65 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmettra.

AFFICHAGE GRAUDY

recherche pour H.E. 62/60 Télégestion

ANALYSTE PROGRAMMEUR

— titulaire D.E.T. Informatique,
— Bonne connaissance Cobol Ans et télétraitement,
— Connaissance matériel H.E. appréciée.

Se présenter 7, rue Humboldt, 92110 CLICHY, Le matin entre 9 h. et 12 h. Tél. : 739-90-29.

ORGANISATION PROFESSIONNELLE

recherche

DIRECTEUR

FORMATION SUPÉRIEURE (ENA-SCIENCES P.O.)

- Rattaché aux relations humaines professionnelles et syndicales dans le secteur privé ;
- Ayant l'expérience des rapports avec la haute administration ;
- Automateur et négociateur de premier ordre.

REMUNÉRATION DE DÉPART 120.000/200.000 F

SITUATION TRÈS ÉVOLUTIVE POUR UN HOMME DE GRANDE ENVERGURE

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé avec photo (retournée) et numéro de téléphone s/éc. n° 1.023, à M. DUBOST, 11, rue du Cirque, 75008 PARIS DISCRETION ASSURÉE

sfica

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURS CONSEILS SPÉCIALISÉE DANS LES PROBLÈMES DE CONCEPTION ET DE CONSTRUCTION D'IMMEUBLES DE BUREAUX ET DE LOCAUX INDUSTRIELS

recherche dans le cadre de son plan de développement

INGÉNIEUR CHARGE D'ETUDES

- Formation supérieure (Grandes Ecoles ou Université).
- Ayant au moins 5 ans d'expérience professionnelle, si possible dans une Société de Conseils.
- Ayant le goût du travail dans des équipes pluridisciplinaires.

Envoyer CV et prétentions à SFICA (dept DOP) 44, rue des Petites Ecuries 75010 Paris

Paris 16^e - SOCIÉTÉ DE CONSEILS très solidement implantée sur le marché recherche pour son

DÉPARTEMENT RECRUTEMENT Consultant

Spécialiste de la Recherche et de la Sélection de Cadres

possédant très bonne expérience acquise soit dans un SERVICE du PERSONNEL soit dans un CABINET de CONSEILS

Fonction comportant autonomie et initiatives : observer, conseiller, prendre la responsabilité complète d'un problème, depuis l'étude du poste jusqu'au conseil final.

Env. avec C.V., photo et prêtent. sous la réf. 7.814.

COFAD 40, rue de Chabrol 75019 Paris 19

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE POUR SON SERVICE AGENS

2 ingénieurs

un chimiste ayant acquis une expérience fabrication ou contrôle qualité dans une des industries suivantes : textile, papeterie, plastique

un arts et métiers possédant une expérience dans un bureau d'études de mécanique générale.

Pour ces 2 postes, de solides qualités de négociateur et un ANGLAIS COURANT sont nécessaires.

Adresser C.V., photo et prétentions à Madame JON-GIETTEL 135, bd Sévigné 75019 PARIS sous référence 19 J.U.

SOCIÉTÉ DE CONSEILS EN INFORMATIQUE

recrute pour Paris et déplacements Pays Francophones

INFORMATIENS CONFIRMÉS

(Ingénieur système - chef de projet analyste-programmeur).

Connaissances :
Matériel : IBM - DOS - OS - C.I.L.
H.E. - S.I.E.S de R. Europe
MCP - MCPV - S.I.E.S
M.S. - 1000 Univac
Excel - C.I.L. - H.B. Geos
Minité apprécié.

Applications :
Stocks
Production
Comptabilité personnel
Ventes
Bases de données (D.I.L.)
Télétraitement (C.I.C.S.)

LANGAGES :
COBOL ANS
ASSEMBLEUR FORTRAN GAP - 2

Il sera répondu à toutes candidatures présentant références sur au moins 3 critères. Env. avec curriculum vitae, photo et prétentions, à GERPES, 5, rue de Chartres - 92200 Nanterre-sur-Seine.

chef de nouveaux produits

90 000 F + /AN

PRODUITS GRANDE CONSOMMATION

Société française rattachée à un puissant Groupe International, recherche pour sa Division alimentaire un cadre Marketing pour lui confier la recherche de nouveaux produits dans le cadre d'une politique de développement et de diversification. Agé d'au moins 28 ans, bilingue français/anglais, ce cadre aura une formation commerciale supérieure (ESSEC, Sup. de CO.) complétée par une expérience d'au moins 3 ans de Marketing, soit comme Chef de produit, soit comme Acheteur dans une centrale d'achat.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 51003/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 PARIS CEDEX 06

INGÉNIEUR ÉLECTROMÉCANICIEN

INTERPRISE :
Publication d'articles métalliques
C.A. R.T. 100.000.000 F
Effectif : 350 personnes
Région sud parisienne

LE POSTE : Chef d'entretien

- Responsable de l'entretien des équipements industriels, électrotechniques, télécommunications, fluides.
- Participation aux études et réalisations des installations devant assurer la sécurité et l'efficacité des matériels de production.
- Participation aux études d'investissement puis à leur mise en place.

LE TITULAIRE :

- Ce poste conviendrait à un Ingénieur Mécatronique-Electrique ou Arts et Métiers 2^e ou 3^e année, ayant quelques années d'expérience du travail en usine.
- La fonction doit ultérieurement évoluer par un accroissement de responsabilité vers le secteur Mécatronique.

Envoyer C.V. à N° 80.949, CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75008 PARIS CEDEX 01

IMPORTANT BUREAU D'ETUDES PARIS recherche dans le cadre de son expansion

technico-commercial

QUI AURA POUR MISSION :

- de promouvoir la vente de services
- de créer un courant d'affaires dans des milieux industriels variés en vue d'une diversification des activités.

SITUATION INTERESSANTE POUR :

- candidat 35 ans environ
- ayant solide formation technique (brevet de technicien supérieur ou équivalent) et possédant une expérience industrielle acquise de préférence dans P.M.I., qualités de contact, capacités d'autonomie et d'initiatives.

Plus d'intérêt au chiffre d'affaires

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 610 au :

CEFAGI 89 avenue Kléber 75784 Paris Cedex 16

DIRECTEUR NATIONAL DES VENTES

(aux parturiers)

Salaire : 200 000 francs par an, plus primes.

Notre client - Société multinationale de premier plan - cherche un directeur accompli des ventes de produits de consommation de grande consommation (de tendance mode) pour prendre la responsabilité de ses activités de vente en France. La pratique parfaite du français et de l'anglais est requise et une expérience en marketing serait particulièrement souhaitable, car cette situation peut conduire à un avancement au sein de la direction du groupe.

Si vous souhaitez que votre candidature à cette très importante mission soit examinée confidentiellement, veuillez, s'il vous plaît, porter IMMÉDIATEMENT votre curriculum vitae en anglais. LA SOCIÉTÉ CLIENTE COMMENCERA PROCHAINEMENT LES INTERVIEWS DES CANDIDATS.

R. M. FERRER ASSOCIATES
305 Fifth Avenue New York
N.Y. 10017 U.S.A.
Conseils en Recherche de Cadres

BANQUE PRIVEE SPÉCIALISÉE DANS LE CRÉDIT IMMOBILIER recherche pour son siège social à Paris

JEUNES DIPLOMES

(I.E.P., Sciences Eco, ou équivalent)

Nous offrons :

- plusieurs postes d'ATTACHES DE DIRECTION
- des possibilités de promotion rapide.

Nous demandons :

- un goût prononcé des relations humaines
- un intérêt certain pour le travail en équipe.

Adresser lettre de candidat, C.V., photo, prêtent, s/éc. GD 19 à AXIAL Publicité, 91, boulevard Saint-Honoré 75008 Paris qui transmettra.

INSTRUMENTS S.A.
JOBIN YVON

DANS LE CADRE DE SON EXPANSION recherche

VENDEURS CONFIRMÉS

DANS LE DOMAINE DE LA BIOLOGIE (ANALYSEURS AUTOMATIQUES)

Les postes sont à pourvoir à :
PARIS - LYON - MARSEILLE

salaire fixe + intéressement

UN HÉMATOLOGISTE (B.T.S.)

Responsable d'une gamme de matériel réservée aux C.T.S. de point de vue installation, démontage, maintenance.

salaire fixe + intéressement

Envoyer lettre manuscrite, C.V., prétentions, photo à :

JOBIN-YVON
DÉPARTEMENT BIOLOGIE
16-18, rue du Canal - 91160 LONGJUMEAU

Nous sommes un groupe industriel français d'importance internationale.

Notre directeur des comptabilités cherche un adjoint (Paris)

Il est notamment chargé, dans les filiales françaises et étrangères, de la bonne application des procédures comptables et de la centralisation des éléments nécessaires à la consolidation.

Ce cadre, 30 ans minimum, HEC, ESSEC, Sup. de Co. option finances et comptabilité, ou de formation comptable supérieure, a quelques années d'expérience dans des services comptables. Ce poste ouvre des possibilités de carrière au sein du groupe.

Ecrire à Y. CORCELLE ss réf. 3007 LM.

ALEXANDRE TICS S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

SAVIEM camions, cars, autobus

le Service "Gestion Informatique" recherche

deux analystes programmeurs

COBOL

- L'un expérimenté en système paye-contract, si possible le GAP et les problèmes de gestion du personnel. (Réf. 045)
- L'autre aura déjà 2 ans d'expérience en gestion et sera familiarisé avec le MARK IV. (Réf. 046)

Notre Service Gestion Informatique situé à Suresnes (Hauts-de-Seine), utilise un ordinateur IBM 370/145 sous OS.

Le Service Recrutement - 9, rue F.-Clavel, 92152 SURESNES répondra rapidement à toutes les candidatures.

SOCIÉTÉ KAUFMAN & BROAD recherche pour ses réalisations de villages de maisons individuelles

UN RESPONSABLE TERRAINS

Le candidat retenu devra :

- avoir une connaissance approfondie du marché foncier, notamment de la région parisienne ;
- avoir une connaissance également approfondie des législations foncière, immobilière et d'urbanisme ;
- avoir une pratique de la négociation avec les propriétaires et les administrations publiques.

Env. curr. vitae et photo à KAUFMAN & BROAD, Service du Personnel (Confidentiel), 50, Champs-Élysées - 75008 PARIS.

RÉVISEURS COMPTABLES

Nos missions de contrôle sont menées à bien grâce à l'intervention de Réviseurs Intervenant :

- soit seuls sur des dossiers d'importance moyenne, mais en bénéficiant de tous les supports techniques nécessaires ;
- soit en équipe pour des missions importantes.

Après de compléter notre équipe, nous examinerons les références des candidats ayant 2 ans d'expérience au minimum dans les domaines suivants :

- révision comptable audit,
- supervision de comptabilités.

Des postes attractifs sont offerts à des candidats désireux évoluer rapidement dans la profession. La connaissance de langues étrangères autres que l'anglais est très appréciée.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à G.V. 20, boulevard de Courcelles, PARIS (17^e).

150

150

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 12
"Placeurs encadrés" 2 col. et +	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 12
"Placeurs encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placeurs encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

SOCIÉTÉ TRAVAUX PUBLICS
filiale d'un groupe français important
offre

SITUATION D'AVENIR
dans son siège parisien à

➔ **CADRE ADMINISTRATIF**

35 ans environ
FORMATION SUPÉRIEURE
(ESSEC, Sup de Co, Droit, Ingénieur ou équivalent)
AYANT EXPERIENCE CONCRETE
DANS LA BRANCHE BAT ou TP

Sa première mission concernera la conception et la mise en œuvre d'un service centralisé de gestion de personnel. Une compétence en contrôle de gestion et en informatique est souhaitée pour le développement de sa carrière au secrétariat général.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 122 M 050 30, rue de Mogador 75009 PARIS.

INFORMATIQUE

DES ORGANISMES DE RADIO ET DE TELEVISION (EX ORTF)
POSSEDANT UN IBM 370/155
SOUS OS/VS 1.

analyste

DE GESTION

Relations avec clients, connaissances de comptabilité générale, budgétaire et analytique appréciées.

Maîtrise, licence ou diplôme équivalent. Expérience professionnelle recherchée, mais formation complémentaire assurée.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 51/123 à M. Le Directeur Général du GIRATEV, 3, rue Jeanne d'Arc 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

GROUPE BANCAIRE PRIVE Arrdt recherche :

CAISSIER confirmé

ayant plusieurs années d'expérience de la clientèle de particuliers et de P.M.E.

Sérieuses références exigées.

Envoyer C.V., prétentions et photo à n° 7803, COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT CENTRE
DE RECHERCHE PHARMACOLOGIQUE
Division Métabolisme et Circulation Cérébrale, recherche :

TECHNICIEN (NE) SUPÉRIEUR (E)

Expérimenté en Physiologie Animale Niveau B.T.R. Impératif

Adresser C.V. et prétentions à :
Dr K. NORBERG,
LERS, 31, av. P.V.-Couturier, 92220 BAGNEUX.

Organisation Internationale de Coopération
recherche

INGÉNIEUR AGRONOME

Originaire pays francophones
et ayant expérience pratique en Afrique

Adresser C.V. à :
A.C.C.T.,
Direction du personnel,
19, avenue de Messine, 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX
A PARIS recherche

COLLABORATEUR

universitaire, anglais souhaités
pour travailler à CANDIDAT DYNAMIQUE, ouvert aux problèmes du droit des affaires, expérience minimum 5 ans.

Env. C.V. détaillé à INTERMEDIA n° 148 69 rue La Fayette - 75009 PARIS; qui transmettra. Discretion assurée.

IMPORTANT ENTREPRISE
TRAVAUX PUBLICS
sage Paris recherche

COMPTABLE
ITINERANT

NIVEAU 1^{er} ECHELON
pour assurer de façon permanente des déplacements de durée limitée dans des services de banque et province.

Ecrire avec C.V. à SADE, Service du personnel, 28, rue de la Baume, PARIS-8.

CONSEIL D'ENTREPRISE

35 ans minimum.
Libre indépendance.
Expérience en P.M.E., gestion, production, commerce, déplacements continus.
Porte ambition de réaliser personnel et professionnellement.
Capacité accorder postes responsabilité par résultats.

Tél. 88-11-24, M. DESJULIEM pour entretiens immédiats ou adresser C.V., photo et prétentions à CAUDAN, 12, rue de la Baume, PARIS-8, qui transmettra.

INGÉNIEUR
éventuellement débutant

Vous devrez, auprès de votre chef de service, prendre en compte tout ce qui concerne le contrôle de gestion des usines.

Vous possédez des qualités de contact, vous aimez apprendre, vous aimez travailler dans le domaine de la gestion et pensez à terme évoluer vers des fonctions en unité de production, envoyez C.V. + photo + prétentions sous référence 2528 à COFAP, 40, rue de Chabrol 75010 Paris, qui transmettra.

Société ÉLECTRONIQUE
banlieue Sud-Est recherche

INGÉNIEUR
Grande Ecole

CONFIRMÉ dans les techniques du vide, pour diriger un groupe d'ingénieurs et techniciens orientés vers le développement et la fabrication en petites séries de tubes électroniques

Adresser C.V., prétentions et photo à n° 7842, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

IMPTÉ SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE
DE RENOMMÉE MONDIALE recherche

UN INGÉNIEUR COMMERCIAL
EXPERIMENTÉ

pour la vente de matériels de PESAGE ÉLECTRONIQUE ayant de bonnes connaissances en ELECTROMÉCANIQUE.

Langue anglaise souhaitée.

Adresser curr., vitae et prétentions à n° 80528, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

ACQUET 'R (E)SE

Secrétaire.
Expérience service achat, souhaitée. Env. C.V. + photo à SOFECOME, 12, rue Jean, 93400 Saint-Ouen.

Important Société d'ingénierie Division Immobilier

DESTINATEUR-PROJETEUR

Bne expérience et b'con armé. Pouvant coordonner les corps d'états techniques.

Le candidat sera :
- Une bonne expérience du bureau d'études.
- Un esprit d'équipe.
- Puisse à passer rapidement. Adr. lettre manusc. avec C.V. détaillé, photo et prétentions à n° 81255, CONTESSÉ PUBLI, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, q.t.

IMPORTANT SOCIÉTÉ
DE MATÉRIEL FERROVIAIRE recherche

UN INGÉNIEUR

ayant 2 à 3 ans d'expérience de bureau d'étude mécanique. Anglais souhaité pour suivre l'étude complète de matériels nouveaux.

Lieu de travail : PARIS. Fréquent déplacements en France à prévoir.

Env. C.V. complet et prétent. à n° 81343, CONTESSÉ PUBLI, 20, avenue de l'Opéra, PARIS (1^{er}), qui transmettra.

1 TECHNICIEN-CCIAL

pour une mission

RESPONSABLE D'AFFAIRE

liaison des compétences techniques acquises en B.E.T. (dés. dev. marché) et un réel sens commercial à développer auprès de professionnels du bâtiment (architectes, entreprises, etc.).

Poste à important objectif de développement à travers possibilités nouvelles.

Nous adresserons une note d'information et dossier candidature sur simple demande à n° 2-581, PUBLICITES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS.

VIDAL RECHERCHE COLLABORATEURS
avec références.

41, RUE YBRY, 92120 NEUILLY.

RESPONSABLE COMPTABLE

Comptabilité générale, analytique, situation, prévisions de trésorerie. Adresser C.V., prétentions et photo au n° 7746 "Le Monde" Publ., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9^e.

Secrétaire-Assistante de Direction

CHARLES JOURDAN lance une activité nouvelle : la décoration de magasins, et recherche une secrétaire de direction confirmée, bilingue anglaise, pour lui confier la création et la réalisation du secrétariat de cette unité, ainsi que la suivi et la gestion des affaires en tant qu'assistante de direction. C'est une fonction qui demande : de l'organisation, de l'initiative, le sens des chiffres, le goût des contacts humains, une bonne présentation et une très grande disponibilité.

SÉLÉ CEGOS

Adresser lettre man. et CV détaillé à M. GUILLON, 22001/M SÉLÉ-CEGOS, 33 quai Gallieni 92152 SURESNES, qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

Secrétaire de Direction

Office départemental d'H.L.M. recrute par voie de mutation

1 ADJOINT TECHNIQUE

2 SURVEILLANTS DE TRAVAIL
Ad. C.V. et prétentions éventuelles pour candidats venant du secteur privé à M. le Président de l'Office Public d'H.L.M. de la Seine-Saint-Denis, B.P. 72, 93002 BOBIGNY.

représent. offre

Société européenne Optique de contact recherche pour prospection Représentant - visiteur médical Formation Ecole d'Optique 30 ans minimum.

Ecr. n° 7439 "Le Monde" + Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9.

représent. demande

Sit. représent.-dépôt et transport, ch. carte pour distribution, Rhône-Alpes, clientèle traditionnelle et gdes surfaces, rev. haut, ménage de proximité.

Ecr. n° 74400 M. Rigle-Pressé 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

capitaux ou proposition com.

Groupe Ingénieurs associés au Arabie Saoudite sait disposer de son expérience des contrats et de leur réalisation. Société européenne à vocation exportation.

Ecrire P.O. BOX 1688 Riad Saoud Arabie.

enseignement.

Paris-7, I.C. + maîtrise lettre donne cours français, latin, italien. 876-12-01

traductions

ANGLAISE, dipl. scient. trad. (rime, argot, mots K. Harnoy, 30 r. de Montparnasse, 75006 Paris).

Demande

Nous prions les lecteurs répondant aux ANNONCES DOMICILIAIRES de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de "Le Monde" ou d'une agence.

ASCENSEURS SORETEX
recherche pour PARIS

UN DESSINATEUR E2
Plans d'installation

UN EMPLOYÉ CCIAL
Pour chiffrage et devis.

Tél. 833-43-43, poste 01.

TRADUCTEUR
REDACTEUR

Il sera chargé de la rédaction de notices techniques et techniques à partir de documents allemands ou anglais.

Nous souhaitons une expérience de plusieurs années et une formation scientifique à l'orientation biologique. La rémunération sera fonction du niveau de formation et d'expérience.

Env. C.V. en indiquant rémunération actuelle et références ROUCAÏRE, 30, av. de l'Europe, 75140 NOGENT, 946-96-33.

VIDAL RECHERCHE COLLABORATEURS
avec références.

41, RUE YBRY, 92120 NEUILLY.

RESPONSABLE COMPTABLE

Comptabilité générale, analytique, situation, prévisions de trésorerie. Adresser C.V., prétentions et photo au n° 7746 "Le Monde" Publ., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9^e.

travail à domicile

Demande

J. F.M.E. lic. + maîtrise lettre, ch. trav. com. dictée, correction, etc., examine toutes propositions. 878-12-01

cours et leçons

Anglais par prof. d'origine Résultats garantis. 233-37-81

MATH. PHYS. RATTRAPAGE
Adresser C.V., photo et prétentions à M. J. ERMON, 132, r. de la Gare, 95100 ERMONVILLE, Entrées à Paris.

propositions diverses

ENTRAIDE CADRES
AIDE EFFICACEMENT
DEMANDES EMPLOIS
Adresser C.V., photo et prétentions à M. J. ERMON, 132, r. de la Gare, 95100 ERMONVILLE, Entrées à Paris.

occasions

Banques orient. libanaises. Métal Blanc. 750-33-71. Chambre 23.

Achat des Ours Sibériens, bédouins, argentiers, PERONNO S.A., 4, Chaussée d'Antin, OPEA, av. de la Victoire, le STOLLE. Vente en occasion, échange.

autos-vente

Vende RS TL 75 blanche, 39.000 km. Prix 12.000 F. Téléphone : 48-12-72.

R4 1972, 42.000 km, très bon état, prix 12.000 F. Tél. le matin avant 8 h. ou le soir après 19 h. 30 au 954-90-10.

Paris, 10 DS 21 INJ PALLAS 77, 70.000 km, métal, cuir, cuir noir, 9.000 F. Téléphone : 85-55-26, le soir.

Collaborateur Simca vend
MATRA BAGHEERA 5
Métal 1976 - 12.000 km.
Vert métal. Vert. ouvrant vinyle. Inter. tweed vert. Vitres teintées. Tél. 854-74, tous les jours

PORSCHE 911 S, 24 L.
Modèle 73 excellent état.
Prix 45.000 F. Tél. 857-74-8
Paris, 10 SUPERBE COUPE
SPORT DATSUN 240-Z
1974, gris métal, 27.000 km.
Etat excellent. 12.500 F. (Arg.)
Tél. 175-20-20, le soir.

Directeur des achats

40 ans minimum

CONNAISSANCE DE L'ANGLAIS INDISPENSABLE

Il sera chargé notamment de la négociation et de l'achat de matières premières pétrochimiques. Pour ce poste, il faut un homme ayant une dizaine d'années d'expérience commerciale, dans l'achat ou éventuellement la vente de ces produits.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi. 9h45-12h30-13h30-18h par Informations Carrière SVP 11.11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés. On peut aussi adresser son dossier. Référence 682, 85, avenue de Wagram 75017 Paris

PARIS CLAUDIUS PETERS S.A.
Filiale Française de l'International Chemicals AG offre dans le cadre de son expansion le poste de

CHEF DE PROJETS
CHIMIE-PÉTROCHIMIE

pouvant éventuellement devenir

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

Formation type MINES, E.C.P. ou GENIE CHIMIQUE ayant plusieurs années d'expérience études, négociations, réalisations, construction dans le secteur chimie (notamment fours et annexes, manipulation pneumatique, etc.).

INTERET

- Faire œuvre personnelle tout en disposant de l'appui des puissants bureaux d'études de la maison mère ;

- Avoir une grande liberté d'action au sein d'une équipe jeune sans hiérarchie pesante.

Langue allemande souhaitée. A défaut anglais parfait indispensable.

Si vous voulez en savoir davantage AVANT MÊME D'ÊTRE CANDIDAT demandez une documentation sur réf. 2765 P à Principia DYCOT, DELTA CONSEIL, 21, rue Dombasle, 75015 PARIS.

IMPORTANT SOCIÉTÉ
Région Parisienne recherche

PROGRAMMEUR SYSTÈME

HOMME CONFIRMÉ (2 ans minimum) SUR MATÉRIEL 3/15 (37/41, 33/40) LANGAGE GAP II - EXPERIENCE TRANSCRIPTION 3/10 à 3/15 - CONNAISSANCE BOMP (exploitation appréciée).

Seul homme capable entre l'analyse-programmation et l'exploitation.

Travail en équipe et par objectifs.

Ad. C.V. sous numéro 81317, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra - 75004 PARIS - Cedex 01, qui transmettra.

demandes d'emploi demandes d'emploi demandes d'emploi

immobilier (informatio

VOUS CHERCHEZ UN APPAREIL ?
INFORMATION LOG

525 25 2
Un choix de 40.000 appartements et positions
Un service entièrement gratuit

Centre Étolo
48, avenue Kéber, 75110 Paris
525.25.25

Centre Nation
45, Cours de Vincennes,
75020 Paris 371.11.78

Centre
210, avenue
75013 Paris

**LOCATIONS SS AGENCE
OFFICE des LOCATAIRES**
La Michodière, 100 Opéra
tél. 300 F. 702-70-90

maisons de campagne

MODIC, BRETAGNE SUD
Maison de pêcheur restaurée
Grd séjour, cheminée, pou-
ce 2 ch., s. bains et écurie
assée, 2 ch. av., extension

116, av. du GÉNÉRAL
PARIS-14

3-4-5 P

HABITAT 2000
PREMIER PRIX
APARTTEMENT
 Tous les jours, de 11 h

bureaux bureaux

BUREAUX A LOUER
490 m2 sur 3 niveaux

divisibles par plateau de 130 et 180 ml
entièrement rénovés, tél.
Livres immédiatement.
Pour visiter, tél. à M. Prénau : 265-26-01.

LEUILLY MADRID
185, avenue Charles de Gaulle
de 300 à 4.000 m²

de bureaux-neufs à louer
Jardins intérieurs de 1.500 m2
Métro : Pont de Neuilly
au pied de l'immeuble.

720.21.23/84.07

BUREAUX NEUFS
emplacement prop. propriétaire.
cont. inviolablement
de 175 m² entièrement
n. et aménagés luxueux.
Entresol 295 m² avec
petit jardin intérieur.
L. MARTINE BRUNEAU
720-65-21

AVENUE GEORGE-V
A LOUER
suite de bureaux
divisés en 2 unités
composées de 64 m² chacune
aménageables au 1^{er}

climatisés, parking,
nouveaux immeubles
Marline BRUNEAU
720-45-21

BURX. Tous quartiers
loués sans pas-de-porte.
AILLOT, SAINT-LAZARE
293-45-85 - 822-19-10

SOCIÉTÉ LEVALLOIS
LOUE BUREAUX
Imm. récent, pr. Pont Levallois
lot de 279 m2 ou
2 lots de 376 et 323 m2.
CLOISONS. Aluectra. Parquet.
éclair. téléph. 1 standard.
8 lignes. 10 parkings s/sol, rest.
entr. pr. M. WERER - 739-44-00

A LOUER
NANTERRE
PRÈS R.E.R.

châteaux

CHATEAU NAPOLEON III
Hall, rotonde, gde récept., 11 P.,
t2 confort, belles dépendances,
5,2 ha. env. ad. 1200

IMMEUB. 4 ETAGES
12 M2 DE
BUREAUX
UNCO 256-35-50.

RUE MARBEUF
148 M2 BUREAUX
mort, en toute propriété.
755-99-02.

PROPRIÉTAIRE
ou plusieurs bureaux de
le neuf - Tél. : 738-12-40

Immobilier (information)

VOUS CHERCHEZ UN APPARTEMENT ?
INFORMATION LOGEMENT

525 25 25

45, avenue Kléber, 75116 Paris
525.25.25

Centre Nation
45, Cours de Vincennes

Centre Maine
210, avenue du Maine

OFFICE des LOCATAIRES
15, r. La Michodière, 8e Opéra
Sous-trait 300 F. 742-78-98

3-4-5 PIECES

Tous les jours, de 11 heures à 18 heures
P. BLUM - 265-64-11

(8^e) HAUSSMANN - PL. SAINT-AUGUSTIN

divisibles par plateau de 130 et 150 m²
entièrement rénovés, tél.
Libres immédiatement.
Pour visiter, tél. à M. Prunier : 305-36-00.

NEUILLY MADRID
2 et 3 pièces.
Prix du studio : 169.000 F
Habitable premier trimestre 77

185, avenue Charles de Gaulle

IMMOBILIERE FRIEDLAND,
41, av. Friedland. 225-93-69.

Jardins intérieurs de 1.500 m²
Métro : Pont de Neuilly
au pied de l'immeuble.

720.21-23/84.07

35, AV. FR.-ROOSEVELT | RIDEAUX & JOLIE

fonds de
commerce

machines et appareils d'achèvement.
 Entresol 255 m2 avec
 puits jardin intérieur.
 Tél. Martine BRUNEAU
 720-65-21

RINITE. 280 m. Sortie Saint-
INDIMO. 359-49-86.

VIDAL 758-12-40
 41, RUE YBRY à NEUILLY
KREMLIN-SICRETE
 Murs et fonds ou fonds seale-
 ment, belle résidence, 3 étages

sur un seul plan + 15 parq.
Exclusivité. ANJ. 54-90.

A LOUER
MAISON

3.712 M2 DE BUREAUX
MINCO 256-35-50.

climatisés et 300 m²
archives av. 10 places park.
Progresco. 522-24-83.

8^e RUE MARBEUF
140 M2 BUREAUX

233-44-21

[illegible]

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

LA RÉFORME COMMUNALE ET LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

L'EMPLOI, C'EST L'ÉTAT

Avant même de se faire remettre officiellement, vendredi 22 octobre, le rapport Guichard sur l'augmentation des responsabilités des collectivités locales, et avant donc de pouvoir juger de la cohérence, du bien-fondé et de l'audace réformatrice de ses propositions, le président de la République a déclaré, jeudi dernier, à TF1 : « Il faudra présenter au Parlement, au printemps prochain, un projet de loi fondamental concernant la définition des pouvoirs propres et respectifs des communes, des départements et de l'État. » Engagements qui ont été repris et redits dimanche 17 octobre au Club de la Presse d'Europe 1.

Politiquement, ces propos sont la marque d'un esprit d'initiative et aussi d'habileté car, derrière un ton et un vocabulaire pleins de détermination, ils n'entraînent pas trop loin le président de la République. En effet, la session de printemps ne s'ouvrira qu'après les élections municipales et l'on pourra, en fonction des résultats du scrutin et du caractère du débat public qui aura lieu autour du rapport Guichard, introduire telle ou telle dose de décentralisation administrative, voir d'autonomie politique dans le projet de loi communal. Le président, en tout cas, coupe l'herbe sous le pied de ceux qui, déjà, se gausaient : « Le rapport Guichard n'a pas d'importance, car, de toutes façons, à six mois des municipales, le gouvernement n'osera lancer aucune initiative, qui, pour la majorité des maires et des notables, serait d'abord considérée comme un coup de pied dans une fourmilière. »

Il reste que l'initiative libérale du chef de l'Etat contraste singulièrement avec les termes draconiens d'une circulaire que M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, a adressée le 10 septembre aux préfets leur demandant de veiller de très près à la manière dont les collectivités locales accordent, sur leurs ressources, des aides financières à l'industrialisation et à l'emploi. De nombreuses subventions sont désormais interdites et les garanties d'emprunt comme la vente de terrains industriels soumises à des contrôles rigoureux. Nul doute que des abus ont pu être commis par des villes ou des départements au détriment des contribuables locaux. On répliquera seulement : Les aides de l'Etat

versées aux innombrables entreprises en difficulté depuis deux ans ont-elles toujours été transparentes, effacées et inspirées par le seul intérêt général ? Le tour de vis de M. Poniatowski est-il de nature à redresser la situation de l'emploi, très variable comme l'on sait d'une région à l'autre ?

De nombreux établissements publics régionaux ont eux aussi essayé de dégager des moyens budgétaires pour stimuler directement l'industrialisation, favoriser la reprise d'activités en difficulté ou régler des problèmes ponctuels de chômage. Mais les régions n'ont pas davantage que les communes trouvé grâce auprès de la Rue de Rivoli ou de la Place Beauvau, et l'implacable rigueur centralisatrice s'est appliquée aussi bien aux régions industrielles (Alsace) qu'à celles touchées par l'opposition (Provence-Alpes-Côte d'Azur). M. Gaston Defferre, président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, vient d'ailleurs d'introduire deux recours judiciaires : l'un devant le Conseil d'Etat en demandant l'annulation d'une circulaire du ministre de l'Intérieur du 28 mai dernier, sur l'intervention des régions en matière de développement industriel et de défense de l'emploi ; l'autre, devant le tribunal administratif de propos d'une aide qu'avait votée les conseillers régionaux dans l'affaire Thau-Coder.

L'Etat tient donc à peu près ce langage aux communes, aux départements et aux régions : L'animation de la vie locale, c'est vous si vous voulez, mais l'emploi, c'est moi.

FRANÇOIS GROSCHARD.

URBANISME

M. Fourcade : il faut parfois préférer la terre-à-terre au spectaculaire

De notre envoyée spéciale

Lyon. — « L'installation de cette école dans un quartier en pleine évolution est le symbole de l'importance de l'urbanisme dans notre administration », a notamment déclaré M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Équipement, en inaugurant, le jeudi 18 octobre, l'école nationale des travaux publics de l'Etat, installée depuis un an dans la ZUP de Vaulx-en-Velin, près de Lyon. Une à l'architecte Jacques Perin-Fayolle, cette école de béton et de brique, dont les bâtiments agréablement reliés entre eux constituent presque un village (sur un terrain de 7 hectares), représente un peu un objet de luxe (coût : 70 millions de francs environ) au milieu des E.I.M. de cette banlieue lyonnaise. Certains équipements sont toutefois à la disposition des habitants et, en visitant les lieux, M. Fourcade a rencontré à la piscine de jeunes enfants des écoles voisines.

Aux futurs ingénieurs T.P.E. qui forment le gros de la troupe dans l'administration de l'équipement (ils sont quatre mille quatre cents) et qui ont parfois des complexes vis-à-vis des ingénieurs des ponts et chaussées, M. Fourcade a déclaré : « Notre société, un peu trop manichéenne, doit admettre des cycles de carrière plutôt qu'un chemin tracé jusqu'à son terme. » Après avoir insisté sur leur rôle de « conseillers nécessaires et écouteurs des collectivités locales », M. Fourcade a précisé à l'intention des futurs T.P.E. : « Je suis sûr qu'ils savent éviter la tentation de blesser par des considérations faussées techniques des choix qui sont essentiellement politiques et que ne sauraient donc révoquer que des élus du peuple. »

Rappelant ensuite qu'un des projets d'actions prioritaires du Vite-Elan s'intitulait : « Mieux vivre dans la ville », le ministre a précisé qu'ils s'agissaient d'« insérer des règles d'urbanisme claires qui forment une charte

reconnue par tous sans dérogation » et de « renoncer à un urbanisme octroyé pour un urbanisme élaboré avec la participation des citoyens, même et le processus de la concertation peut être lent et dépendre en efforts et en énergie à des ingénieurs soucieux d'efficacité ».

Mieux vivre dans la ville, c'est aussi, a ajouté M. Fourcade, « mener un ensemble d'actions ponctuelles terre-à-terre, moins spectaculaires que les grandes opérations spectaculaires, mais qui modifient lentement et sûrement notre cadre de vie ». En ville, ce que les ingénieurs appellent une route est une rue, a précisé le ministre, et « il faut s'occuper de piétons, des cyclistes et de l'animation du centre. Si la réalisation d'une autoroute est plus spectaculaire que l'amélioration d'un réseau d'autochous, c'est peut-être cette dernière mesure qui permettra de mieux vivre en ville ».

« Mais je prêche des convertis », a conclu M. Fourcade, en rappelant le succès des options d'urbanisme. L'école a en effet organisé la formation aux questions d'urbanisme pour tous les élèves, dont l'une des neuf options de la troisième année est entièrement consacrée à cette spécialité.

Le ministre de l'Équipement, qui avait terminé son allocution par des considérations plus générales sur la nécessité d'une « croissance continue » et d'une « économie saine et ouverte sur le monde » qu'il faut « préserver de tous les comportements qui pourraient détruire cette croissance », a indiqué ensuite au cours d'une conférence de presse qu'il avait donné des instructions pour que des travaux d'équipement soient prêts à être lancés dès que le gouvernement décidera de débiter, même partiellement, le fonds d'affectation conjoncturelle, dont 1 milliard de francs ont été réservés à son département.

MICHELLE CHAMPENOIS.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AU CONGRÈS DE MACON

Le système communal actuel est une dangereuse école d'irresponsabilité

déclare le représentant de M. Poniatowski

De notre correspondant

Dijon. — « Le gouvernement fera un bon usage du rapport de synthèse issu des réflexions de la Commission Guichard (...) dans un esprit de soumission à l'efficacité et à la réalité. » En s'exprimant ainsi devant les quatre cent soixante-douze secrétaires généraux des villes de France qui tenaient, ce dernier week-end, leur assemblée générale à Mâcon (Saône-et-Loire), M. Pierre Boloite, directeur général des collectivités locales, a laissé quelques espoirs concernant les réformes des structures à apporter pour organiser les communes de l'an 2000. M. Philippe Antoine, secrétaire général du syndicat, s'était fait le porte-parole du mécontentement grandissant de ses collègues en affirmant que « la commune est menacée d'éclatement ».

Après avoir abordé les problèmes catégoriels des personnels communaux, en particulier ceux des secrétaires généraux, M. Boloite a traité plus longuement la question de la réforme des collectivités locales. Il a insisté sur la nécessité pour les communes (surtout les petites), de mettre en commun volontairement les compétences susceptibles d'être exercées efficacement par plusieurs d'entre elles sans mettre en cause ni les découpages géographiques actuels ni l'entité communale. Parant de la fiscalité, il a estimé que « la règle des faibles centimes additionnels constitue en fait une succession d'erreurs impardonnables ». Le nouveau système se révèle, selon lui, plus moderne « car la taxe professionnelle est basée maintenant sur la masse salariale ».

Même si ces réformes fiscales « se téléscopent » dans le temps « certaines mécanismes régulateurs produiront bientôt leurs effets et effaceront ces anomalies ». M. Boloite a ensuite souligné l'effort financier et d'équipement consenti par l'Etat en indiquant que le Fonds d'équipement des collectivités locales verserait aux communes, en 1977, 1 milliard 500 millions de francs. Dans les projets de réformes à venir, il faut, selon le directeur général des collectivités locales, essayer d'établir une claire répartition tant des compétences que des moyens. « Notre dessein est d'éclaircir les tutelles de fait qui transforment les préfets en accusés des services techniques et des collectivités locales. Il faut que chacun sache exactement à quel point se situent les responsabilités et les moyens ; or, ce sont les élus qui sont à même de mieux mesurer les responsabilités locales ».

CHRISTIAN MARQUÈS.

UNE EXPOSITION SUR L'ASSAINISSEMENT DE PARIS. — Deux mille cent kilomètres d'égouts, 1 300 000 mètres cubes d'eaux usées collectées chaque jour : l'importance des problèmes d'assainissement de Paris leur vaut les honneurs d'une exposition, qui se tient jusqu'au 20 novembre dans le salon d'accueil de l'Hôtel de Ville, 29, rue de Rivoli (tous les jours sauf les dimanches et fêtes).

TOURISME

La Hénin et la chaîne Ibis rachètent le Grand Hôtel de Bordeaux

La compagnie La Hénin et la chaîne hôtelière Ibis, qui est une filiale du groupe Immobilier et de Novotel, vont annoncer dans les prochains jours qu'ils ont racheté un des établissements les plus connus de la capitale d'Aquitaine, le Grand Hôtel de Bordeaux, situé en face du Grand Théâtre.

L'établissement sera fermé le 31 décembre et d'importantes travaux de rénovation y seront faits. La façade classée sera préservée. Les responsables de la chaîne Ibis veulent en faire un hôtel deux étoiles de cent cinquante chambres dans lequel les voyageurs pourront trouver « un confort à des prix abordables, une restauration gastronomique et une discothèque en sous-sol ».

La Hénin ne bornait pas les projets de la Société de promotion hôtelière et de restauration (S.P.H.R.), holding de la chaîne des hôtels Ibis, qui est la plus importante sur le marché des deux étoiles en France et en Europe. Créé en octobre 1973, Ibis vient d'acquiescer avec des partenaires bordelais un hôtel de quatre cents chambres situé à l'aéroport d'Amsterdam. « Nous disposerons à la fin de 1976 de mille six cents chambres », explique M. Robert Molinari, directeur général de la chaîne. De plus, nous avons en chantier six hôtels représentant huit cent cinquante chambres, dont un établissement de quatre cent sept chambres, à Paris, porte d'Orléans, qui ouvrira en juin prochain.

Quant aux projets « très avancés » — Bourg-en-Bresse, Grenoble, Marseille, Grandpuits (Seine-et-Marne), pour le logement des ingénieurs de Elf, etc., ils représentent plus de huit cents chambres.

Les responsables de Ibis veulent désormais consacrer l'essentiel de leurs efforts aux petits hôtels deux étoiles de quarante chambres.

Leur ambition : faire en sorte que le prix de nuit dans un deux étoiles moderne coûte au

client 30 % moins cher qu'un séjour dans un trois étoiles. Est-ce possible ? La récente fermeture du robinet des prêts avantageux du F.D.S.S. pour les projets qui ne sont pas de grande urgence oblige à apporter une réponse très nuancée. Il reste que les nouveaux hôtels deux étoiles ont, en théorie, un bel avenir devant eux. Les places de grand luxe représentent, selon une récente étude de marché, 5 % seulement de la clientèle hôtelière potentielle, et les aménagements et les petits hôtels moins de 40 %. Entre les deux, il y a plus de la moitié des Français.

PITÉ POUR LES TUILERIES

M. Pierre-Charles Kriss, député U.D.R. de la première circonscription de Paris, revient, dans le « Journal officiel » du 15 octobre, sur un sujet souvent abordé depuis l'été dernier : l'état du jardin des Tuileries après les spectacles et les manifestations qui y ont été organisées. Il écrit notamment dans une question adressée au secrétaire d'Etat à la culture :

« Les innombrables dégâts causés dans ce jardin par l'animation qui s'y est déroulée pendant plusieurs mois seront à la charge des organisateurs des divers spectacles qui y furent donnés. Mais cette réponse de principe n'apporte en fait aucune solution à un problème extrêmement pratique : quand la remise en état aura-t-elle lieu ? Quand les Parisiens, qui ne sont pas si riches en espaces où ils peuvent se promener ou se reposer, retrouveront-ils la disposition d'un jardin utilisable, au lieu et place d'un chaos que l'on peut voir maintenant ? Quel grand dispositif de chaises en bon état ? »

« ... est, par ailleurs, évident que la forme d'animation retenue cette année pour les Tuileries est totalement inadéquate au lieu ; et l'on voit pour les années à venir envisager quelque chose, il sera indispensable de changer totalement de forme et de méthode. »

Océ 1700, le copieur sur papier ordinaire. Le début de la fin de votre contrat actuel.



C'est vrai, aucun contrat n'est éternel. En tous cas, pas celui qui vous liait à votre copieur actuel, et dont vous vous êtes aujourd'hui lassé.

Il vous arrive de jeter un coup d'œil sur l'Océ 1700 ? C'est bien naturel. Après tout... peut-être est-ce là un parti qui vous conviendrait mieux. Pour plusieurs raisons :

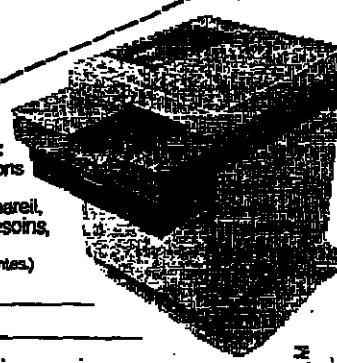
D'abord parce que l'Océ 1700 est très simple à utiliser. Qu'il est rapide : 40 copies par minute, et toutes de qualité égale. Sobre : l'Océ 1700 n'a besoin ni de papier spécial ni d'entretien fréquent.

Economique, il risque donc de convenir à votre budget. Enfin, parce qu'il est issu d'une entreprise internationale, experte en matière de copies, on peut même en conclure que l'Océ 1700 est un choix raisonnable.

En attendant, faites un nœud à votre mouchoir. Comme nous. Pour que, le jour venu, vous n'oubliez pas de mettre fin à un contrat indésirable.

D'ici là, vous avez le temps de bien observer votre prochain Océ 1700.

Océ 1700
un choix raisonnable.



Je désire :
☐ plus d'informations sur l'Océ 1700,
☐ une démonstration de l'appareil,
☐ une analyse gratuite de mes besoins,
☐ le nœud Océ avec son mouchoir.
(Mettre une croix dans la ou les cases correspondantes.)

Nom : _____
Raison sociale de l'entreprise : _____
Adresse : _____
Océ-Photosa S.A. 27, rue Cuvier - 93107 Montreuil Cedex - Tél. 374.11.35
Bordeaux: 20.23.25 - Grenoble: 87.73.04 - Lille: 53.11.24 - Lyon: 20.80.34 - Marseille: 48.55.18 - Nancy: 51.42.31 - Nantes: 48.54.84
Rouen: 73.02.64 - Strasbourg: 32.64.18 - Toulouse: 40.07.38

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LES PREMIÈRES ASSISES NATIONALES DU COMMERCE

M. Ceyrac : l'échec du plan Barre ouvrirait la voie vers le collectivisme

Le Conseil national du commerce a tenu à Versailles, les 18 et 19 octobre, au moment précis où les détaillants en fruits et légumes entreprennent une grève illimitée pour protester contre le blocage de leurs marges bénéficiaires, les premières assises du

commerce. Des déclarations de M. François Ceyrac et de M. Michel Durafor ont marqué cette manifestation, ainsi qu'une attaque des grossistes en produits agricoles contre les « privilégiés » des coopératives et des groupements de cultivateurs.

de tous », a poursuivi M. Ceyrac, mais le combat ne sera, selon lui, gagné que si le gouvernement obtient l'adhésion de tous les Français, s'il ne retire pas aux chefs d'entreprise la responsabilité de leur gestion et si le plan de lutte contre l'inflation se transforme en plan de redressement économique.

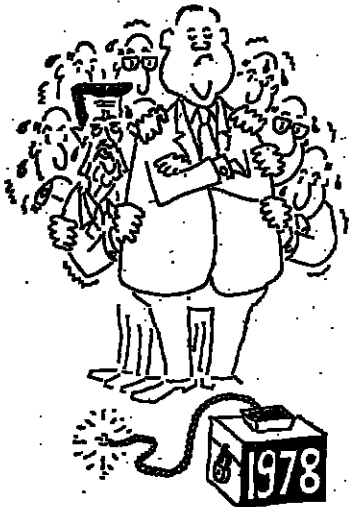
« Dans l'orage que nous affrontons, si se se sentent seuls, nous devons le savoir : (...) L'échec du plan Barre ne compromettrait pas seulement la situation de l'économie française dans le monde. Il aurait également pour effet de mettre en cause la structure même de notre société. Et nous aurions alors la voie vers le collectivisme », a-t-il conclu.

M. DURAFOR :

les mesures anti-inflation étaient une nécessité

M. Michel Durafor, ministre délégué chargé de l'économie et des finances, a souligné la nécessité de l'application du gel des prix « qui nous conduit à renoncer à la dérogation que dans des cas exceptionnels ». Cependant, le ministre a tenu à rassurer ses interlocuteurs sur l'avenir et a rappelé que le gouvernement avait pris ce train de mesures par nécessité et non avec « une fois soulagée ».

adoption des comportements modérés, nous pourrions envisager alors d'assouplir le dispositif d'application. En tout état de cause, un régime subsistait pour la distribution des produits transformés ; c'est celui de la stabilité des marges, en pourcentage exercé sur l'exercice. Ce régime est, en effet, en période normale, celui qui apparaît comme le mieux adapté à la gestion du commerce. L'assouplissement des prix qu'il constate dans des achats tout en maintenant au commerce la souplesse de gestion nécessaire, certaines interventions ponctuelles sur tel ou tel produit s'il apparaissait qu'une situation anormale se développe ».



(Dessin de KONE.)

L'autre manière d'être JANSSEN

Si JANSSEN publiait son livre d'or, vous y découvririez les noms les plus prestigieux du Gotha de l'aristocratie, des arts, des lettres et du savoir, ceux de plus de vingt chefs d'Etat en exercice et de cent entreprises mondialement connues.

L'estampille de l'élégance

JANSSEN a ouvert la première boutique où chacun d'entre nous peut choisir des meubles et des objets sélectionnés par ce grand décorateur.

JANSSEN-Conseil
Grâce à la formule du «forfait idées» et après une étude détaillée, JANSSEN fera le «diagnostic» précis de votre problème et vous remettra un dossier-conseil qui sera votre guide pour la réalisation du décor de votre appartement.

Un décor inspiré par Miro

Parce qu'il est, avant tout, un créateur JANSSEN a imaginé de réaliser, plusieurs fois par an, dans un des salons du 65 avenue Franklin Roosevelt, un «décor JANSSEN» autour de l'œuvre d'un artiste célèbre.

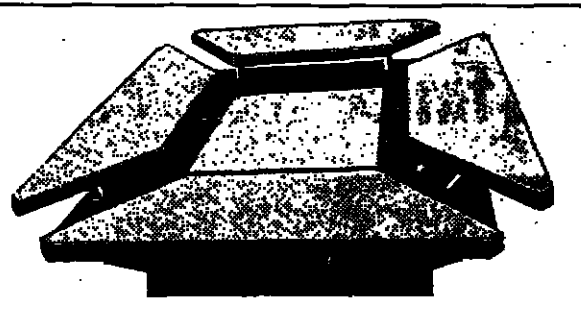
Enfin Jansen est-ce cher ?

JANSSEN cher ? Certainement pas ! Vous serez surpris de découvrir que les «JANSSEN», à l'élégance raffinée, aux proportions rares, aux finitions irréprochables, sont finalement moins chers que vous ne le pensiez et que les prix des objets d'art et des meubles contemporains présentés avenue Franklin Roosevelt sont très strictement étudiés. Ceux que nous publions ici vous en convaincront.

* D'autres boutiques JANSSEN Collections naîtront dans les grandes villes de France.

65 avenue Franklin Roosevelt

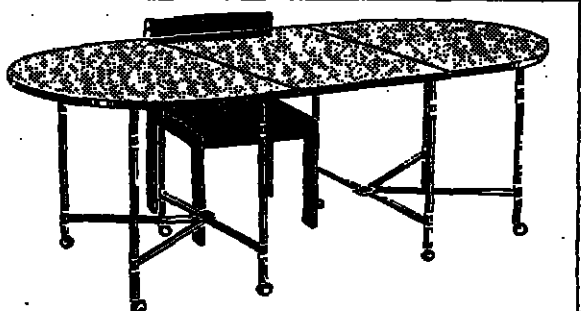
Pour en savoir plus sur les meubles et les objets JANSSEN Collections, envoyez-nous simplement votre carte de visite



«Pétales» : table en bois laqué. Ses quatre plateaux indépendants et articulés permettent de modifier à volonté sa hauteur et son usage : 5.870 F. (Elle existe également en coloris Prune).



«Franklin» : commode contemporaine sélection JANSSEN Collections, laquée noir, piétement en acier, dessus en glace décorée : 3.750 F.



«Royale» table de salle à manger ovale à plateau abattant avec allonge en bois laqué ou acajou vernis. Piétement à roulettes, en acier, décor «canon de fusil» avec bagues en bronze doré. Cette table «minimum de place» s'harmonise parfaitement avec des sièges de style Régence, Louis XVI : 8.000 F.

JANSSEN Collections

CRÉDIT LES OPÉRATIONS DE LA BANQUE BAUD SONT ARRÊTÉES EN RAISON D'UN DÉFICIT IMPORTANT

M. Pesson, administrateur judiciaire du Crédit agricole de commerce de Paris, a fait savoir, lundi 18 octobre, par un communiqué diffusé dans la soirée, qu'il était dans l'obligation de « procéder à l'arrêt des opérations bancaires » de la Banque Baud, et de faire la fermeture des guichets de cette banque, tant à Paris qu'à Evry.

La Banque Baud, contrôlée par la Société de développement et de participation qui regroupe également divers actionnaires français, anglais et américains, était à l'origine une banque de dépôt. Fondée à Evry, elle devint le premier établissement bancaire de cette ville. Ses dirigeants décidèrent d'ouvrir une succursale à Paris, qui connaît elle aussi une rapide expansion.

La Banque Baud s'est alors, semble-t-il, lancée dans une activité de banque d'affaires, prêtant à long terme à divers industriels et prenant des participations industrielles et commerciales. Or il s'agit de quelques opérations hasardeuses pour mettre en péril un établissement de cette taille. À plus forte raison quand il n'a pas une très grande envergure. C'est ce qui s'est passé pour la Banque Baud.

Interrogé de la situation, la commission de contrôle des banques a confié à M. Pesson le soin de se pencher sur les difficultés de la banque. Constatant un déficit assez important, l'administration judiciaire a décidé la fermeture de l'établissement. L'inquiétude est vive chez les mille déposants d'Evry et les quelques cinq cents déposants de Paris. Juridiquement la loi sur le règlement judiciaire et la liquidation de biens ne leur accorde aucun privilège particulier par rapport aux autres créanciers. M. Pesson recherche « actuellement une solution afin de préserver au mieux » leur intérêt.

● A ROUEN, au centième jour d'arrêt de travail des personnels municipaux, M. Lecannet a reçu pour la première fois, le lundi 18 octobre, une délégation de la C.G.T. et de la C.F.D.T. pendant un quart d'heure. L'entretien n'a pas permis de déboucher sur un accord. Les représentants des grévistes, qui réclament une augmentation substantielle de la prime de fin d'année, ont estimé insuffisante la proposition de faire 500 mètres de plus. Je ne sais même pas pourquoi « ils » sont en grève. Tout ce que je sais, c'est que je viens de payer 4,50 francs 1 kilo de tomates et 4,50 francs 1 kilo de bananes.

BILLET Quand les grossistes partent en guerre contre les coopératives agricoles

« Les coopératives ont été créées pour servir les agriculteurs », a déclaré M. Ceyrac. Les coopératives ont été créées pour servir les agriculteurs, a déclaré M. Ceyrac. Les coopératives ont été créées pour servir les agriculteurs, a déclaré M. Ceyrac.

« Les coopératives ont été créées pour servir les agriculteurs », a déclaré M. Ceyrac. Les coopératives ont été créées pour servir les agriculteurs, a déclaré M. Ceyrac. Les coopératives ont été créées pour servir les agriculteurs, a déclaré M. Ceyrac.

« Les coopératives ont été créées pour servir les agriculteurs », a déclaré M. Ceyrac. Les coopératives ont été créées pour servir les agriculteurs, a déclaré M. Ceyrac. Les coopératives ont été créées pour servir les agriculteurs, a déclaré M. Ceyrac.

« Les coopératives ont été créées pour servir les agriculteurs », a déclaré M. Ceyrac. Les coopératives ont été créées pour servir les agriculteurs, a déclaré M. Ceyrac. Les coopératives ont été créées pour servir les agriculteurs, a déclaré M. Ceyrac.

« Les coopératives ont été créées pour servir les agriculteurs », a déclaré M. Ceyrac. Les coopératives ont été créées pour servir les agriculteurs, a déclaré M. Ceyrac. Les coopératives ont été créées pour servir les agriculteurs, a déclaré M. Ceyrac.

« Les coopératives ont été créées pour servir les agriculteurs », a déclaré M. Ceyrac. Les coopératives ont été créées pour servir les agriculteurs, a déclaré M. Ceyrac. Les coopératives ont été créées pour servir les agriculteurs, a déclaré M. Ceyrac.

MEETING, MERCREDI A RUNGIS, DES DÉTAILLANTS FRUITIERS

Ce mardi 19 octobre est le premier jour effectif de la grève lancée par des détaillants en fruits et légumes pour protester contre le blocage de leurs marges sur les légumes d'hiver. Il semble que la grève doive être assez suivie dans la région parisienne, où le marché de Rungis a fonctionné « en veilleuse ».

M. Rapin, président de l'Union nationale des détaillants fruitiers (UN.F.D.), rencontre, mardi 19 octobre, M. Villain, directeur de la concurrence et des prix. Un meeting rassemblera les détaillants sur le marché de Rungis mercredi après-midi.

Je ne peux pas me permettre de faire grève...

Bien que l'approvisionnement soit réduit, les ménagères parisiennes ont pu trouver, ce mardi 19 octobre, des fruits et légumes, non seulement au rayon alimentation des magasins à grande surface, mais aussi dans un certain nombre de détaillants qui n'ont pas suivi les consignes de grève illimitée données par les syndicats professionnels.

Les détaillants grévistes ne semblent pas avoir fait un grand effort d'imagination ; nul tract, nulle critique sur les distributeurs belisés de la rue des Martyrs (9^e), par exemple, pour expliquer au public le sens de ce mouvement revendicatif.

« Je n'ai pas mon commerce habituel, se plaint tout de même une personne âgée. Je suis obligée de faire 500 mètres de plus. Je ne sais même pas pourquoi « ils » sont en grève. Tout ce que je sais, c'est que je viens de payer 4,50 francs 1 kilo de tomates et 4,50 francs 1 kilo de bananes ».

« On a déjà réduit nos marges bénéficiaires, dit un petit commerçant non gréviste. Alors, si je ferme boutique, je n'aurais plus de marge bénéficiaire du tout. Remarque, je ne critique pas ceux qui font grève, mais, moi, je ne peux pas me le permettre. » Il n'avait pas plus de monde qu'à l'ordinaire, ce mardi matin, devant les étals des commerces de fruits et légumes ouverts : il est vrai qu'il est difficile de stocker des tomates et des poires...

RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTÉ L'ORGANISATION GÉNÉRALE POUR L'EXPANSION DE LA VILLE DU CAIRE

ADDUCTION D'EAU

annonce que la date d'ouverture de l'appel d'offres, public et international, pour la fourniture et l'installation des équipements mécaniques et électriques destinés aux stations élévatrices n°s 4 et 5 pour Ein El Sira, El Bassatine et Nasr City est reportée du 9 octobre 1976 au 15 décembre 1976.

سكوا عنة المرحول

Jeudi 15/10

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LES QUESTIONS EUROPÉENNES

Les Neuf proposeraient au Comecon l'établissement de simples « relations de travail »

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). — Les ministres des affaires étrangères des Neuf se réunissent, ce mardi 19 octobre, des décisions à prendre en matière de pêche maritime.

Les propositions de la Commission européenne comportent deux chapitres. L'un a trait aux négociations sur les droits de pêche à engager avec les pays tiers, qui, comme la Communauté, ont décidé d'étendre leur souveraineté sur une bande de 200 milles au large des côtes. L'autre, le plus difficile — car les Anglais et les Irlandais s'opposent durement aux autres États membres — concerne les arrangements à apporter au statut de la pêche dans les eaux communautaires. Lundi, en délégation, des pêcheurs irlandais ont battu la semelle quelques heures devant le bâtiment où se réunit le conseil. Des pancartes proclamaient leur intention de « sauver les mers irlandaises, qui n'appartiennent pas à la Communauté ».

Lundi 18 octobre, les ministres ont débattu une nouvelle fois de la réponse à donner au Comecon, qui avait proposé, en février dernier, à la C.E.E. la négociation d'un accord de pêche ambitieux. Aucun texte n'a été adopté et, au terme d'un débat qui avait été confus et médiocre, le dossier a été renvoyé au comité des représentants permanents des Neuf. Les ministres se réuniront à nouveau de cette affaire au cours de leur prochaine session en novembre.

Les Neuf sont d'accord pour adresser une réponse « ministérielle » à l'initiative du Comecon. N'ayant nul souci de payer un prix politique et écono-

mique élevé la reconnaissance de la Communauté par Moscou et ses alliés, les États membres proposeront sans doute finalement au Comecon de négocier un arrangement de portée modeste, devant déboucher sur l'établissement de « relations de travail » étroitement circonscrites et ne comportant pas l'inclusion de dispositions de nature commerciale.

Quant à l'organisation des échanges, la Communauté rappellera plus ou moins explicitement qu'elle a proposé en 1974 la conclusion d'accords commerciaux avec chacun des pays de l'Est, selon un « schéma » qui leur avait été alors soumis. Cependant, le Danemark, soucieux de se montrer moins respectueux, souhaite que le mini-arrangement proposé ne consisterait qu'une première étape.

Les ministres ont évoqué le cas de la Yougoslavie. Pour des raisons surtout politiques, le gouvernement de Belgrade souhaiterait renforcer ses liens avec la Communauté et a fait récemment des démarches dans ce sens auprès des Neuf. Ceux-ci sont sensibles à cet appel, mais n'ignorent pas que l'accord commercial non préférentiel qui lie la Yougoslavie à la C.E.E. ne se prête pas facilement à des développements concrets.

Les ministres réunis au titre de la « coopération politique » ont approuvé une résolution sur la Rhodésie, où ils se déclarent « sollicités des efforts entrepris par le Royaume-Uni pour favoriser la création d'un gouvernement de transition dont la mission sera de rendre possible la dévolution du pouvoir à la majorité africaine du pays ».

PHILIPPE LEMAITRE.

Le nouvel ajournement des négociations avec la C.E.E. renforce en Turquie les sentiments nationalistes

De notre correspondant

Les Neuf viennent de décider de reporter la réunion du conseil d'association C.E.E.-Turquie, qui devait se tenir au niveau ministériel à Ankara le 16 octobre. Le prétexte invoqué — l'indisponibilité de Sir Christopher Soames, vice-président de la Commission européenne chargée des relations extérieures, qui souffrirait de troubles cardiaques, ne pourra reprendre ses activités qu'à la fin de novembre — ne trompe personne. Les Neuf, constatant que leur position restait très éloignée de celle des Turcs, ont estimé préférable, avec l'accord tacite de ces derniers, de remettre une réu-

nion qui, si elle avait été maintenue, risquait d'être l'occasion d'un délit grave. Pour cette même raison, la réunion du conseil d'association avait été une première fois ajournée en juillet.

Ce nouvel incident de parcours illustre le malaise qui, depuis de longs mois, caractérise les relations entre la Communauté et la Turquie, qui sont liées par un traité d'association depuis 1964. L'objectif de celui-ci est la création progressive d'une union douanière devant déboucher à terme sur une adhésion au Marché commun.

Ankara. — Ce fut encore une fois la déception en Turquie. Toutefois, le report de la réunion donnera peut-être au gouvernement turc un délai supplémentaire pour pouvoir surmonter les divergences de vues qui se manifestent entre les divers partenaires de la coalition gouvernementale quadripartite.

Les dirigeants du parti du salut national, formation pro-islamique qui s'efforce de se présenter comme le porte-drapeau des sentiments nationalistes, affirment non seulement leur opposition à l'intégration politique avec l'Europe, mais préconisent, en outre, une révision globale des relations avec les Neuf, dans un sens plus conforme aux intérêts du pays. « Nous ne nous sommes pas, disent-ils, associés à la Communauté pour subir des relations de maître à serviteur ».

Sans partager l'esprit mi-chauvin, mi-protectionniste de ses partenaires gouvernementaux, le Parti de la justice du premier ministre, M. Demirel, est, lui aussi, déçu. Le chef de la diplomatie turque, M. Caglayangil, devait déclarer la semaine dernière que « la Turquie pourra vivre sans la C.E.E., tout en demeurant au sein du bloc occidental ». De son côté, le premier ministre a souligné : « De nouveaux horizons se dessinent dans

les relations de la Turquie avec les pays étrangers ».

Par ailleurs, dans les milieux diplomatiques de la capitale, les dissensions internes de la coalition gouvernementale apparaissent comme étant à l'origine de l'immobilisme actuel. Selon certains, les responsables de la C.E.E. attendent le retour au pouvoir de M. Ecevit, du Parti républicain, qui serait un interlocuteur plus sûr de lui que l'actuel premier ministre, M. Demirel, victime de l'humeur changeante de ses partenaires. M. Ecevit estime quant à lui que le gouvernement du Front nationaliste ne réussira pas à résoudre le contentieux.

Tout bien pesé, l'amélioration des relations globales de la Turquie avec le monde occidental — fil-c dans le domaine militaire avec l'embargo sur les armes infligé par les États-Unis — ne dépendra plus d'un simple changement de l'équipe dirigeante turque.

L'opinion, de plus en plus déçue par le comportement des pays occidentaux, prête désormais l'oreille aux tribuns qui s'opposent à ce que la Turquie devienne « un satellite de la C.E.E. ». Son influence pourrait inciter les dirigeants d'Ankara à se

re rapprocher davantage du tiers-monde, du bloc soviétique, du Japon et des pays islamiques, afin d'opter pour une nouvelle stratégie en dehors des sphères d'influence américaines.

De leur côté, les industriels turcs sont divisés. Certains suggèrent au gouvernement la conclusion d'accords bilatéraux avec les pays du Marché commun, pour remplacer le traité d'association qui s'avère néfaste pour l'avenir de l'industrie nationale. D'autres continuent à croire que « la choc de la concurrence » serait, à la longue, salutaire pour l'économie turque.

Un nouveau délai de quinze ans serait toutefois peut-être nécessaire avant l'achèvement de l'union douanière. La Turquie devrait réaliser son développement avant tout par ses propres moyens, ajoutent ces pro-européens. Le montant du crédit quinquennal de 1 milliard de dollars demandé apparaît dès lors dérisoire.

« Il s'agit donc d'un problème de réorganisation efficace de l'économie nationale », disent certains Turcs.

ARTUR UNAL.

AIDE AU LOGEMENT

Le projet de réforme de la loi inquiète l'Union des H.L.M.

Le conseil des ministres devait examiner, ce mardi 19 octobre, le projet de loi réformant l'aide au logement. C'est la première étape de la réforme de la politique du logement, dont le principe avait été adopté avant les vacances (« Le Monde » du 24 juillet et du 17 août). L'Union des H.L.M. se montre, pour sa part, inquiète des lacunes de ce projet de loi.

Ce projet de loi, qui sera étudié au cours du mois de novembre par le Sénat, crée l'Aide personnalisée au logement (A.P.L.), qui, beaucoup plus large que l'actuelle allocation-logement, est destinée à se substituer à l'indemnité d'occupation à la pierre. Le texte institue également le Fonds national de l'habitation qui sera chargé de la gestion de cette A.P.L.; enfin, il crée le Conseil national de l'habitation, qui aura pour mission de veiller à la qualité de la construction et de définir les « conventions » qui seront passées entre propriétaires publics ou privés et les pouvoirs publics, permettant aux locataires de logements anciens de bénéficier de l'A.P.L.

C'est avec quelque difficulté que le projet de loi a franchi l'examen des commissions par le Conseil d'Etat, où l'on a entendu formuler à son encontre le grief d'« anticonstitutionnalité ». En effet, si l'A.P.L. est une aide sociale, il convient, comme pour les prestations familiales ou les dépenses de maladie, de respecter un droit général en la matière; cette aide ne saurait donc voir son attribution soumise à « conventions », ce qui risquerait de conduire à un poids financier impossible à supporter par l'Etat. En revanche, si l'A.P.L. a pour objet d'assurer une plus grande efficacité à la politique du logement, de faciliter l'accès à la propriété et de promouvoir la qualité de l'habitat, elle possède le caractère d'une intervention économique. C'est cette acception que, dans la formulation définitive du projet, le gouvernement a choisie, tenant ainsi compte de l'avis du Conseil d'Etat.

Le texte reste conforme aux intentions initiales du gouverne-

ment. Mais le mouvement H.L.M. s'inquiète de ses implications et de ses lacunes, notamment de l'absence de référence à une quelconque indemnité de l'A.P.L. et du rejet de la fixation des barèmes dans les décrets d'application eux-mêmes.

« Il faut que nous ayons la certitude que l'écart entre la capacité de paiement des ménages et les dépenses réelles qu'ils auront à supporter ne s'agrandira pas dans le temps », déclare l'Union. « Nous serions des gestionnaires imprudents si nous construisions sans une telle garantie pour les ménages modestes, qu'il s'agisse de logements locatifs ou d'accession à la propriété. Nous faisons d'une forme d'indemnité, quelle qu'elle soit, la condition sine qua non de notre adhésion au projet ».

Les organismes d'H.L.M. sont d'autant plus inquiets que, d'ici la mise en œuvre totale de la réforme, ils devront continuer à construire suivant les règles actuellement en vigueur. Or le projet de budget pour 1977 ne leur donne guère satisfaction : avec 151 600 logements H.L.M., contre 177 000 en 1976, on constate une baisse de 14 % des engagements du gouvernement. A cette diminution future des crédits destinés à la construction neuve de logements sociaux s'ajoutent les difficultés actuelles nées à la fois du grépage des mécanismes, mais aussi des effets du plan de lutte contre l'inflation (prix-plafonds bloqués, alors que les coûts de construction ont fortement augmenté; blocage des loyers; situation financière inquiétante de nombreux organismes).

Déjà, en 1976, la consommation des crédits alloués au logement social a été exceptionnellement lente : à fin septembre, 35 % seulement des crédits pour les H.L.M. locatives étaient engagés, le retard étant un peu moins grand pour l'accès à la propriété. Les responsables des H.L.M. craignent que la situation ne s'aggrave en 1977, ce qui ne saurait pas en mesure d'utiliser les sommes qui leur seront destinées si les conditions de fonctionnement et de financement de leurs organismes ne sont pas rapidement améliorées. — J. D.

un nouveau service concernant l'emploi

Le Monde

INFORMATION-PROFESSIONS

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emplois encadrées, parues dans « Le Monde » concernant chacune des principales fonctions ou professions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes :

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Direction générale, fonctions multiples. | <input type="checkbox"/> Direction financière et administrative. |
| <input type="checkbox"/> Marketing relations publiques publicitaires. | <input type="checkbox"/> Comptabilité. |
| <input type="checkbox"/> Informatique. | <input type="checkbox"/> Personnel formation relations humaines et sociales. |
| <input type="checkbox"/> Production entretien. | <input type="checkbox"/> Direction commerciale vente. |
| <input type="checkbox"/> Ingénierie. | <input type="checkbox"/> Ingénierie commerciale et technique-commerciaux. |
| <input type="checkbox"/> Etudes organisation et recherche. | |

2) Entourez, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retour :

TAUX DES ABONNEMENTS (en Francs)											
Nombre de fonctions demandées	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
6 semaines	20	35	51	74	90	105	119	132	144	155	165
13 semaines	40	75	114	148	180	210	238	264	288	310	330
26 semaines	70	135	199	259	315	368	416	462	504	542	577
52 semaines	120	234	342	444	540	630	714	792	864	930	990

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandé.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au siège de la Société de l'abonnement.

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.73.05, ou écrire : « LE MONDE » INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

NOM : _____ ou SOCIÉTÉ : _____

ADRESSE : _____ TEL : _____

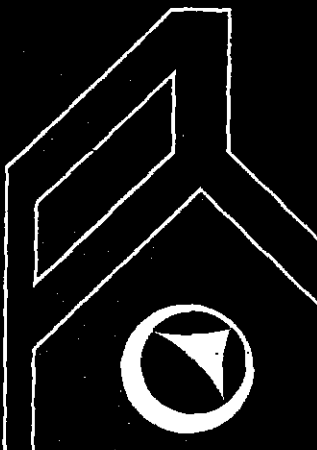
Joindre le règlement par ch. bancaire à l'ordre du éditeur ou ch. postal (CCP 4207-43 Paris).



CERTAINS FRANÇAIS LISENT UN SECOND QUOTIDIEN CHAQUE JOUR.

COCKERILL

SIDERURGIE
Construction
Mécanique



COCKERILL Supermax E

Aciers à haute limite élastique pour châssis d'automobiles, jantes, voiles de roues, longerons de camions, matériel ferroviaire agricole de travaux publics.

COCKERILL Soudotrax E

Aciers calmes grains fins pour recipients soumis à haute pression, réservoirs conduites.

COCKERILL chrome

Toles parfaitement soudables résistant à la corrosion : chaudières, pots d'échappement, contenueurs, réservoirs, skis, planchers d'étables, viroles de piscines.

Zincor

Toles recouvertes d'une couche de zinc : machines à laver, chauffage, mobilier métallique, ascenseurs, games, automobiles.

COCKERILL Jouvencel-cuivre

Aciers non vieillissants résistant à la corrosion pour carrosseries automobiles.

COCKERILL émail

Toles destinées à l'emballage en une seule couche et après l'embourgeoisement extra-profond pour tous produits emailés d'un façonnage délicat.

COCKERILL Planemel

Toles pour emballage de panneaux avec garantie de planéité.

COCKERILL Radia

Toles pour radiateurs de chauffage central.

COCKERILL SLS

Profilés allégés pour la construction et le matériel roulant, fermes et pannes de toitures, colonnes et portiques, châssis de maisons préfabriquées ou de chalets mobiles, de camions, remorques et wagons.

Cockerill joints DBC, Cockerill Cercatit, Cockerill Nomatit, Cockerill texture, Cockerill Magnétit BC, Cockerill joints pleins, il n'est pas une application de l'acier pour laquelle COCKERILL n'ait cherché, étudié, imaginé et finalement trouvé une solution adéquate.

Sa Division de la Construction Mécanique ou Rudolf Diesel surveille en personne le montage d'un de ses premiers moteurs, s'est spécialisée, outre ses fabrications traditionnelles de locomotives de manœuvre, de chaudières, de moteurs, dans la fourniture de matériel pour les industries nucléaire, métallurgique, chimique et pétrochimique.

COCKERILL

B 4100 SÉRIE 501, BELGIQUE
Tél. international +32 41 34 08 10
+32 41 34 28 10
Telex 41 225 CML SG B

Les adultes ont dans la tête ce qui est sur leur dos.

Et les jeunes, c'est le contraire.

Cette semaine dans ELLE.

RÉPUBLIQUE DU GABON

SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE ET D'EAU DU GABON - S.E.E.G.

AVIS D'APPEL D'OFFRES

La SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE ET D'EAU DU GABON envisage de réaliser le renforcement du système d'approvisionnement en eau potable de la ville de PORT-GENEVILLE. Ce renforcement comportera une station de prise en rivière, une conduite de refoulement, une station de traitement, des ouvrages de renforcement du réseau de distribution.

Le présent avis d'appel d'offres ouvert concerne uniquement les travaux de la conduite de refoulement prévus en deux lots :

Lot n° 1 : Fourniture d'un tronçon de 32 km de conduite en fonte ou en acier de diamètre 800 mm, y compris robinetterie et raccords, avec variante en diamètre 600 mm.

Lot n° 2 : Terrassement et pose de cette conduite, y compris robinetterie, raccords, confection d'ouvrages.

Les entreprises intéressées à soumissionner sont invitées à retirer les dossiers d'appel d'offres à partir du 19 octobre 1976 auprès des Ingénieurs-Conseils : Société Anonyme Française d'Etudes et de Gestion (SAFEGE), 74, rue des Saules, 92000 NANTERRE. Tél. : 294-73-25. Tél. SAEGE 06802, contre paiement par chèque de 400 F français par dossier et par lot.

Ces dossiers d'appel d'offres peuvent être également consultés auprès de :

A) La S.E.E.G., B.P. 2187 Libreville. Tél. ENELIS 5222 GQ.
B) Les Ingénieurs-Conseils SAFEGE.

Les offres devront parvenir à la S.E.E.G. sous pli cacheté au plus tard le mercredi 10 décembre 1976 à 16 heures.

Les entreprises sont informées que la S.E.E.G. a demandé un prêt à la Caisse Centrale de Coopération Économique, 233, boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS, pour le financement d'une partie des travaux correspondant au présent appel d'offres.

Il est précisé que seules les entreprises des pays de la zone franc sont admises au présent avis d'appel d'offres.

La soumission pourra porter sur un ou l'ensemble des deux lots.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE
SOCIÉTÉ NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES

DIVISION ACHATS

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

ANNÉE : 1977

La Société Nationale des Industries Chimiques (SNIC) lance un appel d'offres international pour la fourniture de matières premières et produits intermédiaires destinés à ses unités de :

- Peintures,
- Détergents,
- Cosmétiques,
- Verre et Céramique,
- Explosifs,
- Commercialisation.

Les intéressés peuvent retirer le cahier des charges (contre la somme de 100 D.A.) à la SNIC - Division des Achats - Cinq Maisons - EL-HAR-RACH, Alger, B.P. 27 - Tél. 52 840 - Tél. 76-37-82 à 87.

Les offres devront parvenir sous double enveloppe cachetée, l'enveloppe intérieure portant la mention : « APPEL D'OFFRES n° MP/77/09 - A ne pas ouvrir » avant le 10 novembre 1976, terme de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de 6 mois.

Les fiches techniques et les échantillons des produits proposés doivent être transmis avant la clôture de l'appel d'offres.

S'habiller en camaïeux.

Tout en bleu.

Cette semaine dans ELLE.

Tableau de bord monétaire et financier

Les dernières semaines ont vu s'aggraver les tensions monétaires internationales dont les effets les plus spectaculaires ont été la chute brutale de la livre et de la lire. Une autre conséquence de ces tensions, moins frappante, mais plus préoccupante pour la croissance, les investissements et l'emploi, a été la forte remontée des taux d'intérêt dans les pays à monnaie faible. En Grande-Bretagne d'abord, où le taux d'escompte est monté au niveau record de 15 %, entraînant le prime rate à 14 %, ainsi que les taux à long terme. Résultat le mouvement de la Trésorerie, qui se résume à 15,5 %. En France aussi : après la forte hausse du taux au jour le jour, qu'on espérait provisoire, on s'est résigné finalement devant la fragilité de la situation à passer le taux d'escompte de 9 à 10,5 %. Enfin en Italie, ce dernier a fait un bond impressionnant de 12 à 15 %. Quel contraste avec les États-Unis, où on observe exactement le mouvement inverse : le prime rate passe de 7 % à 8 3/4 % sans pour autant que cette augmentation arrive à entraîner le Dow Jones, qui, après avoir dépassé l'indice fatidique de 1 000, est à nouveau en recul.

Les tableaux qui suivent analysent l'enchaînement des faits. Il y a d'abord des situations économiques très différentes entre les

États-Unis et l'Allemagne, d'une part, et d'autre part la Grande-Bretagne, l'Italie et la France, qui ne respectent pas les équilibres fondamentaux : rythme des salaires, déficits budgétaires et extérieurs, etc. Ces derniers pays étant extrêmement sensibles aux mauvaises nouvelles. Certaines

comme la menace des grèves des marins en Grande-Bretagne, peuvent alors entraîner des réactions rapides, qui sont encore accentuées par la spéculation internationale sur les capitaux. Ainsi la chute de la livre a-t-elle été aggravée par la spéculation à la réévaluation du deutschemark dans

le cas des États-Unis et de l'Allemagne, les nouvelles se répercutent d'abord sur les monnaies qui sur les Bourses, car, en dépit de la croissance, les investissements n'y sont pas encore franchement repartis, et les opérations restent méfiantes.

MAURICE DOMMENSATH.

Instabilité et méfiance

Effets monétaires et financiers

	Masse monétaire (1)	TAUX D'INTERÊT		POSITION DE CHANGE PAR RAPPORT		BOURSES : Cotation monnaie (heures 18 mois)
		Jour le jour	prime rate	sur dollar (2)	A un panier de 8 monnaies (3)	
Dollar	6,5 %	5 %	6,75 %	—	103,2 (102,8)	— 7 % (+ 22 %)
Deutschemark	8 %	2,5 à 4 %	6,25 %	2,4400 (+ 2 %)	110,7 (108,9)	— 4 % (+ 2 %)
Franc français	10 %	11 à 12 %	11,65 %	4,9075 (— 2 %)	82,7 (83,9)	— 10 % (+ 17 %)
Livre	15 %	15 %	14 %	0,0002 (— 5 %)	85,7 (84,3)	— 10 % (+ 18 %)
Lire	20 %	16 à 18 %	20,50 %	001,6 (— 2 %)	83,5 (82,8)	— 12 % (+ 20 %)

(1) Il s'agit de la masse monétaire au sens strict, dit M1.

(2) Position récente et tendance mensuelle en %.

(3) Sans parenthèses : valeur du mois précédent. Les 5 monnaies sont complétées par le Yen.

LE CADRE ÉCONOMIQUE

	CROISSANCE (2)		RESPECT DES ÉQUILIBRES			TAUX D'INFLATION
	Taux industriels	Investissements	Taux (2) salaires	Déficit budget (1)	Saldo balance commerciale (1)	
États-Unis	5 %	+ 27 %	7 %	— 4,3 % (— 63,8 Md)	— 1,1 % (— 16 Md)	6 %
Allemagne fédérale	3 %	+ 2 %	8 %	— 3,2 % (— 60 Md)	+ 2,7 % (+ 31,5 Md)	3 %
France	5 %	0 %	16 %	— 1,5 % (— 20 Md)	— 2,8 % (— 40 Md)	9 %
Grande-Bretagne	0 %	— 10 %	14 %	— 107 % (— 12 Md)	— 5,8 % (— 6,5 Md)	13 %
Italie	15 %	— 10 %	16 %	— 10,5 % (— 120 Md)	— 3,2 % (— 320 Md)	13 %

(1) Exprimés en valeur (milliards de dollars, DM...) et en pourcentage de produit national brut soldé commercial CAP FOB.

(2) Exprimés en valeur nominale et en rythme annuel.

Le Monde dossiers et documents

NUMÉRO D'OCTOBRE

- ALLEMAGNE FÉDÉRALE : LA PUISSANCE ÉCONOMIQUE
- LA VIE POLITIQUE ITALIENNE

Le numéro : 2,50 F
Abonnement : 1 an (12 numéros) : 25 F

D.E.S.S. DE GESTION BANCAIRE

et prospective des institutions financières

(Université de Paris XI)

Vous souhaitez être appelé à des responsabilités de dirigeant dans les institutions financières de demain (banques de tous statuts, assurances...).

Vos diplômes ou votre expérience professionnelle vous permettent d'accéder à un enseignement de doctorat.

Le Diplôme d'études supérieures spécialisées de gestion bancaire constitue un enseignement de 250 heures en fin de journée, dans un local professionnel du centre de Paris.

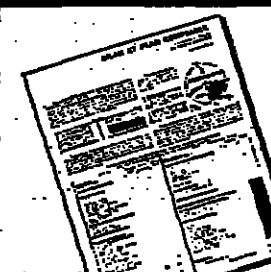
Cours de début novembre à fin juin. Admission sur dossier.

L'enseignement est assuré par un corps professoral composé de praticiens de haut niveau et de professeurs d'université.

Renseignements détaillés sur demande :

U.E.R. de Sciences Juridiques - 2, rue de Rouen - 92001 NANTERRE.
Tél. : 769-82-34, poste 658.
Inscriptions closes le 30 octobre 1976.

Edité par OBBO BILAN et PLAN COMPTABLE



Joint à une information de base sur la comptabilité OBBO, ce document présente de façon claire et vivante le plan comptable général.

Il étudie son utilisation au moyen de la comptabilité OBBO et ses relations avec le bilan.

Comptabilité pour une meilleure gestion.

Veuillez me faire parvenir gratuitement "Bilan et Plan Comptable" OBBO

M. _____

Société _____

adresse _____

Tél. _____

OBBO - 9 rue de Maubeuge - Paris 9^e - tél. 878.25.50 et 25.06

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30

BONNES ET MAUVAISES NOUVELLES DU MOIS

	BONNES	MAUVAISES
ÉTATS-UNIS	— Pas d'emballement monétaire et baisse des taux d'intérêt.	— Incertitudes électorales. — Chômage élevé, taux de 1,5 % en septembre. — Baisse de l'indice des indicateurs économiques en août (— 1,5 %) et craintes pour les mois à venir.
ALLEMAGNE	— Croissance ralentie, mais encore satisfaisante. — Inflation en net recul.	— Incertitudes politiques. — Taux de chômage élevé. — Réduction de l'excédent commercial du mois d'août.
FRANCE	— Inflation relativement plus modérée en août : 0,7 %.	— Malaise politique.
GRANDE-BRETAGNE	— Sensible réduction du déficit commercial en août.	— Contestation du plan Barre. — Grève générale du 7 octobre. — La menace de grève des marins a donné un coup au contrat social. — Reprise de l'inflation en août (1,4 %). — Forte augmentation du chômage (5,7 %). — Forte chute de la livre.
ITALIE	— Forte croissance industrielle (18 %). — Excédent de la balance commerciale et de la balance des paiements en juillet.	— Les incertitudes politiques et économiques subsistent. — Chute de la livre. — Baisse de la Bourse.

TAUX D'ATTRACTION (+) ET DE RÉPULSION (—) DES CAPITAUX

ÉTATS-UNIS	ALLEMAGNE	FRANCE	GRANDE-BRETAGNE	ITALIE
++	+++	—	—	—

An cours du dernier mois l'évolution toujours divergente des cinq pays pour l'inflation notamment, combinée avec les incertitudes politiques et les mauvaises nouvelles a entraîné un regain de tension affectant plus particulièrement le DM (+++), la livre (—) et plus récemment le franc (—) et la lire (—). De plus le degré d'attraction des États-Unis faiblit un peu (+) par suite de la baisse des taux d'intérêt.

Les jeunes ont sur le dos ce qui est dans leur tête.

Les adultes c'est le contraire.

Cette semaine dans ELLE.

Journal de 1976

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

ÉNERGIE

Les ministres des Neuf s'interrogent sur l'accroissement de la dépendance de la Communauté

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). — Le problème de l'approvisionnement énergétique se posera bientôt à nouveau en termes difficiles pour les Neuf comme pour les autres pays industrialisés, la hausse des prix du pétrole semblant inéluctable. La Communauté européenne, apparemment assoupie, n'a rien entrepris pour réduire sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Les gouvernements membres, confrontés à une situation de plus en plus menaçante, ont-ils l'intention d'accomplir les efforts nécessaires pour que la politique communautaire de l'énergie devienne une réalité ?

Telle est la question en forme d'avertissement que M. Simonet, vice-président de la Commission européenne, pose ce mardi 19 octobre, à Luxembourg, aux ministres des Neuf chargés de la politique énergétique, réunis pour un débat de clarification et d'orientation.

Les informations que M. Simonet soumet à leur réflexion sont préoccupantes. La dépendance énergétique des Neuf croît au lieu de diminuer. En décembre 1974, le conseil des ministres, qui en était encore au temps des déclarations d'intention volontaristes, avait décidé de ramener celles-ci de 80 à 50 % et si possible 40 %, d'ici à 1985. Si l'évidence, constate la commission dans le document qui sert de trame à l'intervention de M. Simonet, que l'objectif de 40 % est désormais hors d'atteinte, celui de 50 % paraît également remis en cause. En 1985, selon les plus récentes prévisions, le pétrole importé représentera environ 45 % de l'approvisionnement énergétique de la C.E.E. alors que l'objectif était de limiter sa part à 37 %. Plusieurs raisons expliquent ces perspectives décevantes :

● Il sera difficile, pour des raisons de coût, mais aussi parce que les centrales thermiques n'ont pas une technologie adaptée, de maintenir la production de charbon à son niveau actuel à l'intérieur de la C.E.E. ; celles de pétrole et de gaz seront également inférieures aux prévisions initiales.

● Les programmes nucléaires se développent à un rythme beaucoup plus lent que prévu. En 1974, on envisageait une puissance nucléaire de 178 mégawatts pour 1985. Les prévisions actuelles sont de 125 mégawatts, et encore est-ce sans doute une anticipation trop forte.

● La demande d'énergie et de pétrole, qui avait diminué pendant les années de récession, croît à nouveau à un rythme rapide. Or, dans le même temps, l'Arabie saoudite, l'un des principaux fournisseurs, a décidé de plafonner la production, ce qui accentuera la tendance à la hausse des prix. La Commission, au cours des deux dernières années, a soumis aux gouvernements membres une série de propositions, dont certaines très concrètes, pour développer les ressources énergétiques de la Communauté et favoriser les économies d'énergie. Mais rien n'a été décidé par le conseil des ministres. Celui-ci, compte-tenu de l'intention de sortir de cet impasse ?

M. Simonet souhaite encore mener le conseil à évoquer l'atmosphère des États-Unis. Ceux-ci, moniteurs zélés de l'Agence internationale de l'énergie (à laquelle adhèrent tous les pays de la Communauté sauf la France), ont rien fait sur leur propre territoire pour freiner la consommation de pétrole et accroître les sources alternatives. Leurs importations de pétrole progressent à un rythme rapide et contribuent ainsi à accentuer la pression sur la demande et, par voie de conséquence, la tendance à la hausse des prix.

Les Neuf pourraient envisager une démarche commune auprès des États-Unis.

Les chances d'obtenir de Washington une réponse rassurante sont limitées. La Communauté doit ajouter, M. Simonet, le levier de renforcer la sécurité de son approvisionnement. Cela implique le maintien de relations harmonieuses avec les pays de l'OPEP. Pour y parvenir et favoriser la création d'un « marché pétrolier mondial ordonné », la Commission suggère de proposer aux pays du tiers monde représentés à la conférence de Paris (dialogue Nord-Sud) la création d'un mécanisme de coopération permanente.

Les ministres doivent également examiner au cours de cette session quelle suite il convient de donner à la démarche faite récemment par les cinq compagnies pétrolières européennes (dont Elf

SÉCURITÉ SOCIALE

La Confédération des syndicats médicaux soumet aux partenaires sociaux un « plan santé »

« Nous serions heureux de vous rencontrer... » Quelques dizaines de lettres viennent d'être envoyées par la Confédération des syndicats médicaux français aux dirigeants des syndicats de salariés, aux organisations patronales, aux ministères. La C.S.M.F. leur propose une rencontre bilatérale pour discuter du « plan santé » qu'elle leur soumet pour avis.

La C.S.M.F. part d'un constat : « Dans nos sociétés modernes, il n'est pas possible de parvenir à maîtriser le coût des soins en freinant la consommation médicale. Toute intervention de ce genre n'aurait pour résultat que de créer des injustices sociales évidentes. » Le docteur Monier, président du syndicat, estime que « l'augmentation de la participation des malades aux frais de santé par un moindre rembourse-

ment de la Sécurité sociale (majoration du ticket modérateur) n'est pas une bonne réponse, car la couverture du petit risque et la prévention vont de pair ».

La C.S.M.F. propose, en revanche, « une contribution du corps médical à une maîtrise des dépenses de santé grâce à une rationalisation des soins ». Dans l'immédiat, elle demande la « création immédiate, dans chaque département, de commissions médico-sociales paritaires » pour étudier l'évolution des dépenses de soins et la relance des « tableaux statistiques d'activités » de chaque praticien pour que celui-ci puisse les comparer au coût de l'ensemble des décisions de ses confrères de même discipline et faciliter ainsi « l'auto-discipline » dans le respect de la liberté de prescription. Institué en 1971, cette formule d'autodiscipline est « restée lettre morte », note la C.S.M.F.

A plus long terme, le plus important syndicat médical propose une coordination des actions de prévention, l'application de la loi de 1971 sur la formation continue aux médecins, la mise en place d'une véritable politique d'implémentation des unités de soins de toute nature et de « commissions locales d'urbanisme médical », facilitant la création de « sociétés professionnelles » libérales.

● RECTIFICATION. — Dans notre information sur la dégradation du commerce extérieur de la France, publiée dans le Monde du 19 octobre, il fallait lire dans le deuxième paragraphe : « Les importations (assurance et fret exclus, et non inclus) ».

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Les métallurgistes C.G.T. et C.F.D.T. lancent une campagne d'action commune

« Nous avons décidé de mettre le paquet » : utilisant sciemment et à plusieurs reprises cette expression populaire, les représentants de la Fédération des travailleurs de la métallurgie C.G.T. et de la Fédération générale de la métallurgie C.F.D.T. ont annoncé, au cours d'une conférence de presse réunie le 18 octobre à Paris, leur intention d'organiser toute une série d'actions — dont une « journée nationale » dans la deuxième quinzaine de novembre — afin d'imposer à l'organisation patronale, l'Union des industries métallurgiques et minières (U.I.M.M.), l'ouverture de négociations en vue d'obtenir la signature d'une convention collective nationale.

Insistant longuement sur l'accord intervenu le 28 septembre, « après plusieurs semaines de discussions passionnantes et passionnées » entre les deux fédérations, les syndicalistes C.G.T. et C.F.D.T. ont précisé que cette convention collective nationale devait, selon les termes mêmes de cet accord, être « particulièrement charpentée » à partir des revendications « prioritaires » suivantes : barème national des salaires minima liés à la grille des classifications (minimum mensuel de 2 200 francs sur la base de quarante heures), suppression du salaire au rendement avec l'intégration des primes, mise au point d'une grille nationale de classifications et de rémunérations de l'O.S. à l'ingénieur et des mesures efficaces pour stimuler l'économie.

Afin d'établir un « rapport de forces » en leur faveur pour « contraindre le patronat à s'engager à une table de négociations », les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. de la métallurgie ont entrepris de faire circuler, dans les usines, une « pétition nationale ».

ELETROSUL

CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A. (Filiale de l'ELETROBRAS)

SYSTÈME SALTO SANTIAGO APPEL POUR LA PRÉ-QUALIFICATION DES FABRICANTS DE DISJONCTEURS, GLÉS SECTIONNATRICES, PARATONNERRES, TRANSFORMATEURS DE COURANTS, DIVISEUR CAPACITIF DE POTENTIEL 500 KV

Centrais Elétricas do Sul do Brasil S.A. - ELETROSUL ouvre des adjudications internationales, pour la fourniture d'équipements cités ci-dessous, destinés au Système Salto Santiago en 500 KV.

GRUPE I. — Soixante-six (66) paratonnerres, pour le système de 500 KV, 60 Hz, tension maximale de décharge (IR) 10 kA onde 8 x 20 microsecondes (crête) 913 à 965 KV, tension nominale phase-terre 420 à 444 KV (rms).

GRUPE II. — Quatre-vingt-trois (93) transformateurs de courant, tension nominale 500 KV, 60 Hz, avec 3 à 6 enroulements secondaires, à savoir :

— pour la protection : relation de courant 3000-2500-2200-2000-1500-1200-800 - 5A, classe de précision 0,2 ;

— pour les mesures : relation de courant 3000-1500 - 5A classe de précision 0,3 B 4,0.

GRUPE III. — Soixante-six (66) diviseurs capacitifs de potentiel pour la liaison phase-neutre, 500 KV, 60 Hz, avec 2 enroulements secondaires, relation 2800/4500-1, classe de précision 0,3 W-X-Y-Z-Z.

GRUPE IV. — Quatre-vingt-dix (90) clés sectionnatrices avec mécanisme d'opération motorisé, tension nominale 500 KV, courant nominal 2500 A, 60 Hz, courant momentané 10 kA (rms) montage horizontal, ouverture verticale, avec soixante-dix-huit (78) unités sans lames de terre et douze (12) unités avec lames de terre.

GRUPE V. — Trente et un (31) disjoncteurs tripolaires, courant nominal 2500 A, tension nominale 500 KV, 60 Hz, courant d'interruption 35 et 45 kA (symétrique), temps d'interruption 2 cycles, avec résistance de pré-insertion de 400 ohms, air comprimé ou SF6.

Des négociations sont en cours avec la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour l'obtention des moyens nécessaires à l'acquisition de ces équipements.

Seuls les fabricants domiciliés dans des pays membres de la BIRD ou en Suisse pourront participer au présent appel.

Les instructions pour l'établissement des offres de préqualification pourront être retirées gratuitement par les intéressés jusqu'au 18 novembre 1976 à l'adresse suivante :

CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A. - ELETROSUL
DIRETORIA ADMINISTRATIVA

Rua Trajano, 41 - 3° andar - 88.000 - Florianópolis - Santa Catarina - Brasil - Téléx 0482 164

UNIVERSITÉ PARIS-DAUPHINE
Service Éducation Permanente

Stage d'initiation :

L'ANALYSE DE LA VALEUR ET LA FONCTION ACHAT

— La place de l'acheteur dans la fonction achat ;
— La méthode de l'analyse de la valeur et ses applications possibles dans les organisations privées et publiques ;
— Les méthodes de créativité et leur utilisation dans l'amélioration de produits existants et dans la recherche de nouveaux produits et de nouveaux services.

Méthodes pédagogiques actives favorisant la participation des stagiaires

Dates : 2, 3, et 4 novembre

Montant des frais de participation : 800 F

Pour tous renseignements appeler : 553-50-28, postes 24-81 et 24-76

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

INTERBAIL augmentation de capital

de F 120 300 000 à F 180 450 000

émission de 601500 actions nouvelles
de F 100 nominal au prix de F 130 l'une

Jouissance :

1^{er} janvier 1977

Droit de souscription

réserve par préférence aux

anciens actionnaires à raison

d'UNE action nouvelle

pour DEUX actions anciennes.

Délai de souscription :

du 18 octobre

au 17 novembre 1976 inclus

Lieux de souscription :

Tous les guichets (agences

et bureaux permanents en France)

des établissements suivants :

Crédit Commercial de France

Banque Régionale d'Escompte

et de Dépôts

Crédit Chimique

Banque de l'Union Occidentale

Banque de Bretagne

Banque Demachy

Banque Courtois

Une note d'information qui a reçu le visa n° 78-139
en date du 28.9.1976
de la Commission des Opérations de Bourse
a été mise à la disposition du public

MOULINEX

Chiffre d'affaires du 3^e trimestre
Les ventes totales hors taxes du
troisième trimestre de 1976 se sont
élevées à 275,71 millions, (dont
154,81 millions pour l'exportation)
contre 222,25 millions pour le tri-
mestre de 1975 (dont
128,15 millions pour l'exportation).

Ces chiffres font ressortir un ac-
croissement de :

● 18,22 % pour la métropole ;

● 20,81 % pour l'exportation ;

● 18,80 % pour l'ensemble.

STERIA

Avec l'accord du conseil d'admini-
stration de la société Steria,
l'Omnium français de papiers
(O.F.P.) a acquis la participation de
18,5 % du capital de Steria détenue
par la Banque de l'Indochine et de
Suez.

Cette entrée de l'O.F.P. dans le
capital de Steria permet à l'O.F.P.,
qui doit prochainement prendre la
nouvelle dénomination sociale
« O.F.P.-Omnium financier de Paris »,
de diversifier ses actifs industriels,
et à Steria, dont les autres action-
naires restent la SODIBEL actionnaire
majoritaire, et le groupe S.N.P., de
bénéficier de l'appui d'un nouveau
partenaire solide et d'un groupe
industriel de taille internationale.

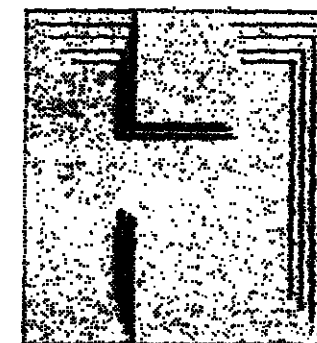
LIBRAIRIE HACHETTE

S.A. AU CAPITAL DE F 88 520 000 R.C. PARIS B 552 052 425

emprunt 1976

11 % 100 MILLIONS DE FRANCS

REPRÉSENTÉ PAR 100 000 OBLIGATIONS DE F 1 000 NOMINAL



PRÉ-ÉMISSION : F 985 PAR OBLIGATION

JOUISSANCE : 23 OCTOBRE 1976

INTÉRÊT ANNUEL : F 110 PAR OBLIGATION

DURÉE : 15 ANS

AMORTISSEMENT OBLIGATOIRE : EN 13 ANS PLUS

A PARTIR DU 23 OCTOBRE 1976 :

— SOIT PAR RACHATS EN BOURSE

— SOIT PAR REMBOURSEMENT AU PAIR, D'OBLIGATIONS DÉSIGNÉES

PAR TIRAGE AU SORT

AMORTISSEMENT ANTICIPÉ : POSSIBLE PAR RACHATS EN BOURSE SEULEMENT

TAUX DE RENDEMENT

ACTUEL BRUT : 11,23 %

Base du 18/10/1976 - Une note d'information simplifiée portant le visa CDB n° 78-132 en date
du 16/09/1976 est disponible au siège social de la Société, 79, boulevard Saint Germain
75006 Paris et auprès des établissements chargés du placement.

LES SICAV DE LA BANQUE ROTHSCHILD AU 30 SEPTEMBRE 1976

	ROTHSCHILD EXPANSION		LAFITTE RENDEMENT		LAFITTE TOKYO	
	F	%	F	%	F	%
Actions françaises	287 476 713,85	66,13	21 006 085,76	37,38	34 823 300,39	66,89
Obligat. étrangères	24 798 016,60	5,03	27 441 128	35,78	343 830	0,66
Obligat. françaises	6 781 905,83	1,37	1 778 858,74	2,32		
Liquidités	107 626 015,34	21,81	21 690 752,48	28,27	10 827 171	19,32
	57 453 876,43	11,62	4 812 764,37	6,27	6 920 386,33	13,33
ACTIF NET	434 327 527,65	100	76 727 642,36	100	51 812 872,72	100
PREL DE RACHAT	258,26		185,17		181,80	

J.F. Bizot et Mai 68.

*Souvenir.
Souvenir.*

Cette semaine dans ELLE.

ELETROSUL

CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A.
(Filiale de l'ELETROBRAS)

SYSTÈME SALTO SANTIAGO

APPEL POUR LA PRÉ-QUALIFICATION

DES FABRICANTS D'AUTOTRANSFORMATEURS

ET BOBINES DE REACTANCE SHUNT DE 500 KV

Centrais Elétricas do Sul do Brasil S.A. - ELETROSUL ouvre des
adjudications internationales, pour la fourniture de groupes d'équipements
cités ci-dessous, destinés au Système Salto Santiago en 500 KV.

PREMIER GROUPE. — 11 (onze) autotransformateurs mono-
phasés, 60 Hz, LV/VF/CF-VF, 525/230/230 KV - 13.8 KV, dont
7 (sept) unités de 120/160/200 MVA et 4 (quatre) unités de
60/80/100 MVA chaque.

DEUXIÈME GROUPE. — 11 (onze) bobines de réactance mono-
phasées, 60 Hz, 500 KV, dont 7 (sept) unités de 33,333 MVA et
4 (quatre) unités de 50 MVA chaque.

Des négociations sont en cours avec la Banque Internationale pour la
Reconstruction et le Développement (BIRD) pour l'obtention des moyens
nécessaires à l'acquisition de ces équipements.

Seuls les fabricants domiciliés dans des pays membres de la BIRD ou en
Suisse pourront participer au présent appel.

Les instructions pour l'établissement des offres de préqualification pour-
ront être gratuitement retirées par les intéressés jusqu'au 18 novem-
bre 1976 à l'adresse suivante :

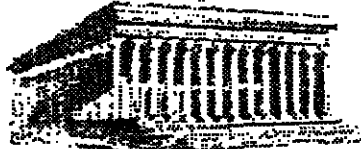
CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A.

ELETROSUL DIRETORIA ADMINISTRATIVA

Rua Trojano, 41 - 3° andar - 88.000 Florianópolis - Santa Catarina
Brasil - Télex 0482 164

BOURSE

à louer
3500 m²
de bureaux



Immeuble indépendant

Grand standing • Jardins • 100 parkings

SERDIM

522 64 31

Tout ce que vous vouliez
savoir sur l'accession
à la propriété sans
jamais oser le demander.

Et nous avons raison.

Cette semaine dans ELLE.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

Les difficultés du groupe lainier Schlumpf en Alsace

Partis politiques, élus de la majorité
comme de l'opposition, syndicats et as-
sociations patronales, gouvernement même
par la voix de M. Michel Ponlatowski,
ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur,
ont condamné le comportement - irres-
ponsable - de deux industriels suisses.

MM. Hans et Fritz Schlumpf, proprié-
taires notamment d'un groupe lainier
composé d'un tissage dans le Nord et de
trois filatures en Alsace. Depuis le mois
de juin dernier, ces trois filatures sont
placées sous administration judiciaire.

après le renoncement des frères Schlumpf
à « gérer leurs intérêts industriels ». Depuis
le mois de juin, aucune solution
n'a pu être trouvée qui permette le sau-
vetage durable d'un groupe qui emploie
au total deux mille salariés.

La très balzacienne histoire de « patrons indignes »

De notre envoyé spécial

Mulhouse. — Grandeur et déca-
dence d'un empire industriel. Le
25 juin 1971, par un long com-
munique triomphaliste publié
dans les quotidiens d'Alsace et
de l'Est, MM. Hans et Fritz
Schlumpf, deux industriels suisses, les frères
Schlumpf, annonçaient au monde
leur sacre. La veille, ils avaient
pris le contrôle de la filature
Gluck et Cie de Mulhouse, la
plus grande, la plus ancienne
de la région, celle qui manquait
cruellement à l'affirmation de leur
empire. Quelle simplicité dans la
victoire ! « Ainsi se trouve réali-
sée la plan conçue par MM. Fritz et
Hans Schlumpf, il y a environ
trente-quatre ans, d'acquiescer, de
posséder et de dominer l'indus-
trie de la filature de laine pei-
gnée alsacienne, et le but atteint
qu'ils s'étaient tracé, assigné,
imposé, c'est à force de volonté,
d'opiniâteté, d'endurance, de per-
sévération, de courage, de peine,
de soucis et de travail ».

Le 25 juin 1976, autre commu-
nique, plus concis, plus modeste
aussi : « Afin d'assurer la péren-
nité de leurs sociétés, MM. Hans
et Fritz Schlumpf se sont déci-
dés d'accorder à donner
gratuitement leurs intérêts indus-
triels et à y renoncer en faveur
de tout groupe ou de toute société
de la branche prêts à continuer
leur œuvre ». La veille, le pré-
sident du tribunal de grande in-
stance de Mulhouse, section de
commerce, avait confié à deux
administrateurs provisoires la
gestion de deux des quatre usines
Schlumpf, la filature de laine pei-
gnée Gluck et Cie et la filature de
laine peignée de Malmerspach.

Cinq ans, presque jour pour
jour, du sacre à la déconfiture,
de l'apogée à la débâcle. Cinq
petites années pour que deux
hommes, créateurs, fondateurs,
défiant d'être cooptés par un
patronat alsacien du textile, aus-
tère, protestant, trop praticien
pour admettre facilement le
parvenu, dévalent, le long
convergent. Au printemps.

Une politique du presse-citron

Libération, normalisation. Pen-
dant quelques années, les frères
Schlumpf ont consolidé leurs
affaires puis parti à la conquête
de leurs rêves. Point de départ :
1944, Malmerspach. Ligne d'arri-
vée, 1971, trois filatures en ac-
tivité : Malmerspach (Haut-Rhin),
Gluck et Erstein (Bas-Rhin),
Gluck et Erstein (un tissage dans
le Nord (Deffrenne et Cie, à Rou-
baix), au total deux mille salariés.
Plus quelques bricoles : un grand
hôtel, de Mulhouse, l'Edelhof du
Parc, restauré puis fermé, des
maisons de maître, chalets, ter-
rains, trois sociétés commerciales,
et enfin une fabuleuse collection
de voitures anciennes.

Hans et Fritz Schlumpf ont
mis leur recette ? Simple
mais efficace : derrière la pa-
ternité autoritaire de deux féo-
daux d'industrie, une politique
du presse-citron. A cet égard,
Malmerspach, l'usine, témoigne
bien de ce que fut la méthode
Schlumpf. Une usine proprete,
au carré, avec ses réalisations
sociales, salle de gymnastique,
salle des fêtes, une cantine à
enseigne tricolore, une bobine
bleue, une blanche, une rouge,
un jeu de quilles, etc. Le travail
dans la confiance et pour que
cette confiance règne une mai-
trise forte, un encadrement
subalterne assuré par des mil-
laires retraités. Hans et Fritz
avaient juré que leurs entreprises
seraient « à la pointe des
œuvres sociales ». Pas besoin
de syndicats pour cela. D'ailleurs
Fritz, qui édifie la loi, et Hans,
qui l'applique, ne supportent pas
les syndicats. Ne sont-ils pas de
bons patrons, les « sauveurs »
d'une industrie en perdition ? N'est-
ce pas Hans lui-même qui

conduit les femmes enceintes
à l'hôpital ? N'est-ce pas Hans
et Fritz qui ont fait de
Malmerspach une entreprise
modèle — avec sa fanfare
Schlumpf, ses sapeurs-pompiers
Schlumpf, ses petites Noëls
Schlumpf, ses extensions, sa
prise Schlumpf, ses remises de
médailles Schlumpf, et une
petite ville modèle — 256 loge-
ments Schlumpf et un budget
communal, par le biais des taxes,
à 90 % Schlumpf ?

Certes, il ne faut pas confondre.
Ce patronat n'a fait pas dans
le sentiment. Si les salaires sont
extrêmement bas, si ces fameux
avantages sociaux sont en défini-
tive des leurreux ou des moyens
de pression, si l'autoritarisme au
cours des années s'accroît au
point de devenir despotisme et
de provoquer dans les dernières
années de multiples et vaines
tentatives d'insubordination du
travail de la part des délégués du
personnel, c'est au nom de l'intérêt
supérieur. Les frères Schlumpf
ne pouvaient pas, ils répètent
ils ne transigent pas, mais
menacent. Car, dans une Alsace
en proie au chômage, ces patrons
du dix-neuvième siècle possèdent
une absolue — le fameux
« silence ou on ferme ! ». Ce
silence, cette paix sociale impo-
sée, dureront pourtant ce que
dure l'effet d'un narcotique.

La recette paternaliste, qui
avait fait ses preuves pour une
usine sans syndicats, trouve ses
limites face à quatre entreprises.
A partir de 1960, le syndicalisme
va se renforcer. En mai 1968, pre-
mière petite alerte : quelques
jours de grève sans suite, presque
pour faire comme tout le monde.
Au mois d'avril 1971, coup de
tonnerre : Malmerspach, l'usine ché-
rie, entre en rébellion. Mobilisa-
tion, tressaillement dans les villages,
quinze jours de grève, les frères
Schlumpf séquestrés pendant
quelques heures dans leur maison
de maître, la révolution, quoi. Et
tout cela pour une affaire de
prime non attribuée, de promesse
de treizième mois non tenue. Les

Schlumpf cèdent. Mais ils n'ou-
blieront ni la leçon ni le rôle tenu
dans cette affaire par les syndi-
calistes, les « voyous » comme ils
les appellent eux-mêmes en réu-
nion de comités d'entreprise. En
octobre 1971, nouvelle grève, de
majoritaire aujourd'hui dans les
quatre entreprises, mais qui,
l'époque, avait bien des difficultés
pour s'affirmer face à une réa-
lité : la peur du chômage.

Un épilogue peu glorieux

De 1971 à 1976, il n'y aura plus
de mouvements, hormis les cris
d'alarme lancés périodiquement
en vain par les délégués du per-
sonnel. Mieux, lorsque la crise
économique générale viendra à
partir de 1973 aggraver encore
les conséquences de la crise indus-
trielle du textile alsacien, les
entreprises Schlumpf passeront
au travers, miraculeusement. Du
moins en apparence. Jusqu'à
l'écroulement du château de
cartes dans les trois filatures, on
travaillera quarante heures par
semaine. Orgueil, irresponsabilité,
calculs ?

Le 2 octobre 1976, à Mal-
merspach, les forces de l'ordre,
sur réquisition du préfet du Haut-
Rhin, M. Gilly, craignant des
débordements, veulent déloger
MM. Schlumpf séquestrés depuis
trois jours et deux nuits. Sous la
protection de la police, les deux
hommes gagnent la gare de
Mulhouse et de là, pour y
trouver refuge dans une suite
d'un grand hôtel. Cet épilogue
peu glorieux n'empêche pas
aujourd'hui les deux frères de
parler haut et fort, par-dessus la
frontière, pour faire illure des
accusations portées contre eux.

Celles-ci sont de deux ordres :
la collection d'automobiles et
anciennes d'abord. Fritz Schlumpf
avait dans sa vie une passion
folle, la voiture. Cette passion et
peut-être aussi un sens aigu de
l'épuration l'ont amené depuis
1950 à constituer à coups de mil-
lions, voire de milliards d'anciens
francs, la plus grande collection
privée d'automobiles connue au
monde : cinq cent quatre-vingt-
quatre véhicules de 1876 à 1968,
achetés par groupes entiers,
comme cette trentaine de Bugatis
arrachées en 1964 à un collec-
tionneur américain et rapatriées
par bateau et train spécial. Le
tout restauré dans les moindres
détails par une cinquantaine de
spécialistes salariés et tenus au
secret professionnel pour consti-
tuer le futur musée Schlumpf
installé dans les locaux d'une
ancienne filature achetée en 1962.
C'est justement à propos de ce
musée Schlumpf, de cette collec-
tion évaluée entre 80 et 100 mil-
lions de F, que les différents comi-
tés d'entreprise des filatures ont
déposé plainte pour « abus de
biens sociaux ». Outre que ce
musée constitue, selon eux, « un
scandale et une insulte perma-
nente pour les travailleurs du
groupe », les responsables syndi-
caux affirment certaines factures
en main, que des travaux de
restauration ont été passés au
compte des usines de production
textile et que de nombreux
ouvriers salariés des filatures
n'ont, en fait, travaillé que pour
le musée.

Les secondes accusations, dont
l'enquête judiciaire actuellement
ouverte devra établir ou réfuter
le bien-fondé, concernent cer-
taines pratiques commerciales.
Ainsi la C.F.D.T., qui dénonce
« de véritables escroqueries et
manipulations financières ». Ainsi
les parlementaires du Haut-Rhin
qui, au mois de juillet, deman-
dent qu'une enquête soit
immédiatement ouverte de sorte

encore, et cela prouve leur toute-
puissance, ils obtiennent du pré-
fet du Haut-Rhin que celui-ci
viennent, avec « un seul délégué
personnel », négocier en terrain
neutre, Haut-Rhin, France et Suisse
sur l'aéroport de Bâle-Mulhouse
Négociation inutile, puisque la
grève, d'elle-même, va se casser.
Une défaite pour la C.F.D.T.
majoritaire aujourd'hui dans les
quatre entreprises, mais qui,
l'époque, avait bien des difficultés
pour s'affirmer face à une réa-
lité : la peur du chômage.

En clair, l'accusation est :
soutenir les unités de produc-
tion, les filatures Gluck, Mal-
merspach et Erstein, aurales,
vendu au prix faible de la laine
brute à l'une ou l'autre des trois
sociétés commerciales créées à
toutes pièces dans l'organigramme
du groupe. Puis celles-ci auraient
revendu cette laine brute au pri-
x fort, au-dessus même des cou-
rants à Roubaix, au « terrain
nul » du groupe, le tissage De-
ffrenne. La conséquence ? De
super-bénéfices réalisés au sa-
vage par les sociétés commerciales
donc par les frères Schlumpf, à
l'arrivée des super-crédits
non honorés par le tissage De-
ffrenne qui, en raison de ce
« prix imposé » devrait à l'heu-
re actuelle 35 millions de francs au
tissage.

A cela s'ajoutent les déficits
d'exploitation de chacune des
entreprises (11 millions de francs
en cinq ans pour la seule fil-
ture Gluck), les avances chur
aux banques et aux fournisseurs
— une vingtaine d'entre eux
créanciers pour 8 millions de
francs, ont obtenu, au 1^{er} oc-
tobre, une salade conserva-
toire sur les biens, immeubles et
meubles Schlumpf y compris la
musée et enfin le préjudice non
indemnifié d'années de sous-
investissements. De là les diffi-
cultés rencontrées depuis quatre
mois pour trouver une solution.

Depuis le début de l'été, les élus
alsaciens se sont efforcés, mai-
en vain, de parvenir au mini-
stère de l'économie et des finan-
ces à établir un plan de sau-
tage. Une solution régionale qui
supposait un financement d'en-
viron 60 millions de francs
procureurs, au tiers, par l'Etat, la
collectivités publiques et des font
privés, n'a pu aboutir. Alors que
les usines travaillent actuelle-
ment à façon pour l'industrie
allemande et le tissage Deffrenne
il semble qu'on s'oriente vers un
démantèlement du groupe. La
filature Gluck (488 salariés) et
Erstein (560 salariés) pourraient
après dépôt de bilan, être sau-
vées au prix de compression de per-
sonnel tandis que celle de Mal-
merspach (470 personnes) jugée
comme la moins moderne, serait
sacrifiée. Si telles sont bien les
perspectives, il ne faut pas
s'attendre qu'elles se réalisent
sans quelque violente secousse
actionnaire ou autre, dans cet-
te vallée de Thann et ses suc-
ces, les frères Schlumpf.

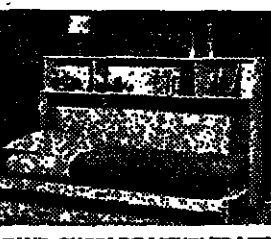
PIERRE GEORGES.

Louer une voiture
c'est rationnel

europcar

645.21.25

TOUT CE QUI SE
TRANSFORME EN LIT
S'ACHÈTE CHEZ
CAPELOU



GRAND CHOIX DE MEUBLES-LITS
1 ou 2 places • Toutes essences de bois

CAPELOU Distributeur

Magasin de vente :
37, Av. de la République
PARIS XI^e - Métro PARENTIER
Tél. 357.40.35 +

Pacer



STATION-WAGON

American Motors

Jean-Charles

28, Rue d'Alsace, PARIS 11^e Tél. 288-23-48

Sonia Rykiel
se raconte.

*Avec croquis
à l'appui.*

Cette semaine dans ELLE.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. ASIE
3. PROCHE-ORIENT
- 4-5. EUROPE
 - ITALIE : M. Enrico Berlinguer propose des « formes nouvelles de collaboration » entre le P.C.I. et le gouvernement.
6. AFRIQUE
6. DIPLOMATIE
 - Les Juifs américains face à leur réussite (II), par Dominique Dhombres.
- 6-7. AMERIQUES
 - M. Barre rassure les présidents d'université.
- 8 à 12. POLITIQUE
 - LIBRES OPINIONS : « Il nous manque un petit Hitler », par Jacques Ellul.
13. SPORTS
13. POLICE
14. JUSTICE
 - De nouveaux grades dans la magistrature.
 - L'affaire Dussault.
15. EDUCATION
 - M. Barre rassure les présidents d'université.
15. DEFENSE
15. RELIGION
 - Le Vatican s'élève des commentaires suscités par la nouvelle lettre de Paul VI à Mgr Lefebvre.
16. L'ÉVÈNEMENT
 - La crise de la presse française.

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

PAGES 17 ET 18

- M. William Lipcomb, prix Nobel de chimie.
- Le séisme dans l'industrie chimique.
- La sélection scientifique chez les chevaux de compétition.

- 18-19. ACTUALITÉ MÉDICALE
 - Le congrès de Strasbourg sur l'Alcoolisme.
- 20 à 22. ARTS ET SPECTACLES
 - MUSIQUE : la Bouleille à la mer, de Georges Aperghis.
 - CULTUR. : « Jeunes auteurs » de films.
32. LES RÉGIONS
 - Les Alsaciens : nous pouvons progresser sans perdre notre originalité.
33. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
- 34 à 38. LA VIE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE
 - EUROPE : tableau de bord monétaire et financier : instabilité et méfiance.
 - FAIRES : les difficultés du groupe laurier Schampf en Alsace.

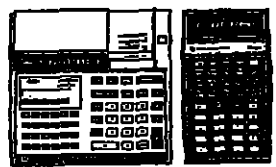
LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (19)
Annonces classées (25 à 31) ;
Aujourd'hui (34) ; Carnet (32) ;
Journal officiel (34) ; Météo ;
Religion (34) ; Mots croisés (34) ;
Bourse (39).

Le numéro du « Monde »
daté 19 octobre 1976 a été tiré
à 609 259 exemplaires.

(Publicité)

**Texas-Inst. ou
Hewlett-Packard?**



Rockwell, Commodore ou ?

Duriez sait

quelle calculatrice vous ira.

Si vous êtes profane et cherchez une bonne petite calculatrice à opérations, fiable et durable, c'est chez Duriez que vous la trouverez.

Si vous êtes un scientifique évolué ne vous trompez pas de marque ni de modèle. Beaucoup de machines sont excellentes (log., expo., racines, intégration, etc.) mais il faut demander conseil aux spécialistes de Duriez.

Si vous êtes chef comptable, Duriez vous offre en discount les meilleures machines imprimantes, silencieuses, sûres avec mise en page automatique sur mesure.

Duriez - 132, bd Saint-Germain, tel. 326-43-21, ouvert sauf lundi de 9 h. à 19 h.

A B C D E F G

Le dollar légèrement au-dessous de 5 francs à Paris

« Trop peu et trop tard », tel est le sentiment qui continue à régner sur le marché des changes à propos de la réévaluation du Deutschmark vis-à-vis des monnaies qui lui sont liées au sein du « serpent » européen : franc belge-luxembourgeois, florin, couronne danoise, norvégienne et suédoise. Les cours de ces dernières monnaies se situent mardi matin aux environs du taux central, c'est-à-dire à peu près à mi-chemin de leur point le plus bas et de leur point le plus haut autorisés par les règles de fonctionnement de l'accord monétaire européen, marge de fluctuation de 1,75 %.

Mais la tension n'a pas disparu des marchés, où le Deutschmark reste très demandé, ce qui entraîne une baisse du dollar sur toutes les places. A Francfort, la devise américaine était cotée mardi

matin 2,680 Deutschmarks. Sa baisse était légèrement plus prononcée à Paris, où elle valait 4,980 francs. De ce double mouvement, il résultait une certaine baisse du Deutschmark à Paris, où le cours de la devise allemande s'élevait à 2,685 francs. Le franc se trouvait donc en meilleure position mardi matin.

Quant à la livre sterling, elle est à nouveau en baisse, cotant 1,640 dollar, ce qui correspondait à un cours de 5,190 francs.

Nouvelle baisse également de la lire, le dollar valant à Milan 274 lire (5,71 francs pour 100 lire), malgré, semble-t-il, d'importantes interventions de la Banque d'Italie. De nombreux investisseurs, pour échapper à la zone de 10 % qui était en vigueur aux cours des deux précédentes semaines, se précipitent en effet sur le marché.

Un barrage insuffisant selon les milieux bancaires allemands

De notre correspondant

Bonn. — Le réajustement de la parité du Deutschmark — dans les milieux officiels allemands on préfère cette expression à celle de réévaluation — a été trop modeste, grand scepticisme chez les industriels et les banquiers de la République fédérale. Ceux-ci ne paraissent pas partager la confiance de M. Apel, ministre des finances, qui a déclaré au cours d'une conférence de presse tenue à Francfort lundi 18 octobre : « La spéculation monétaire nous laissera en paix pendant un long moment. Personne ne doit douter que les nouveaux taux d'intervention seront définitifs ».

L'impression prévaut plutôt que le réajustement a été trop modeste. Pour la fédération des banques allemandes, « il n'y a plus qu'à espérer que le calme s'installe au sein du Serpent monétaire européen. Ce changement minimal des parités ne constitue pas un barrage efficace contre l'afflux de devises », indiquent les banques populaires, qui auraient préféré une réévaluation plus forte du DM ou la suppression totale du « Serpent » à la place de cette « demi-mesure ».

Les chambres de commerce et d'industrie mettent également en cause l'existence de l'accord monétaire européen qui ne mérite pas qu'on lui sacrifie la politique de stabilité. Il convient de se demander, ajoutent-elles, « si cet instrument est encore défendable ». Les milieux industriels ouest-allemands se déclarent de plus en plus souvent partisans d'un système global de changes flottants.

Dans leurs déclarations officielles, les représentants des finances et des gouvernements de banques centrales, qui n'ont duré que deux heures (et non cinq heures comme il avait été d'abord annoncé), ont été éparpillés lors de la conférence du Fonds monétaire international à Manille et d'une rencontre à Paris des ministres des finances de France, d'Allemagne fédérale, de Grande-Bretagne et des États-Unis à la veille des élections allemandes. Au cours de cette réunion, les représentants français et britanniques ont insisté sur l'intérêt qu'ils ont au maintien de l'accord monétaire européen, à l'indiqué M. Apel aux journalistes. Les pays qui ne font pas partie du « serpent » le considèrent comme une contribution importante à la politique de stabilité et orientent leur propre action en fonction de son existence.

Toutefois, selon le ministre ouest-allemand des finances, la France et la Grande-Bretagne sont disposées à rejoindre l'accord monétaire européen, même si ce souhait reste pour l'instant théorique. Dans les conditions actuelles, un retour du franc et de la livre sterling dans le « serpent » n'est pas en effet possible et « cela n'aurait aucun sens », a assuré M. Apel, d'en changer les conditions de fonctionnement.

● La composition de l'équipe de Saint-Etienne contre Eintracht. — Voici la composition de l'équipe de Saint-Etienne qui reçoit mercredi 20 octobre Eintracht en Coupe d'Europe de football. Santini remplaçant J.-M. Larqué comme capitaine : Curkovic (1), Janyvon (2), Plassa (4), Lopez (5), Fardoullet (6), Bachelard (7), Bachelard (8), Bachelard (9), Bachelard (10), Bachelard (11).

● La composition de l'équipe de Saint-Etienne contre Eintracht. — Voici la composition de l'équipe de Saint-Etienne qui reçoit mercredi 20 octobre Eintracht en Coupe d'Europe de football. Santini remplaçant J.-M. Larqué comme capitaine : Curkovic (1), Janyvon (2), Plassa (4), Lopez (5), Fardoullet (6), Bachelard (7), Bachelard (8), Bachelard (9), Bachelard (10), Bachelard (11).

● La composition de l'équipe de Saint-Etienne contre Eintracht. — Voici la composition de l'équipe de Saint-Etienne qui reçoit mercredi 20 octobre Eintracht en Coupe d'Europe de football. Santini remplaçant J.-M. Larqué comme capitaine : Curkovic (1), Janyvon (2), Plassa (4), Lopez (5), Fardoullet (6), Bachelard (7), Bachelard (8), Bachelard (9), Bachelard (10), Bachelard (11).

BERNE : des doutes pour l'avenir.

(De notre correspondant.)

Berne. — Le taux de réajustement des parités au sein du « serpent » est généralement considéré comme relativement satisfaisant, mais des doutes subsistent pour l'avenir à long terme.

Certes, un retour au calme au sein du serpent est prévisible à court terme, mais des doutes subsistent pour l'avenir à long terme.

STOCKHOLM : une décision trop timide.

(De notre correspondant.)

Stockholm. — A son retour à Stockholm, mardi dans la nuit, le ministre suédois de l'économie, M. Gösta Bohman, a déclaré que la décision de réajuster le mark allemand « devait être accueillie avec satisfaction. Cette mesure devrait normalement mettre un terme à l'inquiétude et au malaise qui régnaient sur les marchés monétaires depuis quelques mois ».

Les milieux financiers semblent cependant moins optimistes. Une dévaluation de 5 % de la couronne suédoise par rapport à la couronne allemande par rapport à la couronne suédoise est estimée insuffisante. On pensait généralement qu'elle se situerait aux alentours de 10 %. On espérait même, mais sans trop y croire, une dévaluation de l'ordre de 10 %. Selon certains experts il n'est pas certain que la décision est timide à prise à Francfort permettrait d'enlever le doute des capitaux qui a pris des proportions considérables en Suède ces derniers mois. Le relèvement du taux de l'escompte de 6 à 8 % décidé par la Banque suédoise début octobre n'a eu qu'un effet limité, puisque les réserves de devises ont continué de diminuer ces derniers jours à un rythme inquiétant.

LA COMMISSION EUROPÉENNE REGRETTE DE NE PAS AVOIR ÉTÉ CONSULTÉE

La commission européenne regrette que la procédure de consultation fixée par décision du conseil des ministres en février 1974 n'ait pas été appliquée à l'occasion du réajustement des parités décidé le 17 octobre.

La commission, qui a été informée dimanche soir de la décision prise à Francfort, souligne, dans une déclaration de l'un de ses vice-présidents, M. Wilhelm Haferkamp (R.F.A.), l'importance qu'elle attache au « maintien du système communautaire de change comme élément de stabilité pour l'ensemble de l'économie de la Communauté et donc à toute mesure prise pour le maintien de ce système ».

Sur TF 1 le 28 octobre

**M. RAYMOND BARRE
A « L'ÉVÈNEMENT »**

M. Raymond Barre, premier ministre, ministre de l'économie et des finances, répondra aux questions de la rédaction de TF 1 le jeudi 28 octobre, à 20 h. 30, au cours d'une émission spéciale du magazine « L'Événement ».

DACTYLOGRAPHIE
Cours individuels
Méthode audio-visuelle
accélérée (15 h)
école
pallas
ÉCOLE PRIVÉE DE
FORMATION PROFESSIONNELLE
105, rue St-Lazare
75-Paris 9 - 874.78.84
de 8 h 30 à 20 h
Autres disciplines enseignées
**STENOGRAPHIE
ORTHOGRAPHE**

Sevres "33"
PULL-OVERS
DE MARQUES
EN SECOND CHOIX
33, rue de Sevres, Paris
tel. : 548.66.73

Ancien archevêque de Bologne

LE CARDINAL LERCARO EST MORT

Le cardinal Giacomo Lercaro, ancien archevêque de Bologne, s'est éteint le 18 octobre, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, dans le silence qu'il avait choisi pour partage depuis huit ans.

De Ravenne à Bologne, le cardinal Lercaro a d'abord été le prélat de combat menant la bataille contre la prédominance du parti communiste en Romagne, puis en Émilie. Pie XII avait choisi en lui, selon ses propres termes, « un modèle d'évêque », et l'accueillait au consistoire de janvier 1953, où il élevait au cardinalat avec ses mots : « Mon fils chéri ».

Le parti communiste italien était encore fortement marqué d'habitudes stalinistes et son mode de gestion des municipalités émiliennes ou romagnoles n'apportait aucune nouveauté, aucune pression. L'église catholique se sentait en situation de défense et rien ne laissait présumer une quelconque politique d'ouverture. Le cardinal Lercaro accepta la bataille. Il choisit dans les différents ordres religieux une vingtaine de jeunes prêtres, regroupés sous le nom de « frères volants » dans l'organisation Fraternitas.

Il allaient à travers le pays, dominant des cours populaires de religion en toute occasion, propageant vivement lorsqu'ils y étaient incités. Les campagnes électorales les virent aux prises notamment avec les partisans de Giuseppe Dossetti, maire communiste de Bologne, qui jouissaient d'une grande popularité. En bref, le cardinal Lercaro fut, jusqu'à la fin du règne de Pie XII, un Wisniewski de l'Émilie-Romagne.

En conclusion de 1958 qui vit Jean XXIII élu pape, son nom avait été prononcé parmi ceux des « papabili ». La rencontre entre les deux hommes devait se produire et le concile en fut l'occasion. Dès la première session, le cardinal Lercaro prit du relief. Il exprima le vœu que « le mystère du Christ dans les pauvres et leur évangélisation soient au centre même de l'œuvre doctrinale et législative du concile ». Désigné comme « modérateur » par Paul VI, lors de la seconde session, il contribua à faire écarter le ghetto où s'enfermait l'épiscopat italien, dans sa peur des influences étrangères, et le fit connaître des autres pères conciliaires.

La réforme liturgique

A la troisième session, Paul VI lui confia la commission post-conciliaire sur la liturgie, promouvant ainsi le mouvement de réforme qui allait susciter tant de résistances. Mais cette réforme amorcée, le cardinal Lercaro la proclamait « trop timide ». Une de ses interventions, le 4 novembre 1964, sur les rapports entre l'Église et le monde, proposait au concile de « rechercher et définir un certain nombre de mutations essentielles qui sont à opérer dans la culture d'aujourd'hui », et notamment l'« application de la pastorale évangélique ».

L'avenir de la réforme liturgique entraînera en 1967 un incident public : le cardinal Bacci, prélat d'un modeste pape, dirigeait contre elle, attaquait le cardinal Lercaro au nom de la défense du latin. Il s'agissait de

restituer à la Congrégation des rites les compétences dévolues à la commission spéciale, extérieure à la Curie. L'outrance, voire la bouffonnerie — car l'inspiration du libéral venait de ceux qui, tout récemment, ont accusé les auteurs de la réforme d'appartenance à la franc-maçonnerie — s'élevèrent pas de résultats immédiats. Paul VI rendit hommage au cardinal Lercaro, qui, au synode d'octobre 1967, présenta le rapport sur ce sujet et recueillit tous les suffrages. En février 1968, alors que son activité n'avait jamais été aussi grande, sa démission était acceptée. C'était la preuve d'un schéma, et elle combattait d'aise tous ceux qui refusaient d'admettre qu'il n'adaptait la lettre de la liturgie que pour en maintenir l'esprit vivant.

Le 30 novembre 1968, il était fait citoyen d'honneur de la ville par Guido Fanti, maire communiste, au cours d'une cérémonie à l'hôtel de ville. Celui-ci célébra la fin d'une époque, « l'abandon des « belles lettres » idéologiques » pour les uns et la reconnaissance à « toute continuation et la poursuite spirituelle et la poursuite temporelle » pour les autres. M. Fanti cita la dernière encyclique de Paul VI, « Humanae vitae », « tout objectif politique ou temporel » pour l'Église.

L'archevêque battailleur, choisissant les armes de François d'Assise, en déconcerta plus d'un, et son comportement révéla des souvenirs laissés par la domination pontificale en Romagne jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Dans la suite qui l'accompagnait, on remarqua un simple prêtre, Giuseppe Dossetti, Dossati, compagnon de M. Fanfani, inspirateur de la gauche démocrate chrétienne, entré dans les ordres en 1956, après la campagne électorale contre M. Dossetti.

État-ce déjà l'annonce de la stratégie du « compromis historique » ? Il ne convient pas de précéder les rythmes de l'histoire en les reconstruisant. C'était évidemment l'indication que le parti communiste aussi bien que l'Église catholique étaient en train d'évoluer pour « manifester la solidarité de toute l'Église de Bologne à l'œuvre de développement civil de la communauté ».

Rien d'autre.

La retraite du cardinal Lercaro, quelques mois plus tard, fut interrompue comme un désastre, et pourtant, il avait contribué à libérer les catholiques de toute allégeance politique, en insistant sur le rôle purement pastoral de l'évêque, non sans être taxé de subversion par nombre de ses frères dans l'épiscopat. En fait, il était assez seul, avec le cardinal Pellegrino, archevêque de Turin, ou son ancien auxiliaire, Mgr Bettazzi, aujourd'hui évêque d'Avire. Mais le cardinal Lercaro, son successeur, homme extrêmement prudent, ne renia jamais explicitement son orientation.

Le cardinal Lercaro a laissé des héritiers spirituels, en particulier l'« Institut des sciences religieuses » de l'université de Bologne.

JACQUES NOBECOURT.

645 F STOP	WEEK-END	YUGOSLAVIE
STOP 645 F	TOUT COMPRIS	STOP
SEUL VOL DIRECT	PARIS-DUBROVNIK	
RÉPUBLIQUE TOURS	61 RUE DE MALTE	
75541 PARIS CEDEX 11	355.39.30	
OU VOTRE AGENT DE VOYAGES		

**je suis le chemin,
la vérité, la vie;
nul ne vient au
père que par moi.
Jesus**

Pour connaître JESUS, il faut lire l'ÉVANGILE

Le désir gratuitement, sans engagement l'Évangile

NOM _____

ADRESSE _____

Ecrire à La Cheminière, R. Colbert, 84200 Carpentras